

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
FACULTÉ DES LETTRES

Le III^e Reich et le pétrole roumain

1938-1940

Contribution à l'étude de la pénétration économique allemande
dans les Balkans à la veille et au début
de la Seconde Guerre mondiale

THÈSE

présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel
pour obtenir le grade de docteur ès lettres

par

PHILIPPE MARGUERAT

Archiviste - paléographe

1977

Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales
GENÈVE

La Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel, sur les rapports de M. Jacques Freymond, directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et professeur à l'Université de Genève, de M. Louis-Edouard Roulet, professeur à l'Université de Neuchâtel, et de M. Henri Michel, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Paris), président du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, autorise l'impression de la thèse présentée par M. Philippe Marguerat, en laissant à l'auteur la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, le 29 octobre 1976

Le doyen: R. Scheurer

**Le III^e Reich
et le pétrole roumain
1938 - 1940**

**Contribution à l'étude de la pénétration économique allemande
dans les Balkans à la veille et au début
de la Seconde Guerre mondiale**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Introduction	11
I. PLACE DE LA ROUMANIE DANS LE SYSTÈME POLITICO-ÉCONOMIQUE DU « REICH » EN 1938	15
II. LE III^e REICH ET L'ÉCONOMIE ROUMAINE	23
1. Relations financières de la Roumanie avec le III^e « Reich » et les autres puissances européennes	24
A. Investissements étrangers en Roumanie à la veille de la Seconde Guerre mondiale	24
a) Estimation globale des investissements étrangers en Roumanie à la veille de la Seconde Guerre mondiale	28
b) Secteur bancaire	36
c) Industrie métallurgique	43
d) Industrie textile	51
e) Industrie chimique	54
f) Industrie extractive	55
g) Industrie pétrolière	55
Conclusions	65
B. Dette publique extérieure roumaine à la veille de la guerre	65
C. Conclusions	69
2. Relations commerciales	71
Evolution du commerce roumain entre 1930 et 1938	71
Relations commerciales avec l'Allemagne	72

Relations commerciales avec l'Angleterre	80
Relations commerciales franco-roumaines 1933-1937	83
Conclusions	84
3. Le III^e « Reich » et la politique intérieure roumaine	86
4. Le III^e « Reich » et la politique extérieure roumaine	92
III. ÉTÉ 1938 - MARS 1939	95
Importance de la Roumanie pour l'Allemagne à l'automne 1938 et au printemps 1939	95
La situation en septembre 1938	98
Offensive économique allemande en Roumanie à l'automne 1938	100
Relations économiques anglo-roumaines à l'automne 1938	103
L'accord de paiement anglo-roumain du 2 septembre 1938	104
Achat de blé roumain par l'Angleterre	115
Visite du roi Carol à Berlin et changement de la politique alle- mande à l'égard de la Roumanie	120
Reprise des négociations économiques germano-roumaines et accord germano-roumain du 10 décembre 1938	122
Accord du 10 décembre 1938 et échanges commerciaux germano- roumains au cours de l'hiver 1938-1939	124
Poursuite de la contre-offensive britannique novembre 1938- mars 1939	125
Accord économique du 23 mars 1939	130
IV. MARS 1939 - SEPTEMBRE 1939	137
Importance de la Roumanie pour l'Allemagne	137
Situation diplomatique de la Roumanie entre mars et sep- tembre 1939	139
Pénétration du capital allemand en Roumanie entre mars et septembre 1939	140
Relations commerciales germano-roumaines entre mars et septembre 1939	149
Relations commerciales de la Roumanie avec la France et l'Angleterre	151
Relations de l'Allemagne avec l'Italie	155

V. SEPTEMBRE 1939 - MAI 1940	157
Rôle de la Roumanie dans les plans allemands	157
Positions allemandes en Roumanie au début de la guerre	160
Difficultés opposées à la poussée économique allemande	163
1. Situation économique en Roumanie	163
2. Offensive économique anglaise depuis septembre 1939	168
3. Effets de l'offensive économique anglaise	171
4. Politique économique française	174
Résultats de l'offensive économique alliée en Roumanie	176
Réaction allemande, octobre 1939 - mars 1940.	178
Pénétration des capitaux allemands en Roumanie	179
Réaménagement des rapports commerciaux entre l'Allemagne et la Roumanie	185
 VI. MAI - SEPTEMBRE 1940	 195
Mai - août 1940	195
Septembre 1940: avènement du gouvernement Antonescu	200
 VII. CONCLUSIONS	 205
 ANNEXES	 211
 BIBLIOGRAPHIE	 215

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier la politique économique du III^e Reich à l'égard de la Roumanie entre 1938 et 1940. A l'origine, nos ambitions étaient plus vastes: nous songions à englober dans notre étude tous les pays danubiens. Mais il est très vite apparu qu'en l'absence de toute monographie sérieuse consacrée à l'un ou l'autre de ces pays, l'entreprise n'avait pas de sens. Mieux valait réduire l'angle d'attaque et pousser l'analyse plus en profondeur.

Le choix de la Roumanie se justifie: c'est, à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale, le pays danubien qui présente le plus d'intérêt pour l'économie allemande; c'est aussi le pays danubien dans lequel les futurs adversaires du Reich jouissent de la plus forte influence, tant du point de vue économique que politique. Le thème choisi est donc central: par delà les relations germano-roumaines, il évoque la lutte que se livrent l'Allemagne et les démocraties occidentales pour le contrôle des matières premières stratégiques, en particulier du pétrole. Les dates retenues méritent explication. La période 1938-1940 peut paraître bien courte: ne fallait-il pas remonter à 1933? C'eût été en fait noyer le poisson. C'est à partir de 1938 seulement que la Roumanie devient l'objet des convoitises allemandes et le théâtre d'une lutte économique tantôt sourde, tantôt acharnée entre l'Angleterre et le Reich. Sans nous interdire des retours jusqu'en 1933, nous avons dès lors jugé préférable de nous concentrer sur ces trois années, persuadé que leur analyse approfondie permettrait de comprendre les conditions dans lesquelles s'est opérée la pénétration allemande mieux qu'une étude diluée dans le temps, sur une plus longue période.

Le sujet n'est certes pas inconnu. Mais les ouvrages qui en traitent sont, du côté occidental, sommaires ou trop généraux. Alors que les relations politiques et militaires entre l'Allemagne et la Roumanie ont fait l'objet d'études remarquables, en particulier les travaux d'A. Hillgruber et de M. Broszat, la question, du point de vue économique, a été négligée ou alors n'a été abordée qu'accessoirement, dans le cadre d'analyses portant sur les rapports entre le Reich et le bassin danubien dans son ensemble. Reste à savoir si ces analyses, inspirées dans une large mesure par les écrits des publicistes allemands et anglais d'avant-guerre, s'appliquent au cas de

la Roumanie. Du côté roumain, diverses études ont paru, qui abordent les relations économiques germano-roumaines. Mais, basées sur des sources incomplètes (les archives roumaines ne sont que partiellement ouvertes aux chercheurs roumains) et handicapées par divers tabous, elles demeurent, malgré leur intérêt, insuffisantes.

Cette étude se fonde essentiellement sur l'exploitation des archives publiques. En dépit de nos efforts, les archives privées, en particulier les archives d'entreprises, nous sont restées fermées, à la seule exception des papiers de la Maison *Desmarais*, déposés aux *Archives Nationales*, à Paris. Pour l'Allemagne, le mal n'est pas bien grand, si l'on songe que la plupart des entreprises qui se sont occupées de la Roumanie sont des entreprises étatiques, soumises au contrôle de l'Etat et ayant laissé à ce titre de très nombreuses traces dans les archives publiques; dans le cas des entreprises privées, les liens étroits avec l'Etat, maître des échanges économiques extérieurs, ont abouti au même résultat. Pour l'Angleterre, la situation est plus gênante; mais, là aussi, du fait de l'emprise croissante de l'Etat dans le domaine des relations économiques extérieures et de l'imbrication traditionnelle des intérêts pétroliers et gouvernementaux, l'action des grandes entreprises privées se reflète largement dans les documents officiels.

Pour les archives publiques, nous avons exploité systématiquement les archives allemandes: *Politisches Archiv* de l'*Auswärtiges Amt*, à Bonn, fonds du *Bundesarchiv*, à Coblenze, et du *Militärarchiv*, à Fribourg-en-Brigau. En Angleterre, nous avons dépouillé systématiquement les séries économiques du *Foreign Office* et opéré des sondages dans d'autres fonds (*Cabinet Papers* notamment). En France, en raison de la fermeture des archives du *Quai d'Orsay* et du Ministère des Finances pour la période considérée, nous nous sommes rabattu sur la série F 12 (Ministère du Commerce) aux *Archives Nationales*. En Roumanie, enfin, l'accès aux archives, pourtant ouvertes aux chercheurs roumains — dans d'étroites limites, il est vrai — nous a été refusé; nous nous sommes efforcé de combler cette lacune par le recours à l'historiographie roumaine.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance aux professeurs Jacques Freymond et Louis-Edouard Roulet, dont l'appui et les conseils ont permis la réalisation de cette étude. Ma gratitude s'adresse aussi à M. Henri Michel, directeur de recherche au C.N.R.S., qui a bien voulu lire et examiner mon manuscrit, ainsi qu'aux professeurs Saul Friedländer, Miklós Molnar et Marlis Steinert, qui m'ont aidé à plus d'une reprise. Ma pensée va enfin à feu le professeur Eddy Bauer, qui avait accepté d'assumer la responsabilité de ce travail.

Par sa générosité, le Fonds national suisse de la recherche scientifique m'a permis de mener les recherches d'où est sorti ce livre; je l'en remercie vivement. Je suis enfin redevable aux Archives et Bibliothèques suivantes: Bundesarchiv, Coblenz; Militärarchiv, Fribourg-en-Brigau; Politisches Archiv de l'Auswärtiges Amt, Bonn; Public Record Office, Londres; Archives Nationales, Paris; National Archives, Washington; Bibliothèque de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, Genève; Bibliothèque de l'ONU, Genève; Bibliothèque de l'Institut d'histoire de l'Université et Bibliothèque de la Ville, Neuchâtel.

Neuchâtel, le 10 juillet 1976.

Philippe Marguerat

PLACE DE LA ROUMANIE DANS LE SYSTÈME POLITICO-ÉCONOMIQUE DU REICH EN 1938

Jusqu'à l'automne 1938, la Roumanie n'a joué qu'un rôle secondaire dans la politique extérieure du III^e Reich. En dépit de ses ressources naturelles, elle ne semble pas avoir présenté un grand intérêt économique aux yeux de l'Allemagne. Certes, dès la seconde moitié de 1935, une évolution se dessine : le pétrole roumain commence à susciter l'attention des autorités allemandes. Mais jusqu'à l'*Anschluss*, celles-ci le considèrent comme un simple appoint; elles n'y voient pas une source de ravitaillement privilégiée. C'est au cours de l'été 1938 que la situation se modifie complètement et que le pétrole roumain devient un des soucis principaux de la diplomatie allemande.

On sait que les plans de conquête hitlériens, tels qu'ils sont exposés dans *Mein Kampf* et surtout dans le *Second Livre*, se décomposent en deux grandes étapes, séparées par un intervalle d'une génération au moins : à une phase continentale, couronnée par la croisade pour le *Lebensraum*, doit succéder une phase maritime, marquée par la lutte contre les Etats-Unis. La première étape, articulée en une série de campagnes courtes et localisées, est prévue sous le signe de l'alliance avec l'Angleterre. C'est là, pour Hitler, un point capital : à cette condition seulement, le danger mortel d'une guerre d'usure peut être conjuré. Aussi, dès son arrivée au pouvoir, le *Führer* travaille-t-il sans relâche à resserrer les liens avec l'Angleterre. Mais malgré ses efforts, il échoue. A l'automne 1937, il doit se rendre à l'évidence : l'alliance si ardemment désirée se dérobe. Du moins lui reste-t-il la consolation de pouvoir compter sur la neutralité anglaise. Pas pour longtemps, car ce dernier espoir lui est enlevé par l'attitude énergique du gouvernement Chamberlain lors de la crise du 20-21 mai 1938. Les travaux récents de Jost Dülffer et de Joseph Henke montrent bien que cette crise, considérée jusqu'alors comme un épisode mineur — tout au plus la rendait-on responsable de la décision d'Hitler d'anéantir la Tchécoslovaquie à l'automne 1938 — constitue en fait un tournant décisif : elle sanctionne la faillite du programme des années vingt et ouvre la voie à une nouvelle stratégie, dans laquelle l'Angleterre se présente comme un adversaire ¹. A en juger d'après les propos

¹ J. DÜLFFER. *Weimar, Hitler und die Marine*. Reichspolitik und Flottenbau 1920-1939. Düsseldorf, 1973; JOSEPH HENKE. *England in Hitlers politischem Kalkül 1935-1939*. Boppard am Rhein, 1973. Cf. aussi A. HILLORDBER, « England in Hitlers aussenpolitischer Konzeption », dans *Historische Zeitschrift*, 1974, pp. 65-84.

tenus par Hitler devant certains généraux le 28 mai 1938 et d'après divers autres indices, les étapes de cette nouvelle stratégie s'articulent dès l'été 1938 de la manière suivante: anéantissement de la Tchécoslovaquie à l'automne 1938, puis, dans un délai de trois à quatre ans, guerre contre la France et l'Angleterre, ensuite conquête du *Lebensraum*, enfin, à partir des années 1943-1944, expansion au-delà des mers¹. Ce qui frappe dans cette séquence, c'est tout d'abord que les deux phases, continentale et maritime, qui se succédaient à intervalle très espacé dans le projet initial, sont télescopées²; c'est ensuite que les étapes de la première phase se bousculent, et que l'une d'elles au moins évoque le danger d'une guerre d'usure.

A la perspective d'une succession de guerres courtes et localisées (*Blitzkriege*) tend donc à se substituer celle d'un effort militaire général et soutenu. Cette évolution ne laisse évidemment pas de se répercuter sur le réarmement. Elle se traduit par un accroissement massif du potentiel militaire, particulièrement dans les secteurs de la marine et de l'aviation. C'est ainsi qu'en mai et en novembre 1938, Hitler demande à Raeder d'accélérer et d'étendre la construction de navires de guerre³; c'est ainsi aussi qu'à l'automne 1938, il donne l'ordre de quintupler les effectifs de la flotte aérienne⁴.

Un tel accroissement du potentiel militaire ne va pas sans nécessiter un accroissement du potentiel économique. Jusqu'alors, pour reprendre les termes du général Thomas, chef de la section économique de l'*OKW*, le réarmement allemand a été un réarmement « en surface »: le ravitaillement et les stocks de matières stratégiques (munitions, carburant, fer, etc.) ont été conçus en prévision de guerres brèves et localisées, conformément au principe du *Blitzkrieg*⁵. Désormais, la situation est modifiée. La perspective d'un effort militaire prolongé entraîne aux yeux d'Hitler et des principaux dirigeants nazis la nécessité d'un réarmement « en profondeur ». Certes, on admet en général, dans le sillage des mémoires du général Thomas, qu'une

¹ Ces indices sont: 1. l'accélération et l'extension du programme naval à partir de fin mai 1938; 2. l'accélération et l'extension du programme aérien depuis l'automne 1938 et enfin, comme nous allons le voir, 3. l'augmentation énorme du programme pétrolier à partir de fin juin 1938. Sur les deux premiers indices, cf. J. DÜLFER, *Weimar, Hitler und die Marine*, op. cit.; sur le troisième, cf. *infra*. Pour indirects qu'ils soient, ces indices n'en témoignent pas moins d'une réorientation générale de la stratégie hitlérienne.

² Si les deux phases, continentale et maritime, se rapprochent au point de se toucher, c'est parce qu'Hitler juge que l'Angleterre entraînera les Etats-Unis dans son hostilité à l'Allemagne, et que, dans ces conditions, une guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis devient inévitable à plus ou moins brève échéance. Il importe dès lors d'abattre les Etats-Unis le plus tôt possible, avant qu'ils aient eu le temps de profiter de leur potentiel énorme pour réarmer. Sur tous ces problèmes, cf. les ouvrages cités de J. Dülffer et de J. Henke.

³ J. DÜLFER, *Weimar, Hitler und die Marine*, op. cit., *passim*.

⁴ *Ibid.*, pp. 493-494.

⁵ G. THOMAS, *Geschichte der deutschen Wehr- und Rüstungswirtschaft 1918-1943/45*, éd. par W. Birkenfeld, Boppard am Rhein, 1966, *passim*. On trouve un bon résumé des opinions de Thomas dans une conférence qu'il a prononcée le 24 mai 1939 devant les hauts fonctionnaires de la *Wilhelmstrasse*. *Tribunal militaire international (IMT)*, vol. 36, p. 119.

telle conversion n'est intervenue qu'en 1942, à l'avènement de Speer; et on en veut pour preuve les faiblesses de l'économie allemande en 1939, en particulier l'insuffisance des stocks de munitions et de métaux non-ferreux¹. C'est là, à notre avis, une vue partiellement erronée. Il y a bel et bien, dès le printemps 1938, conversion, du moins dans certains secteurs. Or, l'un d'eux est celui du ravitaillement en carburant.

Jusqu'à l'été 1938, les besoins en carburant prévus par les plans de mobilisation restent relativement faibles²: 6 millions de tonnes par année environ, alors que les besoins normaux sont estimés à 5 millions de tonnes. L'évaluation, on le voit, est basse, surtout si l'on songe qu'à la même époque les experts français chiffrent leur consommation de guerre à 13 millions de tonnes et les Anglais à 30 millions.

Evaluation des besoins en carburant jusqu'à l'été 1938³:

	Besoins normaux	Besoins en cas de guerre
Evaluation du 27 mai 1937 ⁴	4.990.000 t	5.695.000 t
Evaluation du 31 décembre 1937 ⁵	4.990.000 t	6.235.000 t

Mais, en juin 1938, sous l'effet du renversement stratégique que nous avons signalé, toutes ces données sont bousculées. Göring fait établir un nouveau plan, qui prévoit les besoins du Reich année par année de 1939 à 1943⁶. Pourquoi 1943? Parce que c'est la date à laquelle Hitler veut que tout soit prêt pour la réalisation de la deuxième phase: la conquête du monde. Comme on peut s'y attendre, les chiffres sont beaucoup plus élevés qu'auparavant. Pour les besoins normaux, la progression est faible: 7 millions de tonnes par année environ au lieu de 5 millions⁷; mais pour les

¹ En septembre 1939, les stocks de munitions suffisent pour 3 mois de guerre, ceux de cuivre pour 2 mois..., cf. B. KLEIN, *Germany's Economic Preparations for War*. Cambridge, Mass., 1959.

² Les instances chargées d'établir les besoins sont au nombre de trois: Reichswirtschaftsministerium, Vierjahresplan et Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt des OKW (Wi Rü Amt).

³ Bundesarchiv (BA), R 25/115, mémoire de la Reichsstelle für Wirtschaftsausbau, 5.8.1938: « Mob-Bedarf und Versorgungstage auf dem Mineralölgebiet »; et R 25/117, mémoire de la Reichsstelle für Wirtschaftsausbau, 29.11.1938: « Verzögerung im wehrwirtschaftlichen neuen Erzeugungsplan vom 12. Juli 1938 durch verringerte Stahlzuteilung ».

⁴ Chiffres empruntés à W. BIRKENFELD, *Der synthetische Treibstoff 1933-1945*. Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Wirtschafts- und Rüstungspolitik. Göttingen, 1964, p. 231, tableau 22.

⁵ BA, R 25/115, *op. cit.* Les chiffres cités par BIRKENFELD, *Der synthetische Treibstoff 1933-1945*, *op. cit.*, p. 231, sont erronés.

⁶ BA, R 25/115, *op. cit.*

⁷ D. PETZINA, *Autarkiepolitik im Dritten Reich*. Der nationalsozialistische Vierjahresplan. Stuttgart, 1968, p. 125.

besoins en cas de guerre, elle est foudroyante: les quantités doublent, passant de 6 millions de tonnes à 12 millions et plus.

Evaluation des besoins en cas de guerre d'après le plan du 30 juin 1938 (en millions de tonnes)¹:

	1939	1940	1941	1942	1943
Essence pour avions	3	3	3	3	3
Essence pour autos	4	4	4	4	4
Diesel	2	2	2	2	2
Mazout ²	1,85	2,25	2,7	3,4	4
Lubrifiant	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83
Total	11,68	12,08	12,53	13,23	13,83

Ces chiffres et surtout l'écart qui se creuse entre les besoins normaux et les besoins en cas de guerre montrent clairement que l'ère du *Blitzkrieg* est révolue.

Reste à ouvrir le second volet du diptyque: après les besoins, les moyens d'y répondre. On sait que le programme élaboré par Hitler en août 1936 et connu sous le nom de Plan de quatre ans (*Vierjahresplan*) prévoit parmi ses objectifs prioritaires l'autarcie pétrolière: dans un délai de 18 mois, la production indigène doit être développée de telle manière qu'elle couvre intégralement les besoins en carburant, fixés par les plans de mobilisation³. Au début, l'optimisme règne. Les experts comptent atteindre le but dans les délais prescrits. Mais, peu à peu, les retards s'accumulent, et en 1937 le terme est reporté à l'année 1940⁴. Au printemps 1938, la construction accélérée du *Westwall*, qui distrait à son profit capitaux, main-d'œuvre et matières premières, entraîne des difficultés supplémentaires, si bien que l'on s'accorde à reconnaître la nécessité d'élaborer un nouveau plan⁵. C'est le chimiste C. Krauch, d'*IG Farben*, qui en est chargé⁶. Le schéma qu'il propose en juillet 1938 constitue en fait un constat d'échec: alors que le *Vierjahresplan* de 1936 visait à une autarcie complète, le plan Krauch (*Wehrwirtschaftlicher Neuer Erzeugungsplan*), qui doit tenir compte de

¹ Nous nous basons sur BA, R 25/115, *op. cit.*, annexes B 1 à B 5.

² On remarquera que c'est le seul poste qui évolue, les autres étant fixés d'emblée. Aussi bien une grande guerre navale n'est prévue que pour la seconde phase, qui doit débiter à partir de 1943-1944.

³ Memorandum de Hitler, août 1936, *DGFP*, C, vol. 5, N° 490, pp. 853-862.

⁴ Sur les divers plans qui se succèdent entre l'automne 1936 et le printemps 1938, cf. W. BIRKENFELD, *Der synthetische Treibstoff 1933-1945*, *op. cit.*, pp. 120 et 229-230, ainsi que D. PETZINA, *Autarkiepolitik im Dritten Reich*, *op. cit.*, pp. 83-84.

⁵ Sur le constat de faillite, cf. D. PETZINA, *Autarkiepolitik im Dritten Reich*, *op. cit.*, p. 118.

⁶ Sur la genèse de ce plan, cf. *ibid.*, p. 118 et suiv.

l'accroissement des besoins établi par Göring en juin 1938, ne prévoit qu'une autarcie partielle¹:

Part des besoins couverte par la production indigène entre 1939 et 1943 d'après le plan Krauch (en %)²:

	1939	1940	1941	1942	1943
Essence pour avions	21 %	47 %	57 %	77 %	77 %
Essence pour autos	34 %	45 %	62 %	75 %	88 %
Diesel	12 %	30 %	63 %	67 %	97 %
Mazout	23 %	28 %	60 %	46 %	60 %
Lubrifiant	31 %	63 %	87 %	100 %	100 %
Total	26 %	45 %	62 %	72 %	79 %

Comme on le voit, au cours de la période 1939-1940, qui couvre en principe le début de la phase continentale, la couverture des besoins n'est assurée que dans une très faible proportion. A partir de 1941, il y a bien progrès, mais d'importantes lacunes subsistent, particulièrement dans les secteurs essentiels de l'aviation (essence pour avions) et de la marine (mazout).

Comment pallier les insuffisances du plan Krauch? C'est là la grande question, que diverses études menées en juillet-août 1938 s'attachent à résoudre. Une solution semble évidemment s'imposer: importer. Mais encore faut-il savoir d'où. Au moment où les experts s'attaquent au problème, la carte des importations allemandes s'établit de la manière suivante: en Europe, deux pays surtout fournissent du pétrole au *Reich*: la Roumanie et la Russie. Mais leur part reste faible: de 1934 à 1937, elle oscille entre 8% et 20% du total pour la Roumanie, entre 7% et 13% pour la Russie. L'essentiel des importations vient en fait de régions situées outre-mer: Etats-Unis, Mexique et surtout Indes occidentales hollandaises.

Tableau des importations allemandes 1934-1937³ (en milliers de tonnes)

	1934	1935	1936	1937
Amérique centrale ⁴ (Mexique et Indes occ. holl.)	1512=49%	1618=43%	1796=43%	1796=42%
Etats-Unis	418=13%	661=18%	796=19%	1000=23%
Roumanie	243=8%	673=18%	852=20%	520=12%
Russie	392=13%	401=11%	319=7%	301=7%
Autres pays	17%	10%	11%	16%
Total ⁵	3094	3767	4218	4307

Pour son ravitaillement en carburant, le *Reich* dépend donc essentiellement des Etats-Unis et de l'Amérique centrale. Or, c'est là, de l'avis des experts, une dépendance dangereuse, et cela pour deux raisons: tout d'abord, il est fort probable qu'en cas de guerre, les Etats-Unis et les Indes occidentales hollandaises suspendront leurs livraisons au *Reich*; ensuite et surtout, il est certain que la marine britannique coupera complètement l'Allemagne de ses sources non continentales¹. Dans ces conditions, il ne reste d'autre solution pour le *Reich* qu'une reconversion de ses importations. Et c'est ici qu'intervient la Roumanie.

Parmi les pays qui échappent aux prises d'un éventuel blocus britannique — et qui ne figurent pas au nombre des adversaires immédiats de l'Allemagne — la Roumanie est le seul qui produise du pétrole en grosse quantité: 8.703.000 tonnes en 1936, 7.147.000 tonnes en 1937, ce qui la range au cinquième rang des producteurs mondiaux². Elle ne participe certes aux importations allemandes que pour une fraction relativement faible: 520.000 tonnes sur 4.307.000 tonnes en 1937 d'après les statistiques allemandes (soit 12%)³, 435.000 tonnes d'après les statistiques roumaines (soit 10%)⁴. Mais la somme totale de ses exportations s'élève en 1937 à 5.668.000 tonnes⁵. La conclusion s'impose d'emblée aux experts allemands: il faut que le *Reich* s'assure une part plus large des exportations roumaines. C'est là pour lui le seul moyen de combler les lacunes du plan Krauch. Les études menées par le bureau de C. Krauch évaluent cette part de la manière suivante:

Part des exportations de pétrole roumain que le *Reich* devrait s'assurer (calculée sur la base des chiffres d'exportation pour 1937 et en tenant compte des progrès de la production indigène prévus par le plan Krauch de juillet 1938)⁶:

1939	1940	1941	1942	1943 et années suivantes
98%	83%	65%	52%	39%

¹ Sur le contenu du plan Krauch, quelques indications générales dans W. BERKENFELD. *Der synthetische Treibstoff 1933-1943*, op. cit., pp. 121-122, et D. PETZINA. *Autarkiepolitik im Dritten Reich*, op. cit., p. 125. L'essentiel se trouve dans BA, R 25/115, op. cit.

² D'après BA, R 25/115, op. cit., annexe 7 a.

³ Nous nous basons sur les données fournies par le *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, années 1936 (p. 238), 1937 (pp. 254 et 256), 1938 (pp. 270 et 272).

⁴ Mexique: 252.000 tonnes (1934), 296.000 tonnes (1935), 379.000 tonnes (1936), 332.000 tonnes (1937); Indes occidentales hollandaises: 1.260.000 tonnes (1934), 1.322.000 tonnes (1935), 1.417.000 tonnes (1936), 1.464.000 tonnes (1937).

⁵ L'importation de pétrole étranger est assurée par diverses sociétés importatrices, qui se fournissent auprès des grandes compagnies productrices. De ces sociétés importatrices, les unes sont purement allemandes (*Kraftstoffhandel*, par exemple), tandis que les autres sont des filiales allemandes des trusts anglo-saxons *Standard Oil* et *Royal Dutch-Shell* (*DAPG* et *Rhenania*) ou des sociétés étrangères (*Euratank*, du groupe américain Davis). Les deux grands pourvoyeurs de ces sociétés sont les groupes *Royal Dutch-Shell* et *Standard Oil*, ou plus exactement leurs filiales respectives dans les divers producteurs.

Ainsi donc, alors qu'auparavant le pétrole roumain ne jouait qu'un rôle d'appoint, il devient à partir de l'été 1938 une des clés du réarmement allemand. Toute la question consiste dès lors pour le *Reich* à assurer son écoulement régulier et abondant vers l'Allemagne. Or, la tâche est complexe : il faut tout d'abord canaliser les exportations roumaines vers l'Allemagne ; il faut ensuite veiller à ce que la production roumaine se maintienne à un niveau convenable. Ceci suppose deux conditions : 1. que l'Allemagne jouisse d'une position de force dans le commerce extérieur roumain ; 2. qu'elle contrôle tout ou partie de l'économie roumaine, en particulier le secteur pétrolier. Or, en dépit de ce qu'affirment de nombreux historiens et économistes, le *Reich*, en 1938 est loin de remplir ces conditions.

¹ BA, R 25/115, *op. cit.* La dépendance du marché allemand à l'égard des trusts anglo-saxons *Royal Dutch-Shell* et *Standard Oil* a été ressentie par les autorités du *Reich* comme un danger, mais comme un danger secondaire, car jusqu'à la guerre les deux trusts en question n'ont jamais fait mine de refuser leur concours ; bien au contraire, lorsqu'à l'occasion de la nationalisation du pétrole mexicain, le *Reich* a cherché à se dégager de leur tutelle (été 1938), ils ont exercé sur lui une forte pression et lui ont offert divers avantages pour conserver leur monopole (cf AA, *Mexiko, Petroleum*, vol. 4, lettres RWM à AA, 1.6.1938 et 13.7.1938). Mais comme nous le verrons, en septembre 1939, le Gouvernement britannique parviendra à dissuader *Royal Dutch-Shell* de livrer le pétrole de ses filiales roumaines à l'Allemagne.

² T 77/1797531, rapport *IG Farben*, 11.4.1939 : « Das rumänische Erdöl ».

³ *Statistisches Jahrbuch*, 1938, p. 272.

⁴ *Monitorul Petrolului Roman*, mars 1938, p. 328. A l'exception de ce paragraphe, consacré à la structure des importations allemandes en général, et pour lequel n'existent que des données allemandes, nous utilisons d'habitude les statistiques roumaines. Ce sont d'ailleurs celles qu'emploient les diplomates et les militaires allemands, lorsqu'ils étudient les relations germano-roumaines.

⁵ *Ibid.* et T 77/1797531, rapport *IG Farben*, 11.4.1939, *op. cit.*

⁶ BA, R 25/115, *op. cit.*

II

LE III^e REICH ET L'ÉCONOMIE ROUMAINE

Sur la question des relations économiques entre le III^e Reich et les pays danubiens, il existe une thèse quasi unanime: c'est qu'à la veille de la guerre, tous ces états formaient une unité économique, au sein de laquelle ils pouvaient vivre en autarcie, le Reich fournissant à ses partenaires danubiens les produits finis dont ils avaient besoin et ceux-ci lui procurant les matières premières qui lui étaient nécessaires.

Cette thèse trouve sa justification dans les théories et slogans que de nombreux économistes allemands ont développés entre les deux guerres. On sait qu'à partir de la grande crise, un retour s'est manifesté en Allemagne aux idées d'organisation économique de l'Europe prônées avant 1914 par List et Rathenau, et illustrées en 1916 par Naumann¹. Dès 1930, sous la plume de publicistes comme P. Bang, F. Fried et G. Wirsing, le concept de *Mittleuropa* refait surface, et sous un nom nouveau: « *Grosswirtschaftsraum* », se répand dans les milieux agrariens, nationalistes et nazis². A partir de 1933, il devient le principe dont se réclament peu ou prou tous les économistes. Or, dans les définitions que ceux-ci en donnent, le bassin danubien joue un rôle fondamental: on lui reconnaît des caractères complémentaires, qui le destinent à devenir le partenaire économique privilégié du Reich. A la veille de la guerre, de nombreuses études paraissent, signées de noms célèbres comme ceux de W. Daitz ou de E. Wagemann, qui soulignent à l'envi cette complémentarité³.

La question qui se pose est de savoir si ces théories sont restées pure fiction ou si elles se sont traduites dans la réalité. Les économistes et les historiens qui ont abordé le problème s'accordent sans exception sur la seconde alternative⁴. Il faut cependant reconnaître que cette unanimité

¹ Sur cette question, cf. H. C. MEYER. *Mittleuropa in German Thought and Action 1815-1945*. The Hague, 1955, *passim*.

² Cf. J. FREYMOND. *Le III^e Reich et la réorganisation économique de l'Europe 1940-1942*. Origines et projets. Thèse Genève, 1974, pp. 33-57.

³ Cf. en particulier E. WAGEMANN. *Der neue Balkan*. Altes Land — junge Wirtschaft. Hamburg, 1939, ou H. F. ZECK. *Die deutsche Wirtschaft und Südosteuropa*. Leipzig-Berlin, 1939.

⁴ Il n'est pas jusqu'à P. Renouvin, pourtant si critique à l'égard des thèses admises, qui n'ait adopté ce point de vue; cf. P. RENOUVIN, J. B. DUROSSELLE. *Introduction à l'histoire contemporaine*. Paris 2^e éd., 1964, pp. 78-79. La dernière étude allemande consacrée à la

semble plus dictée par le poids des slogans que par l'analyse rigoureuse des faits. C'est ce que démontre l'exemple précis de la Roumanie.

Les rapports économiques germano-roumains à la veille de la Seconde Guerre mondiale se situent sur deux plans: il y a d'une part le plan des relations financières, de l'autre celui des échanges commerciaux. Bien que ces deux aspects soient complémentaires, nous les traiterons séparément pour les besoins de l'analyse.

1. Relations financières de la Roumanie avec le III^e Reich et les autres puissances européennes

A. Investissements étrangers en Roumanie à la veille de la Seconde Guerre mondiale

Entre les deux guerres, la Roumanie connaît une forte industrialisation, voulue, sinon dirigée par l'Etat, qui y voit le seul moyen de diminuer la pression démographique dans le secteur agricole. La courbe n'est pas continue, mais se décompose en trois phases, qui s'articulent de la manière suivante: 1923-1928: essor; 1928-1932: stagnation, puis crise; 1933-1938: essor. En dépit de la crise, la progression est foudroyante: entre 1925 et 1938, l'indice général de la production industrielle fait plus que doubler¹. Un tel rythme de croissance, supérieur à celui de l'Allemagne², ne s'explique pas de lui-même. L'Etat a certes favorisé le mouvement, en instituant dès 1921-1922 un strict protectionnisme douanier et en soutenant les industries naissantes par des commandes. Mais, à elles seules, ces mesures ne suffisaient pas; en raison de la faiblesse de la demande interne et de l'incertitude des débouchés extérieurs, elles ne pouvaient assurer aux entreprises des bénéfices assez élevés pour leur permettre de se développer par autofinancement. Le recours au marché financier s'est donc imposé, et en particulier le recours au marché international.

Jusqu'à la crise (1931), ce sont les capitaux étrangers qui ont assuré le train du développement, permettant aux sociétés anonymes du pays de

question, celle de B. J. Wendt, n'échappe pas à la règle; cf. B. J. WENDT, « England und der deutsche Drang nach Südosten. Kapitalbeziehungen und Warenverkehr in Südosteuropa zwischen den Weltkriegen », in *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*, Düsseldorf, 1973, pp. 483-512.

¹ Cf. « The Synthesis of Roumanian Economy, 1938 », in *Roumanian Economist*, 1938, p. 930.

² En Allemagne, entre 1925 et 1938, l'indice général de la production industrielle n'a augmenté que de 63%; cf. *Deutsche Geschichte seit dem Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, 1973, vol. 2, p. 778, tableau 16.

décupler leur surface financière (1920: capital-actions total = 5.168.243.000¹; 1931 = 50.658.921.000²). La balance des paiements, telle que nous la connaissons par les publications de la *Banque nationale de Roumanie*, en témoigne éloquemment: entre 1922 et 1928, les importations de capitaux au titre des investissements atteignent 18 milliards de *lei*³, cependant que le capital-actions total augmente de 34 milliards de *lei* environ⁴. La part de l'étranger dans le financement des entreprises roumaines semble donc considérable. On a souvent souligné l'hostilité du parti libéral, maître du pouvoir presque sans interruption de 1922 à 1928, aux investissements étrangers. Cette affirmation ne doit pas faire illusion. Le parti ne s'est jamais opposé à l'afflux du capital étranger en tant que tel; il a seulement cherché à en limiter l'influence, en s'efforçant d'assurer aux actionnaires roumains la majorité dans les sociétés et dans les conseils d'administration⁵. Si modeste fût-elle, cette politique de « nationalisation » a d'ailleurs échoué. De nombreuses compagnies étrangères, les plus grandes compagnies pétrolières notamment, ont refusé de se transformer en sociétés roumaines; d'autres ont accepté de le faire, mais sous le masque juridique de la « nationalisation », ont réussi à maintenir la domination du capital étranger.

En 1931 survient la crise, qui entraîne un profond recul de la production dans les secteurs minier et métallurgique — la production de fonte chute de l'indice 100 en 1930 (68.843 tonnes) à l'indice 38 en 1931 et à l'indice 3 en 1932⁶ — et provoque un fort chômage. Ce ralentissement de l'activité économique se traduit par une diminution des investissements: du fait de la faiblesse des émissions nouvelles et de l'importance des liquidations, le capital-actions total diminue; de 50,7 milliards de *lei* en 1931, il tombe à 47,3 milliards de *lei* en 1932 et à 46 milliards de *lei* en 1933⁷. Non seulement les capitaux étrangers ne se placent plus en Roumanie, mais encore ceux qui y sont cherchent à s'en retirer. Bien que les données

¹ *Statistica societătilor anonime din Romania*, année 1940, *passim*.

² *Ibid.*

³ Banque nationale de la Roumanie. *Bulletin d'information et de documentation*. Bucarest, 1929, N° 1, p. 22. Entre 1922 et 1928, les importations de capitaux au titre des investissements évoluent de la manière suivante:

1922: 3 milliards de <i>lei</i>	1926: 3,5 milliards de <i>lei</i>
1923: 2 milliards de <i>lei</i>	1927: 3 milliards de <i>lei</i>
1924: 2 milliards de <i>lei</i>	1928: 2,5 milliards de <i>lei</i>
1925: 1,5 milliards de <i>lei</i>	

⁴ *Statistica societătilor anonime*, *op. cit.*, *passim*.

⁵ Sur la législation roumaine en matière de sociétés anonymes, cf. M. PEARTON. *Oil and the Romanian State*. Oxford, 1971, *passim*. Depuis 1923-1924, pour jouir de certains avantages, les sociétés devaient être réputées roumaines. Elles ne l'étaient que si elles remplissaient les conditions suivantes: 1. majorité du capital social dans des mains roumaines; 2. présidence et majorité du conseil d'administration dans des mains roumaines. En 1925, la clause concernant la présidence a été supprimée.

⁶ *Breviarul statistic al României*, année 1940, p. 162.

⁷ *Statistica societătilor anonime*, *op. cit.*, année 1940, *passim*.

précises manquent pour l'affirmer, il semble que la balance des paiements ait été mise en danger à partir de l'automne 1931; c'est du moins ce que tendrait à indiquer la chute du *leu* face aux autres monnaies¹. Pour arrêter l'hémorragie de devises et stabiliser la balance, le gouvernement décide en mai 1932 d'introduire le contrôle des changes. Cette mesure est suivie en août 1933 par un moratoire des transferts². Les capitaux étrangers sont désormais prisonniers en Roumanie et leur fruit « gelé ».

À partir de 1933-1934, la conjoncture se renverse. Sous l'impulsion de la politique d'équipement et d'armement instaurée par le roi Carol II, la production industrielle retrouve rapidement son niveau d'avant la crise, et une fois ce stade atteint, continue à se développer à un rythme soutenu. Comme le montre le tableau suivant, l'essor dans les secteurs métallurgique, chimique et textile est remarquable:

Indices de l'évolution de la valeur de la production (en prix 1929)³:

	1929	1932	1933	1935	1937	1938
Métallurgie	100	82	100	134	132	148
Chimie	100	78	96	114	142	142
Textiles	100	1931 = 96	1932 = 136	142	179	191

À l'intérieur de ces secteurs, certaines branches connaissent une expansion particulièrement rapide: ainsi la production d'acier, qui après avoir retrouvé son volume d'avant la crise en 1933 déjà, double à peu près entre cette date et 1938; ou la production de fonte, qui après avoir atteint et même dépassé son niveau d'avant la crise en 1935, augmente d'environ 60% entre cette date et 1938⁴.

	1928	1932	1933	1935	1938	Aug. en % 1935-38
Fonte	70.123		2.024	81.989	132.681	62%
Acier	143.511	103.046	144.766		276.532	93%

Un tel développement ne saurait évidemment se concevoir sans un fort accroissement de la capacité de production. On admet en général que cet accroissement a été assuré par deux voies: d'une part, l'autofinancement,

¹ BA, R 63/216, étude *Reichskreditgesellschaft*, 20.5.1936: « Rumänien ».

² *Ibid.*

³ Calculé d'après *Enciclopedia României*, t. 3, pp. 1098 et 1100. Nous avons calculé ces indices sur la base de la valeur de la production et en tenant compte de l'évolution des prix. Comme nous ne connaissons pas les prix par secteur, nous nous sommes contenté de l'indice général des prix industriels.

⁴ *Breviarul statistic al României, op. cit.*, pp. 163-164.

favorisé par la législation douanière et par les commandes énormes de l'Etat, de l'autre, le crédit de la banque nationale et de divers instituts semi-étatiques. Ces deux modes de financement ont effectivement été employés. Mais, très rapidement, ils sont arrivés au bout de leurs possibilités et ont dû être épaulés, sinon relayés par le marché des capitaux. C'est ainsi qu'à partir de 1937, les émissions d'actions industrielles retrouvent un volume digne de ce nom: alors qu'entre 1934 et 1936, elles stagnaient autour de 800 millions — 1 milliard de *lei*, elles atteignent 2 milliards de *lei* en 1937 et montent jusqu'à 3 milliards de *lei* en 1938.

Evolution des émissions d'actions industrielles 1929-1938 (en milliers de *lei*)¹:

1929	1.925.862	1934	864.550
1930	4.387.969	1935	757.750
1931	1.237.885	1936	1.114.143
1932	211.442	1937	1.958.641
1933	326.330	1938	3.016.935

Reste à savoir quels marchés ont absorbé ces titres. Sans qu'on puisse mesurer leur apport avec précision, les capitaux roumains ont joué un rôle important. Dans deux secteurs notamment, la chimie et les industries extractives (production d'or et d'argent), ils ont mené le jeu. Ce ne sont d'ailleurs pas tant les banques, portées au dégageement depuis la crise, que de puissants groupes industriels, comme celui de l'ingénieur Gigurtu, qui ont assuré le financement. Mais, très rapidement, il s'est avéré que les sommes exigées excédaient la capacité du marché roumain. D'où la nécessité de faire appel une fois de plus aux capitaux étrangers. On prétend en général que depuis 1932, ces derniers se sont tenus à l'écart de la Roumanie: le contrôle des changes, et en particulier le moratoire des transferts, les en auraient détournés. Cette affirmation ne résiste pas à la critique. Entre 1935 et 1938, les capitaux étrangers ont largement participé aux émissions roumaines. Bien que pour cette période, la balance des paiements nous soit inconnue, la chronique boursière en fait foi: c'est grâce à l'appui de groupes industriels ou financiers étrangers que de nombreuses sociétés

¹ *Statistica societăților anonime, op. cit., passim*. Exprimé en prix 1929, le mouvement est le suivant (en milliers de *lei* 1929):

1929	1.925.862	1934	1.649.904
1930	5.596.899	1935	1.262.916
1931	2.056.287	1936	1.626.486
1932	391.559	1937	2.504.656
1933	623.958	1938	3.853.046

ont été créées ou ont augmenté leur capital¹. Les secteurs qui ont le plus bénéficié de cet appui sont la métallurgie et les textiles, soit ceux qui ont le plus fortement sollicité le marché financier entre 1936 et 1939.

On ne saurait donc s'étonner si en 1938 les capitaux étrangers exercent une forte influence dans l'économie roumaine. Encore convient-il de mesurer cette influence et de déterminer la part des divers bailleurs de fonds, notamment celle du *Reich*. Nous nous efforcerons tout d'abord d'estimer de manière globale les investissements étrangers en Roumanie, puis, dans une seconde phase, nous nous attacherons à en évaluer le poids secteur par secteur.

a) ESTIMATION GLOBALE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN ROUMANIE A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

A défaut d'archives d'entreprises, inaccessibles pour la période considérée, les sources dont nous disposons sont l'annuaire financier autrichien *Compass*², la correspondance du *Foreign Office* et de certains ministères allemands, et enfin, *last, but not least*, diverses études faites par des entreprises allemandes et transmises aux ministères intéressés, qui les ont conservées dans leurs archives. C'est cette dernière catégorie de documents qui est la plus intéressante. Il convient de signaler tout particulièrement les enquêtes que le trust *IG Farben* a menées en 1940 sur les participations franco-britanniques dans l'industrie roumaine³ et l'analyse très détaillée que l'Institut bancaire allemand (*Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*) a consacrée en juillet 1940 aux capitaux franco-britanniques dans les pays balkaniques⁴. Bien que les estimations auxquelles aboutissent ces études ne concordent pas toujours, elles n'en constituent pas moins une base indispensable, qu'il est loisible ensuite de compléter ou de corriger à l'aide des autres sources⁵. En ce qui concerne les investissements allemands en Roumanie, le problème est plus délicat, car aucun document n'en donne un tableau d'ensemble. Il nous a donc fallu rassembler les

¹ Sur ces interventions du capital étranger, nous renvoyons aux chapitres suivants.

² *Compass*. Finanzielles Jahrbuch, Rumänien, 1920-1940. Wien, 1920-1940. Pour chaque société anonyme roumaine, cet annuaire donne année par année le capital-actions, la composition du conseil d'administration, parfois les principaux actionnaires, souvent le bilan et nombre d'autres indications.

³ T 84/1593748-58, étude *IG Farben*, 8.7.1940: « Britische, französische und amerikanische Kapitalbeteiligungen an wichtigen Unternehmen der chemischen, Erdöl-, Bergbau- und Schwerindustrie in Rumänien ». Ce document mentionne les principales sociétés auxquelles participent des capitaux franco-britanniques, et indique leur capital-actions ainsi que la part du capital-actions détenues par les actionnaires étrangers, quand cela est possible.

⁴ T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940: « Englische und französische Kapitalanlagen im Südosten ». Cette étude mentionne également les principales sociétés roumaines auxquelles participent les capitaux franco-britanniques et indique pour chacune le capital-actions, ainsi que le montant présumé de la participation étrangère.

⁵ En particulier à l'aide de l'annuaire *Compass*, *op. cit.*

morceaux du puzzle, en nous appuyant sur la correspondance diplomatique allemande, sur la presse financière roumaine ¹ et autrichienne ², enfin sur l'annuaire *Compass*.

Avant d'en venir aux résultats, une dernière remarque s'impose: les estimations que nous allons présenter reposent en grande partie sur des sources allemandes. Elles constituent donc, pour ce qui est des investissements franco-britanniques, des évaluations au second degré et ne correspondent pas forcément à la réalité. Nous nous sommes, certes, efforcé de serrer de près cette dernière, mais nous ne saurions prétendre y être toujours parvenu. Il est certainement des cas où les évaluations allemandes nous ont induit en erreur. Ces erreurs sont cependant fécondes dans la mesure où elles reflètent la manière dont les Allemands ont perçu la situation: même si les données sont fausses, ce sont elles qui ont déterminé les actions et réactions du *Reich* ³.

En 1938, les capitaux étrangers placés dans des entreprises roumaines représentent 13 à 14 milliards de *lei* sur un capital-actions total de 49 milliards de *lei*, soit une proportion de 25% à 30% ⁴. En tête viennent les capitaux franco-britanniques, suivis dans l'ordre par les capitaux belges, américains, tchèques et allemands. D'après l'enquête du *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen* que nous avons mentionnée, la part franco-britannique serait prédominante: environ 9 milliards de *lei* sur 13 à 14 milliards de *lei*, soit 70% des investissements étrangers. Selon la même source, la répartition serait la suivante: 5 milliards 604 millions de *lei* pour l'Angleterre, 3 milliards 266 millions de *lei* pour la France. Par secteurs, le tableau se présenterait comme suit (en millions de *lei*) ⁵:

	Capital- actions, total 1937	Grande- Bretagne	France	Total Grande- Bretagne et France	Total G.-B. et F. en % du capital-actions total 1937
Banques	8.800	586	410	996	11,3%
Industrie	33.800	4.939	2.699	7.638	22,6%
Commerce et assurances	4.000	29	57	86	2,1%
Résidu		50	100	150	
Total	46.600	5.604	3.266	8.870	19 %

¹ Parmi les journaux financiers roumains, mentionnons particulièrement la chronique boursière *Bursa*, les revues *Roumanian Economist* et *Finances et Industrie*, ainsi que les pages économiques du quotidien *Le Moment*.

² En particulier la revue *Südost Echo*.

³ A vrai dire, la consultation des archives du *FO* et de certains fonds des *AN* nous a permis de serrer de près la réalité.

En dépit d'erreurs de détail, ces évaluations semblent dans l'ensemble correctes¹. Peut-être pourrait-on leur reprocher une légère tendance à la surestimation et faudrait-il réduire le montant global à 8 milliards de *lei*: 5 milliards pour l'Angleterre, 3 milliards pour la France. Les sociétés entre lesquelles se répartit cette somme sont relativement nombreuses. On ne compte pas moins de soixante participations britanniques et une quarantaine de participations françaises. Mais la concentration est assez marquée, puisque sept participations britanniques, d'un montant égal ou supérieur à 200 millions de *lei*, totalisent environ 3 milliards de *lei*, et six participations françaises, d'un montant minimum identique, environ 2 milliards de *lei*².

Derrière les investissements anglais et français viennent, nous l'avons dit, les investissements belges, américains et tchèques. Bien que les indications qui les concernent soient vagues et éparées, il est possible d'en dresser le tableau suivant³:

Belgique:	environ 1,5 milliard de <i>lei</i>
Etats-Unis:	environ 1 milliard de <i>lei</i>
Tchécoslovaquie:	entre 600 et 700 millions de <i>lei</i>

Alors que les capitaux belges et tchèques sont distribués entre de nombreuses entreprises: une trentaine pour les premiers, une vingtaine pour les seconds, les participations américaines se réduisent à trois ou quatre, dont une de 900 millions de *lei*.

La ventilation de ces capitaux par secteurs est intéressante. Si l'on se rapporte au tableau que nous avons dressé des participations franco-britanniques, on remarque que celles-ci sont particulièrement fortes dans l'industrie: un peu plus de 7 milliards de *lei*, soit 86% du total investi par ces pays. La banque vient au second rang, avec 11%, cependant que le com-

¹ L'estimation des investissements étrangers repose sur mes propres calculs. Pour le montant du capital-actions total, cf. *Statistica societătilor anonime, op. cit., passim*.

² Calculé d'après T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.* Nous comptons comme société britannique la société pétrolière *Astra*, dont le capital est anglo-hollandais, mais qui se comporte comme une société britannique.

³ La principale erreur commise par l'étude du *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen* concerne l'entreprise *Copsa Mico și Cugir*, dont les actionnaires étrangers ne sont en 1938 ni français ni anglais, mais tchèques. En outre, la part attribuée aux actionnaires français et anglais dans les sociétés *Resita* et *Banca de Credit Roman* est trop élevée. Pour les détails, nous renvoyons aux rubriques que nous consacrons à ces sociétés.

⁴ Calculé d'après T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*; T 84/1593748-58, étude *IG Farben*, 8.7.1940, *op. cit.*; et *Compass, op. cit.*

⁵ Calculé d'après T 84/1593748-58, étude *IG Farben*, 8.7.1940, *op. cit.*; T 77/1784654-58, notice *Wi Rü Amt*, 23.8.1940: « Feindländische Kapital-Beteiligung in Rumänien », et *Compass, op. cit.* Derrière les capitaux tchèques, il faudrait aussi mentionner les capitaux italiens et suisses, importants, mais dont le montant est difficile à déterminer.

merce et les assurances ferment la marche avec moins de 1 %. Si l'on examine l'implantation par secteur, les résultats sont analogues. Dans le commerce et les assurances, les participations franco-britanniques jouent un rôle infime: elles représentent moins de 2% du capital-actions total. Dans les deux autres secteurs, en revanche, le rapport est beaucoup plus favorable et semble ouvrir de larges possibilités d'influence: il s'élève à 11% dans la banque et atteint 21% dans l'industrie. Quant aux capitaux belges, américains et tchèques, ils se caractérisent, eux aussi, par la prédominance de l'investissement industriel.

Ce qu'il convient enfin de souligner, c'est que ces capitaux tendent à s'investir pour une bonne part dans de grandes sociétés. Ainsi, sur la soixantaine de participations britanniques que nous avons dénombrées, vingt-deux sont immobilisées dans des entreprises dont le capital est égal à 100 millions de *lei* au moins; et sur ces vingt-deux, six le sont dans des entreprises dont le capital est supérieur à 300 millions de *lei*. De même, sur la quarantaine de participations françaises dont nous avons fait état, douze sont associées à des firmes dont le capital dépasse 300 millions de *lei*, et treize à des firmes dont le capital se situe entre 50 et 300 millions de *lei*.

Quelle est alors la situation des capitaux allemands face aux capitaux français et anglais? On sait qu'après avoir vu ses intérêts en Roumanie réduits à zéro par les traités de paix, l'Allemagne a recommencé à investir dans le pays à partir de 1921. Le mouvement a cependant été lent, et à la fin de la République de Weimar, en 1932, les résultats demeuraient modestes: on peut les estimer *grosso modo* à 350 millions de *lei*, répartis de la manière suivante:

Investissements allemands dans l'économie roumaine en 1932 (en millions de *lei*)¹:

	Capital-actions 1932	Investissements allemands	% du capital- actions
Banques	10.500	200	2%
Industrie	33.100	100	0,3%
Commerce et assurances	3.400	50	1,5%
Total	47.000	350	0,7%

On pourrait s'attendre à ce qu'à partir de 1933, sous la bannière de la *Grossraumwirtschaft*, le mouvement se soit accéléré. Or, tel n'est pas le cas. S'il y a bien augmentation des investissements entre 1933 et le début de

¹ Calculé d'après l'annuaire *Compass* et diverses sources dont nous donnons le détail dans les chapitres consacrés aux différents secteurs de l'économie.

1938, celle-ci reste faible, puisqu'elle ne dépasse pas 100 millions de *lei*, ce qui correspond à un taux d'accroissement largement inférieur à celui des années 1921-1932. A la veille de l'*Anschluss*, le tableau se présente de la manière suivante:

Investissements allemands dans l'économie roumaine au début de l'année 1938 (en millions de *lei*)¹:

	Capital-actions total 1937	Investissements allemands	% du capital- actions
Banques	8.800	180	2%
Industrie	33.800	150	0,4%
Commerce et assurances	4.000	120	3%
Total	46.600	450	0,9%

Ces 450 millions de *lei* se décomposent en une grosse participation de 160 millions de *lei* et en une cinquantaine de petites participations, toutes inférieures à 30 millions de *lei*.

A la lecture de ce tableau, quelques constatations s'imposent. La première est que les investissements allemands ne font pas le poids: avec un montant vingt fois inférieur à celui de leurs rivaux franco-britanniques, ils représentent moins de 1% du capital-actions total. Leurs possibilités d'influence semblent d'emblée limitées. Cette hypothèse se confirme, si l'on examine leur distribution et leur implantation. Alors que les capitaux franco-britanniques sont essentiellement immobilisés dans l'industrie (86% du total), les intérêts allemands se répartissent assez également entre les trois secteurs que nous avons distingués. La conséquence en est une implantation relativement forte dans le commerce et les assurances (3% du capital-actions total de ces branches contre 2,1% à la France et à l'Angleterre) et particulièrement faible dans l'industrie (0,4% du capital-actions total contre 22,6% à la France et à l'Angleterre). La faiblesse de l'influence allemande dans ce dernier secteur apparaît encore plus clairement si l'on ajoute que les rares capitaux qui y sont investis ne font pas bloc, mais sont atomisés au sein d'une vingtaine de petites sociétés, elles-mêmes éparpillées entre diverses branches. Sur cette vingtaine de sociétés, quatre seulement ont un capital social supérieur à 10 millions de *lei*, le maximum s'arrêtant à 48 millions de *lei* (usine textile *Corona*).

Les investissements allemands en Roumanie se caractérisent donc par leur faiblesse et par leur dispersion. Quelles raisons donner du phénomène?

¹ Calculé d'après les mêmes sources que la note précédente.

Sans doute l'étroitesse du marché financier allemand fournit-elle un premier élément d'explication: sollicités de 1925 à 1929 par les besoins de la « rationalisation », puis de 1933 à 1938 par ceux du réarmement, les capitaux n'ont pu être exportés qu'au compte-gouttes. Encore convient-il de préciser pourquoi ceux qui l'ont été en Roumanie ne se sont pas concentrés dans le secteur secondaire, comme leurs rivaux franco-britanniques, mais sont allés largement vers le secteur tertiaire, alors même que cette préférence diminuait leurs possibilités d'influence sur l'économie roumaine. La réponse est que tant sous la République de Weimar que sous le III^e Reich la préoccupation essentielle qui a guidé les intérêts économiques allemands dans les Balkans a été l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux¹. Aussi les investissements effectués en Roumanie l'ont-ils été en fonction de cette stratégie: jusqu'à l'automne 1938, il ne s'agissait pas tant de s'assurer le contrôle de telle ou telle branche industrielle que de développer l'infrastructure commerciale allemande dans le pays, de manière à épauler l'offensive des produits germaniques. Voilà pourquoi en 1938, sur un total de 450 millions de *lei*, plus des deux tiers étaient immobilisés dans le secteur tertiaire, sous forme d'une grande banque commerciale et de divers comptoirs de vente².

Si l'on compare cette situation à celle des autres pays danubiens, on constate que c'est en Roumanie que la pénétration des capitaux allemands est restée la plus faible. En Yougoslavie, d'après certaines estimations, les intérêts allemands dans le secteur industriel auraient représenté à la fin de 1936 environ 0,8% du capital-actions total; et jusqu'au début de 1938, la part allemande aurait encore considérablement progressé par suite d'investissements massifs dans l'industrie chimique et minière (participation dans la plus importante mine d'antimoine du pays et achat de concessions pour l'exploitation de l'argent et du plomb)³. En Tchécoslovaquie et en Bulgarie également, les investissements allemands auraient joui d'une position plus forte qu'en Roumanie: à la fin de 1937, ils auraient constitué un peu plus

¹ En 1922, Stinnes réclame « l'extension de l'économie germanique en direction du Sud-Est », J. C. PAVEZ. *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*. Genève, 1960, p. 29. En 1930, Duisberg lui fait écho en proposant une union douanière avec le Sud-Est de l'Europe, J. FREYMOND. *Le III^e Reich et la réorganisation économique de l'Europe 1940-1942*. Origines et Projets. Thèse, Genève, 1974, p. 43. La *Wilhelmstrasse*, quant à elle, cherche par tous les moyens à appuyer l'offensive commerciale dans les Balkans: « *In wirtschaftlicher Beziehung sind die Länder der mittleren und unteren Donau für uns ein natürliches Absatzgebiet... Unser Bestreben geht dahin, durch vertragliche Regelung den wirtschaftlichen Beziehungen (Handelsverkehr, Fremdenrecht, Rechtshilfe) geeignete Grundlagen für deutsche wirtschaftliche Betätigung nach und in diesen Ländern zu schaffen* », notice Bülow, 8.1926, ADAP, B, vol. 3, N^o 175, p. 50. Sous le III^e Reich, même politique des intérêts économiques, bien que contrecarrée, comme nous l'avons signalé plus haut, par l'Etat.

² La banque en question est la *Societatea Bancara Romana*. Parmi les plus importantes succursales de vente de firmes allemandes, mentionnons celles de AEG, de Röchling, de Mannesmann, de IG Farben, de Siemens, de Henschel, de O. Wolff...

³ AA, *Handakten Ciodius, Jugoslawien*, vol. 4, rapport *Reichskredit-Gesellschaft*, 1940: « Jugoslawien, Wirtschaftliche Lage im Frühjahr 1940 ».

de 2% du capital-actions total dans le premier, et 5,2% dans le second ¹.

Nous pourrions nous arrêter ici, si les bouleversements territoriaux survenus en 1938 n'avaient modifié la carte financière de l'Europe centrale. On sait qu'à la faveur de l'*Anschluss* l'Allemagne a réussi à étendre son influence sur de larges secteurs des économies danubiennes: en annexant les grandes banques et entreprises autrichiennes, elle faisait du même coup basculer sous son contrôle les intérêts que celles-ci possédaient à l'étranger, et notamment dans le bassin danubien. Le fait est frappant en Yougoslavie, où du jour au lendemain, dans le secteur industriel, les investissements « allemands » ont décuplé, passant de 0,8% du total à 8% et remontant du onzième rang au cinquième ². En Tchécoslovaquie également, la progression a été marquée, puisque ce ne sont pas moins de 4% du capital-actions total qui sont tombés dans la possession du *Reich*. Certains secteurs, comme ceux du raffinage du sucre ou de la distillation, ont été livrés à l'influence allemande. Les secteurs-clé, comme la métallurgie, la chimie ou les textiles, ont certes mieux résisté, mais les progrès allemands y ont été malgré tout sensibles: 5,7% du capital-actions dans la métallurgie, 2% dans la chimie, 10% dans les textiles ³.

L'*Anschluss* a-t-il pareillement fait progresser les intérêts allemands en Roumanie? Il semble que non. Au début de 1938, les capitaux autrichiens investis en Roumanie représentent peu de chose. Les quinze ou vingt sociétés auxquelles ils participent totalisent un capital-actions de 150 millions de *lei* environ ⁴. La seule firme qui présente une certaine importance est une usine de distillation du bois, dont le capital s'élève à 75 millions de *lei* ⁵; mais les intérêts autrichiens n'y jouent qu'un rôle minime. Ils jouent certes un rôle plus important dans les autres firmes (le plus souvent, ils les contrôlent), mais celles-ci sont toutes de petites entreprises, dont le capital ne dépasse pas 10 millions de *lei*, et qui se situent dans des secteurs marginaux: fabrication du papier, fabrication et commerce de petits fers, export-import, assurances... Au total, les atouts financiers sur lesquels le *Reich* met la main en Roumanie en mars 1938 sont maigres et ne sauraient aucunement se comparer à ceux dont il s'est emparé dans des pays comme la Yougoslavie

¹ Pour la Tchécoslovaquie, calculé d'après A. TEICHOVA. *An Economic Background to Munich. International Business and Czechoslovakia 1918-1938*. Cambridge, 1974, pp. 42 et 48. La part de la France et de l'Angleterre au capital-actions total s'élève à 15% environ. Dans le secteur-clé des mines et de la métallurgie, la part de l'Allemagne atteint 6,5% du total (contre 50% à la France et à l'Angleterre). Pour la Bulgarie, cf. MA, R 88/v. 1260-61, 1938: « Ausländische Kapitalbeteiligungen in bulgarischen Aktiengesellschaften », et J. BEREND a. G. RANKI. *Economic Development in East-Central Europe in the 19th a. 20th Centuries*. New York-London, 1974, p. 283.

² AA, *Handakten Clodius, Jugoslawien*, vol. 4, rapport Reichskredit-Gesellschaft, 1940, *op. cit.*

³ A. TEICHOVA. *An Economic Background to Munich, op. cit.*, pp. 42 et 48.

⁴ Calculé d'après *Compass, op. cit.*

⁵ Il s'agit de la société *Margina-Resita*, à laquelle sont surtout intéressés des capitaux roumains et suisses.

ou la Tchécoslovaquie. Les gains réalisés atteignent au maximum 100 millions de *lei*, ce qui porterait le montant des investissements allemands en Roumanie à l'époque de Munich à 550 millions de *lei* dans le plus favorable des cas.

A la veille de Munich, les capitaux franco-britanniques jouissent donc d'une supériorité écrasante sur leurs rivaux germaniques: 8 milliards de *lei* contre 550 millions au maximum. Une question reste cependant ouverte: celle de savoir si cette supériorité n'est pas purement passive, si elle ne repose pas uniquement sur des positions acquises avant la crise. Nous avons vu qu'entre 1933 et 1938, les investissements allemands ont progressé. Qu'en est-il du côté franco-britannique? On admet en général qu'à partir de la crise, la France et l'Angleterre ont cessé d'investir dans le Sud-Est européen¹. Si tel est le cas, les progrès allemands, même faibles, témoigneraient d'un dynamisme prometteur, ouvrant au *Reich* la perspective de combler un jour ou l'autre son retard. Or, il n'en est rien. Certes, entre 1933 et 1937, les difficultés de transfert tarissent l'afflux de capitaux franco-britanniques. Mais toute activité d'investissement n'en est pas pour autant suspendue: au lieu d'exporter des capitaux, les investisseurs franco-britanniques réinvestissent sur place leurs profits bloqués: à partir de la fin de 1937, il semble que le mouvement des capitaux ait d'ailleurs repris, du moins partiellement. Nous verrons plus loin que l'industrie textile s'est fortement développée entre 1935 et 1939 sous l'impulsion des investissements franco-britanniques. C'est à l'aide de ces investissements également que le secteur métallurgique a pu augmenter dans de fortes proportions son capital-actions entre 1935 et 1938. On mesurera la portée de cette intervention si l'on songe que les capitaux franco-britanniques immobilisés dans le seul secteur textile entre 1935 et 1939 dépassent 500 millions de *lei*, alors que ceux que l'Allemagne a injectés dans le secteur industriel dans son ensemble atteignent au maximum 25 millions de *lei*². Au moment même où se pose pour le *Reich* la question du contrôle de l'industrie roumaine, les capitaux adverses, après la relâche de la crise, tendent donc à renforcer leur supériorité.

Une fois ces données établies, il reste à analyser le rapport des forces secteur par secteur, en essayant de déterminer non plus seulement le montant des intérêts étrangers, mais leurs possibilités réelles d'influence. S'ils témoignent d'une large supériorité franco-britannique, les chiffres dont nous avons fait état ne nous disent pas en effet si cette supériorité est purement numérique ou si elle se traduit en termes de contrôle; autrement dit, et pour prendre un exemple précis, nous ne savons pas si, avec une part égale à 22% du total, les capitaux franco-britanniques investis dans l'industrie roumaine parviennent à contrôler ce secteur, ou du moins certaines parties de ce

¹ B. J. WENDT, « England und der deutsche Drang nach Südosten », art. cité.

² Sur ces investissements anglais, cf. p. 48, note 9, et pp. 52-53.

secteur. Le fait semble probable, puisqu'il suffit à la limite de posséder 10% ou 20% du capital d'une société pour y faire la loi; mais encore faut-il en faire la démonstration. La même question se pose à propos des participations allemandes, dont le montant très faible ne signifie pas automatiquement que toute influence leur soit interdite. En outre, les chiffres cités ne donnent que les participations directes, celles que les investisseurs étrangers ont faites dans des entreprises roumaines; ils ne donnent aucune indication sur les entreprises que les capitaux étrangers contrôlent indirectement. Un bon exemple est celui du groupe anglais *Vickers*, qui, par l'intermédiaire d'un holding international (*CEPI*), étend son influence sur toute une série de firmes métallurgiques roumaines, sans que ces firmes comptent au nombre de ses investissements¹. Les réseaux d'influence peuvent donc être plus vastes que ne le laisseraient supposer la liste et le montant des participations directes. D'où la nécessité d'une analyse plus précise que celle à laquelle nous avons procédé jusqu'à présent.

b) SECTEUR BANCAIRE

Nul n'est besoin d'expliquer longuement l'intérêt que le III^e Reich pouvait avoir à contrôler le système bancaire roumain. Ce système, rappelons-le, a joué entre les deux guerres un rôle capital, tant dans le domaine de l'industrialisation que dans celui du commerce extérieur.

Dans le domaine de l'industrialisation, les banques ont rendu de grands services, en participant activement au financement des entreprises: financement à court terme, bien sûr, mais aussi et surtout financement à long terme². Jusqu'en 1928 en tout cas, la plupart des émissions de capitaux ont été faites avec leur aide. Et non seulement les émissions de capitaux, mais aussi les nationalisations dont nous avons parlé et qui souvent n'ont pu être opérées que parce que ces banques ont accepté de racheter les parts étrangères. Aussi des liens étroits se sont-ils tissés entre les sociétés industrielles et les instituts de crédit, concrétisés souvent par des participations bancaires. Celles-ci n'ont certes jamais été majoritaires; elles n'en ont pas moins joué un rôle important, en venant épauler des groupes capitalistes alliés et en leur assurant une position plus forte, voire à l'occasion la majorité. C'est précisément ainsi que les « nationalisations » ont pu être tournées: il suffisait que les actionnaires étrangers d'une société réputée « roumaine » contrôlent ou influencent une banque, elle-même actionnaire de la dite société, pour que la majorité bascule en leur faveur. La société pétrolière *Steava Romana* en offre un magnifique exemple: en 1938, les actionnaires roumains détiennent en principe 56% de son capital; le reste se trouve dans

¹ Cf. pp. 45-46.

² Signalons que les banques roumaines sont des banques universelles, pratiquant à la fois l'escompte et la prise de participation.

les mains d'un groupe franco-britannique, au sein duquel la *Banque de Paris et des Pays-Bas* exerce une forte influence. Or, en dépit des apparences, c'est ce groupe qui est majoritaire. La raison en est que parmi les actionnaires roumains figurent deux banques à volonté française, qui apportent leur soutien aux actionnaires franco-britanniques¹.

Pour les investisseurs étrangers, le contrôle absolu des entreprises passe donc souvent par celui des banques. Ce détour leur permet à la fois de neutraliser les effets négatifs de la « nationalisation », tout en bénéficiant de ses avantages², et de réduire au minimum leurs immobilisations industrielles, tout en conservant une influence prépondérante. On objectera peut-être que le rôle de charnière joué par les banques s'est affaibli depuis la crise. On observe en effet à partir de 1932 un recul des activités de commandite: jusqu'en 1938, pour l'ensemble du système bancaire, les participations inscrites au bilan diminuent de près de moitié, alors qu'entre 1923 et 1932 elles avaient doublé³. L'explication est simple: d'une part, de nombreuses sociétés auxquelles les banques participaient ont sombré dans la tourmente des années trente⁴; de l'autre les banques, échaudées par cette expérience, ont hésité à prendre de nouvelles participations. Il n'en reste pas moins que celles qu'elles ont conservées représentent une masse considérable et qu'elles sont d'autant plus importantes qu'elles concernent en général de grosses entreprises ayant résisté à la crise. On comprend, dans ces conditions, l'intérêt que l'Allemagne pouvait avoir à être solidement implantée dans le secteur du crédit: c'était là pour elle un excellent moyen, sinon de contrôler l'économie roumaine, du moins d'empêcher ou en tout cas d'entraver son contrôle par ses futurs adversaires.

Dans le domaine du commerce extérieur, les banques ont également joué un rôle important. On sait qu'à partir de la crise, les relations commerciales de la Roumanie avec la plupart des autres pays reposent sur des accords de *clearing*⁵. Ce système, rappelons-le, ne peut fonctionner correcte-

¹ Cf. p. 58-59.

² Dans le secteur pétrolier, les sociétés « nationalisées » bénéficient, entre autres avantages, du droit d'obtenir de nouvelles concessions, ce qui n'est pas le cas des sociétés « non nationalisées ».

³ Participations inscrites au bilan des banques entre 1923 et 1938:

1923: 1.888.699.000 lei	1932: 2.534.898.000 lei
1927: 2.224.456.000 lei	1935: 1.865.825.000 lei
1930: 3.300.032.000 lei	1937: 1.385.413.000 lei
1931: 3.667.035.000 lei	1938: 1.644.791.000 lei

⁴ L'effondrement de nombreuses sociétés auxquelles elle participait a même entraîné la faillite d'une des plus grandes banques roumaines d'avant la crise: la *Banca Marmorosch, Blank and Co.*, influencée par des capitaux français et très fortement engagée dans l'immobilisation industrielle.

⁵ Pour le mécanisme du *clearing*, nous renvoyons à la définition excellente qu'en donne Bettelheim: « Le mécanisme du *clearing* est en général le suivant: à la suite d'un accord entre deux pays (disons l'Allemagne et la Roumanie), des caisses de compensation sont créées dans chacun de ces pays. Désormais, en Allemagne, les importateurs de marchandises roumaines, au lieu d'acheter des lei (avec leurs RM, pour payer leurs exportateurs

ment que si, entre partenaires, exportations et importations se balancent. Tel n'est pas toujours le cas; il arrive que d'un côté ou de l'autre des arriérés s'accumulent. En conséquence, les exportateurs du pays créancier ne peuvent plus être payés par leur caisse centrale. Dans ces conditions, deux solutions s'offrent: ou bien le pays débiteur demande que sa dette lui soit imputée comme avance, et alors son partenaire, s'il accepte, fait escompter les créances en souffrance par son institut d'émission; ou bien, si aucune avance n'est prévue, c'est aux banques d'intervenir et d'escompter ces créances. Or, il se trouve précisément que de manière chronique le *clearing* germano-roumain a eu des ratés, l'Allemagne tendant à importer beaucoup plus qu'elle n'exportait. On a prétendu qu'il s'agissait là d'une politique délibérée, destinée à forcer la Roumanie et d'autres pays danubiens à augmenter leurs achats de produits germaniques¹. La réalité est quelque peu différente. Si des arriérés se sont accumulés du côté allemand, c'est parce que le pays, absorbé par les nécessités du réarmement, n'a pu exporter qu'au compte-gouttes, alors même qu'il se voyait obligé d'accroître ses importations de Roumanie pour faire face à ses besoins en céréales et en matières stratégiques². Il en est résulté un déséquilibre, dont les effets ne pouvaient être conjurés que par l'intervention du système bancaire. On voit par là que la possibilité pour l'Allemagne d'importer dépend en grande partie de l'attitude des banques roumaines: si celles-ci refusent leur concours, c'est le blocage du *clearing*, avec ses conséquences désastreuses pour l'économie nazie, à court de produits agricoles et de pétrole. D'où, en fin de compte, l'importance pour le *Reich* d'exercer une certaine influence sur le marché monétaire roumain et sur ses agents, ou du moins d'empêcher que ceux-ci ne tombent sous le contrôle exclusif de la France et de la Grande-Bretagne.

Or, en fait d'influence, celle que les capitaux allemands exercent est relativement faible. Sur les 11 banques dont le capital dépasse 100 millions de *lei* et que l'on s'accorde à définir comme de grandes banques, une seule

roumaines) verseront le montant de leurs dettes, en *RM*, à la caisse de compensation de Berlin. En Roumanie, les importateurs roumains de marchandises allemandes feront de même. Inversement, les exportateurs allemands, qui étaient autrefois payés en *RM* par les importateurs roumains seront désormais payés (toujours en *RM*) par la caisse de compensation. Celle-ci règle les exportateurs avec l'argent reçu par elle des importateurs. De même, en Roumanie »; Ch. BETTELHEIM, *L'économie allemande sous le nazisme*. Un aspect de la décadence du capitalisme. Paris, 1971, 2^e éd., t. 2, p. 49, note 7. Rappelons que des transferts de fonds peuvent aussi être inclus dans le *clearing*.

¹ C'est la thèse que défend notamment Bettelheim dans l'ouvrage cité; le dernier ouvrage consacré à la politique commerciale de l'Allemagne nazie, la dissertation de D. DÖRING, la reprend; cf. D. DÖRING, *Deutsche Aussenwirtschaftspolitik 1933-1935. Die Gleichschaltung der Aussenwirtschaft in der Frühphase des nationalsozialistischen Regimes*. Diss. Berlin, 1969, pp. 113-114.

² D'après H. E. VOLKMAN, la part des exportations à la production ne cesse de tomber depuis 1933: 25,5% en 1933, 16,2% en 1937, 13,1% dans le premier semestre de 1938; cf. H. E. VOLKMAN, « Aussenhandel und Aufrüstung 1933 bis 1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, éd. par F. Forstmeier et H. E. Volkman, Düsseldorf, 1975, p. 99.

compte des participations allemandes: il s'agit de la *Societatea Bancara Romana S. A.*¹, fondée en 1929 par la *Dresdener Bank*, qui la contrôle en collaboration avec deux autres instituts allemands: la *Commerz- und Privatbank A. G.*, de Berlin, et la maison *J. H. Stein*, de Cologne (au total, 80% environ du capital, le reste allant aux sociétés *S. Japhet and Co. Ltd.*, de Londres, et *Amsterdamsche Bank NV*, d'Amsterdam)².

Les capitaux franco-britanniques jouissent d'une position beaucoup plus forte: 5 grandes sociétés sont sinon contrôlées, du moins fortement influencées par eux. Ce sont:

1. la *Banca-Anglo-Romana S. A.* (capital: 100 millions de lei), contrôlée à 80% par des actionnaires anglais³;
2. la *Banca Chrissoveloni S. A.* (capital: 100 millions de lei). Avant la crise, cette société, fortement engagée dans la commandite industrielle, dépendait d'un groupe international, à la tête duquel se trouvait la *Niederösterreichische Escompte-Gesellschaft* (Vienne) et dont faisaient partie diverses banques française (*Paribas*), belge (*Banque de Bruxelles*) et anglaise (*Hambros Bank Ltd.*, Londres). En 1936-1937, les actionnaires français, belges et autrichiens se sont retirés, laissant la place à des roumains. Mais, en dépit de cette « nationalisation », les liens avec les milieux financiers franco-britanniques sont restés très étroits, la *Hambros Bank* conservant sa participation avec un siège d'administrateur, et quatre autres sièges (sur un total de 9) étant occupés par des personnalités proches de la banque ou de l'industrie franco-britanniques, à savoir: G. Gafencu, M. Ausnit, membre du conseil d'administration de la *CEPI* (holding métallurgique international à volonté franco-britannique), D. Chrissoveloni et L. Economo, membres du conseil d'administration de la *Banque des Pays de l'Europe Centrale* (Paris)⁴;

¹ Le capital de la *Societatea Bancara Romana* s'élève en 1938 à 200 millions de lei; cf. *Compass*, op. cit.

² Étude *IG Farben*, 14.5.1941: « Die Beteiligungen deutscher Grossbanken an Bankinstituten in Südosteuropa zu Beginn des Jahres 1941 », cité dans *Griff nach Südosteuropa. Neue Dokumente über die Politik des deutschen Imperialismus und Militarismus gegenüber Südosteuropa im Zweiten Weltkrieg*, éd. par W. Schumann, Berlin, 1973, N° 39, pp. 127-129; *Foreign Office* (FO), 371-23838, notice 12.1939: « German interests in Roumanian Banks »; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Clodius, 26.8.1940: « Aufzeichnung über die deutschen Wirtschaftsinteressen in Rumänien »; et *Compass*, op. cit. La cheville de cette banque est son vice-président, Hans Pilder, membre du *Vorstand* de la *Dresdener Bank*. Signalons qu'en Roumanie, à la veille de la guerre, le pouvoir de décision au sein des entreprises appartient au conseil d'administration. Au sein de ce conseil, ce sont le ou les vice-présidents et le ou les administrateurs-délégués qui détiennent la réalité du pouvoir. La charge de président, toujours exercée par un citoyen roumain, est surtout honorifique. La direction de la *Societatea* (*Vorstand*) est en mains allemandes.

³ D'après T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, op. cit.; et *Compass*, op. cit.

⁴ D'après *MA*, R 88/v. 951, étude *IG Farben*, 21.2.1940: « Politik und Wirtschaft Rumäniens », annexe 2; étude *IG Farben*, 14.5.1941, op. cit.; et *Compass*, op. cit.

3. la *Bank of Roumania S. A.* (capital: 260.000 £), filiale de la banque du même nom à Londres (capital: 300.000 £)¹. Les principaux actionnaires de la maison-mère à Londres sont diverses banques (Banque d'Angleterre et *Hambros* notamment), ainsi que quelques entreprises métallurgiques;
4. la *Banca Commerciala Romana S. A.* (capital: 300 millions de *lei*), dont la *Banque de l'Union Parisienne* est l'actionnaire majoritaire (252.000 actions sur un total de 600.000 d'après divers recoupements), les autres actionnaires étant un groupe belge (168.000 actions) et un groupe roumain²;
5. la *Banca de Credit Roman S. A.* (capital: 400 millions de *lei*), très puissante banque dont les relations de dépendance ne sont pas claires. D'après l'enquête de l'*Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, la majorité du capital se trouverait dans les mains d'actionnaires anglais (*Kleinworth Sons and Co.*, Londres, et *Anglo-International Bank Ltd.*, Londres: 66%) et français (*Paribas* et *Banque des Pays de l'Europe Centrale*: 25%). Il semble en fait que cette enquête fasse la part trop belle à ces actionnaires et qu'un groupe roumain soit majoritaire. Il n'en reste pas moins qu'une très forte influence franco-britannique s'exerce, notamment par l'intermédiaire de l'homme fort de l'entreprise, l'administrateur-délégué O. Kaufmann, qui entretient des rapports étroits avec la City et la Bourse: il est administrateur à la *CEPI* et à la *Banque des Pays de l'Europe Centrale*³.

Comme on le voit, l'avantage va aux capitaux franco-britanniques. Les capitaux allemands ne contrôlent qu'une seule banque, et encore celle-ci ne doit-elle pas faire illusion. Dans le domaine du financement commercial, elle joue certes un rôle important, mais ce rôle ne doit pas être surestimé. Comparés à ceux d'autres établissements, ses moyens d'intervention se révèlent faibles. Qu'on en juge par le tableau suivant, donnant les ressources empruntées (dépôts et comptes-courants créanciers) inscrites au bilan des sept plus grandes banques roumaines en 1938 (en millions de *lei*)⁴:

¹ T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*; et *Compass*, *op. cit.*

² D'après T 84/1590818-38, étude *Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*; *MA*, R 88/v. 951, étude *IG Farben*, 21.2.1940, *op. cit.*; étude *IG Farben*, 14.5.1941, *op. cit.*; *Compass*, *op. cit.*; et T 77/1789502, rapport *Wi Rü Amt*, 4.1941. Le groupe belge en question est celui de la *Société générale de Belgique*, étroitement lié à la *BUP*.

³ Mêmes sources que ci-dessus. La *Banca de Credit Roman* a joué un rôle très important dans les « nationalisations », servant de paravent au maintien de l'influence franco-britannique.

⁴ D'après *Compass*, *op. cit.*

	Capital	Ressources empruntées
Societatea Bancara Romana	200	846
Banca Nationala ¹	600	10.000
Banca de Credit Roman	400	2.235
Banca Romaneasca ²	350	4.152
Banca Comerciala Romana	300	2.273
Banca Ardeleana ³	200	1.381
Bank of Roumania	150	645

Ces chiffres montrent clairement que les possibilités de la *Societatea Bancara Romana* sont limitées, d'autant plus limitées d'ailleurs que les échanges commerciaux germano-roumains dépassent en volume ceux de la Roumanie avec n'importe quel autre pays et que le *Reich* ne cherche qu'à les développer. D'où pour ce dernier une grave menace: celle de voir ses importations, de pétrole notamment, dépendre de banques qui échappent à son contrôle, ou qui parfois même se trouvent sous celui de ses futurs adversaires.

En matière d'influence, la situation s'avère encore plus défavorable. La *Societatea Bancara Romana* compte en effet parmi les grandes banques roumaines le moins engagées dans la commandite. Comparé à celui de ses principales rivales, le volume de ses participations apparaît dérisoire:

Participations inscrites au bilan des huit plus grandes banques roumaines en 1937 et 1938 (en millions de lei)⁴:

	1937	1938
Societatea Bancara Romana	9.152	9.203
Banca Nationala	—	—
Banca de Credit Roman	227,827	204,852
Banca Romaneasca	84,299	112,800
Banca Comerciala Romana	8,605	8,262
Banca Ardeleana	6,270	3,900
Bank of Roumania	4,150	3,500
Banca Chrissoveloni	170,632	152,567

¹ C'est la banque centrale, dont le capital est fourni par des actionnaires privés (90% au minimum selon les statuts) et par l'Etat (10% au maximum selon les statuts); cf. *Compass, op. cit.*

² C'est une banque dont le capital est purement roumain.

³ C'est une banque provinciale (Transylvanie) dont le capital est roumain et hongrois, cf. *Compass, op. cit.*

⁴ D'après *Compass, op. cit.*

Il est évident qu'avec la *Banca de Credit Roman* et la *Banca Chrissoveloni* les capitaux franco-britanniques disposent d'atouts incomparablement plus solides. Ces deux banques comptent de nombreuses participations dans les secteurs métallurgique, textile et pétrolier. Parmi les plus importantes, mentionnons celles que la *Banca de Credit Roman* détient dans la compagnie pétrolière *Steava Romana* (concrétisée par la présence d'O. Kaufmann au conseil d'administration), dans les entreprises métallurgiques *Resita*, *Titan*, *Astra* et dans la société textile de *Buhusi*, ainsi que celle que la *Banca Chrissoveloni* possède dans la fabrique *Titan*¹. Ainsi que nous l'avons souligné, toutes minoritaires qu'elles soient, ces participations ne laissent pas de jouer un rôle important, en venant consolider l'influence franco-britannique au sein de ces sociétés et en lui assurant à l'occasion la prépondérance (cas de la *Steava Romana*).

Voilà pour les grandes banques. Parmi les nombreuses banques locales, très rares sont celles qui subissent une influence franco-britannique ou allemande. Il convient toutefois de mentionner les établissements propres aux diverses minorités allemandes: *Banater Bankverein* (Timisoara)², *Hermannstädter Allgemeine Sparkasse* (Sibiu)³ et *Kronstädter Allgemeine Sparkasse* (Brasov)⁴. Tous trois entretiennent des rapports étroits avec les banques allemandes, et l'un d'eux même, le *Banater Bankverein*, se trouve sous le contrôle de capitaux du *Reich*⁵. Ces établissements peuvent-ils servir de levier à l'influence allemande dans l'économie roumaine? il semble que non. Depuis la crise, qui les a terriblement secoués et qui a fait fondre leurs ressources propres⁶, ces établissements se confinent dans les opérations de banque pure. Ils commanditent bien quelques entreprises et possèdent des participations, mais ce sont là des reliquats du passé. Ces immobilisations sont d'ailleurs très faibles, puisque d'après les bilans de 1938, leur montant cumulé atteint à peine 15 millions de *lei*, dont 2,5 millions

¹ *Ibid.* et diverses sources dont nous donnons le détail dans les rubriques consacrées à ces entreprises. A la suite de la crise, les participations ont diminué: ainsi celles de la *Banca de Credit Roman* sont passées de 391 millions de *lei* en 1930 à 228 millions en 1937. Leur montant en 1937 reste malgré tout très élevé.

² Capital social: 52 millions de *lei*, cf. *Compass*.

³ Capital social: 82,2 millions de *lei*, cf. *Compass*.

⁴ Capital social: 51 millions de *lei*, cf. *Compass*.

⁵ La société financière *Vereinigte Finanzkontore, GmbH*, Berlin, détient la majorité des actions, cf. *BA*, R 2/15692, lettre *Vereinigte Finanzkontore* au Ministère des finances, 15.5.1940. C'est une société d'Etat, chargée du financement des minorités allemandes dans le monde.

⁶ Alors qu'il se montait à 384 millions de *lei* avant la crise, le capital-actions total est descendu à 185,2 millions de *lei* en 1934, niveau auquel il restera jusqu'à la guerre; quant aux réserves, elles ont diminué de près de moitié, passant de 200 millions de *lei* à 115 millions. C'est le *Banater Bankverein* qui a le plus souffert, ses ressources propres (capital et réserves) tombant de 195 millions de *lei* en 1930 à 71 millions en 1937; cf. *Compass, op. cit.* (A l'exception de la *Banca Chrissoveloni*, les banques sous contrôle franco-britannique ont beaucoup mieux résisté à la crise, leurs ressources propres restant pour ainsi dire stables entre 1930 et 1938; cf. *Compass, op. cit.*)

seulement pour le *Banater Bankverein*, qui seul dépend vraiment du *Reich*¹. Au surplus, ces immobilisations sont étroitement limitées au cercle des sociétés *volksdeutsch*. Or, comme nous le verrons, ces sociétés sont toutes de petites ou moyennes entreprises, au rayonnement purement local, qui ne sauraient se muer en instruments de pénétration économique. Celles à laquelle ces banques participent sont d'ailleurs particulièrement insignifiantes et se situent souvent dans le secteur tertiaire: mentionnons pêle-mêle des compagnies d'assurances, des hôtels, des imprimeries, des brasseries, des entreprises électriques locales, et enfin deux ou trois minuscules entreprises industrielles.

Dans le domaine du financement commercial, l'activité que déploient ces banques est plus importante. Elles soutiennent de toutes leurs forces les exportations de produits agricoles que les *Volksdeutsche* font vers l'Allemagne. Mais ce soutien se heurte à une grave difficulté: la faiblesse croissante des ressources empruntées dont disposent ces banques²; à la suite de la crise, entre 1930 et 1937, dépôts et comptes courants créanciers ont en effet diminué de près de trois fois, passant de 2,5 milliards de *lei* environ à 850 millions de *lei*³. Cette faiblesse se révèle d'autant plus irrémédiable que, s'inspirant d'une politique de discrimination qui remonte aux années vingt, la *Banque Nationale de Roumanie* limite strictement les possibilités de réescompte en faveur des instituts *volksdeutsch*⁴.

En conclusion, ne contrôlant qu'une grande banque roumaine (et l'une des moins importantes) et trois banques locales fortement éprouvées par la crise, les capitaux bancaires allemands ne sont pas à même de jouer un rôle important au sein de l'économie roumaine: leurs possibilités d'influence dans le secteur industriel sont à peu près nulles, et leurs facultés d'intervention en matière de financement commercial restent limitées.

c) INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

L'industrie métallurgique roumaine présente pour l'Allemagne un intérêt particulier. Pour une double raison: tout d'abord, ce secteur bénéficie plus que tout autre des faveurs du régime. Carol II le considère un peu comme son œuvre et y a investi d'importantes sommes, notamment dans les entreprises *Resita* et *Titan*⁵. D'éminents représentants de la métallurgie comme

¹ En 1930, les participations des trois instituts *Volksdeutsch* se montaient à 140 millions de *lei*, dont 28 millions pour le *Banater Bankverein*; cf. *Compass*, *op. cit.*

² *BA*, R 2/15692, rapport de Jickeli devant le comité économique des minorités allemandes en Roumanie, 16.4.1939.

³ Calculé d'après *Compass*, *op. cit.*

⁴ *BA*, R 2/15692, rapport Jickeli, 16.4.1939, *op. cit.*, et *BA*, R 2/15692, lettre *Vereinigte Finanzkontore*, 15.5.1940, *op. cit.*

⁵ En septembre 1940, au moment de son abdication, Carol aurait détenu 163.739 actions *Resita* (soit 81.869.500 *lei*), 856 actions *Titan* (soit 856.000 *lei*) et 477 actions *Astra* (soit 238.000 *lei*); cf. C. MURGESCU, *Casa Regala si facerile cu devise 1935-1940*. Bucarest, 1970, annexe D.

le grand industriel N. Malaxa, entretiennent des rapports étroits avec lui et font partie de ce que l'on est convenu d'appeler la *camarilla* royale. En outre, plusieurs membres de cette *camarilla* figurent dans les conseils d'administration des principales sociétés: c'est ainsi qu'en 1938, le général E. Ballif, administrateur des biens de la couronne, siège aux conseils de *Resita* et d'*Astra*, cependant que l'homme politique et conseiller financier du roi, C. Argetoianu, assume la vice-présidence de *Resita* et fonctionne comme administrateur de *Titan* et d'*Astra*. En 1939, la liste s'allonge du nom d'E. Urdareanu, maréchal de la cour, qui prend la présidence de *Resita* et la vice-présidence d'*Astra*¹. Il est évident qu'en raison de ces liens personnels entre la cour et la métallurgie, celle-ci acquiert une grande importance: qui la contrôle est assuré d'entrer en contact avec la cour et de pouvoir y exercer une certaine influence. A cette première raison s'en ajoute une seconde: les Allemands cherchent à se procurer le plus de pétrole roumain possible. Ce pétrole, ils ne peuvent l'importer que contre des livraisons de valeur égale (principe du *clearing*). Or, parmi les produits qui entrent en ligne de compte figurent essentiellement des armes et du matériel lourd: ce sont les seuls qui, en raison de leurs prix élevés, peuvent leur assurer une contrepartie en pétrole suffisante. Il est clair que si les entreprises métallurgiques roumaines se lancent dans la production en gros de ces biens, les Allemands risquent de perdre une partie de leurs moyens de paiement. On comprend dès lors l'intérêt qu'ils peuvent avoir à s'assurer des positions de force dans ce secteur ou du moins à en empêcher le contrôle par leurs futurs adversaires.

Or, en 1938, l'influence allemande dans la métallurgie roumaine reste faible: on ne compte aucune participation allemande dans ce secteur. En revanche, les capitaux français, anglais et tchécoslovaques jouent un rôle éminent: sur les dix principales sociétés, ils en influencent fortement six, qui mobilisent à elles seules 40% du capital-actions et 70% des effectifs totaux². Leur action s'organise autour de deux pôles: d'une part, la société *Ceskoslovenska Zbrojovka*, de l'autre la *Compagnie Européenne de participations industrielles (CEPI)*. *Zbrojovka* constitue, on le sait, la deuxième fabrique d'armes de Tchécoslovaquie derrière *Skoda*³. Les actionnaires principaux en sont l'Etat, qui détient 78% du capital, et *Skoda*, qui en détient 20,5%⁴. Quant à la *CEPI*, il s'agit d'une société *holding* internationale, regroupant les participations que trois grands groupes capitalistes

¹ *Compass*, *op. cit.*

² Calculé d'après *Compass*, *op. cit.* et diverses sources citées plus bas.

³ Sur *Zbrojovka*, cf. *Compass*, Tschechoslowakei, et W. HUMMELBERGER, «Die Rüstungsindustrie der Tschechoslowakei 1933 bis 1939», dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, *op. cit.*, pp. 308-330. A la veille de la guerre, *Zbrojovka* est la plus importante fabrique d'armes légères d'Europe.

⁴ *FO*, 371-24983, pp. 134-137, aide-mémoire de J. Friedmann, ancien directeur de la section économique du Ministère tchécoslovaque des affaires étrangères, 2.1.1940.

étroitement liés possèdent en Pologne, en Yougoslavie et en Roumanie¹. Ces trois groupes sont le groupe anglais *Vickers*, un groupe français dans lequel la *Banque des Pays de l'Europe Centrale* joue un rôle important et enfin un groupe roumain animé par l'industriel M. Ausnit et appuyé par le banquier O. Kaufmann. Ce *holding*, domicilié à Monaco, subit une forte influence franco-britannique. Le président en est d'ailleurs en 1938 l'industriel anglais A. Vickers, assisté comme administrateurs-délégués de M. Ausnit et d'un diplomate français: M. Barde².

Les intérêts que la *CEPI* détient dans la métallurgie roumaine sont considérables et lui permettent en fait de contrôler directement ou indirectement la plus grande partie du secteur. Au centre de son réseau d'influence se trouvent deux sociétés: *Resita* et *Titan*, auxquelles elle participe directement:

1. *Resita*³: en 1938, *Resita* vient largement en tête des entreprises métallurgiques roumaines: tant son capital (910 millions de lei) que ses effectifs (20.000 ouvriers environ sur un total de 45.000 employés dans ce secteur) lui assurent la première place, première place qui ne craint pas la comparaison internationale, si l'on songe qu'à la même époque la plus grande usine métallurgique d'Europe centrale et du Sud-Est: *Skoda*, ne compte que 5000 ouvriers de plus. Plus que d'une entreprise métallurgique, il s'agit d'ailleurs d'un *Konzern*, d'une concentration verticale qui unit à des mines de fer et de charbon des fonderies et des aciéries, ainsi que des fabriques de machines et d'armements. A l'époque de Munich, deux groupes rivaux se disputent le contrôle de cette position-clé: celui de l'industriel roumain N. Malaxa d'une part, la *CEPI* de l'autre. La question est d'importance, car Malaxa entretient des liens très étroits avec l'industrie métallurgique allemande (avec *Rheinmetall-Borsig* notamment) et représente pour celle-ci une possibilité d'influence indirecte. L'organigramme, complexe, présente le schéma suivant: par l'intermédiaire d'une société *holding* (*Centrind*, Monaco), qui regroupe leurs

¹ Sur la *CEPI*, cf. *Compass*, Österreich, et surtout FO, 371-24984, pp. 81-82, ainsi que 371-23837, aide-mémoire E. Ausnit, 11. 1939.

² MA, R 88/v. 951, étude *IG Farben*, 21.2.1940, *op. cit.* Les participations roumaines de la *CEPI* sont le fait du groupe Ausnit; elles constituent son apport propre, tandis que l'apport des deux autres groupes concerne des entreprises situées dans d'autres pays. Bien que le groupe Ausnit reste détenteur de ces participations, la gestion en est assurée par la *CEPI*. Celle-ci, il est vrai, l'exerce par l'intermédiaire des frères Ausnit, nommés administrateurs-délégués des entreprises roumaines dans lesquelles la *CEPI* détient des parts. C'est par l'intermédiaire de la gestion de la *CEPI* qu'une forte influence franco-britannique s'exerce sur les entreprises en question. Il n'est pas exclu qu'en dehors des actions apportées à la *CEPI*, le groupe Ausnit en ait détenu directement d'autres dans ces entreprises; mais celles regroupées au sein de la *CEPI* doivent constituer le gros lot.

³ Sur *Resita*, cf. *Compass*, *op. cit.*; FO 371-23837, aide-mémoire E. Ausnit, 11.1939, *op. cit.*; FO, 371-24984, pp. 81-82, *op. cit.*; FO, 371-23838, notice M. Barde, 11.1939; FO, 371-24983, aide-mémoire Jansa, ancien attaché commercial tchécoslovaque à Londres, 1.1940.

parts, *Malaxa* et la *CEPI* détiennent la majorité relative du capital social: soit 20% à 25% des actions. Le reste des actions étant dispersé au sein d'une multitude de petits actionnaires¹, cette majorité assure à la *Centrind* le contrôle de l'entreprise, avec 8 sièges sur 23 au conseil d'administration, et surtout les 2 fauteuils d'administrateur-délégué. Comme les parts de *Malaxa* et de la *CEPI* au sein de la *Centrind* sont égales, chaque groupe se réserve 4 sièges et surtout un fauteuil d'administrateur-délégué². Il semblerait donc qu'il y ait égalité entre les partenaires et que le contrôle soit partagé. En fait, ce n'est pas le cas et la *CEPI* exerce une influence prédominante: elle possède sur le groupe rival deux avantages, qui lui confèrent un poids plus grand. Le premier consiste dans la possession d'une créance hypothécaire de 250.000 £ sur *Resita*, créance à laquelle *Malaxa* ne participe pas; le second réside dans le fait qu'elle est alliée à un troisième actionnaire, qui pour être moins important, n'en occupe pas moins deux sièges au conseil d'administration: *Zbrojovka*, détentrice de 10% environ du capital social, ainsi que d'une créance hypothécaire de 250.000 £. L'alliance dont il s'agit est un accord syndical conclu en 1936, qui prévoit le blocage des actions *Resita* détenues par la *CEPI* et par *Zbrojovka*, ainsi qu'une étroite collaboration de ces deux firmes dans la gestion de *Resita*³.

Face au groupe *Malaxa* se dresse donc un bloc étroitement soudé *CEPI-Zbrojovka*, qui, fort de ses deux créances et d'un nombre supérieur d'actions, peut exercer une influence prépondérante.

2. *Titan-Nadrag-Calan*⁴: comme *Resita*, *Titan* (capital social: 500 millions de lei, et 5000 ouvriers environ) joint à la production du fer sa transformation. Le principal actionnaire est la *CEPI*, appuyée par la *Banca Chrissoveloni* et par la firme métallurgique anglaise *Bessler, Waechter and Co.* A lui seul, ce groupe occupe 10 sièges sur 18 au conseil d'administration, dont les 3 fauteuils du comité de direction (O. Kaufmann: vice-président, M. Ausnit: administrateur-délégué, et E. Ausnit: directeur général). Parmi les six représentants de la *CEPI* se détachent deux figures de proue de la métallurgie anglaise: A. Vickers et Sir W. J. Firth, du groupe *Vickers*.

Avec ces deux sociétés, la *CEPI* contrôle directement la totalité de la production d'acier roumain, le 95% de la production de fonte brute et une grande partie de la fabrication d'articles finis et en particulier d'armes. Mais

¹ A l'exception de *Zbrojovka*, cf. *infra*.

² En 1938, les deux administrateurs-délégués sont N. Malaxa pour *Malaxa* et M. Ausnit pour la *CEPI*.

³ Les actions *CEPI* et *Zbrojovka* sont bloquées à Londres à la *Westminster Bank*. Il convient de souligner que les actions *CEPI* et *Malaxa* sont également bloquées, mais sans accord de collaboration comme dans le cas précédent.

⁴ Mêmes sources que note 3, p. 45.

son influence ne s'arrête pas là. Par l'intermédiaire de *Resita* et de *Titan*, d'autres entreprises gravitent dans son orbite. Ce sont principalement les usines d'armes *Astra* (420 millions de *lei* et 6000 ouvriers)¹, dont *Resita* partage le contrôle avec Malaxa, les entreprises métallurgiques D. Goldenberg (100 millions de *lei* et 900 ouvriers), que *Resita* et *Titan* contrôlent (majorité relative)² et les chantiers navals de Galatz (50 millions de *lei*), dans lesquels *Resita* détient la majorité relative des actions (50 % contre 48 % à *Astra* et 2 % à divers)³.

A côté de la *CEPI* et en étroite relation avec elle, *Zbrojovka* constitue le second pôle d'où rayonne l'influence des pays que l'Allemagne considère comme ses adversaires. Nous avons vu que *Zbrojovka* collaborait avec la *CEPI* dans la direction de *Resita*. Mais ce n'est pas tout. Elle contrôle elle-même plusieurs entreprises, spécialisées pour la plupart dans la fabrication des armes et des munitions. La plus importante est la fabrication d'armes de Copsa Mica et Cugir (*Uzinele Metalurgice din Copsa Mica si Cugir*; capital social: 860 millions de *lei*, effectifs: 2000 à 3000 ouvriers), qui produit des munitions et des armes légères destinées à l'armée roumaine (mitrailleuses et canons légers particulièrement)⁴. Créée en 1925 sous les auspices de l'Etat, de *Resita* et du groupe *Vickers*, cette société est entrée en 1936 dans la zone d'influence de *Zbrojovka*, *Vickers* ayant vendu à cette dernière son paquet d'actions. En 1938, les principaux actionnaires sont *Resita*, l'Etat (23 % du capital) et *Zbrojovka*, qui détient 330.000 actions (soit 19 % du capital) en son nom propre et en celui de *Skoda* et de l'Etat tchécoslovaque. Bien qu'elle ne dispose que de 3 sièges sur 13 au conseil d'administration, la grande fabrique de Bratislava joue un rôle prépondérant dans la mesure où ces trois sièges représentent tout à la fois le plus fidèle allié de la Roumanie (la Tchécoslovaquie) et ses principaux pourvoyeurs d'armes lourdes (*Skoda*) et légères (*Zbrojovka*)⁵. En outre, un accord conclu avec la *CEPI* en 1936 lui assure le soutien des délégués de *Resita*⁶.

A côté de *Copsa Mica si Cugir*, deux autres entreprises peu importantes dépendent directement de *Zbrojovka*: ce sont les sociétés *Metrom* (60 millions de *lei*), spécialisée dans la fabrication des munitions⁷, et *Farola* (50 mil-

¹ Sur *Astra*, cf. *Compass*, op. cit.; et FO, 371-24984, pp. 81-82, op. cit.

² Sur *Goldenberg*, ibid.

³ *Ibid.*

⁴ Sur *Copsa*, cf. *Compass*, op. cit.; FO, 371-24983, aide-mémoire Jansa, 1.1940, op. cit.; aide-mémoire Friedmann, 1.1940, op. cit.; notice Ashton-Gwatkin, 4.1.1940; et tél. à Hoare, ambassadeur de Grande-Bretagne à Bucarest, 13.1.1940.

⁵ Deux de ces sièges sont occupés par des personnalités éminentes, à savoir: E. Outrata, directeur général de *Zbrojovka* et vice-président du conseil d'administration de *Skoda*, et K. Staller, directeur technique de *Zbrojovka*.

⁶ Les représentants de la *CEPI* sont au nombre de deux. Cinq sièges sont occupés par des représentants de l'Etat, qui agissent d'entente avec le groupe *Zbrojovka*.

⁷ Sur *Metrom*, cf. *Compass*, op. cit.

lions de lei), qui appartiennent toutes deux à 50% aux usines de Bratislava¹.

A ce double réseau d'influence, dont les maillons s'entremêlent, s'ajoutent un certain nombre de participations-contrôle éparses. Parmi les plus importantes, mentionnons celle que la *Société française d'Etudes et d'Entreprises* possède dans la *Societate Franco-Româna de Material de Drum de Fier* (société franco-roumaine de matériel de voie ferrée; capital social: 150 millions de lei)², et celle qu'un groupe franco-belge, animé par la *Société générale de Belgique*, détient dans la société *Lemaitre* (65 millions de lei)³.

Avec *Resita*, *Titan*, *Copsa* et leur couronne de satellites, les capitaux franco-anglo-tchécoslovaques dominent le secteur de la métallurgie. Quatre sociétés importantes seulement échappent à leur emprise: ce sont les entreprises *Vulcan* (100 millions de lei)⁴, *Industria Aeronautica Romana* (200 millions de lei)⁵, *Laromet* (fondée à l'automne 1938 au capital social de 220 millions de lei)⁶ et *Malaxa* (500 millions de lei et 7000 ouvriers)⁷. Bien que ces sociétés comptent certaines participations étrangères, elles restent sous contrôle roumain. La plus importante, la seule dont la surface financière et les effectifs puissent se comparer à ceux de *Titan* ou de *Copsa*, est l'entreprise *Malaxa*, spécialisée dans la production de locomotives, de tuyaux et de munitions. Elle présente ceci de particulier que dans la lutte d'influence que se livrent l'Allemagne et les puissances occidentales, elle se trouve en position d'équilibre instable. Cette situation vient du fait que son fondateur et actionnaire majoritaire, l'industriel d'origine grecque N. Malaxa, entretient des rapports étroits avec l'une et l'autre partie⁸. D'une part, le marché financier londonien lui fournit l'aide dont il a besoin pour développer son entreprise: il semble que la *Westminster Bank* lui ait assez régulièrement prêté son concours lors d'émissions et que *Vickers* ait participé à l'une ou l'autre augmentation de capital⁹; d'autre part, l'industrie métallurgique

¹ Sur *Farola*, cf. *ibid.*

² T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*: AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 8.1940: *Beteiligung von Firmen der Feindmächte an rumänischen Firmen*; et *Compass*, *op. cit.*

³ *Compass*, *op. cit.*; et T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*

⁴ *Compass*, *op. cit.*

⁵ *Ibid.* Jusqu'en octobre 1938, cette entreprise a compté d'importantes participations françaises: Lorraine-Dietrich, Blériot et Potez (= 40% de son capital, le reste étant détenu par l'Etat roumain). En octobre 1938, elle a été nationalisée, son actif et son passif étant repris par une régie autonome.

⁶ *Ibid.*

⁷ Sur *Malaxa*, cf. *Compass*, *op. cit.*: FO, 371-23837, aide-mémoire E. Ausnit, 11.1939, *op. cit.*: FO, 371-23838, aide-mémoire M. Barde, 11.1939, *op. cit.*: AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

⁸ N. Malaxa détendrait environ 60% du capital, cf. AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

⁹ Entre 1935 et 1938, *Vickers* aurait participé à des augmentations de capital pour un montant de 200 millions de lei; sa part se serait montée en 1938 à environ 40% du capital; cf. *ibid.* Il convient de souligner que malgré cette participation, *Vickers* n'est pas représenté au conseil d'administration, dont *Malaxa* se réserve le contrôle absolu.

allemande, en particulier la grande firme *Rheinmetall-Borsig*, lui fournit une aide technique inestimable sous forme de brevets et de livraison de pièces à assembler¹. De ces deux liaisons, il est difficile de dire quelle est la plus importante. Il semble toutefois que Malaxa, qui nourrissait des sentiments totalitaires², ait tendu à collaborer de plus en plus étroitement avec ses homologues allemands et qu'il ait cherché à favoriser leur implantation sur le marché roumain. Tout en restant indépendante des capitaux allemands, son entreprise représente donc pour le *Reich* une possibilité d'influence.

Cette carence dans le domaine des investissements métallurgiques entraîne pour le *Reich* l'impossibilité de contrôler le développement de l'industrie roumaine, et en particulier celui des usines de guerre: non seulement ces usines fabriquent des armes, mais encore elles le font sous licence de leurs maisons-mères; *Resita* et *Titan*, par exemple, produisent des canons anti-aériens sous licence *Vickers*, tandis que *Copsa Mica si Cugir* produit des mitrailleuses sous licence *Zbrojovka*³. Il en résulte une étroite dépendance de la Roumanie à l'égard de ces maisons: chaque fois que la nécessité de faire des commandes à l'étranger s'impose, le gouvernement, pour des raisons d'homogénéité et de continuité dans le choix du matériel, s'adresse de préférence à celles-ci. Leur influence ne se manifeste d'ailleurs pas seulement par l'octroi de licences; elle se traduit aussi par des conventions de marché. Ainsi, lorsqu'en juillet 1936 *Zbrojovka* devient actionnaire de *Resita*, un accord est conclu entre les usines tchèques et roumaines, qui réserve à chaque groupe la moitié des commandes roumaines pour certaines catégories d'armes⁴. On conçoit que, dans ces conditions, les ateliers allemands aient eu quelque difficulté à faire acte de présence. En dépit des encouragements du *Vierjahresplan* et de l'*Auswärtiges Amt*, qui voient dans

¹ Des relations très étroites semblent avoir aussi existé en 1936-1937 avec *Ferrostaal*, qui aux termes d'un contrat conclu fin 1935 devrait fournir des machines et installations à crédit et participer aux bénéfices de l'affaire; cf. T 120-E 682234-36, notice *Ferrostaal*, 3.10.1935.

² D'après M. Barde, N. Malaxa aurait financé la Garde de fer, ainsi qu'un journal germanophile: *Curentul*; cf. FO, 371-23838, aide-mémoire M. Barde, 11.1939, *op. cit.*

³ FO, 371-23837, aide-mémoire E. Ausnit, 11.1939, *op. cit.*; et FO, 371-23838, aide-mémoire M. Barde, 11.1939, *op. cit.* On peut aussi mentionner le cas de l'entreprise *Industria Aeronautica Romana*, au capital de laquelle diverses firmes françaises participent jusqu'en octobre 1938 et qui fabrique des avions et des moteurs sous licence française; ou celui de la compagnie pétrolière *Concordia*, qui possède une annexe métallurgique dans laquelle on fabrique des canons antichars sous licence *Schneider*; cf. AA, *Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 1, lettre *Reichsgruppe Industrie* à AA, 2.2.1939.

⁴ FO, 371-23837, aide-mémoire E. Ausnit, 11.1939, *op. cit.*

50
 Tableau des achats d'armes conclus par la Roumanie avec l'Allemagne, la France et la Tchécoslovaquie entre 1936 et 1938¹ :

	Allemagne	Tchécoslovaquie	France
1936	Matériel 8 millions RM	102 chars d'assaut 16 batteries canons DCA 76-90 mm Bombes pour avions 35 véhicules de combat 15 millions RM	4 batteries mot. 105 mm 12 batteries mot. 155 mm 18 batteries mot. DCA 75 mm
1937	Matériel 10,6 millions RM	Installation d'une fabrique de fusées et d'ateliers de munitions en Roumanie 2 tourelles équipées de canons 120 mm 1142 tracteurs et camions militaires avec 491 remorques 168 canons DCA et antichars 20 à 40 mm 70 millions de cartouches 330 véhicules tout-terrain 2,3 millions RM 0,9 million RM 32,6 millions RM	14 avions Bloch 50 avions Potez 54 40 avions Potez 63
1938	115 tonnes Trotyl 500.000 cartouches de revolver 13.000 cartouches lumineuses 10.000 fusées d'obus 50 lance-flammes 4 appareils d'écoute 186 canons DCA 37 mm ² Divers	300.000 fusils 3500 mitrailleuses 86 millions cartouches 36.000 fusées Appareils de mesure pour artillerie 23 avions Avia 36,2 millions RM	45 batteries 40 à 105 mm Licence pour la construction de moteurs d'avions Lorraine 16 canons de calibre moyen 25 tonnes de munition d'infanterie

¹ Etabli d'après T 77/1787859-64, étude OKW, 30.6.1939 ; et AA, *Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 1, liste de commandes, pp. E 395262-69. Pour la Tchécoslovaquie, les montants, indiqués en couronnes, ont été convertis en RM.
² Ces canons comptent pour 8,4 millions de RM. La firme qui les livre est *Reinmetall-Borsig*, intégrée depuis l'été 1938 aux *Reichswerke H. Göring*.

des exportations massives d'armes le seul moyen d'augmenter les importations¹, ils n'arrivent jusqu'à l'été 1938 qu'à obtenir des miettes.

En conséquence, au lieu d'exporter des armes et autres produits métallurgiques finis de haute valeur, le *Reich* est obligé de livrer des matières premières et des produits semi-ouvrés. Comme en témoignent les statistiques commerciales, entre 1936 et 1938 la proportion d'articles métallurgiques finis dans l'ensemble des exportations allemandes reste faible: les chiffres oscillent entre 30% et 40% du total (1936: 28%, 1937: 38%, 1938: 40%); les 60% à 70% restant se composent principalement de matières brutes et de produits semi-finis, en particulier de fer, de métalloïdes, et de matières textiles². C'est ainsi qu'en 1938 les livraisons de fer et de dérivés semi-ouvrés atteignent 72.000 tonnes, cependant que celles de charbon s'élèvent à 30.000 tonnes³. Une telle situation ne peut qu'inquiéter les autorités du *Reich*: si modestes soient-elles, ces exportations mettent en danger la réalisation du réarmement au moment où une forte pénurie de fer et de charbon se fait sentir, paralysant l'effort d'autarcie pétrolière et obligeant l'Allemagne à augmenter ses importations de pétrole roumain⁴. Mais précisément, pour les augmenter, il eût fallu pouvoir exporter des articles finis de haut prix, sous peine de devoir livrer d'énormes quantités de matières premières indispensables à l'effort de guerre⁵.

d) INDUSTRIE TEXTILE

Il s'agit d'un secteur important, en plein développement⁶, dont le contrôle présente un intérêt très grand pour l'Allemagne. L'industrie textile, ne l'oublions pas, constitue un des principaux postes des importations roumaines; qu'il s'agisse de se procurer du coton ou de la laine, le pays

¹ Depuis l'été 1935, les divers ministères intéressés ne cessent d'affirmer la nécessité d'exporter des armes. Depuis novembre 1935, des armes sont exportées vers tous les pays, y compris la France et l'URSS. Ce n'est qu'en juillet 1939 qu'interdiction sera faite de livrer des armes à des pays considérés comme hostiles ou peu sûrs; sur tout cela, cf. H.-E. VOLKMANN, « Aussenhandel und Aufrüstung in Deutschland 1933 bis 1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, éd. par F. Fortsmeier et H.-E. Volkman, Düsseldorf, 1975, pp. 81-131. Sur les vains efforts déployés par les usines d'armements allemandes pour obtenir des commandes roumaines, cf. AA, *Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 1, notice AA, 24.6.1938: « Waffengeschäfte mit Rumänien ».

² Calculé d'après *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 223-224; et AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 2, étude IG Farben, 1.6.1939: « Rumäniens Einfuhr u. Ausfuhr nach wichtigen Waren und Ländern ».

³ *Ibid.*

⁴ Cf. *supra*.

⁵ En juillet 1937, Göring enjoint aux industriels « Wegen der höheren Deviseneinnahmen Fertigfabrikate, aber kein Halbzeug auszuführen »; cité par M. RIEDEL, *Eisen und Kohle für das Dritte Reich*. Paul Pleigers Stellung in NS Wirtschaft. Stuttgart, 1973, p. 176.

⁶ Entre 1933 et 1938, le capital-actions total passe de 5,7 milliards de lei à 8,2 milliards; quant à la valeur de la production, elle double; cf. *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 168 et 172.

dépend de l'étranger¹. Or, selon l'orientation imprimée au secteur, cette situation peut devenir dangereuse pour le *Reich*. Si l'accent est mis sur le travail du coton, la Roumanie risque de tomber dans l'orbite commerciale du *Commonwealth*: elle devra importer d'Angleterre et des anciennes colonies le coton; et en contrepartie, elle devra exporter vers ces pays d'énormes quantités de pétrole. Dans ces conditions, plus question pour le *Reich* de drainer tout le pétrole roumain. En revanche, si l'accent est mis sur le travail de la laine, pas de difficulté pour l'Allemagne: c'est principalement d'Allemagne et d'Autriche que la Roumanie importe cette matière. La conséquence est évidente: si le *Reich* veut s'assurer l'exclusivité du pétrole roumain, il lui faut pouvoir contrôler le développement du secteur textile, de manière à l'orienter vers le travail de la laine, ou du moins à empêcher l'essor de la branche cotonnière.

Or, c'est loin d'être le cas. Les capitaux allemands investis dans ce secteur sont peu importants et ne contrôlent que trois entreprises, qui représentent moins de 1 % du capital-actions total (61 millions de *lei* sur 7 milliards de *lei*)². Même si l'on y ajoute les deux petites fabriques dont l'*Anschluss* a transféré le contrôle à l'Allemagne (capital-actions de ces deux fabriques: 6 millions de *lei*)³, le montant global ne dépasse pas 70 millions de *lei*, soit toujours moins de 1 % du capital-actions total. En outre, à l'exception de la société *Corona*, il s'agit d'entreprises de petite taille (pour trois d'entre elles, le capital-actions n'excède pas 4 millions de *lei*), qui sont éparpillées dans diverses branches, dont certaines fort marginales comme la fabrication des rideaux ou celle des chapeaux, si bien qu'aucune influence n'est possible.

Les capitaux franco-britanniques jouent en revanche un rôle plus important. Si jusqu'en 1935, ce rôle est relativement effacé, à partir de ce moment il ne cesse de croître. Et le secteur dans lequel il s'affirme avec le plus d'éclat est celui du coton. Entre 1935 et 1938, ce ne sont pas moins de trois importantes entreprises cotonnières qui sont fondées avec l'aide de capitaux franco-

¹ En 1937, les matières et produits textiles viennent au second rang des importations, avec un montant de 5,9 milliards de *lei*, contre 9,8 milliards pour les matières et produits métallurgiques; le montant total des importations est de 20,3 milliards de *lei*; cf. *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1939, pp. 366-367.

² En 1937, ces deux pays livrent pour 700 millions de *lei* de laine et dérivés à la Roumanie, sur un total de 1,2 milliards de *lei*; cf. *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 2, étude *IG Farben*, 1.6.1939, *op. cit.*

³ Ces trois entreprises sont les suivantes: 1. *Gütermann*, filiale de *Gütermann* (Gutach im Breisgau), établie en 1929 au capital de 3 millions de *lei* et spécialisée dans la vente et la production de soie à coudre; 2. *Corona*, fondée en juin 1937 sous les auspices du groupe *Stöhr* (Leipzig) au capital de 48 millions de *lei*, spécialisée dans la fabrication des peignés; 3. *Firilana*, fondée au début de 1938 sous l'égide de *Schallersche Kammgarnspinnerei* (Eitorf) au capital de 10 millions de *lei*; cf. *Compass, op. cit.*; et *Le Moment*, 5.11.1938: « La participation des capitaux étrangers dans notre industrie textile ».

⁴ *Union* (capital: 4 millions de *lei*), fabrique de chapeaux, et *Fabrica romana de pasla* (capital: 2 millions de *lei*), fabrique de rideaux; cf. *ibid.*

britanniques¹ : la première est la société *Bumbacaria Romaneasca* (capital social : 50 millions de *lei*), créée en mars 1935 à l'instigation du groupe *Cauliez-Coisne*, de Tourcoing-Armentières² ; puis vient en octobre 1935 la société *Romanofir* (100, puis 125 millions de *lei*), dont *J. and P. Coats*, de Glasgow, est le plus gros actionnaire, suivie en 1936 par la société *Fire* (25 millions de *lei*), à laquelle *Dollfuss-Mieg*, de Mulhouse, participe pour plus des deux tiers. Loin de s'arrêter, ce mouvement va se poursuivre en 1939 avec la constitution de deux nouvelles firmes, totalisant 300 millions de *lei* : *Uzinele Textile Sf. Gheorge* (100 millions de *lei*), fondée sous les auspices d'un groupe anglo-suisse³, et *Coddington and Lamb* (200 millions de *lei*), filiale de l'entreprise londonienne du même nom⁴.

Sous l'impulsion des capitaux franco-britanniques, la branche cotonnière se développe très fortement, reléguant au second rang la laine⁵. La conséquence ne se fait pas attendre : entre 1935 et 1937, les importations de coton augmentent de plus de 60 %, passant de 29.700 tonnes à 45.000 tonnes⁶. Et comme il fallait s'y attendre, c'est le *Commonwealth* qui bénéficie de cette évolution : entre 1935 et 1937, les achats de coton en Egypte triplent, s'élevant de 4900 tonnes à 14.000 tonnes, cependant que les livraisons en provenance d'Angleterre progressent de 3400 tonnes à 5700 tonnes⁷. En même temps, la part du *Commonwealth* dans le total des importations de coton augmente très fortement ; alors qu'en 1935, elle se montait à 26 %, ce qui mettait le *Commonwealth* à égalité avec l'Autriche (26 %) et le faisait précéder de peu la Tchécoslovaquie (21 %), trois ans plus tard elle s'élève à 43 %, contre 21 % à la Tchécoslovaquie et 17 % à l'Autriche⁸. La dépendance ainsi créée heurte directement les intérêts du *Reich*, car, comme le montrent les statistiques du commerce extérieur, elle se traduit par des envois massifs de pétrole en direction de l'Egypte et de la Grande-Bretagne. De 1935 à 1938, la première reçoit environ

¹ Sur ces entreprises, cf. *Compass*, *op. cit.* : T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.* : et *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

² D'après la notice de Neubacher déjà citée, *Cauliez-Coisne* détiendrait 80 % du capital ; cf. *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

³ Représenté par la *Banque anglo-suisse*, Zurich ; cf. *Compass*, *op. cit.*

⁴ En septembre 1939, les capitaux franco-britanniques contrôlent 5 des 8 plus grandes entreprises textiles du pays (capital égal ou supérieur à 100 millions de *lei*), dont les deux plus grandes (la plus grande est l'entreprise cotonnière *Societatea Romana pentru Industria Textila*, au capital de 450 millions de *lei*, dont la *Société financière textile pour la France et l'Étranger*, Paris, détient 65 % des actions ; cf. *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*).

⁵ L'évolution des effectifs en témoigne : Coton : 1933 : 36,7 %, 1935 : 38,9 %, 1937 : 42,9 %, 1938 : 43,3 % ; laine : 1933 : 26 %, 1935 : 23,6 %, 1937 : 23,1 %, 1938 : 21,1 % ; cf. K. CASPER, « Die Textilindustrie Rumäniens », dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1940, pp. 217-244 ; et *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, p. 482.

⁶ K. CASPER, « Die Textilindustrie Rumäniens », *op. cit.*, p. 243.

⁷ *Ibid.*

⁸ Calculé d'après *ibid.*

300.000 tonnes de pétrole par année, qui servent exclusivement à payer ses livraisons de coton à la Roumanie; quant à la seconde, elle reçoit 700.000 à 1 million de tonnes par année pour l'ensemble de ses exportations, dont le coton représente le poste le plus important (25% du total en 1937 contre 14% aux machines, qui viennent en deuxième position)¹. C'est tout autant le pétrole en moins pour le *Reich*. On voit quelle conséquence entraîne pour l'Allemagne la faiblesse de son implantation financière dans ce secteur.

e) INDUSTRIE CHIMIQUE²

Il s'agit ici aussi d'un secteur important, dont le contrôle pouvait intéresser l'Allemagne. Or, en dépit de la prépondérance qu'exerce l'industrie chimique allemande en Europe et dans le monde, ses positions en Roumanie sont faibles. Sur les six grandes entreprises qui dominent le secteur, une seule subit l'influence directe des capitaux germaniques, et encore cette influence demeure-t-elle modeste, puisque la participation qui la sous-tend est minoritaire: il s'agit de la société *Prima Societate Romana de Explosivi* (110 millions de *lei*), dans laquelle *IG Farben Industrie* détient 20% du capital par l'intermédiaire de sa filiale autrichienne *Dynamit AG Wien*; l'entreprise est en fait contrôlée par des actionnaires roumains (60% du capital), en collaboration avec la société *Dynamit AG Bratislava* (20% du capital), qui, malgré une participation majoritaire de *IG Farben*, s'affirme comme une société à volonté tchécoslovaque et le restera jusqu'en mars 1939. Sur les cinq sociétés restantes, trois sont roumaines: *Nitrogen* (200 millions de *lei*), *Phoenix* (80 millions de *lei*) et *Nitramonia* (70 millions de *lei*); les deux autres: soit *Societatea Anonima Solvay din Romania* (400 millions de *lei*) et *Marasessti* (100 millions de *lei*), sont contrôlées par la compagnie belge *Solvay* (51% du capital contre 49% au trust tchécoslovaque *Prager Verein*, dont *Solvay* est d'ailleurs un des principaux actionnaires).

A la participation de *IG Farben* dans le capital de la *Prima Societate Romana de Explosivi*, il faut ajouter quelques participations-contrôle dans de petites entreprises roumaines, ainsi que deux ou trois représentations de grandes firmes allemandes. Mais l'ensemble de ces participations-contrôle et de ces représentations pèse d'un faible poids, puisque le capital-actions qu'il représente ne dépasse pas 30 millions de *lei*. Les entreprises

¹ *Monitorul Petrolului Roman*, année 1936-1939, *passim*; *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 209 et 211; et *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 2, étude *IG Farben*, 1.6.1939, *op. cit.*

² Pour toutes les entreprises mentionnées dans ce paragraphe, cf. *Compass, op. cit.*: T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*: T 84/1593748-58, étude *IG Farben*, 8.7.1940, *op. cit.*: T 84/1593691, étude *IG Farben*, 1940: * Liste der wichtigsten rumänischen Chemiefirmen, an denen Auslands-Kapital beteiligt ist *; et *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

en question ne travaillent d'ailleurs pas dans le secteur de la chimie lourde, mais dans des domaines marginaux comme celui des cosmétiques, et se caractérisent par une très faible surface financière: entre 1 et 5 millions de *lei*. Au total, les investissements allemands dans l'industrie chimique se chiffrent à 50 millions de *lei*, soit moins de 0,5% du capital-action global, et ne contrôlent que des entreprises insignifiantes.

f) INDUSTRIE EXTRACTIVE¹

La Roumanie, on le sait, regorge en ressources minérales autres que le pétrole. Parmi les plus importantes, mentionnons le lignite (production de 2 millions de tonnes en 1937), le cuivre, la bauxite (10.000 tonnes en 1937), le fer (130.000 tonnes en 1937), le manganèse (51.000 tonnes en 1937), l'or et l'argent. Il s'agit là, on le voit, de produits qui peuvent intéresser le *Reich* et son économie de guerre. Or, en dépit de cela, nous ne trouvons pas trace de capitaux allemands qui participent à l'exploitation de ces richesses. Le secteur est réservé aux capitaux roumains et aux capitaux anglo-franco-belges. Comme nous l'avons dit, la production de fer est monopolisée par *Resita* et par *Titan*. L'extraction du charbon, elle, est dominée par quatre entreprises: en tête vient la société *Petrosani* (1,41 milliard de *lei*), qui assure les trois quarts du total et dont les capitaux sont en majorité roumains; puis suivent dans l'ordre les sociétés *Resita*, *Creditul Carbonifer* (110 millions de *lei*) et *Concordia* (1,015 milliard de *lei*), ces deux dernières étant contrôlées par un puissant groupe financier franco-belge que nous retrouverons lorsque nous aborderons le secteur pétrolier: le groupe *Petrofina*. Dans le domaine des métaux non ferreux, la situation est analogue: les capitaux roumains mènent le jeu avec la société *Creditul Minier* (605 millions de *lei*) et surtout avec le groupe *Gigurtu* qui, par l'intermédiaire de la société *Mica* (350 millions de *lei*), contrôle la production de cuivre, d'argent et d'or. A côté de *Mica*, quatre petites sociétés françaises participent à cette dernière branche.

g) INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

De tous les secteurs de l'économie roumaine, le secteur pétrolier est le plus important. En dépit des progrès réalisés par la métallurgie et par l'industrie textile, il conserve en 1937 sa primauté traditionnelle. Si ses effectifs restent relativement modestes, son capital-actions et son chiffre d'affaires dépassent ceux de n'importe quelle autre branche (capital-actions total = 11,5 milliards de *lei* en 1937). Grâce à lui, deux des plus délicats équilibres macro-économiques sont assurés. Le premier, celui du budget, est dû en grande partie aux taxes qui grèvent la production et la commercia-

¹ *Ibid.*

lisation du pétrole (33 % à 40 % des recettes de l'Etat entre 1935 et 1938); le second, celui de la balance des paiements, tient avant tout aux exportations de pétrole, qui constituent le principal poste positif de la balance commerciale (40 % à 50 % de l'actif entre 1935 et 1938) et lui assurent un solde suffisamment favorable pour compenser dans une large mesure le bilan négatif des invisibles et des mouvements de capitaux¹.

La législation minière est compliquée. Sans entrer dans les détails, rappelons-en les principales lignes². Depuis la constitution de 1923 et la loi minière de 1924, le sous-sol est reconnu comme la propriété de l'Etat. Les compagnies pétrolières ne peuvent l'exploiter que moyennant concessions. A cet égard, la loi distingue depuis 1924, avec une interruption de 1929 à 1937, deux catégories de sociétés: d'une part, les sociétés dites roumaines (sociétés dont le capital et les administrateurs sont en majorité roumains), qui peuvent solliciter de nouvelles concessions à des conditions avantageuses; de l'autre, les sociétés étrangères (capital et administrateurs en majorité étrangers), qui bénéficient de conditions beaucoup moins favorables. Pour échapper à cette interdiction, quelques sociétés étrangères se sont nationalisées; c'est le cas notamment de deux des plus importantes: *Concordia* et *Steava Romana*; mais les deux plus grandes: *Astra Romana* et *Romano-Americana* s'y sont toujours refusé. Ces nationalisations n'ont d'ailleurs été que des trompe-l'œil. En contrepartie de ces concessions, les compagnies pétrolières doivent à l'Etat des redevances annuelles. Le paiement ne se fait pas en espèces, mais en nature, c'est-à-dire en pétrole brut, que l'Etat se charge de vendre sur le marché national ou international ou de revendre aux compagnies. Ces redevances représentent une part assez considérable de la production nationale: 11 % à 12 % du total en moyenne pour la période 1933-1938³.

Si l'on fait abstraction des entreprises de production de gaz méthane et de distribution, ainsi que de celles qui sont en voie de liquidation, le nombre des compagnies pétrolières en activité à la fin de 1938 s'élève à 56. Ces 56 compagnies, qui totalisent un capital-actions de 10,7 milliards de lei, produisent environ 7 millions de tonnes de pétrole, dont les trois quarts sont destinés à l'exportation. En dépit du nombre assez élevé d'entreprises, la concentration est très marquée: entre 1936 et 1938, sept compagnies assurent à elles seules plus de 80 % de la production globale; la part des trois plus importantes dépasse 50 % du total⁴.

¹ Sur tout cela, cf. *Breviarul statistic al României*, année 1940, *passim*.

² Sur la législation minière, cf. M. PEARTON. *Oil and the Romanian State*, *op. cit.*, *passim*.

³ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, années 1934-1940, *passim*; et d'après L. TURDEANU, « Ausbeutung, Verarbeitung und Verwertung des Erdöls in Rumänien », dans *Economia Romana*, 1943, N° 3/4 (microfilmé dans T 77/1798294-308).

⁴ Calculé d'après AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice W. Treccs, 9.8.1940, *op. cit.*; *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939: « Tabloul societătilor anonime române activand în industria petroliferă »; et T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*

Tableau des dix plus importantes compagnies et de leur production 1936-1938 (en tonnes)¹:

	1936	1937	1938
<i>Astra-Romana</i>	2.041.142	1.702.648	1.460.729
<i>Steava Romana</i>	1.529.115	946.332	740.094
<i>Concordia</i>	1.192.747	912.330	863.961
<i>Romano-Americana</i>	611.000	747.684	899.336
<i>Unirea</i>	1.000.000	601.481	671.220
<i>Creditul Minier</i>	503.894	480.261	380.629
<i>Colombia</i>	727.458	429.912	377.331
<i>Prahova</i>	400.130	334.179	335.121
<i>IRDP</i>	128.525	142.410	167.000
<i>Petrolul Romanesc</i>	118.600	129.211	106.460
Production globale	8.703.000	7.147.000	6.603.000

Au sein de l'ensemble constitué par ces 56 sociétés, les capitaux investis par des étrangers jouent un rôle prépondérant. On peut estimer leur montant *grosso modo* à 6 milliards de *lei*, soit 58% du capital-actions total. Leur répartition se présente comme suit:

Répartition du capital investi dans l'industrie pétrolière fin 1938²:

	Millions de <i>lei</i>	%
Capitaux anglais, français, belges et hollandais	env. 4.800	~45%
Capitaux américains	env. 970	~ 9%
Capitaux italiens	env. 340	~ 3%
Capitaux allemands	env. 20	~ 0,2%
Capitaux roumains	env. 4.570	~43%
Total	10.700	~100%

¹ D'après *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice W. Trees, 9.8.1940, *op. cit.*; T 77/1797526-35, étude *IG Farben*, 11.4.1939: « Das rumänische Erdöl », annexe 4; et *Compass, op. cit.* (sous les diverses sociétés). Nous avons rangé les sociétés dans l'ordre de leur production en 1937.

² Établi et calculé d'après *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice W. Trees, 9.8.1940, *op. cit.*; *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939: « Tabloul societătilor anonime române activând în industria petroliferă »; T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*; *FO*, 371-23848, notice Légation d'Angleterre à Bucarest, 6.10.1939: « Roumanian firms exporting petroleum products to enemy territory »; *FO*, 371-24976, pp. 71-76; *Compass, op. cit.*; ainsi que toutes les sources que nous mentionnons plus loin à propos de chacune des grandes sociétés étrangères.

Quelque éloquentes que puissent paraître ces données, elles ont besoin d'être précisées. Il ne suffit pas de chiffrer les investissements étrangers; il faut encore déterminer leur rayon d'influence. Or, les résultats de l'examen sont clairs: les capitaux franco-britanniques contrôlent la plus grande partie du secteur, alors que les capitaux allemands se contentent de faire de la figuration.

Sur les sept grandes compagnies qui dominent la production, aucune ne compte de participation allemande; en revanche, cinq obéissent à une volonté française ou anglaise. Ce sont:

1. *Astra Romana* (capital social: 2,034 milliards de lei)¹. Cette compagnie, la plus importante de toutes, dépend de la société *Bataafsche Petroleum Maatschapij*, filiale du trust anglo-hollandais *Royal Dutch-Shell*². La *Bataafsche* détient la majorité absolue du capital (60%-75%), le reste étant éparpillé entre des actionnaires roumains et quelques actionnaires français. Cette participation majoritaire assure à la *Royal Dutch-Shell* le contrôle d'*Astra*, contrôle qu'elle exerce par l'intermédiaire de deux personnes: J. B. A. Kessler, membre de la direction générale du trust, qui assume les fonctions de vice-président du conseil d'administration d'*Astra* et qui dicte la politique de l'entreprise, et O. Stern, qui cumule les charges d'administrateur-délégué et de directeur général d'*Astra*³. Bien que la *Royal Dutch-Shell* soit à l'origine plus hollandaise qu'anglaise (60% du capital à la *Royal Dutch* contre 40% à *Shell*), elle se comporte comme une société britannique. La direction est d'ailleurs en majorité anglaise (cinq dirigeants anglais sur huit en 1937, Kessler étant lui-même hollandais) et entretient des rapports étroits avec les autorités anglaises. Le centre de décision se trouve à Londres et c'est précisément de là que Kessler dirige *Astra*. Nous verrons qu'après la déclaration des hostilités, pendant la drôle de guerre, Kessler mettra sa position et son influence au service des Alliés.
2. *Steava Romana* (capital social: 1 milliard de lei)⁴. Cette compagnie, la seconde en importance, est en principe à majorité roumaine: 56% de

¹ Sur *Astra*, cf. *Compass*, *op. cit.*; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*; T 84/1590818-38, étude *Deutsches Institut für Bankwissenschaft und Bankwesen*, 23.7.1940, *op. cit.*; FO, 371-24976, notice *Petroleum Department*, 6.8.1940: « Position of British Companies in Roumania »; FO, 371-23849, note L. Wenger, 10.11.1939: « Note sur la société *Astra Romana* »; FO, 371-24968-71, divers tél. Kessler à *Astra*, nov. 1939-mars 1940; FO, 371-23850, *passim*.

² Le groupe *Royal Dutch-Shell* se décompose en trois grandes filiales, chargées chacune d'une activité spécifique: *Anglo-saxon Petroleum* (transport et stockage); *Asiatic Petroleum* (commerce); *Bataafsche Petroleum Maatschapij* (extraction et raffinage). De ces trois filiales dépendent à leur tour de nombreuses autres filiales. La direction centrale du groupe se trouve à Londres. Le siège social de la *Bataafsche* se trouve à La Haye, ceux des deux autres grandes filiales à Londres.

³ Kessler appartient à la fois à la direction générale du trust et au conseil d'administration de la *Bataafsche*; Stern dépend de la *Bataafsche*.

son capital se trouve dans des mains roumaines, le reste dans des mains franco-britanniques. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, cette majorité roumaine est artificielle; car elle englobe deux gros actionnaires qui représentent en fait des intérêts franco-britanniques: *Banca de Credit Roman* et *Banca Commerciala Romana*. Du côté roumain, les actionnaires se composent de l'Etat, de la *Banca Romaneasca*, de la *Banca de Credit Roman*, de la *Banca Commerciala Romana* et de porteurs divers. D'après un document allemand de septembre 1940, la répartition serait la suivante: Etat: 19% du capital, banques: 19,8%, porteurs divers: 12,4%¹. Du côté franco-britannique, les actionnaires sont la *Steava British*, filiale de l'*Anglo-Iranian* et de *Royal Dutch-Shell*², le groupe français *Omnium-Paribas*³ et divers petits porteurs⁴. L'influence prépondérante au sein de la société vient des deux groupes *Steava British* et *Omnium-Paribas*, qui se partagent les deux fauteuils d'administrateur-délégué et dictent véritablement la politique de l'entreprise⁵.

3. *Concordia* (capital social: 1,015 milliard de lei)⁶. Cette société est en principe roumaine: 60% environ de son capital se trouve dans le pays; le reste appartient au groupe franco-belge *Compagnie Financière Belge*

¹ Sur *Steava*, cf. *Compass*, op. cit.; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, op. cit.; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 19.9.1940: « Beteiligung an rumänischen Erdölunternehmungen »; *AA, Handakten, Wicht, Wirtsch. Delegation in Wiesbaden*, vol. 1, tél. Wiesbaden à Berlin, 23.9.1940: « Französische Kapitalbeteiligung an rumänischen Erdölgesellschaften »; *Monitorul Petrolului Roman*, sept. 1938, N° 14, p. 1157; *FO*, 371-23848, notice Légation d'Angleterre à Bucarest, 6.10.1939, op. cit.; *FO*, 371-22464, lettre *Petroleum Department* à *Foreign Office*, 2.1938; *FO*, 371-24969, rapport *Petroleum Department*, 11.1940: « Roumania. Report on Oil Situation »; et *AN*, 130 AQ 50, « Omnium. Portefeuille titres... ».

² *AA, Handakten Wicht, Wirtsch. Delegation in Wiesbaden*, vol. 1, tél. Wiesbaden à Berlin, 23.9.1940, op. cit.

³ Le représentant de *Royal Dutch-Shell* au conseil d'administration de *Steava British* est J. B. Kessler.

⁴ L'*Omnium* est un avatar de la *Steava* française, création de *Paribas*, ainsi que des banques *Mallet*, *Mirabaud* et du groupe E. Mercier; cf. *AE, Roumanie*, vol. 107, *passim*.

⁵ En septembre 1940, la répartition est la suivante: *Omnium*: 11%, *Paribas*: 10,5%, *Steava British*: 10,1%, petits porteurs étrangers (en majorité français et anglais): 12,4%. Il semble que la répartition ait été la même en 1938-1939.

⁶ A la fin de 1938, sur les 21 membres du conseil d'administration, la *Steava British* compte 5 représentants, le groupe *Omnium-Paribas* 5 représentants également. Les deux vice-présidents-administrateurs-délégués sont J. Mény pour le groupe *Omnium-Paribas* et Sir A. G. Stern pour la *Steava British*. Les deux groupes sont liés depuis 1920 par un *voting agreement*; cf. *AE, Roumanie*, vol. 103, Ministre *AE* à Béranger, 5.8.1920.

⁷ Sur *Concordia*, cf. *Compass*, op. cit.; *Monitorul Petrolului Roman*, mai 1938, N° 11, p. 885; *AA, Handakten Wicht, Wirtsch. Delegation in Wiesbaden*, vol. 1, tél. Wiesbaden à Berlin, 23.9.1940, op. cit.; *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, op. cit.; *FO*, 371-24969, rapport *Petroleum Department*, 1.1.1940, op. cit.; *AN*, F 12-9934, mémoire intitulé: « Résumé sur l'activité du groupe Petrofina », en date de 1936 probablement.

des Pétroles (*Petrofina*) qui est lui-même lié à la *Société Générale de Belgique* et à la *Banque de l'Union Parisienne*¹. La participation roumaine doit en fait être inférieure à 60%, car parmi les principaux actionnaires roumains figure la *Banca Commerciala Romana*, qui gravite dans l'orbite des deux banques dont dépend *Petrofina*. En tout état de cause, c'est ce dernier groupe qui contrôle l'entreprise: deux des trois fauteuils d'administrateur-délégué lui reviennent, le troisième étant occupé par un représentant de la *Banca Commerciala Romana*².

4. *Unirea* (capital social: 362,1 millions de lei; depuis décembre 1938: 750 millions de lei). Cette société est anglaise et dépend de la *Phoenix Oil and Transport*, Londres³.
5. *Colombia* (capital social: 380 millions de lei)⁴. Le capital de cette société se trouve presque entièrement en mains françaises. Les principaux actionnaires en sont l'*Omnium français des Pétroles* et le groupe *Desmarais*⁵. D'après diverses sources, la répartition se présenterait ainsi: groupe *Desmarais*: 37%; *Omnium*: 28%, à quoi s'ajoute le contrôle de 160.000 actions (21%) de petits porteurs déposées dans les caisses de *Paribas*. Le groupe *Desmarais* et l'*Omnium* contrôlent de manière absolue *Colombia*, chacun se réservant un siège de vice-président⁶.

Des deux autres sociétés qui comptent parmi les « grands », l'une est purement roumaine (*Creditul Minier*; capital social: 605 millions de lei), tandis que l'autre obéit à une volonté américaine (*Romano-Americana*,

¹ *Petrofina*, société holding, est contrôlée moitié par la *BUP*, moitié par le groupe de la *Société Générale de Belgique* (par l'intermédiaire de la *Banque d'Anvers*). Son influence ne se limite pas à *Concordia*, mais s'étend à de nombreuses autres filiales, telles que la compagnie belge de raffinage *Purfina* ou la *Raffinerie de Pétrole du Nord*; cf. *AN*, F 12-9934, mémoire 1936, *op. cit.*

² Les deux administrateurs-délégués sont L. Wenger (Paris) et L. Meeus (Anvers), qui sont par ailleurs administrateurs-délégués de *Petrofina*. C'est en fait Wenger qui dirige *Concordia*. Nous verrons que comme Kessler, il mettra son influence au service des Alliés pendant la guerre.

³ Sur *Unirea*, cf. *Compass*, *op. cit.*; *AA*, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, notice Neubacher, 26.8.1940, *op. cit.*

⁴ Sur *Colombia*, cf. *Compass*, *op. cit.*; *AA*, *Handakten Wiehl, Wirtsch. Delegation in Wiesbaden*, vol. 1, tél. Wiesbaden à Berlin, 23.9.1940, *op. cit.*; *AN*, 130 AQ (Fonds Desmarais) 50, *passim*, notamment: « Extrait du rapport de M. G. Bernard, expert comptable près de la Cour d'Appel de Paris », 6.2.1945; et *AN*, 130 AQ 54, *passim*.

⁵ Ce que l'on est convenu d'appeler le groupe *Desmarais* recouvre en fait un certain nombre de personnes morales et surtout physiques (dont les frères Desmarais) qui sont devenus actionnaires de *Colombia* par suite de la fusion (en 1928) de cette dernière société avec la société *Aquila-Franco-Romana*, dont ils étaient les actionnaires principaux. A la suite de la fusion, ces personnes ont confié la gestion de leurs actions *Colombia* à la *Société française et roumaine de Pétrole*, dans laquelle la maison *Desmarais* exerce une forte influence.

⁶ Les deux vice-présidents sont M. Andriot pour l'*Omnium* et A. Brisson pour la *Société française et roumaine de Pétrole*.

filiale de la *Standard Oil*, New Jersey; capital social: 900 millions de lei)¹.

Les quarante-neuf compagnies restantes jouent un rôle insignifiant: leur production, rappelons-le, ne dépasse pas 20% du total. La plus importante est la société *Prahova* (capital social: 330 millions de lei), qui dépend du groupe italien *AGIP*². Parmi les autres, vingt-cinq sont contrôlées par les capitaux anglo-franco-belges³. Sans être importante, leur production n'en représente pas moins 25% environ de l'ensemble représenté par ces quarante-neuf compagnies.

Et les capitaux allemands? On sait qu'avant 1914, ils occupaient un rang honorable: en 1913, ils viennent en tête devant les capitaux anglais, hollandais et français⁴. A l'issue de la guerre, les rapports de force sont bouleversés; en 1920, l'accord de San Remo liquide les avoirs pétroliers de l'Allemagne. Entre 1921 et 1938, le Reich regagne quelques positions, mais au total les résultats demeurent modestes: à l'époque de Munich, les intérêts allemands se limitent à trois sociétés, qui comptent parmi les plus petites: *Mirafor*, *Consortiul Petrolului* et *Buna Speranta*. La première, fondée en 1921, est une filiale de la *Preussische Bergwerks- und Hütten A.G.*⁵; la seconde, fondée en 1922, est contrôlée par la *Deutsche Petroleum A. G.*⁶; la troisième, enfin, fondée en 1924, dépend de l'entreprise *Guttehoffnungshütte*⁷. A toutes trois, elles totalisent un capital-actions de vingt-deux millions de lei: 10 millions pour *Mirafor* et 6 millions pour chacune des deux autres. Leur capacité d'extraction se révèle très faible; au cours de la période 1930-1937, leur production globale oscille entre 15.000 et 30.000 tonnes; en 1937, elle se chiffre à 15.273 tonnes (8081 tonnes pour *Buna Speranta*, 4429 tonnes pour *Mirafor* et 2763 tonnes pour *Consortiul*).

Au total, les capitaux allemands contrôlent trois sociétés, qui assurent moins de 1% de la production globale; le tableau suivant illustre le rapport des forces:

Part du capital-actions total et de la production globale que représentent les sociétés contrôlées par les capitaux de diverse origine en 1937-1938⁸:

	% du capital-actions total ^a	% de la production globale en 1937
Capitaux anglais, français, belges et hollandais	65,66 %	67,63 %
Capitaux roumains	22,27 %	16,98 %
Capitaux américains	8,62 %	10,49 %
Capitaux italiens	3,24 %	4,68 %
Capitaux allemands	0,21 %	0,22 %
Total	100 %	100 %

Il convient de souligner qu'à elles seules les cinq plus importantes compagnies anglo-franco-belges contrôlent en 1937 64,3% et en 1938 62,1% de la production globale.

Quelles conséquences un tel contrôle entraîne-t-il pour l'Allemagne? Tout d'abord, le *Reich* ne peut exercer aucune influence sur le volume de la production, et partant, des exportations roumaines. Celui-ci dépend bien plutôt de l'activité déployée par les compagnies anglo-franco-belges. Or, les circonstances veulent qu'entre 1936 et 1938, ces compagnies cherchent précisément à réduire leur extraction. Elles agissent ainsi en signe de protestation contre la loi minière de 1937 et pour forcer le gouvernement à promulguer une nouvelle législation plus favorable¹. La courbe de la production s'en ressent évidemment: alors qu'entre 1919 et 1936, elle n'avait cessé de grimper, passant de 856.000 tonnes à 8.703.000 tonnes, à partir de 1936 elle commence à descendre: 7.147.000 tonnes en 1937, 6.603.000 tonnes en 1938, soit en l'espace de deux ans une diminution d'un quart par rapport à 1936². Ce fléchissement entraîne naturellement un recul des exportations: d'un maximum de 6.885.000 tonnes en 1936, celles-ci tombent à 4.500.000 tonnes en 1938³. Cette évolution menace directement les intérêts du *Reich*, puisque celui-ci est condamné à couvrir les énormes lacunes du plan *Krauch* par l'importation de pétrole roumain.

A cette première conséquence s'en ajoute une deuxième, qui se manifeste dans la sphère de la distribution: c'est la difficulté qu'éprouve le *Reich* à s'assurer des fournisseurs attitrés parmi les grandes compagnies. Du côté des sociétés contrôlées par des capitaux roumains, pas de difficulté: l'Allemagne constitue le principal client. Mais du côté des sociétés contrôlées par des capitaux anglo-franco-belges, la situation est différente:

¹ *Compass*, *op. cit.*

² *Ibid.*

³ Calculé d'après *Manitarul Petralului Raman*, année 1939: «Tabloul societăților române activând în industria petroliferă».

⁴ *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, rapport W. Trees, 9.8.1940, *op. cit.*

⁵ *Compass*, *op. cit.*; et *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, rapport W. Trees, 9.8.1940, *op. cit.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Calculé d'après l'ensemble des sources que nous avons mentionnées ci-dessus.

⁹ A la date de fin décembre 1938.

¹⁰ *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. 1, rapport Fabricius, 6.4.1938.

¹¹ T 77/1797531, étude *IG Farben*, 11.4.1939: «Das rumänische Erdöl», annexe 1, *op. cit.*

¹² *Ibid.*

Part de l'Allemagne dans les exportations des principales sociétés exportatrices roumaines en 1938:

	Allemagne	Grande-Bretagne	France	Zone d'influence médit. franco-britannique	Italie	Pays danubiens	Total des exportations de chaque société
<i>Astra</i>	9%	11%	2,4%	37%	4,7%	12,2%	1.010.771
<i>Concordia</i>	10,9%	0,26%	3,5%	17,4%	14%	38,7%	569.751
<i>Steava</i>	14,6%	21%	17,5%	10,5%	17,4%	5,4%	364.769
<i>Unirea</i>	23%	34,5%	—	9,8%	1,4%	5,2%	238.631
<i>Colombia</i>	—	4%	27,4%	61%	—	—	128.549
<i>Creditul</i>	13,8%	—	25%	15,3%	26,7%	16,9%	274.744
<i>Rafinajul</i>	54,6%	—	3,9%	5%	11,6%	12,7%	237.617
<i>Redeventa</i>	37,7%	0,9%	4,9%	26,4%	0,4%	15,4%	255.036

Comme le montre ce tableau, les sociétés anglo-franco-belges exportent surtout vers l'Angleterre, vers la France et vers le bassin méditerranéen. C'est que leurs réseaux commerciaux, établis de longue date et déterminés généralement par la direction des trusts auxquels elles appartiennent, sont orientés vers ces régions. Elles ne négligent certes pas le marché allemand; mais celui-ci joue essentiellement pour elles le rôle de « régulateur » des prix: les sacrifices financiers qu'il est prêt à consentir pour se procurer du pétrole roumain leur permettent de réaliser des gains en *lei* considérables; elles en profitent pour justifier, ou essayer de justifier de prix élevés pour la totalité de leurs exportations. Mais le rôle du marché allemand s'arrête là: l'appât de gros gains en *lei* a tôt fait de se heurter aux considérables besoins de transfert de ces compagnies, besoins qui les condamnent à réserver une bonne partie de leurs exportations aux marchés français, anglais et méditerranéen (ces derniers parce qu'ils paient en devises fortes et permettent donc d'opérer des transferts en Angleterre, en France ou ailleurs)². D'où la tactique suivie par des sociétés comme *Astra* ou *Steava*, qui consiste à livrer le plus possible aux pays qui offrent des possibilités de transfert, tout en maintenant avec l'Allemagne un courant d'exportations suffisant pour maintenir des prix élevés. Dans ces conditions, il semble impossible pour le *Reich* de s'assurer l'exclusivité du pétrole roumain.

¹ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939, supplément au N° 15. Par zone d'influence médit. franco-britannique, nous entendons: Egypte, Malte, Gibraltar, Chypre, Palestine, Maroc, Tunisie, Algérie, Syrie et la Grèce, qui paient en devises fortes (£). Par pays danubiens, nous entendons: Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Bulgarie.

² Sur la politique commerciale de ces sociétés, cf. *FO*, 371-23848, memorandum J. B. Kessler, 30.1.1939, *op. cit.*; 371-23834, lettre Leith-Ross, 11.5.1939; 371-23850, memorandum J. B. Kessler, 4.5.1939; et *Monitorul Petrolului Roman*, année 1937, p. 217; « Exportul de petrol in Germania ». Sur le lien entre transferts et exportations, cf. p. 65.

Une troisième conséquence se manifeste: il s'agit de l'impossibilité dans laquelle se trouve le *Reich* d'exercer la moindre influence sur la nature et la qualité du pétrole produit en Roumanie. C'est là un point important. Le *Reich* a surtout besoin de carburant pour l'aviation. Or, le pétrole roumain ne se prête à cet usage qu'à condition d'être importé brut et raffiné en Allemagne selon des normes particulières. Pour les autres catégories de carburant, l'importation de brut est également souhaitée, car elle coûte moins cher que celle de produits raffinés. Le malheur veut que les compagnies anglo-franco-belges raffinent sur place presque toute leur production. Seules, les compagnies roumaines acceptent de vendre du brut; mais, comme nous l'avons vu, leur capacité d'extraction est faible; aussi le *Reich* est-il obligé d'en passer par les conditions des sociétés étrangères et d'importer du pétrole raffiné, quitte à le retraiter en Allemagne; d'où perte de temps et d'argent ¹.

Une dernière conséquence inquiète les experts économiques et militaires allemands: c'est la possibilité pour la France et l'Angleterre d'interrompre les exportations de pétrole roumain vers l'Allemagne ². Il leur suffit pour cela de demander aux compagnies contrôlées par leurs capitaux de refuser toute livraison au *Reich*. En raison des liens étroits qui existent entre les gouvernements et ces sociétés, le succès d'une telle démarche est assuré ³. En cas de refus d'ailleurs, les moyens de pression ne manquent pas. Le plus efficace consiste à interdire le rapatriement des bénéfices et dividendes; la chose est facile, puisque depuis la crise et la généralisation du contrôle des changes, les transferts s'opèrent sous le contrôle et par le canal des Etats: si les compagnies anglo-franco-belges veulent rapatrier leurs bénéfices et dividendes, elles doivent le faire dans le cadre des accords de paiement conclus entre leurs pays d'origine et la Roumanie. Or, les gouvernements sont libres d'inclure ou non dans ces accords de tels transferts et d'en déterminer le volume.

¹ *Monitorul Petrolului Roman*, année 1938, *passim*.

² T 77/1791798-808, rapport *Wi Rü Amt*, 1.6.1939; + Bericht über eine Dienstreise des Korv.-Kpt. Griebel nach Rumänien... vom 10-17.5.1939*.

³ En Angleterre, l'industrie pétrolière travaille en étroite collaboration avec le *Petroleum Department*. Par ailleurs, l'Etat est un des gros actionnaires de l'*Anglo-Iranian*, qui exerce une forte influence sur la société roumaine *Steava*. Le président de l'*Anglo-Iranian*: J. Cadman, a été longtemps directeur de *Petroleum Department*. En ce qui concerne le groupe *Royal Dutch-Shell*, on sait que son animateur jusqu'en 1937: Sir H. Deterding, a collaboré étroitement avec le gouvernement britannique pendant la Première Guerre mondiale et après. En France, les liens entre l'industrie pétrolière et l'Etat sont également étroits. Depuis 1928 existe un monopole des pétroles: le pétrole ne peut être importé par les compagnies françaises qu'avec l'autorisation spéciale du gouvernement. Cette autorisation, délivrée tous les trois mois, fixe la part des diverses compagnies dans le ravitaillement du pays; cf. *AN*, F 12-9927, *passim*. L'étroitesse des liens entre ces deux pôles se manifeste bien en la personne de L. Wenger, qui, avant de devenir administrateur-délégué de *Petrolina-Concordia*, a été représentant à Bucarest de la *Direction des Essences* (organisme gouvernemental créé à la fin de la Première Guerre mondiale) et qui, en 1939-1940, sera chargé d'une mission spéciale en Roumanie par le gouvernement français.

CONCLUSIONS

Comme on le voit, à la veille de la guerre, les investissements privés allemands en Roumanie se révèlent très faibles; ce sont les investissements franco-britanniques qui jouent le rôle prépondérant. Et la situation s'avère d'autant plus défavorable pour le *Reich* que l'écart entre les uns et les autres tend à s'accroître.

Nous avons déjà vu quelles conséquences cette supériorité franco-britannique entraînait en matière de contrôle des entreprises et des secteurs. Nous n'y reviendrons pas. Il reste à mentionner une dernière retombée, d'ordre plus général: c'est le transfert d'importantes sommes en France et en Angleterre au titre des investissements consentis par ces pays en Roumanie. Au premier rang de ces sommes viennent les intérêts et dividendes dus aux investisseurs et créanciers franco-britanniques. Faible au cours de la crise, leur volume ne cesse d'augmenter depuis 1936 en relation avec des exercices toujours plus favorables¹. A ces montants, il faut encore ajouter les bénéfices que les entreprises sous contrôle franco-britannique cherchent à rapatrier, les assurances qu'elles concluent dans la métropole, les pensions qu'elles y versent et les salaires que leurs employés d'origine anglaise ou française y font envoyer. Certes, en raison des difficultés de transfert, une importante partie de ces sommes reste bloquée en Roumanie, où elle est réinvestie. Mais l'autre partie est transférée². Or, cette opération se fait dans le cadre des *clearing* respectifs, ce qui veut dire qu'elle s'effectue contre l'exportation de produits roumains en France et en Angleterre. La dépendance financière de la Roumanie aboutit donc, par le biais du *clearing*, au maintien d'un courant d'exportation vers la France et vers l'Angleterre. D'où une menace pour l'Allemagne, menace d'autant plus grave que cette dépendance tend à se renforcer.

B. Dette publique extérieure roumaine à la veille de la guerre

À côté des investissements privés, les emprunts de l'Etat roumain à l'étranger jouent un rôle énorme. On sait qu'entre 1920 et 1928, le gouvernement a plusieurs fois sollicité les marchés financiers français, anglais et italien. En 1929, il émet un grand emprunt international, destiné à assurer

¹ Pour les dividendes, l'évolution des taux est la suivante:

	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
<i>Astra</i>	0	0	6%	6%	0	10%	10%	6%
<i>Steava</i>	0	5%	5%	0	0	10%	5%	5%
<i>Resita</i>	5%	4%	5%	6%	7%	10%	10%	13,6%
<i>Titan</i>	9%	11%	11%	12%	14%	?	15%	18%

cf. *Compass*, *op. cit.*, et pour les compagnies pétrolières aussi: *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939: « Tabloul societătilor anonime române activând în industria petroliferă ».

² Les possibilités de transfert dépendent des accords de paiement conclus par la Roumanie avec les divers pays.

la stabilisation du *leu*, suivi en 1931 d'un nouvel emprunt international, destiné à favoriser l'industrialisation du pays. Entre 1932 et 1938, le rythme se ralentit, mais la France et la Tchécoslovaquie fournissent encore à la Roumanie des sommes importantes, destinées à l'aider à équiper son armée. A la dette ainsi accumulée s'ajoutent encore le poids de la dette d'avant-guerre et celui de la dette de guerre. Au 1^{er} avril 1939, le total atteint le chiffre de 68,9 milliards de *lei*¹, somme énorme qui fait de la Roumanie l'Etat le plus endetté du bassin danubien².

Quels sont les créanciers de la Roumanie? La question est délicate, car il faut s'entendre sur le sens que l'on donne au mot créancier. Dans l'acception étroite du terme, ce sont les personnes qui ont souscrit des titres émis par l'Etat roumain; dans l'acception large, ce sont les pays dont les résidents détiennent des titres de l'Etat roumain, titres dont le remboursement et les intérêts entrent dans leur balance des paiements. Nous adopterons cette seconde acception. De ce point de vue, la situation est claire: la France et l'Angleterre sont les principaux créanciers de la Roumanie, l'Allemagne ne venant qu'en troisième position et loin derrière elles. D'après diverses sources, la répartition au début de 1939 serait la suivante:

Tableau des créanciers de l'Etat roumain au 1^{er} avril 1939³:

	Millions de <i>lei</i>	%
France	18.657.342	27,08
Angleterre	10.307.125	14,96
Roumanie ⁴	9.804.825	14,23
Allemagne	7.037.979	10,22
Belgique	2.588.234	3,76
Tchécoslovaquie	1.433.305	2,08
Hollande	1.119.889	1,63
Divers	—	26,04 (dont Suisse = env. 6%-7%)
Total	68.899.280	100%

¹ T 77/179835-37, rapport OKW, 1940; «Stand der rumänischen Staatsschuld am 1. April 1939».

² Du moins à en juger par les chiffres donnés pour 1936 par BÉREND et RANKI. En ce qui concerne la dette extérieure par tête d'habitant, la Roumanie viendrait au 2^e rang, derrière la Yougoslavie; cf. I. BÉREND et G. RANKI, *Economic Development in East-Central Europe in the 19th and 20th Centuries*, op. cit., p. 229.

³ Calculé d'après les sources suivantes: T 77/1797835-37, rapport OKW, 1940, op. cit.; *Enciclopedia Românei*, t. 4, p. 818; et Ministerul Finantelor, *Bugetul general de venituri si cheltuieli. Datoria publica...*, années 1937/1938 à 1939/1940. Bucarest, 1937-1939.

⁴ Il s'agit de titres détenus à l'origine dans des pays avec lesquels n'existent pas d'accords de *clearing*, donc pas de possibilités de transfert, et qui ont été rachetés à bas prix par des résidents roumains.

La France et l'Angleterre contrôlent donc en avril 1939 un peu plus de 45% de la dette publique roumaine à l'étranger, l'Allemagne se contentant du maigre pourcentage de 10%. En ce qui concerne la composition de cette dette, il convient de souligner que les créances françaises et anglaises datent pour la plupart de la période de l'entre-deux-guerres; les créances allemandes, en revanche, remontent presque toutes à la période d'avant-guerre; celles qui datent de la période 1920-1938 sont rares et faibles: participation de 0,37% à l'emprunt de consolidation de 1922, participation de 0,27% à l'emprunt ferroviaire de 1926, participation de 6,04% à l'emprunt de stabilisation de 1929, participation de 3% à l'emprunt de développement de 1931 et participation de 3,35% à l'emprunt de consolidation de 1934¹.

Le service de la dette publique est lourd. Bien qu'en 1933, à la suite de la crise, il ait été réduit, il n'en représente pas moins entre 1935 et 1938 un montant appréciable². Les réductions n'ont d'ailleurs été consenties par les créanciers qu'à titre provisoire et, d'année en année, conformément à l'accord conclu avec eux, les cotes de transfert augmentent.

Service de la dette publique extérieure entre 1932 et 1938³:

Années budgétaires	Service de la dette prévu au budget en millions de lei	% des dépenses budgétées
1931	6100	16,2
1932	4755	15,5
1933-1934	3745	20,5
1934-1935	1439	6,9
1935-1936	1897	9
1936-1937	2090	8,9
1937-1938	2117	7,7
1938-1939	2158	7

De ces sommes, l'Allemagne ne reçoit qu'une infime partie. Deux raisons l'expliquent: la première réside dans la faiblesse de ses créances; la seconde dans leur ancienneté. Il faut en effet savoir que l'accord conclu avec les porteurs étrangers prévoit une réduction beaucoup plus forte sur le paie-

¹ Etabli d'après *Enciclopedia României*, t. 4, pp. 1026-1027; et *Ministerul Finantelor. Bugetul general...*, *op. cit.*

² Le service a été réduit à partir de février 1933. L'accord de juillet 1934 avec les associations de porteurs étrangers règle la situation: l'amortissement de la plupart des emprunts est suspendu pour une durée de trois ans, cependant que le transfert des intérêts est fortement diminué. Un nouvel accord, conclu en mars 1937, reconduit ces mesures, tout en augmentant les possibilités de transfert; cf. *Compass, op. cit.*, année 1941, pp. 88-91.

³ Il s'agit des sommes prévues au budget, et non des sommes effectivement transférées, qui sont légèrement différentes; cf. *Enciclopedia României*, t. 4, p. 705. L'année budgétaire commence depuis 1933 en avril et se termine en mars de l'année civile suivante.

ment des emprunts d'avant-guerre que sur ceux émis entre 1920 et 1938 : alors que pour ces derniers, la cote de transfert s'élève à 50-55% entre 1934 et 1937 et à 65% en 1937-1938, elle est beaucoup plus faible pour les premiers : 25% en 1934-1935, 35% en 1935-1936, 42% en 1936-1937, 45% en 1937-1938. Or, comme nous l'avons signalé, les créances allemandes datent presque toutes d'avant-guerre. D'où le tableau suivant :

Sommes transférées pour le service de la dette publique ¹ :

	1935-1936		1936-1937		1937-1938	
	millions de lei	%	millions de lei	%	millions de lei	%
Allemagne	80,2	4,6	92,5	7,4	129,7	6,9
France	481,7	27,6	227,8	18,4	730,6	39,2
Angleterre	298,6	17,1	369,9	29,8	272,9	14,6
Suisse	239	13,7	191,5	15,5	354,2	19,7
USA	114,7	6,6	96,6	7,8	144,4	7,7
Italie	245,2	14	204,9	16,5	113,1	6
Divers	—	16,4	—	4,6	—	5,9
Total	1845,9	100	1392,1	100	2203,2	100

A travers d'importantes variations annuelles, la part de la France et de l'Angleterre reste toujours largement supérieure à celle de l'Allemagne ².

Quelles conséquences cette situation entraîne-t-elle pour l'Allemagne ? On peut tout d'abord mentionner le fait qu'en leur qualité de gros créanciers, la France et l'Angleterre disposent d'un atout diplomatique précieux : grâce à l'influence qu'ils exercent sur les associations de porteurs nationaux, leurs gouvernements peuvent faire pression sur le gouvernement roumain ³. Ce dernier, ne l'oublions pas, cherche par tous les moyens à obtenir de ses

¹ *Roumanian Economist*, année 1939, p. 997 ; et *Bursa*, 17.4.1938. La part éeivée de la Suisse et de l'Italie tient au fait qu'à la différence des autres créances, leurs créances sont honorées d'un amortissement. Pour toutes les autres créances (sauf la Scandinavie), l'amortissement est suspendu depuis 1933.

² Ces variations sont dues à 3 facteurs : 1. modifications des cotes de transfert ; 2. modifications des possibilités de transfert prévues par les accords de paiement ; 3. modifications des disponibilités en devises. Rappelons qu'il ne suffit pas que le gouvernement roumain établisse telle cote de transfert pour que les créances soient honorées ; il faut encore que, lorsqu'ils existent, les accords de paiements conclus avec les pays créanciers prévoient des possibilités de transfert et que la situation du commerce avec ces pays permette d'exploiter ces possibilités (le transfert n'est possible que si les exportations roumaines vers les pays en question sont égales ou supérieures au montant des sommes devant être transférées).

³ Cette influence vient de ce que les intérêts et l'amortissement des titres détenus par les porteurs ne peuvent être payés que par l'intermédiaire du *clearing*, dont la structure et le fonctionnement dépendent des gouvernements.

créanciers une réduction ou une conversion de sa dette¹; c'est l'occasion rêvée pour les gouvernements français et anglais de monnayer l'acceptation de leurs porteurs d'une manière ou d'une autre. Mais la principale conséquence se manifeste ailleurs: c'est le maintien d'un certain courant d'exportation vers la France et vers l'Angleterre. Le jeu du transfert a pour effet de mobiliser une importante fraction des exportations roumaines en faveur des pays créanciers. Or, parmi ceux-ci, les plus importants sont la France et l'Angleterre. Nous verrons plus loin que les accords de *clearing* conclus entre la Roumanie et l'Angleterre à la veille de la Seconde Guerre mondiale ont été dictés par la nécessité d'augmenter les importations anglaises afin de permettre le transfert des intérêts dûs aux porteurs britanniques. La dépendance financière débouche donc, ici aussi, sur la dépendance commerciale.

On se demandera peut-être pourquoi la Roumanie, au lieu de suspendre purement et simplement le service de la dette publique extérieure après la crise, s'est efforcée de l'améliorer d'année en année, alors que cet effort la privait d'une partie du fruit de ses exportations. La raison est simple: c'est parce qu'elle avait besoin de capitaux étrangers, parce qu'elle méditait d'émettre un nouvel emprunt sur les marchés londonien et parisien et qu'elle ne pouvait par conséquent se permettre de s'aliéner les associations de porteurs britanniques et français². Voilà pourquoi, entre 1936 et 1938, elle a accepté non seulement d'augmenter la cote de paiement sur ses emprunts extérieurs, mais de modifier ses accords de *clearing* avec la France et avec l'Angleterre, de manière à faciliter les conditions de transfert. Ce faisant, elle rendait d'autant plus difficile la situation pour l'Allemagne.

A côté des investissements et de la dette publique extérieure, il faudrait encore mentionner la dette privée, qui se compose d'emprunts à court terme et d'emprunts obligataires. Malheureusement, nous ne disposons d'aucune donnée sûre à ce sujet.

C. Conclusions

Que ce soit par l'intermédiaire des investissements ou par celui des emprunts, les capitaux franco-britanniques exercent une influence énorme. Cette influence se manifeste tout d'abord dans la possibilité de contrôler les secteurs-clé de l'économie roumaine; nous avons vu que ce contrôle allait à l'encontre des intérêts allemands. Elle se manifeste ensuite dans les liens commerciaux qui résultent du poids conjugué des dividendes et des intérêts. C'est là un point qui mérite d'être relevé. On se plaît en effet en général à souligner l'opposition qui existe entre l'engagement financier

¹ La Roumanie entame des négociations à cet effet avec les associations de porteurs étrangers au printemps 1938; cf. *FO*, 371-22461, p. 186.

² Nous verrons que la visite du roi Carol à Londres et à Paris en novembre 1938 est motivée par cette raison.

et la faiblesse commerciale des démocraties occidentales dans les Balkans à la veille de la Seconde Guerre mondiale (et inversement l'opposition entre la présence commerciale et la faiblesse financière de l'Allemagne). A propos de l'Angleterre, l'historien allemand B. J. Wendt a parlé récemment de « Auseinanderklaffen von erheblichem finanziellem Engagement in Südosteuropa... und ganz anders gerichteten Marktinteressen »¹, de « Auseinanderklaffen von Kapital- und Warenströmen »². Cette opposition nous semble trop tranchée, du moins dans le cas de la Roumanie, et ne tient pas compte de l'étroite solidarité qui lie les courants financiers et commerciaux. Comme nous l'avons montré, la dépendance financière débouche en fait sur la dépendance commerciale. L'exemple du *clearing* anglo-roumain à la veille de la guerre le montre bien : entre juin 1936 et septembre 1938, sur un montant global de 8 millions de £, plus de 2,5 millions servent à la rémunération des capitaux britanniques placés en Roumanie :

Principaux postes du *clearing* anglo-roumain entre juin 1936 et septembre 1938 (en £)³ :

Dette publique	1.470.108	} 31,3%
Crédits bancaires à court terme	140.982	
Dette privée, investissements et paiements afférents (pensions, salaires, assurances...) ⁴	915.645	
Exportation de produits anglais	5.549.765	68,7%
Total	8.076.500	100%

Le poids des capitaux britanniques est donc considérable, puisqu'il détermine à lui seul un courant d'exportations roumaines supérieur à 2,5 millions de £. Convertie en monnaie roumaine au taux du marché, cette somme représente un pouvoir d'achat égal à 1.600.000 tonnes de pétrole environ, ce qui n'est pas peu dire, si l'on songe qu'au cours de la même période le *Reich* a importé avec peine, et contre la livraison de produits

¹ B. J. WENDT, « Strukturbedingungen der britischen Südosteuropapolitik », *op. cit.*, p. 301.

² *Id.* « England und der deutsche « Drang nach Südosten », Kapitalbeziehungen und Warenverkehr in Südosteuropa zwischen den Weltkriegen », art. cité, p. 496.

³ Etabli d'après *Roumanian Economist*, 1938, p. 911 : « The Anglo-Roumanian Clearing Office » ; et FO, 371-23836, rapport du Contrôle du *clearing* anglo-roumain, 10.8.1939, p. 172.

⁴ Par dette privée, nous entendons les intérêts des obligations souscrites par des résidents anglais. Par investissements, nous entendons les dividendes dus à des actionnaires résidant en Angleterre. Par paiements afférents, nous entendons tous les paiements en rapport avec des investissements britanniques, tels que pensions, salaires, etc. versés en Angleterre par des entreprises roumaines dont le contrôle est britannique, ou partiellement britannique.

précieux pour son économie, 1.500.000 tonnes de pétrole roumain¹. Encore convient-il de préciser que ces 2,5 millions de £ ne correspondent pas à l'intégralité des besoins de transfert vers l'Angleterre et que le but des négociations économiques qui se déroulent entre les deux pays à la veille de la Seconde Guerre mondiale consiste précisément à augmenter les exportations roumaines pour pallier cette insuffisance.

2. Relations commerciales

On s'accorde en général à reconnaître à l'Allemagne une place prépondérante dans le commerce des pays danubiens à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Cette opinion, soutenue par de nombreux économistes et historiens, s'est cristallisée en une théorie, la théorie dite de l'« impérialisme sans argent » (*Imperialismus ohne Geld*) ou de l'impérialisme commercial². D'après cette théorie, le *Reich* aurait profité de la détresse des pays danubiens pour leur imposer des accords de *clearing*, qui lui auraient permis d'importer dans une large mesure à crédit. La tactique allemande aurait consisté à accumuler des arriérés, qui, dans l'attente de leur liquidation, auraient en quelque sorte joué le rôle de prêts à court terme (sans intérêt!). Privés d'autres débouchés, les pays danubiens n'auraient pu que s'incliner. Ils y auraient d'ailleurs été incités par une autre raison : à savoir le taux du *RM*, qui, fixé dans le cadre des accords de *clearing* et systématiquement surévalué, leur aurait permis de vendre à des prix particulièrement favorables. D'où des liens commerciaux de plus en plus étroits avec le *Reich*, aboutissant à un véritable monopole de ce dernier.

Tels sont les linéaments de cette théorie. Reste à savoir si elle correspond à la réalité, notamment dans le cas de la Roumanie.

Evolution du commerce roumain entre 1930 et 1938

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le commerce extérieur joue dans l'économie roumaine un rôle essentiel. C'est grâce à lui que le pays peut acquérir les matières premières et les biens d'équipement nécessaires à

¹ *Monitorul Petrolului Roman*, année 1936, p. 374; année 1938, p. 426.

² Cette théorie a été élaborée avant et pendant la Seconde Guerre mondiale par des économistes comme P. EINZIG (*Bloodless Invasion*, London, 1938), A. BASCH (*The Danube Basin and the German Economic Sphere*, London, 1944) et Ch. BETTELHEIM (*L'économie allemande sous le nazisme*, op. cit.). Après la guerre, elle a été reprise par les historiens, et dernièrement notamment par D. DÖRING (*Die deutsche Aussenwirtschaftspolitik, 1933-1935*, op. cit.).

son essor industriel; c'est grâce à lui également qu'il peut équilibrer sa balance des paiements. Entre 1921 et 1930, les exportations augmentent très fortement, passant de 8,3 milliards de *lei* à 28,5 milliards. Mais à partir de 1931, la crise sévit, entraînant un puissant recul: de 28,5 milliards de *lei*, les exportations tombent à 16,7 milliards en 1932 et à 13,6 milliards en 1934¹. La balance commerciale a beau rester positive, la diminution n'en est pas moins catastrophique. La balance des paiements commence à menacer. Seules, les mesures prises pour alléger le service de la dette et la conclusion d'accords de *clearing* permettent de rétablir l'équilibre. A partir de 1935, les exportations reprennent², mais les difficultés qu'elles rencontrent restent vives. Ces difficultés sont de deux sortes: d'une part, les prix roumains se maintiennent à un niveau très élevé, plus élevé que celui du marché mondial: entre 1934 et 1938, l'écart oscille entre 8% et 25%³; de l'autre, le *leu* est surévalué par rapport à certaines monnaies étrangères: en dépit des dévaluations de la livre sterling et du dollar, il a été maintenu à son taux antérieur pour éviter d'affoler l'opinion publique, traumatisée par la chute externe du *leu* à l'issue de la guerre, et surtout pour empêcher l'alourdissement de la dette extérieure⁴. Ce handicap est grave, car, pour différentes raisons, la Roumanie a besoin d'exporter vers l'Angleterre. Aussi la politique commerciale du gouvernement entre 1933 et 1938 vise-t-elle dans une large mesure à stimuler les échanges avec ce pays. Nous verrons que sans être éclatants, les résultats n'en constituent pas moins un frein important à la pénétration germanique.

Relations commerciales avec l'Allemagne

Contrairement à une opinion répandue, au début de 1938, les positions commerciales allemandes en Roumanie ne sont pas des plus fortes. S'il y a bien progrès par rapport à l'année de crise 1933, il y a recul par rapport à 1929.

Comme fournisseur, l'Allemagne conserve, et de loin, la première place: en 1938 comme en 1929, sa part dans les importations roumaines est largement supérieure à celle de la France et de l'Angleterre réunies.

¹ *Enciclopedia României*, t. 4, p. 477. En prix 1931, l'évolution est la suivante: 1931: 28,5 milliards de *lei*; 1932: 18,6 milliards; 1934: 15,6 milliards.

² 1935: 16,7 milliards de *lei*; 1936: 21,7 milliards; 1937: 31,5 milliards; 1938: 21,5 milliards; cf. *ibid.*

³ Calculé d'après R. LEXKES, *Die äussere Wirtschaftspolitik Rumâniens von 1919-1938*. Diss. Wien, 1952, annexes.

⁴ Alors que la livre sterling cotait 814 *lei* avant la dévaluation (septembre 1931), elle tombe à 584 *lei* en janvier 1932 et à 478 *lei* en mars 1935; cf. *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940: «Die Reichsmark in Rumänien».

Part de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre dans les importations roumaines entre 1929 et 1937¹:

	Allemagne	France	Grande-Bretagne
1929	24,1 %	5,5 %	7,3 %
1933	18,6 %	10,5 %	15,1 %
1934	15,5 %	11,1 %	17,9 %
1935	23,8 %	7,2 %	10,3 %
1936	36,1 %	5,9 %	7,7 %
1937	28,9 %	6,1 %	10 %

Comme cliente, en revanche — et c'est là l'aspect le plus important, puisque, dans la perspective d'une économie de guerre comme celle du *Reich*, ce sont les importations qui priment, les exportations ne jouant que le rôle secondaire de monnaie — l'Allemagne jouit d'une position beaucoup moins solide. Alors qu'en 1929, elle accaparait 27,6 % des exportations roumaines (contre 16 % pour la France et l'Angleterre réunies), en 1937 elle n'en absorbe plus que 19 %, soit moins que la France et l'Angleterre réunies (21,5 %).

Part de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre dans les exportations roumaines entre 1929 et 1937²:

	Allemagne	France	Grande-Bretagne
1929	27,6 %	4,5 %	11,1 %
1933	10,6 %	13,3 %	18 %
1934	16,6 %	11,3 %	12,6 %
1935	16,7 %	4,9 %	12,8 %
1936	17,8 %	9,3 %	16,2 %
1937	19,2 %	8 %	13,5 %

¹ Calculé d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, p. 609. Pour l'Angleterre et la France, nos chiffres diffèrent peu ou prou des données généralement citées dans les études consacrées à cette question. C'est que, comme il se doit, nous avons ajouté à l'Angleterre: Chypre, la Palestine, Gibraltar et Malte; nous avons de même ajouté à la France l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Syrie. C'est d'ailleurs ainsi que les services statistiques et économiques allemands procédaient pour évaluer la part de la France et de l'Angleterre dans les exportations roumaines. Sur la structure des importations roumaines en 1937, la répartition géographique de ces importations entre 1933 et 1938, ainsi que la composition des importations roumaines d'Allemagne à la veille de la guerre, cf. les tableaux en annexes N^{os} 1, 2 et 3.

² Calculé d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 608-610. Sur la structure des exportations roumaines en 1937, la répartition géographique de ces exportations et la composition des exportations roumaines vers l'Allemagne, cf. les tableaux N^{os} 4, 5 et 6.

On voit qu'après le creux de la crise et la reprise de 1934, la progression est restée très lente: 16,6% en 1934, 16,7% en 1935, 17,8% en 1936, 19,2% en 1937. C'est là un rythme largement inférieur à celui des années 1926-1929, qui avaient vu les importations allemandes passer de 12,2% à 27,6%. En valeur absolue, il y a eu progression également, mais trop faible pour revenir au niveau de 1929.

Exportations roumaines vers l'Allemagne entre 1929 et 1937¹:

	En milliers de lei courants	En milliers de lei 1929	Augmentation annuelle en % en tenant compte de l'évolution des prix
1929	8.005.205	8.005.205	—
1932	2.085.044	3.861.193	—
1933	1.502.504	2.872.857	—
1934	2.263.978	4.320.569	50%
1935	2.801.925	4.669.875	8%
1936	3.854.598	5.627.150	20,5%
1937	6.053.678	7.741.276	37,6%

Si l'on tient compte du niveau très bas du point de départ (1933), la progression reste relativement faible et lente.

Comment expliquer la lenteur de cette progression? Il y a tout d'abord que de 1933 à 1935, le Reich n'a pas cherché à nouer des liens économiques serrés avec la Roumanie. Si entre 1928 et 1932, sous la pression des intérêts industriels représentés par le *Mittleuropäischerwirtschaftstag (MWT)*, la *Wilhelmstrasse* a tout fait pour favoriser le commerce germano-roumain², à partir de 1933 son attitude se modifie. Bien que les exportateurs allemands, regroupés au sein de la Chambre de commerce germano-roumaine (*Deutsch-rumänische Handelskammer*) insistent sur l'importance du marché roumain et sur la nécessité de développer les échanges, les bureaux berlinois font la sourde oreille³. Aussi bien la Roumanie ne présente-t-elle pas

¹ Calculé d'après *ibid.* L'indice des prix dont nous nous servons pour déflater est celui des prix de gros (cf. SDN, *Annuaire statistique 1939-1940*, p. 207).

² Sur l'expansion commerciale de l'Allemagne dans les Balkans entre 1928 et 1932, cf. l'excellente étude de H. J. SCHROEDER, « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936. Zur Kontinuität deutscher Aussenpolitik in der Weltwirtschaftskrise », dans *Geschichte und Gesellschaft*, 1976, pp. 5-32; cf. aussi le rapport présenté par T. v. Wilmowsky devant le MWT le 22.12.1938 et cité dans *Anatomie des Krieges. Neue Dokumente über die Rolle des deutschen Monopolkapitals bei der Vorbereitung und Durchführung des Zweiten Weltkrieges*, éd. par O. Eichholtz et W. Schumann, Berlin, 1969, N° 6, pp. 86-87.

³ I 120-E 681986-90, rapport *Deutsch-rumänische Handelskammer*, 9.2.1934 (et annexes).

alors pour le réarmement allemand un grand intérêt : comme nous l'avons signalé au passage, le *Reich* importe son pétrole (et aussi ses céréales) d'ailleurs. Son importance réside pour Berlin avant tout dans le domaine politique : membre de la Petite Entente, la Roumanie appartient à la coalition adverse, coalition que la diplomatie allemande s'efforce de faire voler en éclats. Dans ce contexte, l'aspect économique ne joue pour les instances berlinoises qu'un rôle instrumental, subordonné : les relations commerciales sont conçues surtout comme un moyen de pression, comme une arme destinée à exercer une influence politique sur la Roumanie. Cette tactique n'est pas nouvelle, certes. H. J. Schröder a montré que la politique danubienne de Brüning s'était inspirée de considérations semblables¹. Mais, alors que dans les relations avec la Roumanie, le cabinet Brüning avait utilisé l'arme économique de manière positive, en cherchant à s'attacher ce pays par le biais d'une augmentation des échanges, le III^e *Reich* l'utilise de manière surtout négative, en refusant de développer les échanges aussi longtemps que son partenaire persiste dans ses alliances. La différence de méthodes n'a rien d'étonnant : si le gouvernement Brüning a utilisé l'arme économique de manière positive, c'est parce que la pression des intérêts industriels jouait dans ce sens : on a en quelque sorte exploité cette pression à des fins politiques. Sous le III^e *Reich*, en revanche, la situation est très différente : si les milieux privés continuent à manifester un intérêt certain au marché roumain, l'Etat, jusqu'en 1935 en tout cas, n'y voit qu'un appoint tout à fait secondaire pour ses besoins stratégiques ; d'où l'utilisation négative qu'il fait de l'arme économique dans les relations avec la Roumanie.

Les relations germano-roumaines entre 1933 et 1935 témoignent bien de la répugnance du *Reich* à s'engager commercialement en Roumanie. Alors qu'au printemps 1933, le ministre en Roumanie à Berlin, Comnen, supplie le gouvernement allemand de relancer les échanges, celui-ci répond négativement². A l'origine de cette attitude, deux éléments : l'opposition du ministre de l'Economie et de l'Agriculture, Hugenberg, à l'afflux de produits agricoles roumains, et le refus des instances intéressées d'importer du pétrole roumain, jugé trop cher³. Au cours de l'été 1933, la situation se tend entre les deux Etats au point de dégénérer en une véritable guerre douanière⁴. Le *Reich* n'acceptera finalement d'absorber une partie des surplus céréaliers roumains que sous la menace d'une dénonciation du traité de commerce en vigueur⁵. Et au mois d'août, une mission commer-

¹ H. J. SCHRÖDER, « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936 », art. cité.

² T 120-E 682623-36, notice Légation de Roumanie à Berlin, 26.5.1933 ; et E 682645-48, notice Benzler (AA), 22.6.1933.

³ T 120-E 682642-43, notice Bülow, 8.6.1933 ; E 682637-39, notice AA, 6.1933 ; et E 682645-48, notice Benzler, 22.6.1933, *op. cit.*

⁴ T 120-E 682662-63, lettre Ritter à Keppler, 13.7.1933 ; et E 682664-65, notice Schulenburg, 11.7.1933.

⁵ T 120-E 682650, tél. Légation d'Allemagne à Bucarest à AA, 11.7.1933.

ciale roumaine se heurtera à un refus absolu de Berlin d'améliorer les échanges aussi longtemps que la Roumanie ne se montrerait pas politiquement plus coopérative¹.

L'année 1934 s'ouvre sous des auspices peu favorables. Alors qu'il vient de conclure des accords de commerce et de paiement prometteurs avec la Hongrie et avec la Yougoslavie, le *Reich* refuse de faire de même avec la Roumanie, malgré les demandes pressantes de celle-ci. A Comnen, qui s'interroge sur les raisons de cette attitude, Neurath répond: « Dass wir Opfer nur für solche Staaten bringen könnten, die in Politik nicht, wie dies bei Rumänien der Fall sei, unsere Gegner unterstützten. »² L'arrivée de Schacht et la proclamation du « Nouveau Plan » (*Neue Plan*) en septembre 1934 ne modifient guère la situation. On se plaît en général à voir dans ce plan une machine de guerre au service de la réalisation d'un grand espace économique³. Dans son importante thèse, Jean Freymond a récemment montré que la réalité était plus complexe⁴. L'exemple de la Roumanie confirme que la volonté de constituer un *Grosswirtschaftsraum* danubien n'était pas bien forte en 1934 ou du moins qu'elle était subordonnée aux impératifs de la politique. Nous en voulons pour preuve le peu d'empressement du *Reich* à conclure un accord de *clearing* avec la Roumanie. Malgré plusieurs démarches roumaines entreprises dans ce sens en octobre 1934, les bureaux berlinois restent inertes⁵. Le ministre Ritter, directeur de la section économique de la *Wilhelmstrasse*, souligne devant ses interlocuteurs roumains que l'Allemagne ne peut s'engager à acheter des céréales roumaines pour plus d'un an⁶. On voit que, contrairement à ce qui s'est passé avec la Hongrie et la Yougoslavie, le *Reich* ne songe pas à l'automne 1934 à pratiquer une politique systématique d'absorption des excédents céréaliers roumains⁷. Aussi bien les prix des grains roumains

¹ T 120-E 682688-91, notice Ritter, 8.8.1933.

² T 120-E 682715-16, notice Neurath, 28.5.1934.

³ Bon résumé de ce point de vue dans G. HALLGARTEN u. J. RADKAU. *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute*. Frankfurt-Köln, 1974, pp. 326-330.

⁴ J. FREYMOND. *Le III^e Reich et la réorganisation économique de l'Europe 1940-1942*, op. cit., pp. 71-73.

⁵ T 120-E 682730-32, notice Légation de Roumanie à Berlin, 20.10.1934 (et annexes).

⁶ T 120-E 682736-39, notice Ritter, 6.11.1934.

⁷ D'après économistes et historiens, le III^e Reich aurait axé sa politique commerciale dans les Balkans sur l'achat systématique des surplus de céréales à des prix supérieurs à ceux du marché mondial; cf. formulation la plus récente de cette théorie en français dans P. RENOUVIN, J. B. DUROSELLE. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Paris, 1964, pp. 78-79; et formulation la plus récente en allemand dans H. J. SCHRÖDER, « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936 », art. cité, p. 29, qui suit B. J. WENDT, « England u. der deutsche Drang nach Südosten », art. cité. Pour la Roumanie en tout cas, la réalité est quelque peu différente. S'il est vrai que dans les années 1930-1932, l'Allemagne a fait des importations massives de céréales roumaines pour des raisons qui restent à étudier, à partir de 1933, le rythme se ralentit singulièrement. De 1933 à 1936, les importations allemandes ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes roumaines et sont inférieures à celles de plusieurs pays, notamment à celles de l'Angleterre. Ce n'est qu'à partir de 1937 qu'elles augmentent fortement du fait de la politique de

constituent-ils aux yeux des experts allemands un obstacle dirimant et la *Reichsgetreidestelle* cherche-t-elle à s'approvisionner de préférence sur les marchés d'outre-mer. Jamais jusqu'à la guerre, l'Allemagne ne constituera pour les produits agricoles roumains le marché stable et à long terme que les propagandistes du *Grossraum*, suivis par les économistes et historiens plus récents, décrivent à l'envi. L'exemple des négociations de l'accord de *clearing* germano-roumain est à cet égard significatif. Il faudra en fait que la Roumanie dénonce les traités économiques existants (19 novembre 1934) pour que Berlin, inquiète du vide contractuel ainsi créé, accepte d'entamer la discussion¹. Encore celle-ci traînera-t-elle en longueur, la *Wilhelmstrasse* multipliant les conditions et demandant des prix moins élevés. C'est une fois de plus un élément d'ordre politique qui déterminera les Allemands à conclure: soit la menace, devant l'évolution des pourparlers, de la chute du ministre roumain du commerce, Manolescu-Strunga, considéré à Berlin comme un partisan inconditionnel du rapprochement avec l'Allemagne². C'est dans ces conditions que vont être signés succes-

stockage inaugurée par le *Reichsnährstand*, cependant que les achats anglais reculent par suite de l'écart croissant entre prix mondiaux et prix roumains.

Exportations de céréales roumaines vers l'Allemagne et l'Angleterre 1932-1937 (établi d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 612-619):

	Allemagne			Grande-Bretagne	
	tonnes	% des exp. céréales roum.	% des imp. all.	tonnes	% des exp. roum.
1932	399.931	15,2 %	—	96.311	3,67 %
1933	256.963	14,12 %	—	298.772	15,8 %
1934	211.194	21 %	12,88 %	111.876	11,15 %
1935	34.091	2,74 %	4,16 %	147.293	11,85 %
1936	225.605	10,89 %	12,11 %	433.638	20,93 %
1937	657.918	29,56 %	17,31 %	148.009	6,65 %

En outre, comme nous le verrons, le *Reich* répugnera toujours à payer des prix élevés. Chaque fois qu'il l'a pu, il a acheté au prix le plus bas. Si jusqu'en 1937, il n'a importé que peu de céréales roumaines, c'est précisément parce qu'il les jugeait trop chères et qu'il préférerait s'approvisionner en Argentine où les prix étaient moins élevés (en 1937, les achats allemands dans ce pays représentent 55,34 % de ses importations totales de céréales); sur cette répugnance du *Reich* à payer des prix élevés pour les céréales roumaines, cf. T 120-E 682363-68, rapport Fabricius, 28.4.1936. En outre, souvent les exportateurs roumains préféraient, lorsque l'écart entre prix mondiaux et prix roumains le permettait, exporter vers les pays à devises fortes, vers l'Angleterre notamment, car, par le jeu des primes sur les devises fortes, les prix en *lei* qu'ils y obtenaient pouvaient être égaux ou supérieurs à ceux réalisés en Allemagne; cf. T 120-E 682363, rapport Fabricius, 28.4.1936, *op. cit.*

¹ T 120-E 682743, note verbale Légation de Roumanie à Berlin, 19.11.1934; et E 682760, notice AA, 20.12.1934.

² T 120-E 682784-88, lettre Légation d'Allemagne à Bucarest à AA, 10.3.1935; et E 682791-93, tél. Ritter à Bucarest, 16.3.1935.

sivement un traité de commerce (23 mars 1935) et un accord de *clearing* (mai 1935)¹. Ainsi, loin de constituer les instruments privilégiés d'un plan d'expansion économique en Roumanie, ces deux traités ont en quelque sorte été imposés au *Reich* et ce sont des considérations surtout politiques qui ont déterminé ce dernier à les conclure. Certes, les accords signés en 1934 avec la Hongrie et avec la Yougoslavie l'ont été aussi pour des raisons en grande partie politiques; mais il s'agissait de pays favorables à l'Allemagne, voire alliés, et le *Reich* a pris l'initiative de jouer la carte du resserrement des échanges pour se les attacher définitivement². Dans le cas de la Roumanie, le problème est différent: il s'agit d'un pays considéré comme hostile, à l'égard duquel Berlin entend pratiquer une politique de fermeté; il n'est pas question de nouer des liens commerciaux étroits avec lui — ce qui implique des concessions économiques coûteuses — sans avoir auparavant obtenu des gages politiques. D'où les réticences allemandes, réticences dont ne viendra à bout, en mars 1935, que la peur de perdre définitivement toute possibilité d'influence en Roumanie par suite de la chute du seul membre du gouvernement acquis à la cause allemande.

A partir de la seconde moitié de 1935, la situation se modifie: le *Reich*, qui accélère le rythme de son réarmement, témoigne d'un intérêt croissant pour le pétrole roumain; ses importations, qui se montaient à 443.000 tonnes en 1934, atteignent 849.000 tonnes en 1935 et plus de 1 million de tonnes en 1936. Bien que le marché roumain reste à ses yeux un marché d'appoint, l'intérêt qu'il suscite est indéniable. Mais, au moment même où ce revirement se produit, diverses difficultés viennent entraver le développement des échanges entre les deux pays, difficultés soulevées cette fois par la Roumanie. Comme le *Reich* achète de grosses quantités de pétrole, le volume de ses importations tend très rapidement à dépasser celui de ses exportations³; d'où un déséquilibre contraire aux lois du *clearing*, déséquilibre

¹ Selon les termes de l'accord de paiement (*Verrechnungsabkommen*) de mai 1935, le produit des exportations roumaines est affecté essentiellement au paiement des exportations de produits allemands en Roumanie; une petite partie seulement est affectée à d'autres paiements, en particulier à celui des créances allemandes: intérêts des emprunts d'Etat roumains en Allemagne et dividendes et intérêts des capitaux allemands exportés en Roumanie; cf. *Abkommen zur Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Rumänien*, dans F. MARTENS, *Nouveau recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*, 3^e série, t. 41, Greifswald, 1944, pp. 224-230. Chaque année, à l'automne, des négociations ont lieu dont l'objet est de déterminer le volume des échanges dans le cadre du *clearing* pour le nouvel exercice.

² Cf. H. J. SCHRÖDER, « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936 », art. cité, *passim*, ainsi que circulaire AA, 18.6.1934, DGFP, C, vol. 3, N^o 13, pp. 35-36. Les accords conclus avec la Hongrie et la Yougoslavie accordent aux produits de ces pays un traitement préférentiel et comportent encore nombre d'autres concessions de la part du *Reich*. Ils s'inspirent de la volonté de créer un marché stable et à long terme pour les produits agricoles de ces pays.

³ En novembre 1935, les arriérés de *clearing* en faveur de la Roumanie se montent à 19 millions de RM; cf. AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 1, rapport *Reichskreditgesellschaft*, 20.5.1936: « Rumänien ».

rendu irrémédiable par le cours trop élevé assigné au *RM* et rendant l'achat de produits allemands par les importateurs roumains très difficile¹. Pour financer le déficit ainsi créé, le système bancaire roumain doit intervenir, entraînant dans son sillage, par le biais du réescompte, la Banque nationale. Celle-ci profite de la situation pour essayer de limiter les exportations roumaines vers l'Allemagne. Deux motifs l'y induisent : tout d'abord, le souci de préserver la valeur de la monnaie roumaine, menacée par l'émission de *lei* au titre du réescompte²; ensuite, le désir d'orienter les exportations vers les pays à devises fortes, où, par suite de la hausse des prix mondiaux, les produits roumains tendent à redevenir plus compétitifs³. Pour parvenir à ses fins, la Banque nationale prend depuis la fin de 1935 deux séries de mesures : elle exige, d'une part, que le *Reich* paie ses achats de pétrole roumain en devises fortes; elle décide, d'autre part, de laisser flotter le cours du *RM*, fixé jusque-là par voie de négociation et maintenu à un taux élevé, au gré de l'offre et de la demande dans le cadre du *clearing*⁴. Les conséquences ne se font pas attendre. L'exigence du paiement en devises fortes entraîne pour les Allemands de telles difficultés qu'ils refusent. Les Roumains leur mettent alors le marché en main : ou paiement en devises ou paiement en *RM* (par la voie du *clearing*), mais à des prix beaucoup plus élevés. A court de devises, le *Reich* se voit obligé d'accepter en septembre la seconde solution, ce qui n'ira pas sans entraver son approvisionnement, les importateurs renâclant et la hausse des prix entraînant la nécessité de livrer plus de produits à la Roumanie, chose très difficile vu la tension régnant sur le marché allemand⁵. Quant au cours du *RM*, il évolue de telle manière qu'il ne cesse de gêner les échanges entre les deux pays : abandonné aux lois du marché, il fluctue, et, comme l'importation de produits roumains par les Allemands continue à dépasser l'exportation de produits allemands en Roumanie, il fluctue à la baisse⁶. Entre janvier 1936

¹ Sur le cours trop élevé du *RM*, cf. *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*

² T 120-E 682313-16, notice Légation d'Allemagne à Bucarest, 9.1.1936.

³ De 1935 à 1937, les prix mondiaux sont en forte augmentation (31%), cependant que les prix roumains, situés à un niveau de départ plus élevé certes, connaissent une augmentation plus faible (22%); d'où un certain rapprochement entre les deux sortes de prix. Pour la benzine par exemple, la différence, qui dépassait 20 shillings par tonne en 1935, se réduit à moins de 5 shillings en 1936, et à 11 shillings en 1937; évolution des prix mondiaux et roumains calculés d'après *Enciclopedia Romaniei*, t. 4, p. 930, et *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*; pour la différence de prix de la benzine, cf. *FO*, 371-23848, memorandum J. B. Kessler, 30.1.1939. Sur les raisons profondes qui incitent la Banque nationale de Roumanie à orienter les exportations vers les pays à devises, et notamment vers l'Angleterre, cf. *infra*, pp. 80-82.

⁴ T 120-E 682313-16, notice Légation d'Allemagne à Bucarest, 9.1.1936; et *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*

⁵ Sur les difficultés provoquées par l'exigence roumaine du paiement en devises, cf. notice *Wi Rü Amt*, 9.3.1936 : « Aufzeichnung über die Versorgungslage auf dem Betriebsstoffgebiet und ihre Auswirkungen für die Wehrmacht », cité dans *IMT*, t. 27, pp. 128-132.

⁶ *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*; *AA*, *Rumänien, Petroleum*, vol. 1, notice Fabricius, 14.10.1936; et T 120-E 682313-16, notice Légation d'Allemagne à

et juin 1936, son cours tombe de 40,5 *lei* à 35,65 *lei*, puis après une brève remontée jusqu'à 43 *lei* en août, il s'effondre jusqu'à 34,63 *lei* en avril 1937¹. D'une position de surévaluation, la monnaie allemande passe donc à une position de sous-évaluation. Il en résulte un renchérissement notable des produits roumains pour les importateurs allemands, renchérissement encore accentué par les primes de risque calculées par les exportateurs roumains en guise de garantie contre les variations du change. A cela s'ajoute que les compagnies pétrolières, ne parvenant souvent plus à vendre les *RM* libérés par leurs ventes en Allemagne à un cours satisfaisant, interrompent leurs exportations vers cette dernière, lorsque le taux est par trop défavorable². On ne saurait s'étonner, dans ces conditions, de la lenteur avec laquelle les échanges germano-roumains progressent.

On voit que jusqu'en 1935, le *Reich* n'a pas témoigné d'un bien grand intérêt économique pour la Roumanie et qu'à partir du moment où il a commencé à le faire, il s'est vite heurté à de graves difficultés. La théorie de « l'impérialisme sans argent » paraît difficilement applicable au cas de la Roumanie. Les deux piliers sur lesquels elle repose ne résistent pas à un examen tant soit peu attentif: loin de constituer une arme dans les mains des Allemands, les arriérés de *clearing* et le cours du *RM* se sont révélés gros de dangers, menaçant de paralyser les échanges.

Relations commerciales avec l'Angleterre

On affecte très souvent de ne voir en l'Angleterre qu'un partenaire commercial mineur de la Roumanie. S'il est vrai qu'à la veille de la crise, elle absorbe une part des exportations roumaines largement inférieure à celle de l'Allemagne (9,2% contre 18,3% en 1928; 11,1% contre 27,6% en 1929), à partir de ce moment, la situation se modifie: en 1931, les deux pays se trouvent presque à égalité (11,3% pour l'Angleterre contre 11,5% pour l'Allemagne) et en 1932 l'Allemagne est dépassée (15,7% contre 12,5%)³. Certes, à partir de 1934, le *Reich* reprend la tête, mais jamais

Bucarest, 9.1.1936, *op. cit.* En dépit des difficultés qui entravent les exportations roumaines vers l'Allemagne, ces exportations continuent à dépasser les importations roumaines d'Allemagne. La raison de ces arriérés réside dans la difficulté pour le marché allemand, absorbé par l'effort de réarmement, d'exporter des quantités suffisantes. Dans ces conditions, les exportateurs roumains n'arrivent plus à revendre la totalité de leurs créances en *RM* aux importateurs roumains, puisque les importations restent inférieures aux exportations; d'où chute du cours du *RM*.

¹ BA, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.* A partir d'avril 1937, le *RM* remontera lentement, et avec de fortes fluctuations, jusqu'à 39 *lei* en décembre 1937, niveau auquel il sera stabilisé par accord réciproque (réintroduction du cours par voie de négociations intergouvernementales).

² T 120-E 682313-16, notice Légation d'Allemagne à Bucarest, 9.1.1936, *op. cit.*

³ *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 608-611. Rappelons que nous ajoutons à l'Angleterre: Chypre, Malte, Gibraltar et la Palestine.

jusqu'en 1938 l'écart ne sera aussi grand qu'en 1928-1929. L'évolution est la suivante¹:

	Grande-Bretagne	Allemagne
1933	18 %	10,6 %
1934	12,6 %	16,6 %
1935	12,8 %	16,7 %
1936	16,2 %	17,8 %
1937	13,5 %	19,2 %

La résistance de l'Angleterre ne manque pas d'étonner, car normalement la dévaluation de la livre sterling aurait dû entraîner l'effondrement des échanges avec ce pays. Le phénomène s'explique en fait par la volonté roumaine de développer les exportations vers l'Angleterre. Cette volonté procède elle-même de plusieurs facteurs: l'un d'eux est sans aucun doute le désir de la Roumanie d'éviter une trop grande dépendance politique à l'égard de l'Allemagne². Un deuxième facteur, tout aussi important, réside dans les impératifs de l'industrialisation. On sait que depuis le retour de Carol en 1930, cette dernière se développe à un rythme accéléré³. Or, un tel effort ne saurait se concevoir sans des importations massives. Si l'Allemagne joue à cet égard un rôle capital, en fournissant à la Roumanie la plupart des biens d'équipement dont elle a besoin, l'Angleterre, elle aussi, joue un certain rôle: c'est par son intermédiaire que la Roumanie se procure des matières premières comme le caoutchouc, le coton ou les métaux non ferreux⁴. D'où la nécessité d'exporter en quantité suffisante. En outre, à côté des importations, des capitaux sont aussi nécessaires à l'effort d'industrialisation⁵. Tant le gouvernement que les entrepreneurs roumains en sont conscients et comptent sur l'appui du marché financier britannique. Or, cet appui, ils le savent, ne leur est acquis que dans la mesure où le transfert des dividendes et le service de la dette sont assurés. D'où l'obligation d'exporter vers l'Angleterre suffisamment pour pouvoir le faire. Un troisième et dernier facteur se cache dans la méfiance qu'éprou-

¹ *Ibid.* De février 1935 à mai 1936, les échanges roumano-anglais sont régis par des accords de paiement (50 % du produit des exportations roumaines réservés au paiement des dettes commerciales courantes, le reste à celui des dettes arriérées de toute sorte). Ce système, jugé inefficace, est remplacé à partir de juin 1936 par un accord de *clearing*, qui affecte 50 % du produit des exportations roumaines au paiement des dettes commerciales roumaines et le reste à divers paiements, dont le service de la dette publique et celui des capitaux anglais privés investis en Roumanie. Le change est fixé à un cours convenu, dit cours officiel, qui s'élève à 500 lei par livre.

² Cf. *infra*.

³ Cf. *supra*.

⁴ Pour le coton, cf. *supra*.

⁵ Cf. *supra*.

vent les milieux dirigeants roumains à l'égard de la monnaie du pays. Doutant de son avenir, ils n'hésitent pas à exporter d'importantes sommes en Angleterre. Cette évasion de capitaux semble pratiquée sur une vaste échelle. D'après C. Murgescu, la maison royale aurait fait passer en Angleterre, entre septembre 1935 et septembre 1940, l'équivalent de 1 milliard de *lei*; et pour citer un autre exemple, l'industriel Malaxa aurait réussi à transférer, au cours de la même période, un montant supérieur à 1 million de dollars¹. Or, on le sait, de tels transferts ne sont possibles que dans la mesure où des exportations roumaines permettent de libérer en Angleterre les livres sterling nécessaires².

Tant donc le gouvernement que les milieux économiques roumains s'efforcent de maintenir un large courant d'échanges avec l'Angleterre. Comme une dévaluation du *leu* n'entre pas en considération, une seule solution s'offre: faire du *dumping*, abaisser les prix à l'exportation. C'est la raison pour laquelle à partir de juin 1935, toutes les exportations vers les pays à devises fortes (et donc vers l'Angleterre) sont gratifiées d'une prime, dont le taux, depuis novembre 1935, est fixé à 38%³. Cette mesure aboutit à une dévaluation de fait du *leu* face à la livre et concourt à abaisser le prix des exportations roumaines en Angleterre⁴. Il suffit dès lors que l'écart entre les prix roumains et les prix mondiaux ne soit pas trop grand pour que les produits roumains redeviennent compétitifs sur le marché britannique. C'est précisément ce qui s'est produit avec le pétrole roumain en 1936: alors que depuis 1932, les importations anglaises ne cessaient de diminuer par suite de l'écart croissant entre prix mondiaux et prix roumains, en 1936 elles ont brusquement augmenté, les prix mondiaux s'étant rapprochés des prix roumains; puis, en 1937, les prix mondiaux étant redescendus, le mouvement s'est à nouveau inversé⁵.

Voilà qui explique la relative résistance des échanges roumano-anglais à la dévaluation de la livre et à l'évolution des prix roumains. Cette résistance constitue évidemment un danger pour le *Reich*, et un danger d'autant plus grand que la part du pétrole dans les importations anglaises est considérable: en 1937 et en 1938, elle représente environ 50% de la valeur totale⁶.

¹ Et depuis l'Angleterre, il les aurait fait transférer aux Etats-Unis. Un million de dollars représentent environ 200 millions de *lei*; cf. C. MURGESCU, *Casa Regala si faccrite cu devise 1935-1940*, *op. cit.*, pp. 51-52 et 93.

² En principe, il y a contrôle des changes strict et interdiction d'exporter des capitaux. En réalité, une voie s'ouvre à l'évasion des capitaux: celle du transfert des bénéfices (aux termes de l'accord de *clearing* de mai 1936, 5% du produit des exportations roumaines sont réservés à cet usage).

³ BA, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*; et AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 1, rapport *Reichskreditgesellschaft*, 20.5.1936, *op. cit.* La prime est versée, lorsque l'exportateur annonce à la Banque nationale le montant, libellé en devises, de ses ventes. La Banque nationale lui remet alors la somme correspondante en *lei*, calculée au taux officiel (soit 500 *lei*) plus la prime de 38% (soit 690 *lei* en tout).

⁴ BA, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*

⁵ Sur l'évolution des importations anglaises, cf. *infra*.

Relations commerciales franco-roumaines 1933-1937

Avec l'Allemagne et l'Angleterre, la France (à qui il faut ajouter l'Algérie, le Maroc, la Syrie et la Tunisie) figure parmi les principaux partenaires commerciaux de la Roumanie. Le tableau suivant montre le rôle qu'elle joue dans les exportations de la Roumanie¹:

	France	Grande-Bretagne	Allemagne
1933	13,3%	18%	10,6%
1934	11,3%	12,6%	16,6%
1935	4,9%	12,8%	16,7%
1936	9,3%	16,2%	17,8%
1937	8%	13,5%	19,2%

Les échanges franco-roumains obéissent aux mêmes lois que les échanges anglo-roumains. Comme ces derniers, ils sont dominés par le poids des capitaux investis en Roumanie; à quoi il faut ajouter celui des livraisons d'armes françaises. Les problèmes étant en gros les mêmes, nous ne nous y attarderons pas. Nous nous bornerons à souligner que sans être aussi importante que celle de l'Angleterre, la part de la France représente pour l'Allemagne une menace tout aussi grave. La raison tient à la structure des importations françaises, qui se composent pour les trois quarts de pétrole,

Écart entre prix roumains et prix mondiaux de l'essence et exportations de pétrole roumain vers l'Angleterre (Royaume-Uni):

	Prix roumains (en shillings)	Prix mondiaux (en shillings)	Écart (en shillings)	Exp. pétrole roumain vers GB
1929	168,2	149	19,2 (12,9%)	300.000 t
1930	145,1	131,11	13,99 (10,7%)	650.000 t
1931	67,1	73,9	Prix roumains inférieurs de 10% à prix mondiaux	980.000 t
1932	68,2	67,8	0,4 (0,6%)	1.140.000 t
1933	56,9	53,11	3,79 (6,66%)	980.000 t
1934	43,11	43,04	0,07 (0,16%)	800.000 t
1935	58	45,11	12,89 (22,2%)	750.000 t
1936	52,7	50	2,7 (5,12%)	850.000 t
1937			11	580.000 t
1938			14,5	540.000 t

On remarque que lorsque l'écart se creuse, les importations anglaises de Roumanie tendent à diminuer, et inversement. Établi et calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, année 1937, supplément au N° 2, pour les années 1929-1936, et d'après FO, 371-23848, memorandum J. B. Kessler, 30.1.1939, pour 1937 et 1938.

¹ Calculé d'après *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, p. 211.

² Établi d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 608-609.

pétrole dont le produit sert précisément à payer les achats d'armes faits par le gouvernement roumain et à assurer le service des rentes roumaines détenues par des résidents français.

Conclusions

L'année 1938 s'ouvre pour le *Reich* sur des perspectives incertaines. Sans doute, le commerce allemand jouit en Roumanie d'une position privilégiée. L'annexion de l'Autriche, en mars 1938, ne fait que renforcer cette position: la part de l'Allemagne dans les exportations roumaines, qui s'élevait à 19% en 1937, fait un bond jusqu'à 26,5% en 1938; dans le même temps, celle de la France diminue légèrement (7,5% contre 8%), tandis que celle de l'Angleterre passe de 13,5% à 14,9%. Cette avance allemande ne doit cependant pas faire illusion. Elle traduit un phénomène politique, et non pas économique. Sans l'*Anschluss*, le *Reich* n'aurait pas progressé; son dynamisme commercial semble avoir atteint ses limites en 1937; en 1938, il se contente de transférer à son actif la part de l'Autriche (6,8% en 1937). Prépondérance allemande donc, mais prépondérance faible et fragile, sans cesse menacée par le jeu des arriérés de *clearing* et par le pouvoir d'attraction de la livre sterling.

Encore cette prépondérance ne doit-elle pas donner le change. Si, au niveau global, l'Allemagne est incontestablement le premier client de la Roumanie, il n'en va pas de même dans certains domaines particuliers, dont celui des carburants. Ici, les positions de l'Angleterre et de la France paraissent plus solides que celle de l'Allemagne. Qu'on en juge par le tableau suivant, indiquant les importations de ces trois pays entre 1933 et 1937¹:

	Allemagne		Grande-Bretagne		France	
	Tonnes	% des exp. roum.	Tonnes	% des exp. roum.	Tonnes	% des exp. roum.
1929	227.439	8%	300.580	11%	291.480	10%
1933	214.100	3,6%	1.020.200	17%	887.560	15%
1934	443.000	7%	862.000	13%	917.000	14%
1935	849.000	13%	936.000	14%	490.000	7%
1936	1.072.000	16%	1.267.000	18%	1.160.000	17%
1937	435.000	8%	947.000	17%	970.000	17%
1938	704.000	15%	642.500	14%	487.000	11%

¹ Etabli d'après CAB, 63-102 (Papiers Hankey), rapport Wenger, 6.11.1939: «Le Pétrole. Exportations roumaines», annexe 1; et *Monitorul Petrolului Roman*, année 1929-1939, *passim*. Dans les livraisons à l'Angleterre sont incluses les livraisons à Malte, à Gibraltar, à Chypre et à la Palestine; dans les livraisons à la France sont incluses les livraisons à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc et à la Syrie.

On remarquera le fléchissement des importations allemandes en 1937 et 1938, que ce soit en chiffres absolus ou relatifs. Ce phénomène n'a rien de fortuit; il est la conséquence directe de l'accord conclu en septembre 1936 à Munich entre l'Allemagne et la Roumanie¹. On sait qu'après avoir exigé des devises contre leur pétrole, les Roumains ont fini par accepter d'être payés par la voie du *clearing*; mais, en contrepartie et pour sauvegarder la diversité de leurs débouchés, ils ont imposé comme condition que ces importations ne dépassent pas le quart du volume des échanges². Autant dire que l'Allemagne perdait d'une main ce qu'elle gagnait de l'autre: libérée du chantage aux devises, elle se heurtait à une contrainte tout aussi redoutable, puisque, pour acheter du pétrole, il lui fallait désormais acheter trois fois autant d'autres produits, et cela alors que la sous-évaluation du *RM* freinait les échanges. D'où finalement le recul dont nous avons fait état.

Ainsi, à la fin de 1937 et au début de 1938, la position de l'Allemagne dans ce secteur paraît fragile: non seulement ses importations de pétrole ont diminué par rapport aux années précédentes, mais surtout elles se situent à un niveau très bas. Toute possibilité de les ramener à un niveau beaucoup plus élevé semble exclue aussi longtemps que la France et l'Angleterre acceptent d'acheter du pétrole en Roumanie. Or, le gouvernement et les exportateurs roumains font tout pour tenir en éveil la concurrence franco-britannique. C'est là leur seul moyen de s'assurer les devises fortes dont ils ont besoin: le gouvernement, pour financer l'industrialisation; les exportateurs, pour opérer leurs transferts.

En conclusion, en 1937, la position de l'Allemagne dans le commerce roumain reste fragile: si le *Reich* fournit à la Roumanie 31% de ses importations, il n'absorbe que 19% de ses exportations, soit moins que l'Angleterre et la France réunies (21,5%). Ces chiffres trahissent une situation relativement défavorable. D'une part, il y a recul par rapport à 1929: l'Allemagne importait alors de Roumanie beaucoup plus que la France et l'Angleterre réunies (27,6% des exportations roumaines contre 15,6%); de l'autre, il y a implantation plus faible que sur les autres marchés danubiens: en 1937, l'Allemagne draine 22% des exportations yougoslaves, 24% des exportations hongroises, 31% des exportations grecques et 43% des exportations bulgares³. En 1938, le décalage s'accroîtra encore, la

¹ Cf. *supra*.

² *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. 1, lettre Banque nationale de Roumanie à l'association des Industriels de Pétrole en Roumanie, 27.10.1936; et *ibid.*, note du Ministère de l'Industrie et du Commerce à la Légation d'Allemagne à Bucarest, 17.12.1936. Les accords de septembre 1936 prévoyaient bien la possibilité de dépasser le quota de 25%, mais à condition que le volume excédentaire fasse l'objet d'une négociation particulière et que le pétrole soit payé par des livraisons d'armes ou de machines-outil. Cette possibilité dépendait donc du bon vouloir du gouvernement roumain. Rappelons en outre que ces accords comportaient une hausse des prix du pétrole roumain.

³ *BA, R 7 VII/32*, étude *IG Farben*, 1940: «Aussenhandel der südosteuropäischen Länder».

part de l'Allemagne ne progressant que faiblement en Roumanie et faisant des bonds énormes ailleurs :

Part de l'Allemagne dans les exportations des divers pays balkaniques en 1937-1938 ¹ :

	Hongrie	Yougoslavie	Bulgarie	Grèce	Roumanie
1937	24%	22%	43%	31%	19%
1938	46%	42%	59%	40%	26,5%

Cette relative résistance de la Roumanie à la pénétration allemande ne saurait nous étonner : c'est le pays danubien dans lequel l'implantation des capitaux allemands est la plus faible et celle des capitaux franco-britanniques la plus forte; c'est en outre le pays danubien qui jouit de la plus grande latitude commerciale : alors que ses voisins vivent essentiellement de leurs exportations agricoles et dépendent par là même étroitement du marché allemand, la Roumanie joint aux céréales le pétrole, qui lui assure un éventail de débouchés plus large et lui donne ainsi une position de force face à l'Allemagne.

3. Le III^e REICH et la politique intérieure roumaine

A défaut de leviers puissants dans le domaine financier et commercial, le Reich ne dispose-t-il pas de points d'appui solides dans le domaine politique, points d'appui qui lui permettraient de pallier dans une certaine mesure ses carences économiques ? On a trop souvent parlé de la « cinquième colonne » en Roumanie pour ne pas évoquer la question.

Or, ici aussi, les possibilités d'influence semblent limitées. L'opinion publique est dans son ensemble germanophobe. Si les masses rurales, pauvres et ignares ², sont indifférentes, la bourgeoisie ne cache pas ses

¹ *Ibid.* Si l'on prend 1928 comme année de référence, on obtient le tableau suivant :

	Hongrie	Yougoslavie	Bulgarie	Grèce	Roumanie
1928	12%	12%	28%	26%	18%
1937	24%	22%	43%	31%	19%
1938	46%	42%	59%	40%	26,5%

² Aux environs de 1930, les illettrés représentent environ 43% de la population de 5 ans et plus, ce qui place la Roumanie à l'avant-dernier rang des pays balkaniques en ce qui concerne le niveau culturel (juste devant la Yougoslavie); cf. J. MARCZEWSKI. *Planification et croissance économiques des démocraties populaires*. Paris, 1956, p. 44. La population rurale représente les trois quarts de la population totale.

sympathies occidentales: la petite et moyenne bourgeoisie, parce qu'elle est le plus souvent d'origine juive et qu'elle craint l'Allemagne antisémite; la grande bourgeoisie libérale, parce qu'elle a fait ses études en France ou en Angleterre et qu'elle voit dans ces deux pays les garants de son territoire. L'Allemagne n'arrive à recruter des admirateurs que dans des milieux relativement marginaux: petite bourgeoisie non juive, intellectuels nationalistes, étudiants sans avenir, jeunes ingénieurs formés dans les écoles techniques allemandes. Dans les milieux économiques proprement dits, deux tendances s'affrontent: celle des industriels nationalistes et celle des groupes liés aux intérêts franco-britanniques. Les premiers visent à assurer le développement de la Roumanie en dehors des capitaux franco-britanniques; sans être germanophiles, ils préfèrent collaborer dans le domaine économique avec l'Allemagne, dont les propositions d'aide, fondées sur l'extension des échanges commerciaux, leur paraissent moins pesantes que l'emprise des capitaux occidentaux. On trouve dans ce groupe essentiellement des représentants des industries légères, et notamment du secteur chimique (I. Gigurtu en particulier). Les seconds défendent au contraire une politique d'industrialisation basée sur la collaboration avec les capitaux franco-britanniques. Ils regroupent les représentants roumains des intérêts franco-britanniques dans les secteurs textile, pétrolier et bancaire, ainsi que les milieux juifs qui dominent la métallurgie. De ces deux tendances, c'est la seconde qui, à l'automne 1938, exerce la plus forte influence dans le pays. Aussi bien le nationalisme économique, qui disposait jusqu'en mars 1938 d'un puissant soutien parlementaire (parti libéral), est-il en plein recul: l'instauration de la dictature royale l'a privé de ce soutien, alors que les milieux économiques juifs et pro-occidentaux qui gravitent autour de Carol voient leur puissance croître avec celle du roi.

La scène politique n'offre que peu de prise à l'action de l'Allemagne. On sait que depuis mars 1938, le roi Carol la domine absolument: à la faveur de l'échec du cabinet Goga, il a formé un cabinet à sa dévotion, fait adopter par référendum une constitution d'inspiration corporatiste et supprimé les partis politiques; désormais, il gouverne entouré de ministres qui ne sont responsables que devant lui¹. Or, bien qu'il soit conscient de l'importance croissante de l'Allemagne, Carol ne croit pas au fond de lui-même à son avenir; il est convaincu qu'en cas de guerre, les démocraties occidentales l'emporteront². Il sait, en outre, que la politique d'industria-

¹ Sur la politique intérieure de la Roumanie, il existe peu d'ouvrages satisfaisants; mentionnons H. PROST, *Destin de la Roumanie*, Paris, 1954; H. L. ROBERTS, *Rumania. Political problems of an agrarian State*, New Haven, 1951; AL. SAVU, *Dictatura regala. 1938-1940*, Bucarest, 1970; ainsi que les rapports politiques annuels de la Légation d'Allemagne à Bucarest, AA, *Rumänien innenpolitisch*.

² AA, *Politische Beziehungen Rumänien-Deutschland*, rapport Fabricius à AA, 17.8.1938: « Rumänien im Fall eines deutsch-tschechischen Konflikts ». Fabricius s'exprime ainsi: « ... Dazu kommt, dass bei König Carol die Überzeugung besteht, dass falls

lisation forcée dont il est le promoteur, et en quoi il voit l'unique recours contre les troubles sociaux qui déchirent son pays, est vouée à l'échec sans l'appui des capitaux franco-britanniques. Son entourage, dans lequel se pressent financiers et industriels, ne fait que le confirmer dans cette orientation¹. Aussi les cabinets qui se succèdent au cours de l'année 1938 n'ont-ils rien de particulièrement germanophile: si la présidence du Conseil est occupée par un fantoche (le patriarche M. Christea), les postes-clé sont détenus par des pro-occidentaux notoires: Comnen, puis Gafencu aux affaires étrangères, Calinescu à l'intérieur, Constantinescu à l'économie et à la Banque nationale. Tous, il convient de le souligner, sont plus ou moins inféodés aux intérêts économiques franco-britanniques: Gafencu siège au conseil d'administration de la banque *Chrissoveloni* et à celui de l'entreprise *Colombia*²; Calinescu appartient au groupe de la *Banca de Credit Roman*, qui a financé ses débuts politiques³; Constantinescu, quant à lui, est très bien introduit dans les milieux bancaires britanniques. Ces hommes s'efforcent, chacun à sa manière, de s'opposer à l'Allemagne: Comnen et Gafencu, en menant une politique de neutralité souple, Calinescu, en pourchassant sans merci les partisans de l'Allemagne à l'intérieur (en particulier la célèbre Garde de fer), et Constantinescu, en usant de ses prérogatives monétaires pour limiter les prétentions économiques du *Reich*⁴.

Nous avons vu qu'en mars 1938, les formations politiques ont été supprimées. Il ne semble pas que cette suppression ait entraîné de répercussions pour le *Reich*. Les grands partis, qu'il s'agisse des libéraux ou des nationaux-tsaranistes, étaient orientés vers l'Occident. Seules, de petites formations comme le parti national-chrétien du poète antisémite Goga ou la fraction « jeune libérale » animée par G. Bratianu témoignaient de la sympathie pour l'Allemagne; mais elles étaient trop faibles pour pouvoir servir de plateforme à une influence allemande⁵. Aussi les instances gouvernementales allemandes, tant la *Wilhelmstrasse* que le Ministère de l'économie, ont-ils toujours refusé de les soutenir. La seule aide que ces mouvements aient trouvée en Allemagne leur est venue d'un organisme du parti,

nicht der Bolschewismus als Sieger aus einem europäischen oder Welt-Konflikt hervorgeht, es England ist, dessen Macht letzten Endes den Sieg erringen wird; es ist deshalb seiner Ansicht nach gut, mit England zu gehen. »

¹ L'influence de cet entourage est d'autant plus forte que depuis mars 1938 n'existe plus de contrepois parlementaire.

² T 84/1404918-56, étude *IG Farben*, 21.2.1940: « Politik und Wirtschaft Rumäniens », annexe 4. Ajoutons que Gafencu a épousé une Française et qu'il dirige un grand journal francophile: *Timpul*.

³ *AA, Rumänien, Ministerien*, vol. 1, notice, 1939: « A. Calinescu ».

⁴ Des deux postes qu'il cumule, le plus important est la Banque nationale; c'est d'elle en effet que dépendent toutes les relations financières et commerciales avec l'étranger, par l'intermédiaire du contrôle des changes et des caisses de *clearing*, qui y sont rattachés.

⁵ Aux élections législatives de décembre 1937, les nationaux-chrétiens de Goga n'obtiennent que 9,1 % des suffrages, et les jeunes libéraux de G. Bratianu 3,9 % des suffrages.

l'*Aussenpolitisches Amt*, dont le rôle marginal a été souligné par divers historiens¹. Cette aide, qui se résume à l'octroi de quelques subsides et de bons conseils², semble d'ailleurs avoir été accordée à l'insu et contre le gré d'Hitler. En tout cas, à la proposition faite par Rosenberg en novembre 1934 de conclure des accords de compensation avec la Roumanie pour financer sur une large échelle Goga, le *Führer* a répondu négativement, interdisant toute transaction commerciale « dont le but subsidiaire était d'exercer une influence sur la politique intérieure des autres Etats »³. L'abolition des partis en mars 1938 n'a donc vraisemblablement pas privé le *Reich* de points d'appui précieux.

Reste le problème de la Garde de fer et des minorités allemandes, qui passent dans l'historiographie roumaine pour les fondements de la Cinquième colonne⁴.

Fondée en 1927 par un étudiant du nom de Codreanu, la Garde de fer se présente plus comme un mouvement que comme un parti. En réaction contre les progrès de l'industrialisation, elle vise à restaurer un ordre social basé sur la foi orthodoxe. Tout à la fois nationaliste, antisémite et anti-capitaliste, elle s'apparente, du moins dans une certaine mesure, au national-socialisme⁵. D'où son admiration pour ce dernier et sa volonté, hautement proclamée, de s'appuyer sur le III^e *Reich* le jour où elle arriverait au pouvoir. Or, une telle éventualité ne paraît pas totalement impossible. Si l'on en juge par son succès aux élections législatives de décembre 1937, la Garde constitue une force importante: 15,6% des suffrages contre 20,4% aux nationaux-tsaranistes et 36% aux libéraux⁶. Certes, depuis mars 1938, le jeu des partis est supprimé; mais la Garde continue à se manifester, multipliant les rassemblements et les attentats, et recrutant des adhérents toujours plus nombreux⁷. Un coup d'Etat ou une révolution ne sont pas à exclure.

¹ Cf. à ce sujet H.-A. JACOBSEN. *Nationalsozialistische Aussenpolitik 1933-1938*. Frankfurt a. M., 1968, *passim*.

² Sur les rapports entre l'*Aussenpolitisches Amt* et les deux partis roumains en question, cf. le rapport de Rosenberg, de 1940: « Rumänien. Vom Sturz Titulescu zum Marschall Antonescu », publié dans *IMT*, t. 25, pp. 43-47.

³ Notice Ritter, 3.11.1934, *ADAP*, C, vol. 3, N° 295, p. 550.

⁴ Bon résumé de la position roumaine dans T. GEORGESCU, « La cinquième colonne en Roumanie », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1968, N° 70, pp. 19-38.

⁵ Sur la nature et les caractéristiques du mouvement, la meilleure étude reste celle de E. WEBER, « The Men of the Archangel », dans *Journal of Contemporary History*, 1966, N° 1, pp. 101-126; cf. aussi M. BROZAT, « Die Eiserner Garde und das Dritte Reich », dans *Politische Studien*, 1958, pp. 628-636; N. NAGY-TALAVERA. *The Green Shirts and the Others. A history of Fascism in Hungary and Rumania*. Stanford, 1970; et M. LACKO, « Ostmitteleuropäischer Faschismus », dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1973, pp. 39-51.

⁶ H. PROST. *Destin de la Roumanie*, *op. cit.*, p. 102. Aux dernières élections législatives auxquelles elle ait pris part, soit en 1932, la Garde n'avait obtenu que 2,4% des suffrages; cf. *ibid.*, p. 103. Ces chiffres montrent bien le dynamisme du mouvement.

⁷ Rappelons qu'en mars 1938 également, Codreanu a été arrêté, puis condamné à 10 ans de prison; il y sera assassiné, probablement sur l'ordre de Carol, en novembre 1938.

Il semblerait naturel, dans ces conditions, que le *Reich* appuie la Garde de fer: ce serait pour lui l'occasion de mettre en selle un régime qui lui soit dévoué. Or, tel n'est pas le cas. Bien sûr, certaines organisations du parti, l'*Aussenpolitisches Amt* notamment, entretiennent des relations avec la Garde. D'après son propre témoignage, Rosenberg se serait efforcé, en 1934-1935, de favoriser un rapprochement Codreanu-Goga¹; de leur côté, les historiens roumains prétendent avoir retrouvé la trace d'un financement par des sources « semi-officielles »². Mais les instances officielles, celles qui mènent le jeu: *Wilhelmstrasse*, Ministère de l'économie, *VJP*, *OKW*, témoignent d'une réserve absolue³. Leurs représentants jugent le mouvement trop mal organisé et trop mal encadré. « Economistes » et militaires craignent, de surcroît, qu'en cas de prise du pouvoir, sa fureur anticapitaliste ne l'amène à désorganiser complètement l'économie roumaine, en particulier l'économie pétrolière, perspective terrifiante au moment où il s'agit précisément pour eux de s'assurer un ravitaillement régulier et abondant en pétrole roumain⁴. Aussi, lorsqu'au printemps 1938, Codreanu est arrêté et condamné à dix ans de travaux forcés, le *Reich* n'intervient pas; ordre est même donné à la presse allemande de garder un ton neutre⁵.

On sait que les minorités allemandes en Roumanie constituent des noyaux de population très denses: à la veille de la guerre, on ne compte pas moins de 800.000 *Volksdeutsche*, dont 300.000 concentrés dans le Banat et 250.000 en Transylvanie⁶. Mais, en dépit de leur importance numérique, ces communautés ne se prêtent que mal au rôle d'instrument du *Reich*. Leur première faiblesse est leur manque d'unité; séparées par des traditions très différentes et par des barrières confessionnelles — le Banat est catholique, la Transylvanie luthérienne — elles vivent isolées les unes des autres⁷. En outre, depuis 1932, elles sont la proie de violentes

Il semble que ces événements aient contribué à accroître encore le dynamisme du mouvement; c'est du moins l'avis qu'exprime l'attaché de presse de la Légation allemande à Bucarest dans un rapport du 9.12.1938; cf. *AA, Rumänien, Innere Politik*, vol. 4, rapport Ritten, 9.12.1938.

¹ Rapport Rosenberg, 1940: « Rumänien... », *op. cit.*

² T. GEORGESCU, « La cinquième colonne en Roumanie », art. cité, pp. 26-27. Il convient cependant de souligner que T. Georgescu s'appuie exclusivement sur des sources roumaines et qu'aucune source allemande, à notre connaissance, ne fait état d'un tel financement (ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas eu lieu).

³ C'est là l'opinion constante du ministre d'Allemagne à Bucarest, W. Fabricius, ainsi que de l'influent collaborateur de Göring, H. Wohlthat, chargé au Ministère de l'Économie et au *VJP* des relations avec la Roumanie.

⁴ Même un homme comme Neubacher (chargé dès janvier 1940 d'une mission économique à Bucarest), qui a longtemps appartenu au mouvement révolutionnaire-national-socialiste autrichien, et que son passé d'agitateur prédisposait à la bienveillance envers la Garde, partagera cette opinion.

⁵ *ADAP*, D, vol. 5, N° 207, p. 239.

⁶ *BA*, R 2/15692, rapport *VDA*, 1939: « Deutschtum in Rumänien ».

⁷ Sur l'histoire des minorités avant 1938, on consultera l'excellente thèse de W. MIEGE, *Das Dritte Reich und die Deutsche Volksgruppe in Rumänien 1933-1938. Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Volkstumspolitik*. Bern-Frankfurt/M, 1972.

luttres politiques, qui voient s'affronter deux camps: d'une part, les conservateurs et les nazis modérés, qui préconisent une politique de neutralité au sein de l'Etat roumain, de l'autre, les nazis radicaux, qui soutiennent Goga et la Garde de fer.

Faibles sur le plan politique, ces minorités le sont également sur le plan économique. A la veille de la guerre, l'industrie *Volksdeutsch* ne joue dans l'économie roumaine qu'un rôle secondaire. Composée d'entreprises de petite taille et d'intérêt local, elle vit en vase clos, n'entretenant pour ainsi dire aucune relation avec l'industrie roumaine ¹. Pas moyen donc de l'utiliser pour pénétrer dans cette dernière. L'agriculture, qui constitue l'activité principale des *Volksdeutsche*, ne se trouve pas dans une situation plus favorable. De graves difficultés entravent son développement. La première est l'exiguïté des domaines, conséquence directe d'une réforme agraire réalisée aux dépens des minorités ². La seconde est le manque chronique de capitaux: victimes des effets de la crise et de la politique de discrimination menée par la Banque nationale, les instituts bancaires *volksdeutsch* sont paralysés ³. Non seulement le financement des exportations en subit le contrecoup, mais encore le renouvellement du cheptel et la culture du trèfle, qui exigent d'importants crédits à moyen terme (neuf mois). Seule l'intervention des banques provinciales roumaines, épaulées par la Banque nationale, permet d'éviter la catastrophe ⁴. Mais il en résulte une dépendance que les minorités jugent humiliante et dangereuse.

Face à ces minorités, qui politiquement sont divisées et économiquement dépendent des banques roumaines, le *Reich* ne jouit que d'une marge de manœuvre étroite. Si certains ministres comme Goebbels, Darré ou Schirach soutiennent les nazis radicaux ⁵, les instances directement responsables adoptent une attitude très prudente ⁶. Conscientes des risques que le radicalisme fait courir à des communautés aussi fragiles, elles leur recommandent et cherchent à leur imposer une attitude de neutralité. Cette politique semble trouver sa consécration à l'automne 1938, lorsque, sous l'impulsion de Berlin, les deux factions concluent un accord, accord qui scelle leur réunion sous l'autorité du chef des modérés.

¹ BA, R 2/15692, discours F. Jickeli devant le conseil économique des minorités allemandes, 16.4.1939. On remarquera qu'aucun *Volksdeutsch* ne figure dans les conseils d'administration des grandes entreprises roumaines.

² *Ibid.*

³ BA, R 2/15692, lettre *Vereinigte Finanzkontore* à AA, 15.5.1940. Sur cette paralysie des banques *volksdeutsch*, nous renvoyons à ce que nous avons dit plus haut.

⁴ BA, R 2/15692, discours F. Jickeli, 16.4.1939, *op. cit.*

⁵ W. MIEGE, *Das Dritte Reich und die Deutsche Volksgruppe in Rumänien 1933-1938*, *op. cit.*

⁶ *Ibid.*

4. Le III^e REICH et la politique extérieure roumaine

Si le Reich ne possède pas d'atouts politiques solides à l'intérieur, il n'en possède guère plus sur l'échiquier diplomatique. On sait qu'à la veille de la guerre, le bassin danubien se divise en deux camps: d'une part, les Etats nantis (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie), qui se regroupent au sein de la Petite Entente et de l'Entente balkanique, de l'autre, les Etats révisionnistes (Hongrie et Bulgarie) qui s'orientent vers l'Allemagne et vers l'Italie. Parmi les Etats nantis, la Roumanie est un des plus menacés: la Bulgarie et la Hongrie revendiquent de vastes portions de son territoire, la Hongrie surtout, qui réclame avec véhémence le retour de la Transylvanie.

Il semblerait qu'une telle situation soit favorable au Reich: n'y a-t-il pas là pour lui possibilité d'exploiter ces tensions de manière à arracher à la Roumanie des concessions d'ordre politique et surtout économique? La réalité se révèle plus complexe. La marge de manœuvre dont dispose le Reich est en fait très étroite. Acharné à préparer la destruction de la Tchécoslovaquie, il a besoin pour cette entreprise de la collaboration hongroise. Or, celle-ci ne peut lui être utile que si elle n'entraîne pas l'intervention des autres membres de la Petite Entente. Tous les efforts de la *Wilhelmstrasse* tendent donc depuis 1933 à concentrer le révisionnisme hongrois contre la Tchécoslovaquie et à favoriser un rapprochement entre la Hongrie et les autres membres de la Petite Entente, de manière à faire sauter cette dernière et à isoler la Tchécoslovaquie. De la première visite de Gombös en Allemagne en juin 1933 jusqu'à la visite de Darányi en novembre 1937, Berlin ne cesse de recommander à Budapest de s'entendre avec ses voisins méridionaux. Elle saisit en outre toutes les occasions de le faire savoir à la Roumanie et de rassurer cette dernière quant au maintien du *statu quo* territorial¹.

En 1938, dans l'attente d'une action imminente contre la Tchécoslovaquie, les recommandations allemandes à l'adresse de Budapest se multiplient. La Petite Entente n'est, certes, plus aussi solide qu'auparavant: depuis l'échec du système de sécurité collective à la fin de 1935, elle donne des signes de désunion, dont le plus grave est l'accord conclu entre la Yougoslavie et l'Italie en mars 1937. Mais, contrairement à ce que l'on affirme très souvent, elle n'en demeure pas moins aux yeux de l'Allemagne un obstacle redoutable. Les rapports des légations allemandes dans les divers pays danubiens ne laissent aucun doute à ce sujet. Ainsi, dans une note du 17 août 1938, le ministre d'Allemagne à Bucarest confirme qu'en

¹ Sur cette attitude, cf. notice Ritter, 8.8.1933, *DGFP*, C, vol. 1, N° 395; memorandum Bülow, 30.10.1934, *DGFP*, C, vol. 3, N° 284; memorandum Neurath, 23.1.1936, *DGFP*, C, vol. 4, N° 514; et rapport Fabricius à AA, 7.10.1936, *DGFP*, C, vol. 5, N° 576.

cas d'intervention hongroise dans un conflit germano-tchécoslovaque, la Roumanie et la Yougoslavie n'hésiteraient pas à honorer leurs engagements, cette dernière même, si nécessaire, contre le gré de Stojadinovitch et du régent Paul ¹.

Si la crainte de la Petite Entente a puissamment contribué à détourner l'Allemagne de jouer la carte du révisionnisme hongrois, un autre facteur mérite d'être mentionné: c'est la méfiance que Berlin nourrit depuis 1937 à l'égard de Budapest. Depuis la mort de Gombös et le virage politique pris par ses successeurs, Daranyi, puis Imrédy, le gouvernement hongrois mène en effet une politique beaucoup plus indépendante à l'égard de Berlin. Tout en cherchant à s'assurer l'appui de l'Allemagne, au cas où celle-ci provoquerait une réorganisation par la force de l'Europe centrale, il s'efforce d'opérer un rapprochement avec les démocraties occidentales et avec la Petite Entente ². D'où une politique ambiguë, qui semble s'inspirer des recommandations allemandes dans la mesure où elle vise à régulariser les relations avec la Roumanie et avec la Yougoslavie, mais qui va bien au-delà dans la mesure où elle poursuit le même but avec la Tchécoslovaquie. Aussi le fruit de cette politique, l'accord de Bled d'août 1938, suscitera-t-il l'ire de la *Wilhelmstrasse* ³.

On comprend, dans ces conditions, l'impossibilité pour l'Allemagne de jouer contre la Roumanie la carte du révisionnisme hongrois: c'eût été à la fois renforcer la solidarité de la Petite Entente et donner des gages à un allié peu sûr.

¹ *AA, Politische Beziehungen Rumänien-Deutschland*, rapport Fabricius, 17.8.1938, *op. cit.*

² Bon résumé de la politique hongroise dans L. SZIGMOND, « La politique extérieure de la Hongrie de 1933 à 1939 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 7-18; cf. aussi *Allianz Hitler-Horthy-Mussolini. Dokumente zur ungarischen Aussenpolitik (1933-1944)*. Budapest, 1966, introduction.

³ *Ibid.*; et *AA*, série *Kleine Entente*, *passim*.

III

ÉTÉ 1938 - MARS 1939

Importance de la Roumanie pour l'Allemagne à l'automne 1938 et au printemps 1939

Nous avons vu dans les chapitres précédents l'importance que le pétrole roumain revêt depuis l'été 1938 dans les plans de guerre allemands: il constitue, avec le développement de la production d'essence synthétique (Plan Krauch), la clé de voûte du système de ravitaillement en carburant. Or, au cours de l'automne et de l'hiver 1938-1939, cette importance ne fait que croître. Loin de diminuer en effet, les écarts prévus par Krauch entre la production indigène et les besoins augmentent. Le phénomène tient à deux causes: un nouvel accroissement des besoins, d'une part, l'échec partiel du plan Krauch, de l'autre.

La fin de l'année 1938 confirme le renversement stratégique amorcé à la suite de la crise de mai. Comme le montre la remarquable étude de J. Henke, après Munich, Hitler est convaincu de l'hostilité de l'Angleterre¹. En outre, l'attitude des Etats-Unis l'inquiète de plus en plus et lui fait craindre une intervention prématurée du géant d'outre-mer: depuis la fin de septembre, les relations maritimes et commerciales entre les deux pays sont, sinon coupées, du moins ralenties par la volonté des Américains², tandis que la conclusion du traité de commerce anglo-américain du 17 novembre crée à Berlin une véritable psychose d'encerclement économique³; quant aux relations politiques, elles sont si tendues depuis la nuit du 9 novembre que

¹ J. HENKE. *England in Hitlers politischem Kalkül 1935-1939, op. cit., passim.*

² Depuis fin septembre, les vapeurs américains reçoivent de leurs compagnies l'ordre de ne plus faire escale dans les ports allemands; les dockers américains refusent de charger du matériel à destination de l'Allemagne; cf. T 77/1864403. En outre, les importateurs américains commencent à boycotter les produits allemands, si bien qu'en novembre 1938 les experts du *Reichswirtschaftsministerium* prévoient pour l'année 1939 une très forte diminution des exportations allemandes aux Etats-Unis: 30 à 40 millions de RM au lieu de 150 millions en 1938 et 208 millions en 1937; la conséquence en est à leurs yeux une diminution correspondante des importations allemandes des Etats-Unis; cf. AA, USA Handel II, vol. 1, rapport AA, 11.1938: «Warenaustausch und deutsche Rohstoffversorgung».

³ H.-J. SCHRÖDER. *Deutschland und die Vereinigten Staaten 1933-1939. Wirtschaft und Politik in der Entwicklung des deutsch-amerikanischen Gegensatzes.* Wiesbaden, 1970, p. 192.

la rupture diplomatique paraît proche¹. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'accroissement des besoins en pétrole dont nous avons parlé: devant la menace d'un conflit mondial, Hitler ordonne un nouvel accroissement des forces navales et aériennes; c'est notamment le fameux plan Z d'octobre 1938 - janvier 1939²; et dans le sillage de ces mesures, Göring établit en novembre une nouvelle liste des besoins en pétrole, qui prévoit un doublement par rapport au plan précédent:

Evaluation des besoins en cas de guerre d'après le plan de novembre 1938 (en millions de tonnes)³:

	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Essence pour avions	2,1	4,1	10	10	10	10
Essence pour autos	2,6	2,9	3	3,4	3,6	4
Diesel	1,6	2	2,3	2,4	2,6	2,8
Heizöl	2	3,3	3,5	3,5	4,2	4,3
Lubrifiant	0,8	0,9	1,4	1,6	1,8	2
Total	9,1	13,2	20,2	20,9	22,2	23,1

Or, face à cet accroissement énorme des besoins, aucune augmentation de la production d'essence synthétique n'est prévue. Bien au contraire, la réalisation du plan Krauch, qui aurait dû permettre de couvrir 48% des nouveaux besoins pour 1943⁴ (au lieu des 79% prévus par les plans précédents), stagne. Des difficultés se manifestent dans plusieurs secteurs. Et tout d'abord dans celui des matières premières: alors que les projets de construction prévus par le plan Krauch exigeaient une dotation mensuelle de 120.000 tonnes de fer et d'acier dès le début de l'entreprise, c'est finalement une quantité bien inférieure, soit 42.000 tonnes par mois, qui est attribuée. Cette réduction ne manque pas de se répercuter sur le rythme des travaux; en décembre 1938, les experts de la *Wehrmacht* estiment que si l'on continue ainsi l'échec est assuré: en 1943, la production indigène atteindra 6,5 millions de tonnes au lieu des 11 millions exigés. Une amélioration s'annonce bien en février 1939, avec la promesse faite par Göring d'assurer le contingent de fer et d'acier initialement prévu à partir d'oc-

¹ A la suite des persécutions antisémites de la Nuit de Cristal, les Etats-Unis ont rappelé à Washington leur ambassadeur à Berlin; sur ces événements, cf. S. FRIEDLÄNDER. *Le rôle du facteur américain dans la politique étrangère et militaire de l'Allemagne, septembre 1939-décembre 1941*. Thèse Genève, 1963, p. 20.

² J. DÜLFER. *Weimar, Hitler und die Marine*, op. cit., pp. 493-494.

³ Calculé d'après *BA*, R 25/13, notice *Wi Rü Amt*, 31.1.1939: « Vortragsnotiz für Generalfeldmarschall Göring über Zielsetzung und Forderungen für die Weiterführung des Mineralöl-Bauprogramms ».

⁴ Calculé d'après T 77/9729443-45, notice *Wi Rü Amt*, 20.1.1939: « Entwicklung des Mineralölbedarfs und die Mineralölherzeugung bis 1944 », annexe.

tobre 1939; mais, en attendant, le retard s'accumule et l'on désespère de pouvoir produire plus de 9 millions de tonnes en 1943¹.

Ce chiffre de 9 millions de tonnes constitue d'ailleurs aux yeux des experts un maximum qui ne saurait être atteint que si d'autres difficultés ne surgissent pas. Or, à celle que nous avons mentionnée s'en ajoutent deux autres. La première vient du manque de capitaux: confiée à des entreprises privées, la réalisation du plan Krauch nécessite d'importants investissements. L'effort est estimé à un milliard de RM par année jusqu'en 1944², ce qui est énorme si l'on songe que le montant annuel ainsi prévu représente plus du tiers des investissements industriels totaux effectués en 1937³. Aussi, incapables d'assurer le financement sur leurs ressources propres, les entreprises doivent-elles se tourner vers le marché des capitaux; mais celui-ci, sollicité de toutes parts, notamment par les emprunts du Reich, donne à l'automne 1938 des signes d'essoufflement. Les experts jugent nécessaire l'intervention financière de l'Etat⁴. Celle-ci ne sera cependant accordée qu'à partir de la fin de décembre 1938, si bien qu'entre temps d'importants retards se seront produits sur divers chantiers⁵. La seconde difficulté se manifeste dans le domaine de la main-d'œuvre. La production de carburant synthétique ne peut progresser que si l'extraction du charbon nécessaire est assurée. Pour cela, d'après les calculs faits par les experts en juillet 1938, il faudrait embaucher 20.000 à 30.000 mineurs supplémentaires dans un délai de trois ans⁶. Or, en raison de la tension qui règne sur le marché de l'emploi, tension accrue, sinon provoquée par l'extension et l'accélération du réarmement naval et aérien, un tel transfert s'avère impossible⁷. D'où ici aussi, retard et confusion.

¹ Sur tout cela, cf. *ibid.*, ainsi que BA, R 25/101, rapport Krauch, 15.2.1939: « Bericht über den Fortschritt der Arbeiten in der Zeit vom 1. Januar bis 15. Februar 1939 auf den Sachgebieten des Wehrwirtschaftlichen neuen Erzeugungsplanes »; et MA, Wi/I/141, rapport *Wi Rü Amt*, 10.1.1939: « Vortragsnotiz über die Auswirkungen der Verknappung des Kapitalmarktes und der Eisenkontingentierung auf den Ausbau der Mineralölherzeugung ».

² T 77/972943-45, notice *Wi Rü Amt*, 20.1.1939, *op. cit.*

³ En 1937, le montant des investissements bruts en Allemagne atteint 2,8 milliards de RM; cf. D. PETZINA. *Autarkiepolitik im Dritten Reich*, *op. cit.*, p. 183, tableau 17.

⁴ MA, Wi/I/141, rapport *Wi Rü Amt*, 10.1.1939, *op. cit.*

⁵ W. BIRKENFELD. *Der synthetische Treibstoff*, *op. cit.*, p. 132.

⁶ BA, R 25/13, notice *Wi Rü Amt*, 31.1.1939, *op. cit.*

⁷ *Ibid.*: Sur la question de la main-d'œuvre, encore mal connue, cf. T. W. MASON, « Innere Krise und Angriffskrieg 1938-1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, *op. cit.*, pp. 158-188, ainsi que *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft. Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik 1936-1939*. Opladen, 1975. Du fait de cette tension sur le marché de la main-d'œuvre, la production de charbon stagne en 1938, et cela en dépit de l'annexion de l'Autriche et des Sudètes:
Production de charbon 1936-1938 (en millions de tonnes)

1936	1937	1938
319	370	383

cf. BA, R 25/38, rapport *Vierjahresplan*, 20.6.1940: « Die deutsche Rohstoffsicherung durch den Vierjahresplan ».

Ainsi donc, à l'automne et à l'hiver 1938, la situation ne fait qu'empirer : alors que l'évaluation des besoins en carburant double par rapport aux prévisions de juin 1938, la pénurie de fer, le resserrement du marché financier et le sur-emploi se conjuguent pour freiner la réalisation du plan Krauch¹ ; en même temps, la menace d'un étranglement économique par les puissances mêmes dont dépendait jusque-là le ravitaillement du *Reich* en carburant, se précise. L'importance du pétrole roumain croît d'autant.

La situation en septembre 1938

Depuis décembre 1937, la position de l'Allemagne dans le commerce roumain s'est améliorée. Les négociations menées à Bucarest en décembre 1937 pour le renouvellement du *clearing* ont tourné à l'avantage du *Reich* : en dépit de l'opposition des Roumains, désireux de limiter les échanges au niveau atteint en 1936, les négociateurs allemands ont obtenu que le montant du *clearing* pour la période octobre 1937-septembre 1938 soit augmenté d'un tiers par rapport au chiffre prévu pour la période précédente ; ils ont en outre réussi à supprimer le libre cours du *RM* et à faire admettre le principe de la fixation du change par voie de négociation. Le taux finalement retenu sera de 39/38 *lei*, alors que les Roumains réclamaient 37/36 *lei*².

Sous ces auspices, les échanges commerciaux germano-roumains se sont déroulés favorablement. En septembre 1938, le bilan paraît prometteur. L'Allemagne a réussi à consolider sa position en tête des pays importateurs : de 19 % en 1937, sa part est passée à 26,5 % au cours des neuf premiers mois de 1938, tandis que celles de l'Angleterre et de la France diminuaient, tombant de 13,5 % à 11 % et de 8 % à 7 %³. En ce qui concerne les importations de pétrole, les progrès sont notables : de janvier à septembre 1938, l'Allemagne a importé 471.000 tonnes, soit plus qu'au cours des douze mois de l'année précédente ; sa part est passée de 8 % à 14 %.

¹ Le résultat est qu'à la date du 1^{er} mars 1939, la production mensuelle de carburant synthétique ne couvre que 21 % des besoins mensuels prévus pour cette date par le plan de novembre 1938 (alors qu'elle aurait dû en couvrir 33 %) ; calculé d'après *MA*, W 01-8/120, septembre 1944 : « Vergleichende Zusammenstellung von Vorkriegs-Mineralöl-Mobilbilanzen » ; et *BA*, R 25/13, notice *Wi Rü Amt*, 31.1.1939, *op. cit.*

² *AA*, *Rumänien Handel* 13 A, vol. 1, lettre Wohlthat à Göring, 13.12.1937.

³ Calculé d'après *Comertul exterior al României*, décembre 1938, pp. 18-19.

Exportations roumaines janvier-septembre 1938 (millions de *lei*) :

Grande-Bretagne	1.668.457
France	1.241.693
Allemagne	4.018.028

cependant que celle de la France et de l'Angleterre réunies reculait de 34% à 25%¹.

Comme fournisseur, l'Allemagne a également renforcé sa position: alors qu'en 1937, ses livraisons s'essouffiaient derrière les exportations roumaines², en septembre 1938, la situation est inverse: la balance commerciale accuse un solde positif de plus de 1 milliard de *lei* en faveur du *Reich*³. L'avenir semble assuré, puisqu'au cours de l'été 1938, l'industrie lourde allemande est parvenue à s'implanter solidement sur le marché roumain: les énormes commandes de l'armée roumaine n'ayant pu être satisfaites par la France et par l'Angleterre, absorbées par leur propre effort de réarmement, ce sont des entreprises allemandes qui en ont en partie bénéficié. *Rheinmetall*, par exemple, a reçu commande ferme de 186 canons antiaériens, pour un montant d'environ 12 millions de *RM*, avec promesse d'une deuxième commande de plus de 14 millions de *RM*⁴; elle a en outre conclu un contrat de licence avec l'entreprise *Astra* pour la fabrication des dits canons. *Gutthoffnungshütte*, de son côté, a été chargée de construire une aciérie mécanique et une installation de laminage pour les besoins de l'armée, le tout pour un montant d'environ 18 millions de *RM*⁵. Le spectre des arriérés de *clearing* paraît définitivement exorcisé.

Il n'en reste pas moins que la France et l'Angleterre sont toujours présentes, participant pour près de 20% aux exportations roumaines et drainant presque deux fois plus de pétrole roumain que l'Allemagne. En outre, le recul de leurs importations ne semble pas définitif. Il tient à des causes relativement éphémères: la première, la chute des prix mondiaux en 1938, est affaire de conjoncture et peut s'amender avec celle-ci ou être

¹ Etabli et calculé d'après *Monitarul Petrolului Roman*, année 1938, p. 426.

Exportations de pétrole roumain janvier-septembre 1938 (en tonnes):

Grande-Bretagne	431.456
France	401.519
Allemagne	471.143
Total des exportations roumaines	3.367.431

² En 1937, le déficit se montait à 200 millions de *lei*; en septembre, il atteignait même 630 millions de *lei*; cf. *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 223-224.

³ *Comertul exterior al Romaniei*, décembre 1938, pp. 20-21; et *BA*, R 7 VI/355/2, *NfA*, 17.10.1938: « Rumâniens Aussenhandel in den ersten neun Monaten 1938 ».

⁴ *AA*, *Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 1, notice *AA*, 24.6.1938: « Waffengeschäfte mit Rumänien ».

⁵ *Bursa*, 5 juin 1938, p. 755. En outre, depuis l'été 1938, N. Malaxa est en contact avec la firme *Junkers* pour négocier un accord aux termes duquel celle-ci prêterait son concours au développement de l'industrie aéronautique en Roumanie, concours qui se manifesterait sous la forme de la construction d'une usine pour le compte de la firme *IAR* et de livraisons de pièces détachées; *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, tél. Fabricius à *AA*, N° 206, 10.10.1938.

corrigée par divers procédés¹; la seconde, la qualité inférieure du pétrole roumain, est liée à la législation minière en vigueur et n'attend que la suppression de celle-ci pour disparaître²; des négociations ont précisément lieu à ce sujet depuis le printemps 1938 entre les grandes compagnies pétrolières et le gouvernement roumain.

Telle est la situation à la fin de l'été 1938, lorsque la nécessité apparaît aux yeux des dirigeants allemands de s'assurer l'exclusivité du pétrole roumain.

Offensive économique allemande en Roumanie à l'automne 1938

À l'automne 1938, l'Allemagne déclenche une offensive diplomatique destinée à renforcer sa position dans l'économie roumaine et à lui assurer le monopole des exportations de pétrole roumain. Les circonstances paraissent favorables: comme nous venons de le voir, le bilan des échanges germano-roumains au cours des trois premiers trimestres est positif; en outre, les accords de Munich semblent ouvrir d'heureuses perspectives; un rapport du Ministère de l'économie, du début de 1939, les caractérise ainsi: « Das Münchener Abkommen hat eine neue Periode für die deutsche handelspolitische Arbeit mit dem europäischen Südosten eröffnet... Um die Jahreswende 1937-1938 schienen die Möglichkeiten einer Intensivierung des seit 1933 vergrößerten planmässigen Handels mit Südosteuropa im allgemeinen erschöpft zu sein. Sowohl Jugoslawien wie Rumänien zeigten sich einer noch stärkeren wirtschaftlichen Anlehnung an Deutschland abgeneigt. Der Anteil Deutschlands am Aussenhandel dieser Länder betrug damals 20 bis 30 v.H. Nach dem Anschluss Österreichs und der sudeten-deutschegebiete öffneten sich bis dahin nicht erhoffte neue Möglichkeiten einer noch stärkeren wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit Südost-Europa³. »

L'action allemande se déroule sur deux plans: il s'agit, d'une part, de préparer un plan de collaboration économique à long terme avec la Roumanie; d'autre part, d'obtenir des avantages immédiats à l'occasion du renouvellement annuel de l'accord de *clearing*. Bien que les deux négociations soient étroitement liées, elles n'en sont pas moins menées par des instances différentes.

La préparation d'un plan de collaboration à long terme dépend directement de Göring, qui en a confié l'exécution à l'un des plus importants

¹ C'est ce qui se produira avec l'accord de paiement anglo-roumain du 2 septembre 1938, que nous étudierons plus loin.

² FO, 371-22464, lettre *Petroleum Department* à FO, 16.8.1938. En décourageant tout investissement, et partant toute modernisation, la loi minière de 1937 empêche toute amélioration de la qualité du pétrole roumain.

³ BA, R 7 X/385, rapport *Reichswirtschaftsministerium*, début 1939: « Die Entwicklung der wirtschaftspolitischen Beziehungen Deutschlands zum Ausland im Jahre 1938 ».

fonctionnaires du *Vierjahresplan*, le *Ministerialdirektor* H. Wohlthat. La mission de ce dernier est délicate: il doit élaborer un traité qui permette d'adapter l'économie roumaine aux besoins du marché allemand; le point le plus important est la participation de capitaux allemands à l'exploitation des richesses minières du pays, en particulier à l'extraction du pétrole, de manière à assurer l'approvisionnement du *Reich* conformément aux exigences des plans de mobilisation¹.

Des négociations préliminaires s'engagent à cet effet à Berlin dans la seconde moitié du mois de novembre. Wohlthat et Göring en personne défendent les intérêts de l'Allemagne, l'ex-ministre Argetoianu ceux de la Roumanie. Pour gagner son interlocuteur à son projet, Göring fait miroiter à ses yeux l'éventualité d'une garantie allemande des frontières roumaines. Finalement, on décide d'ajourner la question et de la réserver pour la prochaine visite du roi Carol en Allemagne².

Le renouvellement de l'accord de *clearing* est l'affaire d'un comité, dit *Regierungsausschuss*, qui dépend de la *Wilhelmstrasse* et qui est chargé de régler de manière générale les échanges commerciaux germano-roumains. Le président en est le ministre C. Clodius, vice-directeur de la section économique (*Wirtschaftspolitische Abteilung*) de l'*Auswärtiges Amt*, assisté d'experts de divers ministères. Les négociations, qui s'ouvrent à Bucarest à la fin du mois d'octobre, s'avèrent très difficiles³. Les exigences allemandes portent sur deux points surtout: accroissement du volume des échanges et élévation du cours du *RM*. La première exigence s'explique facilement: limités par le quota de 25%, considéré comme intouchable par les Roumains, les Allemands ne peuvent augmenter leurs importations de pétrole qu'en augmentant massivement le montant des échanges⁴. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce qu'ils essaient de faire passer ces derniers de 180 millions de *RM* (chiffre prévu pour la période octobre 1937-septembre 1938) à environ 310 millions de *RM* (12 milliards de *lei*). De cette première exigence découle la seconde: une progression massive des échanges n'est possible que si le cours du *RM* est assez élevé pour abaisser les prix à l'importation; d'où l'insistance avec laquelle les Allemands demandent aux Roumains de bien vouloir hausser le taux de change de 39/38 *lei* à 44/43 *lei*. Une telle hausse se justifie d'ailleurs aux yeux des experts de la *Reichsbank* et du

¹ A. NIRE, *Istoricul unui tratat inrobitor*. Tratatul economic romano-german din martie 1939. Bucarest, 1965, pp. 143-144; et rapport Wohlthat à Göring, 27.2.1939, *ADAP*, D, vol. 5, N° 306, pp. 336-339.

² A. NIRE, *Istoricul unui tratat inrobitor*, *op. cit.*, pp. 143-144.

³ Sur ces négociations, cf. *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, tél. Clodius à *AA*, N° 238, 11.11.1938; tél. Fabricius à *AA*, N° 245, 13.11.1938; tél. Clodius à *AA*, N° 265, 4.12.1938; tél. Clodius à *AA*, N° 269, 8.12.1938; *FO*, 371-22464, tél. Bucarest à *FO*, N° 330, 17.11.1938.

⁴ Il y a, certes, aussi la possibilité de conclure des accords de compensation armes-pétrole, mais cette possibilité dépend du bon vouloir du gouvernement roumain, qui jusqu'alors en a freiné le plus possible l'usage.

Ministère des finances par la dévaluation du *RM* face à la livre sterling, phénomène capital, que nous étudierons en détail dans le chapitre suivant. Enfin, dernière exigence, de moindre portée: celle de limiter les achats de blé au profit de ceux de maïs et d'orge, moins chers et plus utiles.

A ces exigences, les Roumains opposent un refus ferme¹. D'après leurs calculs, des livraisons à l'Allemagne pour 12 milliards de *lei* équivalaient à la moitié de leurs exportations totales en 1939; comme sur l'autre moitié, plus des trois quarts sont destinés au paiement des dettes et à divers transferts, il ne leur resterait presque plus rien pour leurs achats dans d'autres pays, en particulier en France, en Angleterre et en Tchécoslovaquie. D'où leur rejet des propositions allemandes. Ils refusent également de céder à propos du cours du *RM*. L'extrême limite jusqu'où ils acceptent d'aller s'arrête au taux de 41/40 *lei*. Même attitude négative dans la question des céréales: au lieu des 575.000 tonnes de maïs et d'orge demandées, les Roumains ne veulent en livrer que 300.000 tonnes, et ceci encore à condition que le *Reich* importe de grosses quantités de blé. Enfin, dernière difficulté, ils refusent de conclure des accords de compensation armes-pétrole, exigeant que toutes les livraisons d'armes allemandes soient intégrées dans le *clearing*, de manière à diminuer leurs livraisons de pétrole à l'Allemagne².

Devant ce quadruple refus, qui met en péril le ravitaillement en carburant du *Reich*, la délégation allemande décide de passer par-dessus la tête des négociateurs roumains et d'en appeler directement au roi Carol, alors sur le point de partir pour une tournée des capitales européennes. Celui-ci accepte de céder sur la question des céréales, mais se montre intraitable sur les trois autres points³. Le 13 novembre, les Allemands rompent les négociations. Celles-ci ne reprendront qu'après la visite de Carol à Berlin, dans des conditions très différentes⁴.

En même temps que ces négociations se déroulent au niveau gouvernemental, les Allemands entament des pourparlers avec certaines compagnies pétrolières⁵. Il ne suffit pas en effet que les gouvernements allemand et roumain s'entendent sur un certain volume d'échanges; il faut encore que les producteurs roumains acceptent de vendre leurs produits à l'Allemagne. Car, si l'Etat peut à la rigueur leur interdire d'exporter vers tel ou tel pays, il peut plus difficilement les y inciter. C'est pourquoi, dès la seconde moitié d'octobre, à la demande de Göring, un représentant de la *Deutsche Bank* entre en contact à Paris et à Bucarest avec des représentants de compagnies

¹ Sur l'attitude des Roumains, cf. *ibid.*

² Du moment que les exportations d'armes sont intégrées dans le *clearing*, elles tombent sous le coup de la loi des 25% et voient donc leur contrepartie en pétrole diminuer de 75%.

³ *AA, Handakten Wichi, Rumänien*, vol. 11, tél. à *AA*, N° 245, 13.11.1938, *op. cit.*

⁴ *Ibid.* et tél. Clodius à *AA*, N° 265, 4.12.1938, *op. cit.*

⁵ Sur ces pourparlers, cf. *FO*, 371-22464, lettre Ambassade de France à Londres à *FO*, 18.10.1938.

pétrolières roumaines en vue de leur offrir des contrats d'achat pour le cas de guerre¹. Parmi les compagnies sollicitées figurent uniquement des entreprises contrôlées par des capitaux roumains, en particulier les sociétés *Creditul Minier*, *IRD* et *Redeventza*². En dépit des conditions favorables qui leur sont proposées (achat de toute leur production de brut contre paiement en devises fortes), celles-ci font traîner en longueur les négociations et finissent par refuser, probablement sous la pression du gouvernement roumain alerté par le Quai d'Orsay.

Ainsi donc, à la veille de la visite de Carol à Berlin, l'offensive économique allemande marque le pas sur tous les fronts. Reste à s'interroger sur les raisons de cet échec. Elles résident, selon nous, dans le resserrement des liens économiques entre la Roumanie et la Grande-Bretagne, resserrement dû à l'initiative de l'un et de l'autre pays.

Relations économiques anglo-roumaines à l'automne 1938

On admet en général que face à l'offensive économique allemande dans les Balkans et en particulier en Roumanie, la Grande-Bretagne n'a pas réagi ou du moins que ses faibles réactions n'ont pas suffi à enrayer les progrès allemands. Dans des études très stimulantes, B.-J. WENDT a tenté récemment d'expliquer les raisons de la mollesse britannique³. Elles sont au nombre de trois à ses yeux :

1. Il y a tout d'abord la volonté anglaise d'*appeasement*: condamnée à opérer une reconversion industrielle à grande échelle⁴, et cela en période de réarmement et de récession (automne 1937-année 1938), l'Angleterre ne pouvait y parvenir qu'à la condition de maintenir en équilibre sa balance des paiements et, par conséquent, de conserver ses débouchés commerciaux. Or, parmi ceux-ci, l'Allemagne jouait un rôle privilégié. D'où la politique d'entente avec cette dernière poursuivie par le gouver-

¹ Il s'agit d'H. Osterwind, fondé de pouvoir à la *Deutsche Bank*, qui jouera par la suite un rôle important dans les prises de participation allemandes dans les sociétés pétrolières roumaines.

² Parmi les compagnies contrôlées par des capitaux roumains, ce sont les trois qui ont la plus grosse capacité de production (1 million de tonnes environ). En 1938, les exportations du *Creditul Minier* vers l'Allemagne ne représentent que 13,8% de ses exportations globales, celles de *Redeventza* 37,7%.

³ B.-J. WENDT, *Appeasement 1938. Wirtschaftliche Rezession und Mitteleuropa*. Frankfurt a. M., 1966; *id.*, « England und der deutsche Drang nach Südosten », art. cité; *id.*, « Strukturbedingungen der britischen Südosteuropapolitik am Vorabend des Zweiten Weltkrieges », art. cité. Il convient aussi de mentionner sa monumentale et remarquable (bien que nous n'en partageons pas toutes les conclusions en ce qui concerne le Sud-Est européen) thèse d'habilitation: *Economic Appeasement. Handel und Finanz in der britischen Deutschland-Politik 1933-1939*. Düsseldorf, 1971.

⁴ Il s'agit pour l'Angleterre de passer des industries traditionnelles (fer, charbon et textiles), axées en grande partie sur l'exportation, aux industries mécaniques et électrochimiques, axées plutôt sur le marché intérieur.

nement Chamberlain, politique qui impliquait à ses yeux la reconnaissance de l'hégémonie économique allemande dans les Balkans.

2. Il y a ensuite l'attachement de l'Angleterre aux principes de l'économie libérale: pas question pour le gouvernement de contraindre pour des raisons politiques les importateurs à acheter à prix élevés dans les Balkans ce qu'ils peuvent obtenir à bas prix ailleurs; d'où impossibilité de contrecarrer l'offensive allemande par des achats massifs.
3. Il y a enfin le poids de l'Empire: lié aux Dominions par divers traités économiques, notamment par les accords préférentiels d'Ottawa (1932), la Grande-Bretagne n'est pas libre de ses mouvements commerciaux; elle ne peut pas, par exemple, faire des achats massifs de céréales dans le bassin danubien sans mettre en danger la solidité de l'édifice impérial.

Toutes ces raisons concourent, selon Wendt, à paralyser la Grande-Bretagne, l'empêchant d'opposer une résistance ferme et efficace à la pénétration économique allemande dans les Balkans. Cette argumentation est certainement juste sur plus d'un point. Une étude attentive des relations anglo-roumaines en 1938-1939 montre toutefois qu'en dépit de la marge de manœuvre étroite dont elle disposait, l'Angleterre a réagi et que sa réaction a contribué à freiner très fortement l'avance économique allemande. La Roumanie lui a d'ailleurs fourni une bonne partie des armes qu'elle a utilisées.

L'accord de paiement anglo-roumain du 2 septembre 1938

Nous avons vu en passant qu'au cours des neuf premiers mois de 1938, les échanges commerciaux anglo-roumains ont piétiné. Par rapport aux chiffres correspondants de 1937, les exportations roumaines ont diminué de près de moitié: 2 milliards de *lei* de janvier à septembre 1937, 1,11 milliard de janvier à septembre 1938¹. Le recul est si fort qu'il a entraîné une inversion des flux: pour la première fois depuis 1934, la balance commerciale affiche un solde en défaveur de la Roumanie (solde négatif de 107,6 millions de *lei*)².

¹ Etabli d'après *Comertul exterior al Romaniei*, septembre 1938, p. 30; et *BA*, R 7 VI/355/2, *NfA*, 17.10.1938, *op. cit.*

² *Ibid.*

Balance commerciale anglo-roumaine 1934-1938 (en milliers de *lei*):

1934	—	778.270
1935	+	550.849
1936	+	2.203.661
1937	+	875.936
1938	—	217.403 (janvier-août)
1938	—	107.590 (janvier-sept.)

Cf. *ibid.* et *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, p. 613.

Or, loin de continuer à se détériorer, à partir d'octobre 1938, les échanges anglo-roumains reprennent avec vigueur, rattrapant et dépassant même les échanges germano-roumains¹. C'est que le 2 septembre a été conclu entre les deux pays un nouvel accord de *clearing*, particulièrement favorable au développement des exportations roumaines vers l'Angleterre. Bien que cet accord reprenne pour une bonne part celui de mai 1936, les modifications qu'il introduit sont décisives². Sans entrer dans tous les détails, retenons les plus importantes:

1. Dans le cas d'exportations de pétrole roumain, augmentation du quota réservé au transfert des bénéfices: alors que sous le régime de l'accord de mai 1936, les bénéfices transférés ne pouvaient dépasser 10% du produit des exportations, ils peuvent désormais aller jusqu'à 30%.
2. Dans le cas d'exportations de produits roumains autres que le pétrole, augmentation du quota réservé au transfert des bénéfices et autres paiements liés aux investissements anglais en Roumanie (intérêts obligataires, dividendes, salaires, pensions, etc.): aux termes du nouvel accord, le quota passe de 5% à 20%.
3. Mise à la disposition des exportateurs de produits non pétroliers d'une partie des livres sterling libérées par leurs ventes: alors que sous l'ancien régime, les exportateurs avaient l'obligation de remettre à la Banque nationale de Roumanie leurs créances sterling et recevaient en contrepartie des *lei* calculés au taux officiel augmenté de la prime de 38% (soit un taux de 690 *lei* par livre sterling), ils peuvent désormais en garder à leur disposition une partie (60%), soit qu'ils les utilisent pour leurs propres besoins (achat de produits anglais ou divers paiements en Angleterre), soit qu'ils les vendent à d'autres personnes désireuses de les utiliser de la même manière³. Dans ce dernier cas, la vente ne se fait pas au taux officiel, mais à celui du marché, qui est beaucoup plus élevé: en septembre 1938, il oscille entre 900 et 1100 *lei* selon l'usage auquel on destine les livres ainsi acquises (900 *lei* pour des achats de produits anglais, 1100 *lei* pour d'autres paiements)⁴.

¹ Cf. *infra*.

² Pour le contenu de l'accord, cf. SDN. *Recueil des Traités*, année 1938, N° 4453, pp. 338-346: « Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement roumain concernant les paiements commerciaux. Signé à Bucarest le 2 septembre 1938 »; et FO, 371-22458, rapport Lee (président de l'office de *clearing* anglo-roumain), 12.9.1938: « Anglo-Roumanian Payments Negotiations, 1938 »; quelques indications aussi dans H. J. TASCA. *World Trading Systems. A Study of American and British Commercial Policies*. Paris, 1939, pp. 117-120.

³ Est ainsi négociable le quota réservé au transfert des bénéfices et autres paiements liés aux investissements anglais.

⁴ FO, 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, *op. cit.*; et BA, R 63/216, étude *JG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.* Cette disposition aboutit donc à une dévaluation de fait, sinon de droit, du *lei* face à la livre sterling, et par voie de conséquence à une dévaluation du *RM* face à la livre sterling.

De telles dispositions ne peuvent que stimuler les exportations roumaines en Angleterre:

1. En facilitant les transferts de bénéfices et autres paiements liés aux investissements, elles offrent aux exportateurs roumains des occasions accrues d'évasion de capitaux, ainsi que la possibilité d'honorer leurs créances à l'étranger; elles les incitent par là même à augmenter leurs exportations vers l'Angleterre ¹.
2. En autorisant les exportateurs roumains à vendre un certain quota de livres sterling, et cela à un taux beaucoup plus élevé que le taux officiel, elles leur permettent tout à la fois d'abaisser leurs prix à l'exportation vers l'Angleterre ² et de réaliser des bénéfices en *lei* supérieurs à ceux provenant de ventes à l'Allemagne ³; d'où incitation pour les exportateurs roumains à intensifier leurs ventes en Angleterre et pour les importateurs anglais à accroître leurs achats en Roumanie ⁴.

Les effets de cet accord ne vont pas tarder à se manifester: alors que de janvier à avril, les exportations roumaines en Angleterre avaient oscillé entre 61 millions de *lei* et 96 millions de *lei* par mois, et que de mai à septembre, elles avaient oscillé entre 133 millions de *lei* et 187 millions de *lei*, à partir d'octobre c'est l'essor: 231 millions de *lei* en octobre, 585 millions de *lei* en novembre, 462 millions de *lei* en décembre.

¹ La part des transferts liés aux investissements britanniques en Roumanie, qui était de 11,3% entre juin 1936 et septembre 1938, atteint 24,2% au cours de la période septembre - mi-juillet 1939.

Principaux postes du *clearing* anglo-roumain entre septembre 1938 et mi-juillet 1939 (en £):

Dette publique	756.638	16,8%
Crédits bancaires à court terme	80.339	1,8%
Dette privée (obligations), investissements (dividendes et transferts bénéfices) et paiements afférents (pension, salaires, assurances)	1.092.880	24,2%
Exportation de produits anglais	2.579.564	57,2%
Total	4.509.421	100%

Etabli et calculé d'après FO, 371-23836, rapport du Contrôle du *clearing* anglo-roumain, 10.8.1939, p. 172, *op. cit.*

² Il s'agit des prix libellés en livres sterling.

³ Il suffit pour cela de calculer la baisse des prix libellés en livres sterling de telle manière que le produit de la vente en *lei* reste supérieur à celui obtenu en vendant à l'Allemagne; l'opération est évidemment d'autant plus facile que l'écart entre le taux réel et le taux officiel du *lei* est grand.

⁴ Dans le cas où l'exportateur renonce à vendre son quota et l'utilise pour son propre compte, il lui reste le double avantage de ne pas avoir à demander de moyens de paiement pour ses importations à la Banque nationale (qui pourrait les lui refuser ou le faire attendre selon l'état des disponibilités de la caisse de *clearing*) et de bénéficier de livres sterling acquises à un taux de change favorable.

Comment expliquer la conclusion de l'accord du 2 septembre et le resserrement des liens commerciaux entre les deux pays? Bien que revenant formellement à la Roumanie, l'initiative semble en fait partagée. Pour des raisons différentes, les deux pays cherchent depuis le printemps 1938 à améliorer leurs échanges: une proposition roumaine faite dans ce sens en avril a rencontré à Londres des préoccupations semblables et a aussitôt entraîné l'ouverture de négociations¹.

a) ATTITUDE ANGLAISE

Dans la volonté d'améliorer les échanges commerciaux interviennent du côté anglais deux facteurs:

1. la défense des créances britanniques;
2. le rôle de la Roumanie dans la politique et dans la stratégie globales britanniques.

Créances britanniques

Nous avons vu qu'au cours des trois premiers trimestres de 1938, les exportations roumaines avaient reculé au point de faire basculer la balance commerciale en faveur de l'Angleterre. D'où une situation aberrante, rendant impossible le transfert des intérêts dus aux créanciers britanniques, qu'il s'agisse des porteurs de titres d'Etat, des créanciers obligataires ou des prêteurs à court terme (banques surtout)². Aussi, au cours de l'été, des négociations s'engagent entre le gouvernement et les associations de créanciers (*Council of Foreign Bondholders, Joint Committee of British Short-Term Creditors*, etc.) en vue de résoudre la crise. La solution que recommandent ces associations consiste à développer les exportations roumaines vers l'Angleterre par des modifications de l'accord de *clearing*. La Trésorerie, le *Board of Trade* et le *Foreign Office* s'accordent sur la même solution³.

Importance de la Roumanie dans la politique et dans la stratégie britanniques

La défense des créances britanniques eût peut-être suffi à convaincre le gouvernement de la nécessité d'amender l'accord de *clearing* de manière à stimuler les exportations roumaines. Mais un autre facteur s'y ajoute:

¹ FO, 371-22456, lettre Banque nationale de Roumanie à Office de *clearing* anglo-roumain à Londres, 20.4.1938.

² L'accord de *clearing* de mai 1936 posait précisément comme principe un solde actif pour la Roumanie, de manière à lui permettre d'honorer ses créances; FO, 371-22457, mémoire Ministère roumain de l'économie adressé à la Légation anglaise à Bucarest, fin mai 1938: « Relations commerciales roumano-britanniques ».

³ FO 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, *op. cit.*

c'est la volonté du gouvernement de s'opposer à la mainmise allemande sur la Roumanie.

La politique d'*appeasement* a ses limites en effet. Il se peut que Chamberlain ait été prêt à reconnaître à l'Allemagne une influence économique prépondérante dans les Balkans¹. Mais, depuis mars 1938, le *Foreign Office* et le *Board of Trade*, appuyés par les chefs d'état-major et par F. Leith-Ross, principal conseiller économique du gouvernement, font tout pour s'y opposer. Les déclarations conciliantes du Premier ministre soit devant Hitler juste après Munich², soit à la Chambre des communes le 1^{er} novembre³, ne doivent pas faire illusion; elles constituent un écran, conscient ou non, derrière lequel Halifax, Stanley et Leith-Ross mènent la contre-offensive britannique dans les Balkans. Peut-être le terme de contre-offensive est-il trop ambitieux. Il vaudrait mieux parler d'une série d'actions, provoquées par l'*Anschluss* et organisées de manière plus ou moins cohérente par un organisme interministériel créé en mai 1938 à cet effet: le *Committee on Economic Assistance to Central and South-Eastern Europe* (dit Comité Leith-Ross), composé de représentants des divers ministères et présidé par F. Leith-Ross⁴.

Dans le cadre de ces actions, la Roumanie joue un rôle privilégié: sur la liste des priorités établie par le Comité Leith-Ross en juin 1938, elle figure en deuxième position derrière la Grèce⁵. Celle-ci doit son rang à sa situation stratégique cruciale au centre de la Méditerranée. La Roumanie n'a bien entendu pas la même importance: elle ne contrôle que la mer Noire, artère secondaire aux yeux de l'Amirauté. Mais si, en elle-même, elle ne représente pas un atout majeur, sa proximité de la Turquie et les relations qu'elle entretient avec cette dernière en font un facteur important de la stratégie britannique: les experts de l'Etat-major naval craignent

¹ B.-J. WENDT. *Economic Appeasement, op. cit.*, p. 485.

² Notice Schmidt, 1.10.1938: « Aufzeichnung über die Unterredung zwischen dem Führer und Reichskanzler und dem englischen Premierminister Chamberlain in München am 30. September 1938 », *ADAP*, D, vol. 4, N° 247, pp. 251-255.

³ Le 1^{er} novembre 1938, Chamberlain avait répondu aux Communes à Attlee que « géographiquement parlant, l'Allemagne devait avoir une position prédominante en Europe centrale et du Sud-Est... en ce qui concerne l'Angleterre, elle n'avait pas l'intention de barrer le passage à l'Allemagne dans ces pays ni de l'encercler économiquement... ». Il faut quand même ajouter que Chamberlain avait précisé « que l'Angleterre avait certains intérêts commerciaux dans ces pays et qu'elle avait naturellement l'intention de les préserver... »; *AA, Handakten Wiehl, England*, vol. 8, rapport Wussow à AA, 14.3.1939: « Äusserungen englischer Regierungsstellen über die deutschen und englischen Wirtschaftsbeziehungen in Südost-Europa ».

⁴ Une étude manque sur la genèse et l'histoire de ce comité. Dans la pénétrante étude qu'il a consacrée à la stratégie méditerranéenne de l'Angleterre, L. R. PRATT affirme que ce comité a joué le rôle d'un frein plus qu'autre chose (cf. L. R. PRATT. *East of Malta, West of Suez*. Cambridge, 1975, p. 148). Les documents relatifs à la Roumanie invitent à nuancer très sérieusement ce jugement: en collaboration avec le *Foreign Office*, ce comité a été le moteur de la réaction anglaise.

⁵ FO, 371-23831, notice Leith-Ross, 19.12.1938: « Economic Assistance for Roumania ».

qu'une forte influence allemande en Roumanie n'induit un changement dans l'attitude de la Turquie à l'égard de l'Angleterre; or, à leurs yeux, la bienveillance, sinon l'alliance turque constitue un élément « of immense importance »¹. Importance stratégique indirecte de la Roumanie donc! Mais aussi importance économique. Non pas comme débouché commercial ni comme source d'approvisionnement², mais comme base de ravitaillement potentielle pour le *Reich*. Selon les termes d'un mémoire du sous-comité des chefs d'Etat-major, qui date du 28 novembre mais dont l'élaboration remonte au mois d'août, la signification de la Roumanie « lies largely in her readiness and ability to supply or deny oil and wheat supplies to our potential enemies, Germany and Italy, and it is therefore in British interest that her policy in the disposal of these supplies should have a bias in our favour »³.

Comme on le voit, pression des créanciers et nécessités stratégiques se conjuguent pour convaincre le gouvernement de la nécessité de resserrer les échanges anglo-roumains.

Reste une dernière question: la décision d'intensifier les importations à partir de la Roumanie représente-t-elle une modification de la politique commerciale anglaise? Oui et non. Non, en ce sens qu'elle ne s'accompagne d'aucune infraction aux principes de l'économie libérale: en consacrant la dévaluation du *leu* face à la livre, l'accord du 2 septembre rend les produits roumains, ou du moins certains produits, compétitifs sur le marché britannique et permet d'éviter le recours à toute méthode dirigiste (achats forcés, achats avec subvention aux importateurs, etc.). Oui, en ce sens qu'elle entraîne une légère modification de la carte des importations et qu'elle bat en brèche deux des principes sur lesquels repose la politique d'approvisionnement de la Grande-Bretagne: priorité aux céréales de l'Empire et surtout priorité aux sources pétrolières dont l'accès est assuré en temps de guerre. Sur ce dernier point, il y a conflit avec le *Petroleum Department* et avec l'Amirauté, qui ne cessent de rappeler le point de vue traditionnel⁴: « As we cannot be sure of maintaining the supply of Roumanian Oil in time of war, ..., our policy is to depend entirely upon sources which are easier of access. If we are to make sure of supplies in war these sources must provide our supplies in peace. From the Admiralty supply point of

¹ Cf. entre autres documents, FO, 371-22459, lettre Etat-major naval de l'Amirauté à FO, 21.10.1938. Sur l'importance croissante de la Méditerranée dans la stratégie globale de l'Angleterre dès 1938, cf. les pages excellentes de L. R. PRATT. *East of Malta, West of Suez*, op. cit., pp. 135-180.

² *Ibid.* La place de la Roumanie dans le commerce extérieur anglais est très faible. Pour 1937, qui est une année moyenne, les chiffres sont les suivants: part de la Roumanie dans les exportations anglaises = 0,32%; part de la Roumanie dans les importations anglaises = 0,44%; calculé d'après B.-J. WENDT. *Appeasement 1938*, op. cit., p. 44.

³ FO, 371-23831, notice Leith-Ross, 19.12.1938, op. cit.

⁴ FO, 371-22464, lettre *Petroleum Department* à FO, 16.8.1938, op. cit.; et FO, 371-22459, lettre Etat-major naval de l'Amirauté à FO, 21.10.1938, op. cit.

view, therefore, it would be unsound to import larger quantities of Roumanian Oil than we do at present. ¹ »

Sans lui coûter beaucoup, l'accord du 2 septembre représente donc pour l'Angleterre plus qu'un simple geste platonique.

b) ATTITUDE ROUMAINE

Pour la Roumanie, en revanche, l'accord du 2 septembre représente un lourd sacrifice: la dévaluation du *leu* aboutit à renchérir énormément les importations de produits anglais ou coloniaux, tandis que l'élargissement des quotas de transfert diminue la rentabilité des exportations ².

Comment expliquer alors l'attitude roumaine, attitude d'autant plus étonnante qu'il semble que ce soient les Roumains eux-mêmes qui aient pris l'initiative des négociations conduisant à l'accord du 2 septembre ³? Trois facteurs, nous semble-t-il, entrent en jeu: la nécessité d'importations accrues, l'urgence d'un emprunt public et le besoin d'investissements étrangers.

Le premier point n'appelle pas de commentaire particulier — en plein effort de réarmement et de développement de l'industrie textile, la Roumanie a besoin de produits que l'Angleterre et son Empire peuvent lui procurer — les deux autres méritent qu'on s'y arrête.

Emprunt public

Si la Roumanie accepte les dispositions de l'accord du 2 septembre, c'est tout autant par désir d'augmenter ses importations que de satisfaire ses créanciers britanniques. Elle a en effet plus que jamais besoin de leur concours. Depuis le printemps 1938, le gouvernement vit dans l'espoir d'un grand emprunt public lancé sur le marché financier londonien. C'est à ses yeux le seul moyen de conjurer la menace que l'évolution des exportations fait peser sur les paiements extérieurs et sur les importations.

On sait que depuis 1932, la Roumanie vit sous le régime du contrôle des changes. Sa balance des paiements est donc par définition en équilibre. Mais cet équilibre ne doit pas tromper: il se réduit en fait à une fiction comptable et peut se traduire par une diminution des importations et des paiements extérieurs. C'est le cas des années 1932-1935, qui ont vu le service de la dette à peu près suspendu et les importations dramatiquement coupées ⁴. A partir de 1936-1937, une amélioration se produit, des exportations

¹ FO, 371-22459, lettre Etat-major naval de l'Amirauté à FO, 21.10.1938, *op. cit.*

² En ce sens que leur contrepartie en importations est diminuée d'autant.

³ FO, 371-22456, lettre Banque nationale de Roumanie à Office de *clearing* anglo-roumain à Londres, 20.4.1938, *op. cit.*

⁴ Entre 1932 et 1935, les importations représentent à peine plus du tiers du volume qu'elles avaient atteint en 1926-1927; quant au service de la dette, il tombe en panne en 1934.

massives permettant à la Roumanie d'augmenter ses importations et de faire face dans une mesure croissante à ses paiements extérieurs (service de la dette publique notamment) ¹. Mais, depuis la fin de 1937, le mouvement se renverse. Sous l'effet de la baisse des prix mondiaux ², la balance commerciale se détériore à nouveau, oscillant entre de forts déficits et quelques excédents:

Balance commerciale, décembre 1937-juillet 1938 (en milliers de *lei*) ³:

Décembre 1937	- 193.940
Janvier 1938	- 243.812
Février	+ 93.277
Mars	- 198.613
Avril	+ 201.924
Mai	+ 94.994
Juin	- 196.360
Juillet	+ 170.013
Total	- 272.517

Le tableau est d'autant plus alarmant que les postes négatifs de la balance des opérations courantes s'alourdissent: conformément aux accords passés avec les porteurs étrangers, les cotes de transfert pour la dette publique sont en hausse.

Situation catastrophique donc, qui semble conduire tout droit à l'impasse dont on n'était sorti en 1929 que par un emprunt international massif. C'est bien là la solution qu'envisage le gouvernement roumain. Il la conçoit sous la forme d'un emprunt de 30 millions de livres sterling (soit environ 2 milliards de *lei* calculés au taux alors en vigueur) placé sur le marché londonien ⁴. Mais, pour cela, il faut préparer le terrain, c'est-à-dire se concilier le tout-puissant *Council of Foreign Bondholders*, en reprenant le paie-

¹ Pour les années 1934-1937, les éléments de la balance commerciale sont les suivants (en millions de *lei*):

	1934	1935	1936	1937
Exportations	(+) 13.656	(+) 16.756	(+) 27.703	(+) 31.568
Importations	(-) 13.209	(-) 10.848	(-) 12.638	(-) 20.285
Solde	(+) 447	(+) 5.908	(+) 9.066	(+) 11.285

² Alors que les prix mondiaux, déjà inférieurs aux prix roumains, diminuent de 18%, ces derniers restent stables; cf. *Enciclopedia României*, t. 4, p. 930.

³ Etabli d'après *Comertul exterior al României*, décembre 1938, pp. 20-21.

⁴ *FO*, 371-22459, notice *FO*, 16.11.1938: « Possible request for a British loan to Roumania »; et notice *FO*, 12.11.1938: « Note for visit of King Carol ».

ment de la dette dans les meilleures conditions. Or, comment y parvenir, sinon en développant le plus possible les exportations vers l'Angleterre.

Investissements étrangers

Les dispositions de l'accord du 2 septembre ne visent pas seulement à préparer le lancement d'un grand emprunt public. Elles visent aussi à faciliter une reprise des investissements anglais en Roumanie: en plein essor, l'industrie roumaine a plus que jamais besoin de capitaux; or, le marché financier indigène s'avère trop étroit; d'où la nécessité de faire appel à des capitaux étrangers, et en particulier anglais. Cela n'est possible que si ces capitaux jouissent de conditions favorables. Tel n'est pas le cas jusqu'en septembre 1938: le recul des exportations roumaines et les dispositions de l'accord de mai 1936 se conjuguent pour empêcher le transfert des dividendes et des bénéfices qui résultent des investissements anglais. Aussi, depuis la fin de 1937, les sociétés roumaines sous contrôle britannique (ou franco-britannique) mènent campagne pour l'amélioration des conditions de transfert. A plusieurs reprises dans la presse spécialisée, notamment dans la revue *Bursa*, paraissent des articles qui abordent ce thème¹. En outre, une forte pression s'exerce sur le gouvernement.

Depuis le début de l'année, les grandes compagnies pétrolières multiplient les démarches auprès du Ministère de l'économie et de la Banque nationale. C'est que la situation les affecte tout particulièrement. Les capitaux qu'elles ont engagés en Roumanie sont considérables; considérables aussi les bénéfices qu'elles en retirent. Or, depuis 1937, l'utilisation de ces bénéfices s'avère problématique. La difficulté provient de la conjonction de deux phénomènes: l'accroissement des bénéfices nets et les conséquences de la législation minière de 1937. Au cours des années 1931-1935, dans le sillage de la crise, les profits des principales compagnies pétrolières anglaises ont évolué de manière peu favorable. Mais, à partir de 1936, la situation s'améliore notablement. Cette évolution se traduit par une forte hausse des bénéfices nets²:

¹ Par exemple *Bursa*, 5.12.1937: « Capitalul strain, remuneratia si transferul lui »; ou *ibid.*, 29.5.1938: « Romania si politica de investitii a Mareil Britanii ».

² Etabli d'après *Compass*. A en juger par divers indices, l'augmentation des bénéfices nets semble due à la fois à une formidable augmentation du chiffre d'affaires et à une diminution ou à une stagnation des investissements. L'augmentation des bénéfices nets se traduit en 1936 et en 1937 par un accroissement des profits réservés et des profits distribués. De 1932 à 1937, l'évolution des mises en réserve et des profits distribués pour *Astra* est la suivante:

	Mises en réserve	Profits distribués (en lei)
1932	642.664	—
1933	8.409.484	122.425.382
1934	—	122.425.382 (sur réserve)
1935	24.562.239	—
1936	134.447.304	204.615.178
1937	536.437.410	205.728.780

Bénéfices nets *Astra* et *Steava* 1931-1937 (en milliers de lei) ¹:

	<i>Astra</i>			<i>Steava</i>
	En prix courants	En prix 1931	Taux de profit net déflaté ¹	En prix courants
1931	— 123.593	—	—	— 221.618
1932	6.426	7.163,88	0,35%	55.829
1933	84.095	96.772,15	4,76%	54.775
1934	— 69.796	—	—	— 63.610
1935	24.622	24.696,08	1,21%	— 29.297
1936	344.473	302.700,35	14,88%	167.317
1937	864.374	665.414,93	32,71%	55.492

Dans ces conditions, la question du transfert des bénéfices se pose avec acuité. Il convient tout d'abord de transférer la masse en augmentation des dividendes et tantièmes ². Il importe ensuite de transférer les profits restant ³. Leur mise en réserve n'a en effet rien pour plaire aux compagnies pétrolières. Les circonstances semblent défavorables: en mars 1937 une nouvelle législation minière a été promulguée, rétablissant à l'encontre des sociétés dites étrangères les mesures discriminatoires qui avaient été abolies en 1929 ⁴. Dès lors, les possibilités de réemploi sur place des profits non distribués paraissent très faibles: pas question pour les intérêts britanniques de laisser s'accumuler d'énormes réserves dans des entreprises dont l'avenir n'est pas assuré ⁵. *Royal Dutch-Shell* ou *Steava-British* n'ont d'autre solution que de faire virer ces fonds à leur centrale londonienne pour leur trouver ailleurs des emplois prometteurs. Comme on le voit, pression des profits distribués et pression des réserves se conjuguent pour inciter les intérêts britanniques à élargir les possibilités de transfert. D'où leurs démarches, visant à modifier dans ce sens les accords économiques anglo-roumains. L'action de ces intérêts est d'autant plus efficace qu'ils menacent

¹ Nous calculons le taux du profit net en prix 1931, puisque c'est la date à laquelle le capital versé d'*Astra* a été constitué au niveau qui est le sien en 1937 (de 1931 à 1941: 2.034.000.000 lei). Nous comparons ainsi un capital et des profits nets ramenés à prix d'achat à peu près identique; à peu près seulement, car en réalité, le capital d'*Astra* n'a pas été constitué globalement en 1931; il a été constitué par apports successifs de 1910 à 1930. Mais son plus gros apport date de fin 1930: augmentation du capital de 1.356.000.000 lei à 2.034.000.000 lei. Pour sommaire qu'il soit, notre mode de calcul semble donc relativement justifié.

² Cf. note 2, p. 112.

³ Cf. note 2, p. 112.

⁴ Sur cette nouvelle législation, cf. M. PEARTON, *Oil and the Romanian State*, op. cit., passim.

⁵ Sur les considérations qui animent les intérêts britanniques, cf. FO, 371-22464, lettre *Petroleum Department* à FO, 16.8.1938, op. cit., ainsi que les articles cités de la revue *Bursa*.

de refuser à l'avenir leur concours au développement pétrolier roumain, si satisfaction ne leur est pas donnée. C'est là la plus grande crainte du gouvernement roumain, qui cherche précisément à relancer la production pétrolière, pilier central de la balance commerciale et des recettes publiques ¹.

Les compagnies pétrolières ne sont d'ailleurs pas seules en lice. Diverses entreprises métallurgiques liées à des capitaux anglais adoptent la même attitude. Les motifs qui les guident ne sont pas tout à fait semblables à ceux des compagnies pétrolières: alors que celles-ci s'efforcent de rapatrier des bénéfices sans emploi, celles-là cherchent à faire sortir des capitaux d'un pays où leurs détenteurs sont en danger. Les entreprises métallurgiques, ne l'oublions pas, sont en grande partie dans les mains de financiers juifs, comme les frères Ausnit ou Sapira. Or, ceux-ci ont tout à craindre de l'antisémitisme renaissant en Roumanie. D'où leurs efforts pour faire passer leurs capitaux ailleurs, notamment en Angleterre, en empruntant la voie des transferts. Depuis l'été 1938, sous l'impulsion de M. Ausnit précisément et sous l'égide de la *CEPI*, des négociations se déroulent entre des firmes roumaines et anglaises en vue d'encourager le commerce entre les deux pays ². Le plan envisagé — il est l'œuvre de M. Ausnit — est ambitieux: il s'agit de regrouper certains intérêts roumains (*Resita*, *Titan*, *Malaxa*...) et anglais (*Vickers*, *Bessler Waechter*, *Bank of Roumania*, *Hambros*...) dans une société holding dont l'objet principal consiste à vendre du noir de charbon roumain en Europe et surtout en Angleterre ³. L'affaire est intéressante dans la mesure où elle ouvre aux participants, et aux participants roumains avant tout, des possibilités de transfert accrues ⁴. Sans immobiliser de nouveaux capitaux, des entreprises comme *Resita* ou *Titan* multiplient ces possibilités: à celles créées par leurs propres exportations s'ajoutent celles dont elles bénéficient par l'intermédiaire de la nou-

¹ D'après la correspondance du *Foreign Office*, c'est Kessler qui, multipliant les séjours à Bucarest au cours du printemps et de l'été 1938, a joué le plus grand rôle dans ces démarches. On notera qu'il tient au courant de ses interventions à Bucarest le *Petroleum Department* et le *Foreign Office* et qu'il agit dans une certaine mesure de concert avec eux; cf. notamment *ibid.* Le 16 avril 1938, Kessler avait remporté un premier succès en obtenant du gouvernement roumain le droit pour les compagnies pétrolières de garder à leur disposition 20% du produit de leurs ventes dans les pays avec lesquels n'existaient pas d'accords de *clearing*. Le quota ainsi laissé aux exportateurs pouvait servir à divers achats, ainsi qu'au transfert des intérêts, des dividendes et des bénéfices; cf. *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. I, notice Légation allemande à Bucarest, 21.4.1938: « Änderung der rumänischen Petroleum-Politik ».

² Sur ces négociations, cf. *FO*, 371-22459, notice *FO*, 12.11.1938, *op. cit.*; 371-23831, aide-mémoire Ashton-Gwatkin, 13.1.1939; 371-23832, copie de la dernière version du projet Ausnit adressée au *FO* en date du 6.3.1939.

³ Les statuts élaborés par M. Ausnit prévoient un capital de 1,25 à 1,5 million de livres sterling, fourni pour un tiers par les participants étrangers, pour deux tiers par les Roumains. Les apports étrangers consistent en *cash*, les apports roumains en actions *Resita*, *Titan*, etc.; cf. *FO*, 371-23831, mémoire M. Ausnit, 12.1.1939. Une participation française est envisagée (*Paribas*, *Lazar*, groupe Champin), de même que la participation de *Malaxa*.

⁴ Aux participants roumains.

velle société holding, qui n'est qu'une émanation de leur capital¹. Mais, pour que le système fonctionne, il faut pouvoir exporter, ce qui suppose une révision de l'accord de *clearing* anglo-roumain de mai 1936. Aussi les intérêts anglo-roumains en question exercent sur le gouvernement de Bucarest une forte pression, faisant dépendre la participation de capitaux britanniques à la société envisagée, ainsi qu'à d'autres projets à venir, d'une modification dudit accord².

L'influence des capitaux étrangers, britanniques en l'occurrence, se manifeste ici avec éclat: on voit que, contrairement à une opinion répandue, ils pèsent d'un poids certain sur la politique commerciale roumaine; et le gouvernement roumain peut d'autant moins se dérober à cette pression que ces capitaux contrôlent ou influencent les secteurs même sur lesquels il essaie d'asseoir l'équilibre de l'économie nationale: production pétrolière d'une part, principal régulateur de l'équilibre externe (balance des paiements), productions textile et métallurgique de l'autre, principaux régulateurs de l'équilibre interne (diminution de la pression démographique dans le secteur agricole).

Achat de blé roumain par l'Angleterre

Si l'accord de *clearing* du 2 septembre 1938 constitue le premier pilier de la contre-offensive britannique, les achats de blé constituent le second. Les deux mesures sont d'ailleurs étroitement liées.

De tout temps, les céréales ont joué dans le commerce extérieur roumain un rôle important: si au cours de la crise, leur part dans les exportations globales a fortement diminué (17,4% en 1934, 19,6% en 1935), elle gravite en général autour de 30%³. Un des gros soucis du gouvernement roumain est précisément d'assurer des débouchés aux surplus agricoles. En 1936 et en 1937, en dépit de récoltes abondantes, ces surplus ont pu être écoulés sans peine à l'étranger. Deux facteurs ont en effet joué en faveur de la Roumanie: la hausse des prix mondiaux en 1936 et l'entrée en force de l'Allemagne sur le marché roumain des grains en 1937⁴. Mais, en 1938, la situation se retourne: une récolte de blé particulièrement favorable (5 millions de tonnes contre 3,7 en 1937 et 3,5 en 1936⁵) ainsi que la baisse

¹ *Resita* et *Titan* exportant très peu, leurs principales possibilités de transfert dériveront de la nouvelle société holding.

² FO, 371-22465, lettre Leith-Ross à Lee, 15.12.1938; et 371-23831, *passim*. Le gouvernement roumain est intéressé à la constitution de cette société, dans la mesure où cette dernière lui ouvre la perspective d'une amélioration de la balance commerciale.

³ Calculé d'après *Breviarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 188-189.

⁴ Cf. chapitre II, p. 76, note N° 7.

⁵ AA, *Rumänien, Allg. wirtschaftliche Lage*, vol. 1: «Wirtschaftlicher Jahresbericht 1938».

des prix mondiaux créent une grave menace¹. Le divorce entre prix indigènes et prix mondiaux apparaît irréductible, car pour prévenir des troubles sociaux, le gouvernement roumain s'est engagé à garantir aux paysans un prix minimum de 40.000 *lei* par tonne (5,8 livres sterling), soit 45% de plus que le prix mondial (4 livres sterling)². La situation est d'autant plus inextricable que l'Allemagne, pour qui l'argument prix importe moins que pour d'autres pays et qui aurait donc pu les relayer³, s'intéresse beaucoup moins au blé qu'aux autres produits: maïs et orge⁴. La Roumanie risque donc de se retrouver avec un surplus de blé de 1,5 million de tonnes sur les bras.

Aussi, tout au long de l'été 1938, le gouvernement roumain multiplie-t-il les démarches auprès des importateurs britanniques, notamment auprès de la firme *Ross T. Smyth*. Mais le problème du prix fait difficulté: en dépit d'importantes concessions roumaines, notamment d'une prime de 1000 *lei* par tonne, un écart substantiel subsiste entre le marché indigène et le marché mondial⁵. Conscient de l'importance de l'affaire, le gouvernement britannique la suit de près. C'est précisément pour permettre sa réalisation qu'il pousse les négociations relatives à l'accord du *clearing* du 2 septembre. Comme le montre la correspondance du *Foreign Office*, ce dernier a été en bonne partie conçu pour faciliter des achats massifs de blé roumain⁶. Par le jeu des devises négociables, il contribue à réduire

¹ Alors que les prix agricoles mondiaux, déjà inférieurs aux prix roumains, diminuent de 20%, les prix roumains augmentent, eux, de 5%; cf. R. LEXKES. *Die äussere Wirtschaftspolitik Rumäniens von 1919-1938*, op. cit., annexes.

² FO, 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, op. cit.

³ Il est vrai que de 1933 à 1938, l'Allemagne a souvent accepté de payer des prix légèrement supérieurs à ceux du marché mondial. Mais il ne faut pas en faire une constante de sa politique commerciale. Chaque fois qu'elle l'a pu, elle a acheté au prix le plus bas. Si jusqu'en 1937, elle n'a importé que peu de céréales roumaines, c'est précisément parce qu'elle les jugeait trop chères et qu'elle préférerait s'approvisionner en Argentine, où les prix étaient moins élevés. En 1937, les achats allemands dans ce dernier pays représentent 55,34% de ses importations totales de céréales.

⁴ A Fabricius, qui à la mi-octobre 1938 conseille au gouvernement allemand de faire des achats massifs de blé roumain pour obliger la Roumanie et la lier plus étroitement à l'Allemagne, Berlin répond négativement arguant de l'abondance des réserves allemandes et du prix beaucoup trop élevé de ce blé. Si, en novembre, les négociateurs allemands acceptent d'inclure 400.000 tonnes de blé dans les importations prévues par le *clearing*, c'est uniquement parce que les Roumains n'acceptent de livrer du maïs et de l'orge qu'à cette condition et parce que cela permet de gonfler le volume du *clearing* et par là même d'augmenter les achats de pétrole: cf. AA, *Rumänien, Allg. wirtschaftliche Lage*, vol. 1, rapport Fabricius à AA, 15.10.1935: «Deutsch-rumänische Wirtschaftsbeziehungen»; *Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 1, rapport Walter (*Reichsnährstand*) à AA, 24.12.1938: «Deutsch-rumänische Vereinbarungen vom 10. Dezember 1938»; et *ibid.*, rapport *Reichsgruppe Industrie*, 22.12.1938: «Bericht über das Ergebnis der 4. Tagung des Deutschen und des rumänischen Regierungsausschusses».

⁵ FO, 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, op. cit.; et 371-22459, rapport Leith-Ross, 4.10.1938: «Roumanian Wheat Purchase».

⁶ *Ibid.*; et FO, 371-22457, rapport *Interdepartmental Committee on Economic Assistance to Central and South-Eastern Europe*, 20.7.1938.

sensiblement l'écart entre les deux sortes de prix : au début de septembre, les experts du *Board of Trade* estiment que la différence ne doit pas dépasser 300 *lei* par tonne, soit un écart de 10 % environ (contre 45 % auparavant) ¹. Dès lors, le principal obstacle à l'importation de blé roumain est levé ; dès la seconde moitié de septembre, la firme *Ross T. Smyth* conclut avec le gouvernement de Bucarest un contrat par lequel elle s'engage à vendre sur commission une quantité égale à 400.000 tonnes ². Bien que, contrairement aux vœux roumains, il ne s'agisse pas d'un achat ferme, la situation semble s'éclaircir.

Elle s'éclaircit encore un peu plus au milieu du mois d'octobre avec l'entrée en scène du gouvernement britannique comme acheteur ³. Le contrat passé avec *Ross T. Smyth* a en effet un peu de peine à démarrer : au début d'octobre, la firme anglaise n'a encore vendu que 1000 tonnes de blé roumain et ne compte pas pouvoir dépasser le rythme de 10.000 tonnes par mois ⁴. Or, le temps presse : les moyens de stockage dont disposent les coopératives roumaines sont insuffisants, d'où la nécessité d'un écoulement rapide. Dans ces conditions, et sur la demande du gouvernement roumain, une intervention du gouvernement britannique est envisagée. C'est le *Foreign Office* qui mène les opérations. Sur la suggestion de Leith-Ross, Halifax propose l'achat de 200.000 tonnes de blé roumain à l'aide des fonds alloués au *Board of Trade* pour la constitution de réserves alimentaires ⁵. Ce n'est là, et Halifax en est conscient, qu'une demi-mesure : le gouvernement roumain, appuyé par la Légation anglaise à Bucarest et par Lord Lloyd, qui vient de se rendre en Roumanie pour examiner la situation économique avec le roi et avec M. Constantinescu, demande l'achat de 600.000 tonnes ⁶. Mais, si modeste soit-elle, cette mesure constitue aux yeux du secrétaire d'Etat et de Leith-Ross un premier pas important. Elle n'est d'ailleurs pas acceptée sans discussion. Les deux autres ministres directement intéressés, O. Stanley, président du *Board of Trade*, et J. Simon, chancelier de l'Echiquier, montrent peu d'enthousiasme ⁷. Ils jugent l'affaire

¹ Calculé d'après FO, 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, *op. cit.*

² FO, 371-22459, rapport Leith-Ross, 4.10.1938, *op. cit.* Sur le contrat Ross-Smyth, cf. aussi l'exposé de B.-J. Wendt, qui sous-estime cependant son importance et ne signale pas son lien étroit avec l'accord du 2 septembre ; B.-J. WENDT. *Appeasement 1938*, *op. cit.*, pp. 93-97.

³ Cf. *infra*.

⁴ FO, 371-22459, rapport Leith-Ross, 4.10.1938, *op. cit.*

⁵ Sur tout cela, cf. FO, 371-22451, rapport *Interdepartmental Committee on Economic Assistance to Central and South-Eastern Europe*, 20.7.1938, *op. cit.* ; 371-22458, rapport Lee, 12.9.1938, *op. cit.* ; 371-22459, rapport Leith-Ross, 4.10.1938, *op. cit.* ; et lettre Halifax à Simon, 12.10.1938.

⁶ FO, 371-22459, rapport Ingram (haut fonctionnaire du *Foreign Office*), 15.10.1938 ; note Halifax, 14.10.1938 ; et protocole de la réunion du *Committee on Trade and Agriculture* du 13.10.1938. Lord Lloyd est l'ancien haut-commissaire britannique en Egypte.

⁷ Sur l'attitude de Stanley et Simon, cf. FO, 371-22459, lettre Simon à Halifax, 11.10.1938 ; lettre Halifax à Simon, 12.10.1938, *op. cit.* ; et protocole de la réunion du *Committee on Trade and Agriculture* du 13.10.1938, *op. cit.*

« a unbusinesslike and wasteful procedure »¹, qui du point de vue de leurs ministères est indéfendable; ils se déclarent cependant prêts à la conclure si des nécessités de politique étrangère l'exigent, et à condition d'en saisir le Comité consultatif du commerce et de l'agriculture (*Advisory Committee on Trade and Agriculture*)². A la séance du 13 octobre de ce Comité, Halifax défend avec chaleur son projet d'achat: « He understood that the proposal was both uneconomic and unbusinesslike, but nevertheless had felt that the political arguments in its favour deserved serious consideration. There was no question of our wanting to effect an economic encirclement of Germany or to block her expansion, but it was very important at the present time that we should not appear disinterested in the Danubian countries. »³ Finalement, le Comité décide d'autoriser Stanley à agir, sous réserve de l'approbation du premier ministre⁴. Celle-ci intervient deux jours après et, à la fin du mois de novembre, les 200.000 tonnes arrivent en Angleterre⁵.

On voit par cet exemple que le problème de l'*appeasement* est plus complexe qu'il ne semble. Un homme comme Halifax, qui passe pour avoir montré une attitude plutôt conciliante dans les relations directes avec le *Reich*, apparaît ici comme le chef de file de la résistance à l'expansionnisme hitlérien. On objectera peut-être que cet achat représente peu de chose. Que peuvent bien signifier 200.000 tonnes de blé en regard des 600.000 avancés par le gouvernement roumain? Mais, jaugé à l'aune britannique, le geste a son poids.

Tout d'abord, il représente un sacrifice financier certain. Alors que ses stocks sont plus que suffisants⁶, le *Board of Trade* se voit obligé de les grossir artificiellement⁷. La dépense, soit 1 million de livres sterling environ, n'est peut-être pas énorme (= 1% des importations totales de la Grande-Bretagne en 1937), mais elle intervient en pleine période de récession, au moment où le déficit croissant de la balance commerciale tend à déséquilibrer définitivement la balance des paiements⁸ et rend nécessaire une forte réduction des importations⁹. Dans ces circonstances, toute dépense

¹ Ce sont les termes de Stanley; cf. *FO*, 371-22459, lettre Simon à Halifax, 11.10.1938, *op. cit.*

² 371-22459, lettre Halifax à Simon, 12.10.1938, *op. cit.* Le *Committee on Trade and Agriculture* est un comité gouvernemental, dans lequel siègent les ministres intéressés et quelques experts, dont Leith-Ross.

³ *FO*, 371-22459, protocole de la réunion du *Committee on Trade and Agriculture* du 13.10.1938, *op. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *FO*, 371-22459, notice *FO*, 11.1938: « Note for Visit of King Carol ».

⁶ *FO*, 371-22459, rapport Leith-Ross, 4.10.1938, *op. cit.*

⁷ Et de les grossir à un prix légèrement supérieur à celui du marché mondial! La perte qui en résulte est estimée à 50.000 ou 60.000 livres sterling; cf. *FO*, 371-22459, protocole de la réunion du *Committee on Trade and Agriculture* du 13.10.1938, *op. cit.*

⁸ Chiffres empruntés à B.-J. WENDT, *Appeasement 1938*, *op. cit.*, p. 40.

⁹ Cette réduction est demandée à cor et à cri par les milieux commerciaux. C'est ainsi qu'à la Conférence sur le commerce extérieur, organisée par l'*Association of British*

supérieure eût paru injustifiée. De toute façon, jamais depuis la crise, si ce n'est en 1936, la Grande-Bretagne n'a importé autant de blé roumain¹.

Ensuite et surtout, il représente un acte proprement révolutionnaire: pour la première fois depuis la guerre de 1914, des raisons de politique étrangère déterminent la politique commerciale du gouvernement. C'est là le cœur du litige qui oppose Stanley et Halifax, par ailleurs également hostiles à l'expansionnisme économique et politique allemand; mais le premier, reflétant la position des milieux commerciaux², répugne à confondre affaires et politique, surtout si cette dernière impose des mesures contraires aux lois du marché, tandis que le second, partisan d'un accroissement des pouvoirs gouvernementaux dans le domaine commercial, n'hésite pas à essayer de battre par des moyens peu orthodoxes un adversaire qui ne l'est guère plus³. On sait que dans la question du blé roumain, c'est Halifax qui l'emportera. Le débat ne sera pas pour autant clos, Stanley ne voulant voir dans un achat de ce genre qu'une mesure exceptionnelle, et Halifax cherchant au contraire à faire admettre la possibilité de son renouvellement⁴. Ce dernier point de vue finira par triompher, annonçant et préparant la législation économique de guerre.

Ainsi donc, à la mi-octobre, la Grande-Bretagne revient en force sur le marché roumain des grains avec l'achat ferme de 200.000 tonnes de blé et une option pour 400.000 autres tonnes.

Chambers of Commerce au milieu du mois d'octobre, plusieurs orateurs demandent que la Grande-Bretagne s'abstienne de prêter à d'autres pays, de peur qu'elle ne soit contrainte d'augmenter ses importations pour se faire payer ses créances. Cf. B.-J. WENDT. *Economic Appeasement*, *op. cit.*, p. 501.

¹ En 1936, l'Angleterre a importé 221.000 tonnes de blé roumain; cf. FO, 371-22459, notice FO, 11.1938, *op. cit.*

² Il convient cependant de noter qu'à partir de novembre 1938, ces milieux commencent à modifier leur attitude, demandant de plus en plus un renforcement des pouvoirs gouvernementaux en matière commerciale, de manière à pouvoir faire échec à la concurrence allemande sur les marchés extérieurs. A la chambre des Communes, de nombreux parlementaires, aussi bien conservateurs que travaillistes, demandent la fin du «laisser-aller» et la prise en main par le gouvernement du commerce extérieur. Sur tout cela, cf. B.-J. WENDT. *Economic Appeasement*, *op. cit.*, partie III, chap. 3, pp. 481-522.

³ 371-22460, lettre Halifax à Stanley, 21.12.1938.

⁴ *Ibid.* Halifax défend son point de vue ainsi: «You will have gathered from what I have said above that I am very averse to giving an assurance that there will be no repetition of such Government purchases in the future. In normal times the normal methods of business... might well suffice, but I am bound to emphasize that these are not normal times—far from it—and measures must inevitably be adopted which are from the business point of view unorthodox. The struggle between what I might call “business as usual” and national interests delayed the development of our strength in the last war; and it is most disquieting to see how much reluctance there is today to admit the importance of the issues at stake.»

Visite du roi Carol à Berlin et changement de la politique allemande à l'égard de la Roumanie

C'est dans ces conditions qu'a lieu la visite du roi Carol à Berlin, au terme d'une tournée des capitales européennes. Au départ, seules Londres et Paris figuraient au programme: il s'agissait pour Carol d'examiner sur le terrain la possibilité d'un grand emprunt public et l'éventualité d'une relance des investissements privés en Roumanie. Mais, après les accords de Munich, très vite est apparue la nécessité de prolonger le voyage jusqu'à Berlin: ne serait-ce pas là le meilleur moyen de se concilier un futur voisin, que sa puissance et son influence croissantes désignaient comme l'arbitre de l'équilibre politique en Europe centrale? Aussi dès le début d'octobre, Comnen fait-il des avances dans ce sens au ministre d'Allemagne¹. Celui-ci, séduit par la perspective de ce qu'il considère à tort comme une réorientation de la politique roumaine — il ne s'agit en fait que d'une politique de réassurance, la Roumanie continuant à miser secrètement et à long terme sur la France et l'Angleterre — transmet la proposition, en l'appuyant chaleureusement². A Berlin, l'accueil est favorable, car on voit là l'occasion de clarifier la situation avec la Roumanie.

Les auspices sous lesquels s'annonce la visite de Carol ne sont évidemment pas favorables. Les négociations économiques germano-roumaines viennent d'être rompues et les premiers échos de la contre-offensive britannique arrivent dans la capitale allemande. Au *Vierjahresplan* et à l'*OKW*, l'inquiétude règne: on craint que le ravitaillement en carburant du *Reich* ne soit définitivement compromis. Pour sortir de l'impasse, on ne voit qu'une solution: modifier la politique allemande à l'égard de la Roumanie, de manière à faire pression sur cette dernière.

Nous avons vu que jusqu'à l'été 1938, la solidité — relative — de la Petite Entente et la politique ambiguë de la Hongrie avaient retenu l'Allemagne de jouer la carte du révisionnisme magyar. Mais, à l'automne 1938, la situation se modifie complètement. A la fin de septembre, les accords de Munich aboutissent au démantèlement de fait de la Petite Entente; au début de novembre, l'Arbitrage de Vienne ramène la Hongrie dans la mouvance allemande³. Dès lors, le *Reich* est libre de ses mouvements et

¹ Sur la préhistoire et le déroulement de la visite, la meilleure source reste A. HILLGRUBER. *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu, op. cit.*, pp. 24-29.

² Sur l'idée que Fabricius se fait de la politique roumaine, cf. notamment rapport Fabricius à AA, 7.10.1938, *ADAP*, D, vol. 5, N° 231, pp. 262-264; ou rapport Fabricius à AA, 30.9.1938, *ADAP*, D, vol. 5, N° 228, pp. 259-260. Il serait faux de juger l'orientation de la politique roumaine d'après les rapports de Fabricius. Soit par aveuglement soit par désir de justification, celui-ci montre souvent un optimisme que la centrale est loin de partager. Seule la comparaison avec les rapports de la centrale ou ceux d'autres ministères et avec la correspondance du *Foreign Office* permet de tirer des conclusions tant soit peu solides.

³ Sur le Premier arbitrage de Vienne et l'alignement de la politique hongroise sur Berlin, cf. le remarquable ouvrage de J. K. HOENSCH. *Der ungarische Revisionismus und*

va en profiter pour modeler l'équilibre politique en Europe centrale selon ses besoins.

C'est précisément ce qui se produit lors de la visite de Carol en Allemagne. Alors qu'au début du mois, avant la rupture des négociations économiques, le secrétaire d'Etat Weizsäcker et Göring confirmaient à G. Bratianu, envoyé à Berlin pour y préparer le voyage du roi, que l'Allemagne n'appuyait pas les visées révisionnistes hongroises, voire même qu'elle s'y opposait selon Göring¹, le 24 novembre, au cours de son entretien avec Carol, Hitler emploie un langage beaucoup plus ambigu: « Was die ungarischen Revisionideen anbetreffe, so habe er, der Führer, den Ungarn schon seit Jahren immer ganz offen gesagt, dass man in solchen Wünschen massvoll sein müsse. »² Il y a là, comme l'ont signalé Niri et Broszat, l'annonce d'un revirement³. La tactique de Hitler est évidente: elle consiste à rouvrir aux yeux de son interlocuteur le contentieux roumano-hongrois, de manière à faire pression sur la Roumanie. Nul ne décrit mieux la manœuvre que Ribbentrop, présent à l'entretien: « Die Grundidee unserer Politik gegenüber Ungarn und Rumänien muss zurzeit sein, diese beiden Eisen im Feuer zu halten und je nach Entwicklung der Lage die Dinge im deutschen Interesse zu gestalten. »⁴ Tâche complexe, puisqu'il s'agit d'attiser l'hostilité roumano-hongroise, de manière à en tirer parti, tout en évitant qu'elle ne dégénère en conflit ouvert, ce qui risquerait d'embraser les Balkans et de faire perdre à l'Allemagne tout l'avantage de sa position d'arbitre⁵.

Le revirement dont nous avons fait état ne se manifeste d'ailleurs pas seulement à propos de la question hungaro-roumaine; il se manifeste aussi à propos de la question bulgare-roumaine: alors que le 3 novembre Weizsäcker déclarait encore au ministre de Bulgarie à Berlin qu'il n'était

die Zerschlagung der Tschechoslovakiei. Tübingen, 1967; cf. aussi L. SZIGMOND, « La politique extérieure de la Hongrie de 1933 à 1939 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 7-18.

¹ Notice Weizsäcker, 4.11.1938, *ADAP*, D, vol. 5, N° 242, pp. 272-273; et *AA, Politische Beziehungen Rumänien-Ungarn*, notice Busse, 10.11.1938.

² Notice Ribbentrop, 24.10.1938: « Unterredung des Führers mit dem rumänischen König im Beisein des Reichsaussenministers, Berchtesgaden, 24. November 1938 », *ADAP*, D, vol. 5, N° 254, pp. 282-286.

³ A. NIRI, *Istoricul unui tratat inrobitor*, *op. cit.*, pp. 144-145; et M. BROZAT, « Deutschland-Ungarn-Rumänien 1938-1941 », dans *Historische Zeitschrift*, 1968, pp. 66-67. Broszat ne signale pas le contexte économique qui explique ce revirement; Niri n'en fait état que de manière très vague, se contentant de souligner l'intérêt du *Reich* pour une collaboration économique à long terme avec la Roumanie, mais ne mentionnant ni l'importance nouvelle du pétrole roumain pour le *Reich*, ni la résistance roumaine aux exigences allemandes ni la contre-offensive britannique.

⁴ Notice Ribbentrop, 24.10.1938, *op. cit.*

⁵ Signalons que d'après Niri, Hitler aurait demandé à Carol de former un cabinet avec la Garde de fer et Codreanu; cf. A. NIRI, *Istoricul unui tratat inrobitor*, *op. cit.*, pp. 145-146. Aucun document allemand ne mentionne à notre connaissance une telle exigence, qui est par ailleurs en contradiction complète avec la politique suivie par le gouvernement du *Reich* en Roumanie.

pas question de rouvrir le dossier de la Dobroudja¹, un mois plus tard, le 9 novembre, le sous-secrétaire d'Etat Woermann s'exprime de manière beaucoup plus nuancée; au ministre de Bulgarie, qui lui demande si l'Allemagne approuve les prétentions bulgares sur la Dobroudja, il fait la réponse suivante: « Dass wir zwar für den bulgarischen Wunsch Verständnis hätten, dass aber die Frage einer Lösung derartiger Wünsche, vor allen Dingen wenn sie gewaltsam erfolge, nicht als ein isoliertes Problem betrachtet werden könne. »² Le changement d'attitude est visible. A un refus succède une formule qui rouvre la porte au révisionisme bulgare et à l'espoir d'un appui allemand dans certaines conditions.

Voici donc le *Reich* en possession de deux leviers, dont il va essayer de jouer pour arracher à la Roumanie divers avantages d'ordre économique. Ces leviers sont d'autant plus efficaces que le maintien des frontières de 1919 compte parmi les principaux soucis du gouvernement. C'est tout d'abord une question de prestige; c'est ensuite une affaire de stabilité politique: le régime ne peut se maintenir qu'en rivalisant de nationalisme avec les mouvements d'opposition, la moindre concession signifierait sa fin; c'est enfin — aspect trop souvent négligé — un problème économique: la Transylvanie joue un rôle important dans l'équilibre de l'économie nationale. C'est là que se trouvent les principales ressources minières du pays, en particulier les métaux non ferreux et surtout l'or, qui, vendu à la Banque nationale, vient grossir les réserves de celle-ci au rythme de quatre à six tonnes par année. En évitant l'immobilisation d'importants stocks de devises au titre de la couverture, cet or facilite le jeu des importations et des paiements extérieurs³. En pleine période de détérioration de la balance commerciale et de pénurie de devises, l'appoint est particulièrement appréciable; d'où les efforts déployés par le gouvernement pour développer les investissements aurifères en Transylvanie⁴.

Reprise des négociations économiques germano-roumaines et accord germano-roumain du 10 décembre 1938

A l'issue de la visite de Carol en Allemagne, les négociations économiques germano-roumaines reprennent et aboutissent le 10 décembre à un accord. C'est que les circonstances politiques jouent en faveur du *Reich*. Le vide créé par l'Arbitrage de Vienne en Carpatho-Ukraine, aux confins

¹ Notice Weizsäcker, 3.11.1938, *ADAP*, D, vol. 5, N° 240, pp. 271-272.

² *AA*, *Die Revisionsfrage*, notice Woermann, 9.11.1938.

³ *AA*, *Rumänien, Allgemeine wirtschaftliche Lage*, rapports économiques annuels pour 1936 et pour 1937.

⁴ Pour attirer les capitaux étrangers dans ce secteur, le gouvernement décide en mai 1938 de leur offrir des facilités de transfert: la Banque nationale est tenue de mettre à leur disposition un quota de transfert équivalent à un certain pourcentage (10% à 30%) de la production qu'ils contrôlent; cf. *Compass*, 1939.

tchéco-roumano-hongrois, suscite les plus grandes inquiétudes à Bucarest: on redoute que la Hongrie ne veuille occuper cette région, ce qui couperait la Roumanie de la Tchécoslovaquie et la contraindrait tout à la fois à allonger sa ligne de fortifications et à réorganiser ses échanges commerciaux en Europe centrale¹. La réalisation de cette menace dépend aux yeux du gouvernement roumain de l'attitude de l'Allemagne². Or celle-ci utilise justement la situation pour faire pression sur la Roumanie. Bien qu'elle soit opposée à l'annexion de la Carpatho-Ukraine par la Hongrie et qu'elle ne le cache pas à cette dernière³, elle adopte vis-à-vis de la Roumanie un comportement ambigu: au lieu d'annoncer ses intentions, elle laisse planer le doute sur elles, de manière à tenir les Roumains en haleine⁴. Cette politique, inaugurée lors de la visite de Carol en Allemagne et poursuivie pendant tout l'hiver 1938, fait peser sur les négociations économiques une menace permanente. L'effet est d'autant plus grand que cette menace semble prélude à une autre menace, encore plus grave: la réouverture de la question transylvaine. Un dernier facteur vient encore renforcer l'insécurité ainsi créée: c'est le refroidissement des relations germano-roumaines à la suite de l'assassinat de Codreanu, refroidissement soigneusement organisé par le gouvernement du *Reich* et entretenu par une violente campagne de presse⁵.

Sous la double menace que nous venons d'évoquer, les négociations économiques ne manquent pas d'aboutir. Pour se concilier l'Allemagne, le gouvernement de Bucarest accepte de faire des concessions; mais, contrairement à ce qu'affirment les historiens roumains, ces concessions restent beaucoup plus formelles que réelles et ne constituent pas, pour reprendre les termes de V. Moisuc, « un pas important pe calea subordonării economice a României Germaniei hitleriste »⁶. Certes, le rapport dans lequel

¹ Sur les craintes roumaines, cf. notamment AA, *Rumänien*, I A 12, tél. Fabricius à AA, N° 218, 20.10.1938.

² AA, *Rumänien*, I A 12, tél. Fabricius à AA, N° 254, 22.11.1938. Fabricius résume ainsi l'attitude de Comnen: « Er, Comnen mache uns auf Gefahr aufmerksam, nur Machtwort von deutscher Seite könne vorbeugen. »

³ Alors que le 20 novembre la Hongrie avait commencé à prendre des mesures en vue d'une occupation de la Carpatho-Ukraine, le 21. Ribbentrop tance verbalement à ce sujet le ministre de Hongrie à Berlin; cf. notice Ribbentrop, 21.11.1938, ADAP, D, vol. 5, N° 252, pp. 280-281. En février 1939 encore, comme le montre un tél. de Weizsäcker à Mackensen, l'Allemagne est opposée à une occupation de la Carpatho-Ukraine par la Hongrie; cf. tél. Weizsäcker à Rome, 12.2.1939, ADAP, D, vol. 4, N° 167, p. 122.

⁴ Lors de l'entretien Hitler-Carol du 24 novembre 1938, Hitler répond aux questions de Carol sur la question de la Carpatho-Ukraine de manière vague. Dans un addendum au protocole, Ribbentrop résume ainsi la tactique de Hitler: « Der Führer liess ausdrücklich — wie er mir vor der Unterredung sagte — die Frage, welche Haltung wir in Zukunft in der Karpatho-ukrainischen Frage einnehmen würden, dem rumänischen König gegenüber offen »; cf. notice Ribbentrop, 24.11.1938, ADAP, D, vol. 5, N° 254, p. 284.

⁵ Sur cette question, cf. A. HILLGRUBER, *Hitler, König Carol und Morschall Antonescu*, op. cit., pp. 29-30.

⁶ V. MOISUC, *Politica Economica a României fata de Germania hitlerista în perioada dictaturii regale*. Positions de thèse, Bucarest, 1965, p. 14. La thèse elle-même est restée manuscrite et nous n'avons pu l'obtenir; mais les positions (30 p.) en donnent un bon résumé.

Clodius rend compte de sa mission souligne l'importance des résultats acquis¹; mais ce plaidoyer *pro domo* ne doit pas faire illusion. Les gains par rapport au mois de novembre restent maigres. Sur deux points seulement les négociateurs allemands ont obtenu entière satisfaction: possibilité de conclure des accords de compensation armes-pétrole et droit d'importer 500.000 tonnes de maïs et d'orge; sur les deux autres points, qui sont les plus importants, il n'y a pour ainsi dire pas de progrès depuis la mi-novembre: le cours du *RM* reste fixé à 41/40 *lei* (plus exactement 41,5/40,5 *lei*, au lieu du cours de 44/43 *lei* jugé nécessaire par la *Reichsbank*), tandis que le volume des échanges pour la période octobre 1938-septembre 1939 est arrêté à 250 millions de *RM* (au lieu de 310 millions de *RM* demandés par le *Vierjahresplan* et par le *Reichswirtschaftsministerium*)². Encore faut-il préciser que les avantages obtenus par la délégation allemande ont été achetés chèrement: le *Reich* a dû s'engager à importer 400.000 tonnes de blé roumain, dont il n'a pas besoin; la concession est d'autant plus onéreuse que les négociateurs roumains ont réussi à arracher à la délégation allemande la renonciation à toute prime d'exportation sur le blé³. Certes, cette dernière n'est pas complètement perdue pour l'Allemagne: elle est reportée sur les produits agricoles non céréaliers; mais ce sont précisément ceux dont l'importation intéresse le moins l'économie allemande et n'est donc pas assurée. Le ministre de l'Agriculture, Darré, constate que le prix ainsi payé excède de 100% celui du marché mondial et juge l'accord conclu le 10 décembre en ces termes: « Die Verpflichtung Deutschlands, auch in diesem Jahre für den Weizen beträchtliche Überpreise zu zahlen, die nicht mehr durch die Notwendigkeit des Bezuges dieser Waren bedingt sind, ... bedeutet vom Standpunkt meines Ministeriums aus eine so grosse Verschlechterung des vorjährigen Vertrages, dass nach meiner Auffassung die Vereinbarung vom 10. Dezember 1938 nicht hätte abgeschlossen werden sollen, ohne dass den zuständigen Ministerien Gelegenheit gegeben wurde, das Für und Wider gründlich abzuwägen. »⁴

Accord du 10 décembre 1938 et échanges commerciaux germano-roumains au cours de l'hiver 1938-1939

Loin d'améliorer les échanges commerciaux germano-roumains, l'accord du 10 décembre 1938 semble en fait les avoir freinés. En tout cas, depuis le

¹ Notice Clodius, 13.12.1938, *ADAP*, D, vol. 5, N° 264, pp. 294-296.

² *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, tél. Clodius à *AA*, N° 265, 4.12.1938; *ibid.*, tél. Clodius à *AA*, N° 269, 8.12.1938; et *AA*, *Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 2, protocole de la 4^e session du Comité gouvernemental germano-roumain, 10.12.1938.

³ *AA*, *Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 2, protocole de la 4^e session du Comité gouvernemental germano-roumain (*Regierungsausschuss*), 10.12.1938, *op. cit.*

⁴ *AA*, *Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 1, lettre Darré à *AA*, 24.12.1938.

mois de décembre, date de son entrée en vigueur, les importations allemandes de Roumanie marquent un ralentissement sensible. Alors que pour la période janvier-novembre 1938, leur moyenne mensuelle se montait à 483 millions de *lei*, elle tombe à 464,5 millions de *lei* pour la période décembre 1938-mars 1939¹. Encore faut-il tenir compte de la hausse des prix, qui fausse l'évolution. Si l'on prend pour critère le tonnage, et non plus la valeur, la chute est beaucoup plus sensible: moyenne mensuelle de 118.559 tonnes pour la période janvier-novembre 1938, de 86.763 tonnes pour la période décembre 1938-mars 1939². D'une période à l'autre, la part de l'Allemagne dans les exportations roumaines diminue: 27,16% de janvier à novembre 1938, 24,48% de décembre à mars 1939.

Dans le secteur le plus important, celui du pétrole, la situation est critique. En dépit de ses énormes besoins, le *Reich* ne parvient pas à augmenter sensiblement ses importations: celles-ci passent d'une moyenne mensuelle de 57.800 tonnes pour la période janvier-novembre 1938 à une moyenne de 60.000 tonnes pour la période décembre 1938-mars 1939³; la part de l'Allemagne dans les exportations roumaines ne progresse que très faiblement: 15,30% pour la première période, 16,34% pour la seconde. L'écart entre le *soll* et le *ist* apparaît béant: alors que les exigences établies par le bureau Krauch à l'automne 1938 pour l'année 1939 prévoyaient un apport de pétrole roumain de l'ordre de 400.000 tonnes par mois au minimum, la moyenne des trois premiers mois ne dépasse pas 61.000 tonnes.

Il y a là de quoi inquiéter les instances économiques et militaires allemandes. Leur inquiétude se justifie d'autant plus que le phénomène semble échapper en partie à leur contrôle: si les échanges commerciaux germano-roumains piétinent, voire même reculent, c'est parce que la contre-offensive britannique transforme en machine infernale l'accord germano-roumain du 10 décembre 1938.

Poursuite de la contre-offensive britannique novembre 1938 - mars 1939

La contre-offensive économique déclenchée par les Anglais en septembre-octobre 1938 s'est poursuivie pendant tout l'hiver 1938-1939. Elle a, certes, buté sur des obstacles, mais ceux-ci n'ont pas réussi à briser son élan.

Le premier obstacle réside dans l'état du marché financier britannique à la fin de l'année 1938. Venu à Londres à la mi-novembre (15-18 novembre) pour y solliciter l'appui du gouvernement à son projet d'emprunt public, Carol s'est vu répondre que la situation ne s'y prêtait guère et qu'en aucun

¹ Etabli et calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, années 1938 et 1939, *passim*.

² Etabli et calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, années 1938 et 1939, *passim*.

³ *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939, p. 426, et année 1940, p. 251.

cas une garantie gouvernementale ne pouvait être envisagée¹. Le second obstacle consiste dans l'attitude des grandes compagnies pétrolières ayant des intérêts en Roumanie, *Shell* et *Steava-British*: à la suite d'un rapport de Halifax au Cabinet (10 novembre 1938), recommandant l'achat de plus grandes quantités de pétrole roumain², des négociations se sont nouées entre Leith-Ross et le *Petroleum Department* d'une part, les dites compagnies de l'autre. Le projet élaboré par les instances gouvernementales consistait à demander à *Shell* et à *Steava-British* d'acheter la production ou une partie de la production de leurs filiales roumaines (*Astra Romana* et *Steava Romana*), quitte à la revendre sur le marché britannique³. Sans oser refuser ouvertement, tant *Shell* que *Steava* ont montré peu d'enthousiasme, la première soulignant la difficulté qu'elle rencontrerait à réorganiser ses réseaux de distribution, la seconde arguant de l'impossibilité où elle se trouvait d'acheter autre chose que du pétrole iranien⁴. Quelques valables que soient ces arguments, l'opposition des deux grandes compagnies s'explique en fait par une autre raison: la crainte de perdre le marché allemand. Ce dernier joue en effet, comme nous l'avons signalé, un rôle important dans leur politique commerciale: il représente non seulement un débouché, mais aussi et avant tout un régulateur des prix⁵. D'où leur crainte de devoir renoncer au marché allemand. En fin de compte, elles accepteront d'augmenter leurs livraisons à l'Empire, mais sans pour autant lui réserver l'exclusivité ou la plus grande part de la production de leurs filiales roumaines.

Ces difficultés restreignent certes la marge de manœuvre britannique et rendent difficile toute action à long terme; mais, dans l'immédiat, elles n'empêchent pas la contre-offensive amorcée en septembre-octobre 1938 de déployer ses effets. Or, comme nous allons le voir, ceux-ci sont foudroyants.

Dans le sillage de l'accord du 2 septembre 1938, les échanges commerciaux anglo-roumains connaissent entre octobre 1938 et mars 1939 un essor considérable. Au cours de ces six mois, les exportations roumaines en Angleterre atteignent un volume deux fois supérieur à celui enregistré au cours des neuf premiers mois de l'année 1938: en outre, leur part dans les exportations totales roumaines triple environ par rapport à la période janvier-septembre 1938.

¹ *FO*, 371-22459, notice *FO*, 16.11.1938: « Possible request for a British loan to Roumania ». En ce qui concerne d'éventuels investissements directs, le gouvernement anglais s'est montré également sceptique: « As regards investments of British capital in Roumania, this would in principle be desirable, but at present Roumania has not a good reputation as regards her treatment of foreign capital »; *ibid.*

² *FO*, 371-22460, lettre Halifax à Stanley, 21.12.1938, *op. cit.*

³ Sur ces négociations, cf. notamment *FO*, 371-22465, lettre Leith-Ross à Sargent, 6.12.1938; et lettre Leith-Ross à Lee, 15.12.1938.

⁴ *Ibid.*

⁵ Sur le rôle du marché allemand, cf. *supra*.

Exportations roumaines en Angleterre et dans l'Empire, janvier-septembre 1938 et octobre 1938-mars 1939 ¹:

	Milliers de lei	% des exportations totales	Quintaux	% des exportations totales
<i>Janvier- septembre 1938</i>				
Grande-Bretagne	1.107.864	7,28 %	3.880.827	7,42 %
Empire	1.668.997	10,97 %	—	—
<i>Octobre 1938- mars 1939</i>				
Grande-Bretagne	2.580.494	21,61 %	9.752.286	23,93 %
Empire	3.057.257	25,60 %	—	—

Bien que tous les produits participent plus ou moins à cet essor, ce sont les importations de céréales qui jouent le rôle moteur. Au cours des six mois qui vont de septembre 1938 à mars 1939, elles atteignent le chiffre record de 500.000 tonnes: c'est plus que l'Angleterre a jamais importé depuis la Première Guerre mondiale ². En comparaison, les achats allemands au cours de la même période paraissent dérisoires: 73.800 tonnes ³. Sur les 500.000 tonnes livrées à l'Angleterre, le blé entre pour environ 400.000 tonnes ⁴. On voit que, contrairement à ce qu'on a pu prétendre, le contrat *Ross-Smyth* n'a pas été un échec ⁵: en l'espace de six mois, la moitié du montant prévu a pu être écoulée sur le marché britannique. En ce qui concerne les importations de pétrole, il y a également progrès, même s'il est plus faible: d'une période à l'autre, la moyenne mensuelle double (37.640 tonnes par mois de janvier à septembre 1938, 70.500 tonnes d'octobre 1938 à mars 1939) ⁶; en valeur relative, l'évolution est parallèle: 10,06 % des exportations totales pour la période janvier-septembre 1938, 18,73 % pour la période octobre 1938-mars 1939.

¹ Etabli et calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, années 1938 et 1939, *passim*.

² *Ibid.* Les 500.000 tonnes représentent les importations de l'Angleterre, pas celles de l'Empire.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*; et *Accounts relating to Trade and Navigation of the United Kingdom*, années 1938 et 1939, *passim*.

⁵ Contre B.-J. WENDT. *Economic Appeasement*, *op. cit.*, p. 487: « Die ganze Transaktion scheiterte schliesslich im Herbst da sich England Nordamerika und im Empire billiger mit Weizen eindeckte. Dieses Scheitern war zugleich symptomatisch dafür, wie alle britischen versuche, sich wirtschaftlich auf dem Balkan 1938-39 stärker gegen Deutschland zu engagieren, im Ansatz stecken blieben... »

⁶ *Monitorul Petrolului Roman*, année 1939, p. 426, et année 1940, p. 251. Nous n'envisageons que les importations de l'Angleterre, pas celles de l'Empire.

Comment expliquer cet énorme essor des importations anglaises à partir d'octobre 1938? Volonté britannique de tenir en échec l'Allemagne? Certes, mais à lui seul, cet élément n'aurait pas suffi. C'est en fait la dévaluation du *leu* face à la livre sterling qui a permis le retournement de la tendance. Nous avons vu que l'accord de *clearing* du 2 septembre 1938 autorisait les exportateurs roumains de produits non pétroliers à négocier une partie des devises libérées par leurs ventes en Angleterre. Or, il est apparu qu'une demande très forte s'exerçait sur ces devises, tant de la part d'importateurs roumains que de diverses personnes désireuses d'opérer des transferts en Grande-Bretagne¹. Les variations de la livre sterling à Bucarest entre août 1938 et mars 1939 traduisent bien cette pression: alors que le cours officiel reste fixé à 670-680 *lei*, celui des livres négociables ne cesse de monter, entraînant une forte hausse du cours moyen de la livre.

Cours de la livre sterling à Bucarest, août 1938-mars 1939²:

	Cours officiel (en <i>lei</i>)	Quota négociables		Cours effectif
		40% pour achat marchandises en Grande-Bretagne	20% pour divers paiements et achat marchandises des colonies	
Fin août	686	—	—	686
Fin septembre	684	975	1025	869
Fin octobre	678	1030	1225	928
Fin novembre	673	1040	1300	945
Fin décembre	673	1120	1400	997
Fin janvier	673	1168	1495	1035
Fin février	673	1105	1410	993
Fin mars	673	1065	1360	967

D'où la possibilité de diminuer les prix libellés en livres sterling, tout en maintenant des prix en *lei* très élevés.

Cette situation entraîne pour l'Allemagne de graves conséquences. Au fur et à mesure que le *leu* perd de la valeur par rapport à la livre sterling,

¹ Depuis le début de l'année 1938, marqué par le passage du gouvernement anti-sémite Goga, les milieux économiques juifs (les frères Ausnit dans la métallurgie, Sapira dans les textiles...) redoublent d'efforts pour faire passer leurs capitaux à l'étranger.

² Etabli et calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, année 1940, p. 54; et *BA*, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*, annexes. Dans le cours officiel est incluse la prime de 38% sur les devises fortes; le cours effectif correspond à la moyenne pondérée du cours officiel et des cours des quota négociables; il représente le prix qu'obtient un exportateur roumain pour chaque livre sterling qu'il a reçue au titre de ses exportations en Angleterre.

les exportateurs de produits roumains en Angleterre peuvent augmenter leurs prix libellés en *lei* ou, ce qui revient au même, ils reçoivent une contrepartie en *lei* toujours plus importante. Il est évident que dans leurs relations avec l'Allemagne, ils ont tout intérêt à aligner leurs prix en *lei* sur la base de la livre sterling. Le rapport *leu-RM* étant fixe, il s'ensuit pour l'Allemagne une forte hausse des prix¹. C'est précisément ce qui se produit avec l'irruption de l'Angleterre sur le marché roumain des grains. Sous l'effet conjugué de ces achats et de la dévaluation du *leu*, les prix des céréales roumaines se mettent à monter. L'Allemagne, qui a déjà dû renoncer à la prime sur les exportations de céréales, ne peut plus faire face. L'Office des céréales (*Reichsgetreidestelle*) juge le blé roumain beaucoup trop cher et refuse d'en acheter². Comme le fonctionnement du *clearing* repose dans une large mesure sur les achats de céréales — ceux-ci entrent pour environ 50% dans le montant global prévu pour la période octobre 1938-septembre 1939 — il en résulte un ralentissement des échanges, avec pour corollaire une inquiétante diminution des importations de pétrole roumain (quota de 25%!).

On voit que, si ponctuelle fût-elle en apparence, l'intervention britannique a abouti à désorganiser complètement les échanges germano-roumains, renforçant d'une part la position de la Grande-Bretagne comme importatrice de produits roumains et paralysant de l'autre les efforts du *Reich* pour augmenter ses achats de pétrole roumain. Les experts du Ministère de l'économie et de la *Reichsbank* jugent la situation désespérée, à moins d'une forte réévaluation du *RM*: « Der deutsch-rumänische Warenverkehr kann somit nur dadurch wieder flott gemacht werden, dass die Kursrelation zwischen *RM* und *Leu* zu Gunsten der Reichsmark geändert wird »³; à leurs yeux, seul un cours de 49/50 *lei* permettrait de lutter contre la surévaluation de la livre sterling par rapport au *leu*⁴.

En conclusion, loin de consacrer la prédominance économique du *Reich* dans les Balkans, l'hiver 1938-1939 voit la Grande-Bretagne se ressaisir et contre-attaquer. Certes, l'action organisée par le Comité Leith-Ross n'est pas générale, ou du moins ne rencontre pas partout le même succès. A en juger par les statistiques commerciales, des pays comme la Grèce ou la Yougoslavie ne semblent pas touchés; mais la Roumanie l'est de plein fouet: alors que les exportations grecques ou yougoslaves vers l'Angleterre

¹ Cf. notamment *AA, Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 2, rapport de l'*Oberregierungsrat* Reinhardt (*RWM*) et du *Reichsbankrat* Sauerbrey, 16.3.1939: « Erhöhung des Reichsmarkkurses in Bukarest »; *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, notice Clodius, 12.4.1939: « Aufzeichnung für eine Unterhaltung mit dem rumänischen Aussenminister Gafencu über deutsch-rumänische Wirtschaftsbeziehungen »; et *BA, R 63/216*, étude *JG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.*

² *AA, Rumänien, Handelsvertragsverhältnis*, vol. 2, rapport Reinhardt et Sauerbrey, 16.3.1939, *op. cit.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

diminuent légèrement, les livraisons de la Roumanie à l'Empire britannique croissent vertigineusement, au point de se hisser au niveau de la concurrence allemande, qu'elles bloquent¹. Le succès, ici, est donc éclatant. La volonté du Gouvernement britannique et le poids des capitaux anglais se conjuguent pour soustraire la Roumanie à ce que l'on a fausement appelé le *Reichsmarkimperium*². Celui-ci apparaît en fait beaucoup plus fragile qu'on n'a bien voulu le dire. Accords de *clearing*, prix élevés: rien n'y fait; devant les besoins de transfert, devant le pouvoir d'attraction de la livre sterling, le *RM* s'efface.

Les historiens roumains nous reprocheront sans doute de ne pas ajouter à la volonté du gouvernement britannique et au poids des capitaux anglais la volonté du Gouvernement roumain de s'opposer à la pénétration économique allemande³. Cette volonté existe certainement; mais il ne faut pas s'y tromper, elle est déterminée dans une large mesure par la pression des intérêts économiques franco-britanniques. Ce sont ces derniers, rappelons-le, qui ont imposé l'accord anglo-roumain du 2 septembre, accord qui leur était particulièrement favorable dans la mesure où il élargissait leurs possibilités de transfert. Si le gouvernement a cédé, malgré le tort ainsi causé aux importateurs roumains, c'est parce que les intérêts en question occupaient des positions-clé et qu'un refus eût risqué de jeter bas l'édifice de l'industrialisation auquel leur soutien paraissait indispensable. Beaucoup plus que la volonté du gouvernement roumain, c'est donc le poids des capitaux franco-britanniques qui a joué. Les Allemands s'en rendent d'ailleurs très bien compte et c'est là leur principal souci: ils savent qu'ils doivent forcer à la fois ou successivement deux lignes de défense: celle du gouvernement roumain et celle des intérêts économiques franco-britanniques en Roumanie.

Accord économique du 23 mars 1939

Lancées à l'automne 1938 et poursuivies mollement pendant l'hiver 1938, les négociations germano-roumaines visant à l'établissement d'une colla-

¹ Part de l'Angleterre (Royaume-Uni) dans les exportations yougoslaves et grecques:

Yougoslavie	Janvier-août 1938 10,9%	Septembre 1938-mars 1939 7,7%
Grèce	Janvier-septembre 1938 8,23%	Octobre 1938-mars 1939 6,43%
Calculé d'après <i>M.A.</i> , <i>Wi/Ic/15</i> , rapport <i>Wi Rü Amt</i> , 3.6.1940: « Südosteuropa »; <i>Wi/I/26</i> ; et <i>R 88/v. 1262</i> .		

² L'expression est de B.-J. Wendt, qui parle d'un retour forcé du Sud-Est européen au *Reichsmarkimperium* en 1938; cf. B.-J. WENDT, « England und der deutsche Drang nach Südosten », art. cité, pp. 503-504.

boration économique à long terme reprennent avec vigueur en février 1939. Les deux parties ont en effet un égal intérêt à les intensifier.

Pour les Roumains, il s'agit de désamorcer ainsi le mécontentement allemand et d'essayer d'obtenir du *Reich* des concessions d'ordre politique. Ces négociations leur servent au fond à mitiger leur refus de céder aux exigences économiques allemandes. En outre, elles jouent un rôle politique important: à leur faveur, le gouvernement espère arracher au *Reich* la reconnaissance de ses frontières, ceci pour conjurer toute menace révisionniste et couper court à un éventuel chantage¹.

Du côté allemand, on compte sur ces négociations pour débloquer la situation désespérée dont nous avons fait état. Le but poursuivi par Berlin est double: 1. obtenir une augmentation dans les délais les plus rapides des importations de pétrole, ainsi que des livraisons de bois et de divers minerais; 2. promouvoir une collaboration germano-roumaine à long terme dans le domaine économique: les divers points sont l'adaptation de l'agriculture roumaine aux besoins du marché allemand, l'exploitation en commun des ressources du sous-sol roumain et la collaboration des banques roumaines et allemandes². Par la création de sociétés mixtes germano-roumaines, le *Reich* compte pouvoir s'implanter financièrement dans le pays et contrebalancer ainsi l'influence des capitaux franco-britanniques. C'est, aux yeux des instances économiques et militaires allemandes, le seul moyen de s'assurer de manière définitive le monopole du pétrole roumain.

Tels sont de part et d'autre les objectifs. Sur la nécessité d'entamer des négociations, il y a donc accord; mais sur leur contenu, il y a désaccord: les Roumains cherchent à payer leurs partenaires de bonnes paroles et à s'évader dans les généralités; les Allemands veulent, en revanche, obtenir des engagements précis.

Aussi, commencées le 13 février à Bucarest, les négociations traînent en longueur. Wohlthat et la délégation allemande refusent d'entrer en matière sur la question politique: à savoir la garantie des frontières roumaines³. Les négociateurs roumains, quant à eux, prétextent de divergences au sein du Cabinet pour essayer d'arracher à l'Allemagne des concessions politiques: seul un geste du *Reich*, laisse entendre Gafencu à Wohlthat, lui permettrait d'obtenir l'appui du roi pour faire passer un projet de traité devant le Cabinet⁴.

¹ Cf. par exemple V. MOISUC, « Orientations dans la politique extérieure de la Roumanie après le pacte de Munich », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1966, pp. 327-340.

² Sur les intentions roumaines, cf. V. MOISUC, « Orientations dans la politique extérieure de la Roumanie après Munich », art. cité; et *id. Politica economica a Romaniei fata de Germania hitlerista in perioada dictaturii regale, op. cit.*, pp. 16-17.

³ Tél. Wohlthat à AA, 14.2.1939, ADAP, D, vol. 5, N° 293, p. 327; tél. Wiehl à Wohlthat, 18.2.1939, ADAP, D, vol. 5, N° 298, p. 331; et rapport Wohlthat, 27.2.1939, ADAP, D, vol. 5, N° 306, pp. 336-339.

⁴ Tél. Wiehl à Wohlthat, 18.2.1939, ADAP, D, vol. 5, N° 298, p. 331.

⁵ AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, lettre Wohlthat citée dans lettre Gramsch (haut-fonctionnaire au VJP) à Wiehl, 16.3.1939.

A la mi-mars, l'impasse se dessine¹. La situation apparaît d'autant plus grave pour l'Allemagne que la présence franco-britannique en Roumanie semble se renforcer. Divers rapports de la Légation d'Allemagne à Bucarest font état d'une relance de l'offensive économique anglaise². Entre autres nouvelles, celle de la constitution d'une société commerciale anglo-roumaine — il s'agit du projet Ausnit dont nous avons déjà parlé — parvient à Berlin au début du mois de mars. Bien qu'elle soit erronée — nous savons par les archives anglaises que par suite de l'opposition de Malaxa l'entreprise s'est ensablée — elle y cause la plus grande inquiétude.³ Du côté de Paris viennent également des bruits alarmants. La *Wilhelmstrasse* apprend qu'un accord économique franco-roumain est sur le point d'être signé. Préparé par une délégation française envoyée dans les Balkans en novembre 1938, cet accord, qui vient de recevoir le feu vert du cabinet Daladier, prévoit notamment une forte augmentation des exportations de pétrole roumain vers la France⁴.

Dans ces conditions, le *Reich*, qui est en train d'envahir la Bohême et la Moravie, décide de faire pression sur le gouvernement roumain. On sait qu'à ce sujet les opinions divergent: selon les historiens roumains, l'Allemagne aurait adressé à la Roumanie une sorte d'ultimatum, appuyé par des concentrations de troupes hongroises à la frontière occidentale et allemandes en Slovaquie: la menace d'une intervention armée en Roumanie aurait été réelle⁵; selon les historiens allemands, l'idée d'une menace allemande est sans fondement⁶. La lecture des archives de la *Wilhelmstrasse* permet d'y voir un peu plus clair. Comme nous l'avons signalé dans un article antérieur, la vérité se trouve à mi-chemin⁷: contrairement à ce qu'affirme l'historiographie roumaine, le *Reich* n'a pas utilisé contre la Roumanie la menace directe; il n'a pas préparé, de concert avec la Hongrie, un plan d'intervention en Roumanie. C'eût été risquer de cabrer la Roumanie et de la jeter dans les bras de la France et de l'Angleterre; en outre,

¹ Le 16 mars, le *Ministerialdirektor* Gramsch juge ainsi la lettre de Wohlthat dont il fait état dans sa lettre à Wiehl: « Der Brief von Wohlthat enthält nichts positives »; cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, lettre Gramsch à Wiehl, 16.3.1939, *op. cit.*

² Tél. Fabricius à *AA*, 3.3.1939, *ADAP, D*, vol. 5, N° 309, pp. 340-341.

³ Cf. entre autres documents, tél. Fabricius à *AA*, 15.2.1939, *ADAP, D*, vol. 5, N° 295, p. 329.

⁴ Sur ces négociations, cf. *AA*, fonds *Botschaft Paris, Frankreich-Rumänien-Bulgarien*, 868 b.

⁵ Bon résumé de la thèse roumaine dans V. MOISUC, « Orientations de la politique extérieure de la Roumanie après Munich », art. cité; cf. aussi *id. Politica economica a Romaniei fata de Germania hitlerista in perioada dictaturii regale*, *op. cit.*, pp. 18-19; et A. NIRI, *Istoricul unui tratat inrobitor*, *op. cit.*, pp. 188-196. Les historiens roumains étayent leur thèse sur la seule documentation roumaine, qui reflète plus les craintes de Bucarest que la réalité des intentions allemandes.

⁶ A. HILLGRUBER, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu*, *op. cit.*, p. 35 et p. 278, note 12.

⁷ Ph. MARGUERAT, « L'Allemagne et la Roumanie à l'automne 1938: économie et diplomatie », dans *Relations Internationales*, 1974, N° 1, pp. 173-179.

à l'époque, aucun plan d'invasion de la Roumanie n'existait. De l'incexistence de toute menace directe, on ne saurait cependant conclure à l'absence de menace: il y a bel et bien eu pression allemande, mais détournée, indirecte, par le biais de la tension hungaro-roumaine.

Nous avons vu qu'en novembre 1938 le *Reich* a inauguré à l'égard de la Roumanie une nouvelle politique, visant à rouvrir le contentieux roumano-hongrois. En dépit de sa simplicité, cette politique a rencontré au cours des trois premiers mois de 1939 de nombreuses difficultés. Conscient du danger, le gouvernement roumain s'est efforcé, sous l'impulsion de Gafencu, d'améliorer ses relations avec la Hongrie. La chose semblait d'autant plus facile que, sur la recommandation de Berlin, la Hongrie cherchait de son côté à conclure un accord avec la Yougoslavie, afin d'éliminer le risque d'une intervention yougoslave en cas de participation hongroise au démantèlement de la Tchécoslovaquie¹. La Roumanie en a profité pour faire pression sur la Yougoslavie et pour susciter des négociations à trois, dont elle escomptait retirer les mêmes avantages que la Yougoslavie². La tentative a failli réussir; on a même parlé de ratifier les accords de Bled, qui n'avaient été que paraphés³. Il faut dire que deux facteurs semblaient jouer en faveur d'une solution générale: l'attitude de la Hongrie qui, surtout depuis le remplacement de Imrèdy par Teleki, tentait de miser sur l'Italie plutôt que sur l'Allemagne, et la politique de l'Italie, qui cherchait à s'affirmer dans le bassin danubien en favorisant le regroupement des deux blocs qui s'y opposaient⁴. Mais inquiète, l'Allemagne est intervenue énergiquement à Bucarest, le 8 février, déclarant son opposition à un tel projet⁵. L'idée d'une solution générale a alors été abandonnée. Comme on le voit, les obstacles n'ont pas manqué, menaçant à tout moment de réduire à néant la marge de manœuvre du *Reich*.

Heureusement pour ce dernier, la crise de mars 1939 éclate, coupant court à toutes ces tentatives et ranimant l'hostilité roumano-hongroise. Le 15 mars, en même temps que les troupes allemandes pénètrent en Bohême, les troupes hongroises envahissent la Carpatho-Ukraine. Les Hongrois agissent avec l'accord du *Reich*: soucieux de les associer à son coup de force, Hitler leur a donné le feu vert le 12 mars et des informations ont été

¹ Cf. *AA, Ungarn Politisch*, tél. Weizsäcker à Fabricius, 21.1.1939.

² Cf. notice Woermann, 27.1.1939, *ADAP*, D, vol. 5, N° 277, pp. 313-314.

³ Tél. Fabricius à *AA*, 7.2.1939, *ADAP*, D, vol. 5, N° 286, pp. 321-322.

⁴ Sur la politique étrangère hongroise au début de l'année 1939, cf. l'introduction du recueil de documents: *Allianz. Hitler-Horthy-Mussolini. Dokumente zur ungarischen Aussenpolitik 1933-1944*. Budapest, 1966; et G. JUHASZ, « La politique extérieure de la Hongrie de 1939 à 1943 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 19-36.

⁵ Tél. Ribbentrop à Fabricius, 8.2.1939, *ADAP*, D, vol. 5, N° 287, p. 322. Le *Reich* intervient aussi à Budapest, où l'on s'empresse de corriger le tir, en promettant de conduire avec la Yougoslavie et la Roumanie des négociations bilatérales, sur une base différente de l'accord de Bled et sur un rythme très lent; cf. notice Ministère hongrois des affaires étrangères, 10.2.1939, *ADAP*, D, vol. 5, N° 292, annexe.

échangées entre les deux gouvernements pour coordonner les mouvements¹. Devant la menace, la Roumanie réagit en mobilisant cinq corps d'armée et en faisant savoir à Berlin qu'elle ne laissera pas la Hongrie occuper les villages roumains et les voies ferrées de la Carpatho-Ukraine². Le 16 mars, Fabricius, inquiet, prie la *Wilhelmstrasse* de bien vouloir intervenir en faveur des prétentions légitimes de la Roumanie³. Le même jour, encore plus inquiet, le ministre des affaires étrangères de Hongrie, Csaky, demande au Gouvernement allemand d'exercer une pression modératrice sur le Gouvernement roumain⁴. Or, en dépit de ces sollicitations, Berlin refuse d'intervenir dans la crise qui menace. Le 17 mars, Weizsäcker mande aux ministres d'Allemagne à Bucarest et à Budapest de tenir le langage suivant : « Wir blieben an endgültiger friedlicher Bereinigung Karpatho-Ukrainischer Frage zwischen Ungarn und Rumänien interessiert, wollten aber jedenfalls im Augenblick eine Vermittlerrolle nicht übernehmen, da wir der Überzeugung seien, dass eine unmittelbare Regelung durchaus möglich sei... »⁵; au même moment le sous-secrétaire d'Etat Woermann déclare au ministre de Hongrie à Berlin « dass wir im Augenblick keine Vermittlerrolle übernehmen und Rumänien nicht in der Stellung weitgehender Forderungen ermutigen wollten »⁶. La tactique du Gouvernement allemand est claire : elle consiste à laisser pourrir la situation jusqu'au moment où devant l'imminence d'un conflit, la Roumanie acceptera de passer par la volonté du *Reich*. Or, c'est bien ce qui va se produire. Le 19, la Roumanie ayant mobilisé un nouveau corps d'armée, le Gouvernement hongrois menace de procéder dans les quarante-huit heures à la mobilisation générale et, le lendemain, il se met à exécuter sa menace⁷. A Bucarest règne depuis le 18 une véritable psychose de guerre : gouvernement et opinion publique vont jusqu'à redouter une invasion allemande⁸. Berlin démentit énergiquement ce bruit, mais laisse planer l'équivoque sur sa position quant à un conflit roumano-hongrois⁹. Le 20, en dépit des recommandations pressantes de Fabricius et du danger d'escalade, la *Wilhelmstrasse* maintient son refus : « Wir beabsichtigen nach wie vor nicht, in ungarisch-rumänischem Verhältnis unsererseits Vermittlung zu übernehmen... »¹⁰ C'est dans ces conditions que le 22, après des discussions acharnées au sein du

¹ Tél. Erdmannsdorf (ministre d'Allemagne à Budapest) à *AA*, 13.3.1939, *ADAP*, D, vol. 4, N° 198, p. 209; et tél. Erdmannsdorf à *AA*, 14.3.1939, *ADAP*, D, vol. 4, N° 222, p. 226.

² Tél. Erdmannsdorf à *AA*, 16.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 7, pp. 6-7; et tél. Fabricius à *AA*, 15.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 2, p. 3.

³ Tél. Fabricius à *AA*, 16.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 6, p. 6.

⁴ Tél. Erdmannsdorf à *AA*, 16.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 7, pp. 6-7, *op. cit.*

⁵ Tél. Weizsäcker à Bucarest, 17.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 13, pp. 10-11.

⁶ *AA*, *Politische Beziehungen Rumänien-Ungarn*, notice Woermann, 17.3.1939.

⁷ *Politische Beziehungen Rumänien-Ungarn*, tél. Erdmannsdorf à *AA*, 19.3.1939.

⁸ Cf. notamment tél. Fabricius à *AA*, 18.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 30, p. 26.

⁹ Tél. Weizsäcker à Bucarest, 20.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 47, p. 41.

¹⁰ *Ibid.*

Cabinet, le gouvernement roumain finit par céder et accepte de signer un traité contenant la plupart des points évoqués par les négociateurs allemands. Le seul point sur lequel il refuse de plier est la constitution d'un comité industriel germano-roumain destiné à organiser une collaboration étroite entre les deux économies¹.

Succès donc pour l'Allemagne, et succès qui semble ouvrir de larges perspectives. Il ne s'agit pas en effet d'un simple accord commercial, mais d'un accord économique, qui vise à la création de ce que théoriciens et hommes politiques allemands appellent un *Wirtschaftsraum*. Les instances économiques allemandes l'entendent d'ailleurs bien ainsi, puisque dès le 30 mars Wohlthat propose à Göring de conclure des accords semblables avec la Yougoslavie, la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce et la Turquie². C'est, semble-t-il, un début de réalisation de *Mittleuropa* sous direction allemande.

Reste à savoir si le traité germano-roumain du 23 mars 1939 marque véritablement, comme on l'a dit, une nouvelle étape dans les relations économiques de l'Allemagne avec le Sud-Est européen. Pour impressionnantes qu'elles soient, ces dispositions ne font qu'esquisser un cadre et restent très générales. Tout dépend en fait de la manière dont elles seront exécutées. Pour reprendre la déclaration de Chamberlain à la Chambre des communes le 27 mars, telle qu'elle est reproduite en allemand dans un rapport de l'ambassade d'Allemagne à Londres: «... es zeige sich, dass das Abkommen den Charakter eines umfassenden Programmes habe, dessen praktische Bedeutung hauptsächlich von der Art und Weise abhängt, in der es durchgeführt werden würde. Unter diesen Umständen müsse die Britische Regierung die Entwicklung erst abwarten, bevor sie sich ein endgültiges Bild machen könne.»³

¹ Rapport Wohlthat à Göring, 27.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 131, pp. 133-137. Wohlthat décrit ainsi ce contexte: «Die zu den Fahnen einberufene Landbevölkerung erschien in Massen in Bukarest und anderen Städten. Das Verkehrswesen war teilweise lahmgelegt. In den Banken wurden Milliarden Lei abgehoben... Die politischen führenden Kreise waren überzeugt, dass von Ungarn ein Einmarsch in Siebenbürgen drohte und von Bulgarien in der Dobrudscha... Man war der Auffassung, dass entweder Deutschland die Ungarn und Bulgaren zurückhalten könnte, oder dass England und Frankreich die rumänischen Grenzen garantieren sollten». Et Wohlthat de conclure: «Die Mobilmachung führte dazu, dass sich das ganze Volk bewusst wurde, dass seine Zukunft auf dem Verträge und der Zusammenarbeit mit Deutschland beruht».

² *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, rapport Wohlthat, 30.3.1939: «Übersicht über die ersten wirtschaftlichen Auswirkungen des deutsch-rumänischen Wirtschaftsvertrages».

³ *AA, Handakten Wiehl, England*, vol. 8, rapport Ambassade d'Allemagne à Londres, 28.3.1939.

IV

MARS 1939 - SEPTEMBRE 1939

Importance de la Roumanie pour l'Allemagne

La période mars 1939 - août 1939 ne fait que confirmer l'importance croissante du pétrole roumain pour l'Allemagne. Loin de désarmer, les difficultés qui avaient freiné la réalisation du plan Krauch au cours de l'automne et de l'hiver 1938-1939 sont encore accentuées par les effets de la politique commerciale inaugurée à la fin de l'année précédente. Depuis novembre 1938, le mot d'ordre est en effet à l'exportation forcée. Il s'agit d'enrayer ainsi l'hémorragie de devises qu'entraîne la hausse des prix mondiaux, hausse provoquée elle-même par la tension internationale¹. Mais cette politique d'exportation forcée ne manque pas d'entrer en conflit avec l'effort d'autarcie poursuivi par le *Vierjahresplan*. Des entreprises qui produisaient jusque-là pour le marché intérieur doivent travailler désormais pour l'étranger; des commandes qui étaient destinées au *Vierjahresplan* sont exportées². Entre mars et août 1939, les cas de ce genre se multiplient, ralentissant encore un peu plus les progrès du plan Krauch. Dans un rapport d'avril 1939, le responsable de ce dernier dénonce avec vigueur les dangers du procédé: « Es kann einen kaum wiedergutzumachenden Fehler bedeuten, wenn z.B. für die Fertigstellung eines Mineralölwerkes notwendige Maschinen exportiert werden — um kleine Devisenbeträge zu verdienen — und dadurch das mehrfache dieser Einnahmen betragende Produktionsverluste entstehen »³; et de citer à l'appui de ces remarques le cas de la *Deutsche Röhrenwerke AG*, Düsseldorf, qui a dû faire passer des

¹ C'est en novembre 1938 que Göring souligne la nécessité d'augmenter les exportations; cf. T. W. MASON, *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*. Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik 1936-1939. Opladen, 1975, document N° 152, pp. 915-917: discours Göring devant le *Reichsverteidigungsrat*, 18.11.1938. Le 30 janvier 1939, dans un discours public, Hitler insiste sur le caractère vital des exportations allemandes: « Lebe, d. h. exportiere, oder stirb »; cité par H. J. SCHRÖDER, *Deutschland und die Vereinigten Staaten*, *op. cit.*, pp. 257-258.

² Cf. notamment *BA*, R 25/14, rapport C. Krauch, 20-21.4.1939: « Arbeitsbericht des Generalbevollmächtigten des Ministerpräsidenten Generalfeldmarschall Göring für Sonderfragen der chemischen Erzeugung Dr. C. Krauch vor dem Generalrat ».

³ *Ibid.*

livraisons à la Russie avant des commandes destinées aux installations de carburant synthétique de Scholven, d'où un retard de trois mois dans l'achèvement de celles-ci, retard dont Krauch chiffre le coût à 1,5 million de RM, alors que les produits expédiés en Russie n'auraient rapporté que 150.000 RM¹!

Aux difficultés rencontrées par le plan Krauch s'ajoutent celles de la situation politique. Depuis le discours de Birmingham et les efforts de la Grande-Bretagne pour organiser un front diplomatique anti-allemand², Hitler ne se fait plus d'illusions. Comme en fait foi le célèbre protocole Schmundt (23 mai 1939), il compte à plus ou moins long terme avec une guerre contre l'Angleterre. Bien qu'il cherche par tous les moyens à isoler la Pologne, dont il vient de décider la perte, il s'attend à une intervention franco-britannique; et celle-ci risque à ses yeux de déboucher sur un conflit de longue durée, sur un conflit d'usure, ce qu'il voulait éviter à tout prix³. La perspective d'une guerre sur deux fronts se rapproche donc singulièrement, et avec elle la menace d'un blocus économique total. Dans ces conditions, la Roumanie et le bassin danubien en général apparaissent de plus en plus comme les seules bases de ravitaillement possibles. Diverses études sont préparées, qui soulignent la nécessité d'ouvrir plus étroitement ces régions à l'Allemagne. Ainsi, C. Krauch conclut son rapport d'avril 1939, en demandant la constitution d'un bloc économique composé des quatre puissances « anti-Komintern », auquel viendraient s'agréger les pays danubiens, ainsi que la Turquie et l'Iran⁴. Hitler, de son côté, ordonne le 10 mai d'augmenter les échanges avec l'Italie et avec le Sud-Est, de manière à tenir en échec toute tentative de blocus⁵. A l'OKW, une attention toute particulière est vouée à la question du pétrole roumain. Un rapport élaboré par les services du général Thomas, en date du 4 avril, affirme la nécessité de s'assurer le contrôle des puits roumains (« die Beherrschung der rumänischen Ölfelder und somit des gesamten Donauraums als Vorbedingung für eine ausreichende Mineralölversorgung Deutschlands in einem Krieg von längerer Dauer »⁶). Des trois moyens considérés : pression économique, alliance politique et intervention militaire, les auteurs retiennent le dernier. C'est la première fois, à notre connaissance, que l'invasion et l'occupation du pays est envisagée par les Allemands, preuve, s'il en faut, de l'importance cruciale du pétrole roumain.

¹ *Ibid.*

² Cf. *infra*.

³ Discours d'Hitler devant ses généraux, 23.5.1939 (Protocole Schmundt), *ADAP*, D, vol. 6, N° 433, pp. 477-483.

⁴ *BA*, R 25/14, rapport C. Krauch, 20-21.4.1939, *op. cit.* Krauch conçoit les liens entre le bloc « anti-Komintern » et les pays danubiens sur le modèle du traité économique germano-roumain du 23 mars 1939.

⁵ T 77/5500030-32, directive de Hitler, 10.5.1939.

⁶ T 77/936950-7013, étude *Wi Rü Amt*, 4.1939 : « Die Mineralölversorgung Deutschlands im Kriege ».

Situation diplomatique de la Roumanie entre mars et septembre 1939

A partir de mars 1939, la situation de la Roumanie sur l'échiquier danubien devient de plus en plus difficile¹. Encouragés par le précédent de la Carpatho-Ukraine, les révisionnistes hongrois et bulgare relèvent la tête. Certes, la diplomatie roumaine ne reste pas inactive; elle s'efforce par tous les moyens de se rapprocher de la Hongrie et de la Bulgarie. Une première tentative de rapprochement avec la Hongrie, fondée sur l'offre d'un pacte de non-agression, échoue en mars 1939. Conscient de la difficulté de parvenir à un règlement bilatéral, le gouvernement roumain se rabat alors sur la carte de la sécurité collective. A la fin du mois de mars, d'entente avec la Yougoslavie, il essaie de ressusciter l'accord de Bled². Devant la menace, Berlin intervient énergiquement à Budapest et fait avorter la manœuvre³. D'avril à juillet, des efforts désespérés sont déployés par divers pays balkaniques pour constituer un front danubien face à la poussée allemande. Inspiré et appuyé par la Grande-Bretagne, le mouvement est organisé par la Turquie⁴. Son objectif consiste à renforcer l'Alliance balkanique en y faisant entrer la Hongrie et la Bulgarie à la faveur d'un règlement des questions territoriales en suspens. La tentative apparaît d'autant plus menaçante aux yeux des Allemands qu'elle se déroule sous le signe d'un rapprochement anglo-franco-turc, rapprochement qui par diverses étapes aboutira au pacte d'assistance anglo-franco-turc d'octobre 1939. Heureusement pour Berlin, le Gouvernement roumain refuse toute discussion sur la Transylvanie ou sur la Dobroudja. Le Gouvernement allemand ne semble d'ailleurs pas étranger à ce refus: depuis juillet, pour empêcher la constitution d'un bloc balkanique qui le priverait de ses moyens de pression sur la Roumanie, il s'ingénie à raviver les tensions entre celle-ci et ses voisins, en faisant appuyer par sa presse les aspirations révisionnistes hongroises et bulgares⁵.

¹ Sur cette question en général, cf. V. MOISUĆ, « Imperativul organizarii securitatii si europene si politica externa a Romaniei in ultimele luni de pace, aprilie-august 1939 », dans *Studii privind politica externa a Romaniei 1919-1939*, Bucarest, 1969, pp. 209-264; cf. aussi L. KRECKER, *Deutschland und die Türkei im Zweiten Weltkrieg*, Frankfurt a. M., 1964; et C. POPISTEANU, *Romania si antanta balcanica*, Bucarest, 1968.

² AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Erdmannsdorf à AA, N° 90, 28.3.1939.

³ AA, *Politische Beziehungen Rumänien-Ungarn*, tél. Weizsäcker à Erdmannsdorf, N° 103, 30.3.1939; tél. Fabricius à AA, 31.3.1939, ADAP, D, vol. 6, N° 153, pp. 156-157.

⁴ Bon résumé de cette question dans L. KRECKER, *Deutschland und die Türkei im Zweiten Weltkrieg*, op. cit., ainsi que dans D. C. WATT, « Intervention au sujet de la communication de M. Warner », dans *La guerre en Méditerranée 1939-1945*, Paris, 1971, pp. 575-578. On peut suivre les détails de ces négociations fastidieuses dans les documents publiés dans ADAP, D, vol. 6, ainsi que dans les fonds de l'*Auswärtiges Amt*, séries *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1; *Balkan*, vol. 2; *Staatssekretär, Bled*; et *Politische Beziehungen Ungarn-Rumänien*.

⁵ Tél. Fabricius à AA, 7.7.1939, ADAP, D, vol. 6, N° 625, p. 726; tél. Fabricius à AA, 7.7.1939, ADAP, D, vol. 6, N° 627, pp. 727-728; et AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Stelzer (conseiller de Légation à Bucarest) à AA, N° 304, 20.7.1939.

Pénétration du capital allemand en Roumanie entre mars et septembre 1939

La période qui va de mars 1939 à la guerre est caractérisée par un renforcement des positions du capital allemand en Roumanie.

A la suite de l'accord économique du 23 mars 1939, un certain nombre de sociétés mixtes germano-roumaines se sont constituées. A la date du 6 décembre 1940, on n'en compte pas moins de 35¹. Il ne faudrait cependant pas croire, comme on le fait trop souvent, que cet accord a ouvert toutes grandes les portes au capital allemand. Les 35 sociétés en question représentent en réalité un capital très faible: 146 millions de *lei*, soit moins de 0,5% du capital-actions total². Et sur ces 146 millions, les trois quarts (113 millions exactement) sont immobilisés dans les secteurs agricole et forestier³; le secteur industriel proprement dit n'est représenté que par dix petites sociétés, qui totalisent un capital-actions de 32,5 millions de *lei*⁴. Encore ces chiffres ne sont-ils valables que pour la fin de 1940. Il semble qu'entre mars 1939 et le début de la guerre les créations aient été peu nombreuses: en tout cas, en janvier 1940, leur nombre ne dépassait pas 11, pour un capital total qui ne devait pas être supérieur à 40 millions de *lei*⁵.

Peu nombreuses donc et confinées dans le secteur agricole, les créations mixtes n'ont joué qu'un rôle secondaire. Aussi bien les obstacles étaient-ils importants. Tout d'abord, le gouvernement roumain, soucieux de contrôler la pénétration financière allemande, a veillé à ne pas laisser se constituer de trop grosses sociétés mixtes. Ensuite, la pénurie de devises dont souffrait le marché allemand a tout naturellement contribué à limiter la taille des créations envisagées; certes, l'accord du 23 mars prévoyait la possibilité d'un financement dans le cadre du *clearing*, en utilisant une partie du produit des exportations allemandes comme moyen de paiement⁶; mais cela revenait pour les Allemands à renoncer à toute contrepartie en nature, et particulièrement en pétrole, si bien qu'ils préférèrent encore recourir au marché des devises (dollars contre *lei*)⁷. On ne s'étonnera donc pas des résultats

¹ *Compass*; et *Südost Economist*, 6.12.1940, pp. 436-437: «Das deutsche Kapital in der rumänischen Wirtschaft».

² *Ibid.*

³ Il s'agit surtout de sociétés commerciales, destinées à favoriser l'exportation des produits agricoles vers l'Allemagne. Quelques sociétés ont cependant été fondées dans le but de participer à la production (et subséquemment à l'exportation) de produits agricoles, notamment dans le domaine des oléagineux (soja et tournesol surtout). On retiendra dans cette dernière catégorie la société *Solagra*, fondée au début de 1940 au capital de 10 millions de *lei* (porté ensuite à 30 millions), qui constitue la plus importante création mixte au cours de cette période.

⁴ Il s'agit ici aussi de sociétés commerciales surtout.

⁵ *Südost Economist*, 6.12.1940, pp. 436-437, art. cité.

⁶ Traité germano-roumain du 23 mars 1939, art. 4, *ADAP*, D, vol. 6, N° 78, p. 77.

⁷ Sur les avantages de ce système, nous renvoyons à ce que nous disons des sociétés pétrolières *Petrol-Block* et *Siper*; cf. *infra* et T 71/634046-110, rapport de la *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* sur la *Südostchemie Handelsgesellschaft m. b. H.*, 12.1939.

somme toute médiocres engendrés par les dispositions relatives à la création de sociétés mixtes.

D'autres dispositions de l'accord se sont révélées plus prometteuses: ce sont celles autorisant des banques allemandes à prendre des participations dans les banques roumaines¹. Nous connaissons un exemple, celui de la *Banca de Credit Roman*: inquiet de la tournure prise par la situation internationale et désireux de se soustraire à la vague d'antisémitisme, son actionnaire et dirigeant principal, le financier juif O. Kaufmann, s'est résolu en mars 1939 à vendre son paquet d'actions². Un consortium roumain, auquel Carol et des membres de sa famille semblent avoir participé, s'est porté acquéreur³. Aussitôt, dans des conditions mal connues, des négociations se sont engagées entre ce consortium et la *Deutsche Bank*. Celle-ci semble avoir agi sur l'ordre et pour le compte du gouvernement allemand. Prétextant des dispositions du traité du 23 mars, elle a demandé à faire partie du *pool* qui contrôlerait la *Banca de Credit Roman*. A la suite de l'accord du gouvernement roumain, des dirigeants de la *Deutsche Bank*, en particulier J. Abs, membre du *Vorstand*, et H. Osterwind, se sont rendus à Bucarest (fin mai - début juin) pour conclure l'affaire avec le consortium roumain, représenté par l'ancien ministre des finances M. Cancicov. L'accord n'ayant pu se faire d'emblée, les pourparlers se sont poursuivis. A la veille de la guerre, ils n'avaient pas encore abouti. Leur avancement représentait cependant pour l'Allemagne un gage précieux. Quant au présent, le retrait d'O. Kaufmann signifiait une demi-victoire: avec lui, la principale banque de commandite roumaine sortait du cercle des intérêts franco-britanniques pour devenir un institut purement « roumain », sur lequel le premier établissement allemand, en sa qualité de futur actionnaire, pouvait exercer une certaine influence. Sans être directement menacée, la position des capitaux franco-britanniques dans la métallurgie et dans le textile en devenait d'autant plus difficile⁴.

Dans le secteur pétrolier, les effets de l'accord du 23 mars sont restés très limités. Au départ, il s'agissait de transformer en société mixte la prin-

¹ Traité germano-roumain du 23 mars 1939, protocole secret, addition à l'article 1, chiffre 10, *ADAP*, D, vol. 6, N° 78, p. 79.

² Sur cette opération, cf. lettre Wohlthat à Göring, 27.3.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 131, p. 137; *AA, Handakten Wicht, Rumänien*, vol. 11, tél. Clodius à Bucarest, 8.6.1939; tél. Clodius à Bucarest, 8.7.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 632, p. 738; et *AA, Chef AO, Rumänien*, p. 134, dossier v. Ressig. Il semble que O. Kaufmann n'ait pas pris absolument de lui-même cette décision, mais qu'un des directeurs de la *Banca de Credit Roman*, A. von Ressig, de nationalité allemande, ait joué un certain rôle, impossible à préciser dans l'état de la documentation.

³ Il semble que ce consortium ait réussi à s'assurer le 51% des actions. Lors de son abdication, le roi Carol possédait 301.298 actions de la banque, soit trois huitièmes du capital.

⁴ C'est vraisemblablement au cours de l'année 1940 que les négociations aboutirent. Il convient de signaler que la *Deutsche Bank* s'effacera, laissant la place à la *Reichskreditgesellschaft*, qui en 1941 élargira sa participation au point d'occuper deux sièges au conseil d'administration (sur 8); cf. *Compass*.

cipale entreprise contrôlée par des capitaux roumains: le *Creditul Minier*¹. Préconisée par le professeur K. Kreci-Graf, de la *Reichsstelle für Bodenforschung*, cette solution permettait à la fois d'économiser des devises et de bénéficier des avantages reconnus par la législation minière aux sociétés « roumaines »². Le choix se justifiait par le fait que le *Creditul Minier* était le principal producteur purement roumain (production de brut: 480.000 tonnes en 1937, 380.000 tonnes en 1938) et qu'il jouissait de concessions très étendues³. L'entreprise allemande désignée par la *Reichsstelle für Bodenforschung* pour participer à l'opération était la *Gewerkschaft Elwerath*, de Hanovre⁴. Engagées sitôt après la conclusion de l'accord du 23 mars, les négociations entre *Elwerath* et *Creditul Minier* n'ont pas tardé à s'enliser du fait de l'opposition du gouvernement roumain, soucieux de sauvegarder le caractère roumain de la principale compagnie indigène. Les deux parties se sont alors entendues sur une nouvelle solution, consistant à transformer en société mixte, non pas le *Creditul Minier*, mais une de ses filiales: la *Socop*, au capital de 40 millions de lei⁵. L'opération permettait de conserver en mains roumaines le *Creditul Minier*, tout en faisant bénéficier de certains de ses avantages son partenaire allemand dans la *Socop*. Les statuts prévoyaient en effet pour la *Socop* le droit de participer à l'exploitation du périmètre du *Creditul Minier*, de demander de nouvelles concessions par l'intermédiaire du *Creditul Minier* et de faire traiter sa production de brut dans les installations de ce dernier⁶. Le groupe allemand espérait en outre pouvoir influencer la législation minière roumaine par l'intermédiaire de son partenaire roumain dans la *Socop*. A la veille de la guerre, les négociations entre les deux parties étaient sur le point d'aboutir. Mais la

¹ Capital social: 600 millions de lei.

² C'est la *Reichsstelle für Bodenforschung*, dirigée par l'ancien conseiller économique de Hitler, le secrétaire d'Etat W. Keppler, qui est chargée d'organiser la pénétration des capitaux allemands en matière de pétrole dans les pays étrangers. Il y a économie de devises, car la participation à une entreprise déjà existante absorbe moins de capitaux que la constitution d'une nouvelle société mixte de taille équivalente.

³ *Compass*: sur toute l'opération, cf. T 71/633818-20, rapport Bentz (*Reichsstelle für Bodenforschung*) sur une discussion à l'*Auswärtiges Amt* du 28.3.1939, 30.3.1939; T 77/1791798-808, rapport Griebel (*Wi Rü Amt*), 1.6.1939: « Bericht über eine Dienstreise des Korv.-Kpt. Griebel nach Rumänien... vom 10.-17.5.1939 »; AA, *Rumänien, Petroleum*, vol. 2, « Beteiligung einer deutschen Gruppe an der rumänischen Erdölindustrie », 13.11.1939; AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à AA, N° 865, 16.11.1939; T 71/633860-63, rapport Brockhaus (*Elwerath*) à Neubacher (Légation d'Allemagne à Bucarest), 23.7.1940; et AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 13, notice Keppler, 31.10.1940.

⁴ *Elwerath* n'est pas seule en cause, mais agit en tant que mandataire d'un consortium organisé par la *Reichsstelle für Bodenforschung* et regroupant *Preussag*, *Wintershall*, *Deutsches Petroleum AG* et elle-même.

⁵ Production de la *Socop* en 1937: 410 tonnes. Le contrat envisagé prévoyait une participation 50/50 pour chacun des deux groupes, ainsi qu'une représentation paritaire au conseil d'administration et au *Vorstand*.

⁶ Grâce à ces dispositions, la *Socop* pouvait espérer augmenter fortement sa production. L'opération revenait au fond à mettre une partie de la capacité de production de *Creditul Minier* à la disposition de la *Socop*, et par là du consortium allemand.

Banque nationale de Roumanie, de qui dépendait l'autorisation finale, ne faisait pas mystère de son opposition. Agissait-elle pour le compte du gouvernement, auquel la rattachait la personne de M. Constantinescu, à la fois ministre de l'économie et gouverneur de la Banque ? Agissait-elle au contraire du seul chef de M. Constantinescu ? Nous l'ignorons, tout comme les Allemands, qui se sont toujours heurtés à cette confusion de compétences. Lorsque, en novembre 1939, *Elwerath* et *Creditul Minier* parviendront à un accord définitif, la Banque nationale refusera son autorisation, faisant ainsi s'écrouler l'une des pierres d'angle du traité économique germano-roumain¹.

Au total donc, en ce qui concerne la participation des capitaux allemands dans l'économie roumaine, ce traité ne semble pas avoir joué le rôle éminent qui lui était destiné. Deux facteurs l'expliquent. Le premier est la pénurie de devises dont nous avons déjà parlé². Le second est la difficulté de créer des sociétés nouvelles dans des secteurs saturés et dominés par les intérêts franco-britanniques, comme celui du pétrole : l'action conjuguée de ces intérêts et de leurs prolongements gouvernementaux ne pouvait que condamner les tentatives allemandes à l'échec. Quant au gouvernement dans son ensemble, il semble que, sans être opposé par principe à la participation des capitaux allemands, il ait cherché à la limiter et surtout à la canaliser vers les secteurs, qui comme l'agriculture, étaient désertés par les capitaux occidentaux.

C'est en fait par une autre voie que les capitaux allemands ont pu s'assurer certaines positions en Roumanie : par la Tchécoslovaquie. On sait que l'occupation de la Bohême et de la Moravie, en mars 1939, a fait tomber en mains allemandes la plupart des grandes entreprises tchèques, soit que celles-ci aient été rachetées (à bas prix), soit que les envahisseurs en aient pris la direction effective³. Automatiquement, les intérêts que ces firmes possédaient à l'étranger ont passé sous contrôle allemand. Bien entendu, la Roumanie n'a pas échappé à la règle. Dès l'été 1939, des Alle-

¹ Il convient de mentionner une autre tentative allemande avortée : il s'agit de l'achat par la société *Südostchemie* (cf. *infra*) de la moitié du capital de la société L. Sanielevici, société spécialisée dans le commerce et l'exportation du pétrole brut. Commencée en mars 1939 et conclue par un accord le 27 juillet 1939, l'opération devait permettre au *Reich* de contrôler l'un des plus importants distributeurs roumains. Mais, par suite de l'impossibilité de se procurer les devises nécessaires à temps, elle a fini par échouer peu avant septembre 1939. Sur tout cela, cf. T 71/634046-110, rapport *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft*, 12.1939, *op. cit.* ; T 77/1791798-808, rapport Griebel, 1.6.1939, *op. cit.* ; et T 77/1794237-42, rapport v. Heemskerck (*Reichsluftfahrtministerium*), 24.4.1939 : « Notwendige Vorbereitungen für die Steigerung des Mineralölbezuges aus Rumänien ».

² Cette pénurie obligeait le *Reich* à réserver le plus de devises possibles pour les cas les plus urgents et les plus importants (secteur pétrolier), ne permettant ailleurs que de rares et faibles participations à de petites sociétés.

³ Sur cette question, encore mal connue, du moins en langue de rayonnement international, cf. V. MASTNY, *The Czechs under Nazi Rule. The failure of National Resistance, 1939-1942*. New York-London, 1971, pp. 65-70.

mands peuplent les conseils d'administration des sociétés auxquelles participent des capitaux tchèques¹. Bien que général, le phénomène touche diversément les secteurs. C'est dans la métallurgie et dans l'industrie pétrolière que les conséquences paraissent les plus graves².

Nous avons vu le rôle que les usines d'armement tchèques *Skoda* et *Zbrojovka* jouent dans la métallurgie roumaine. Or, au cours du printemps 1939, ces deux entreprises sont rattachées aux *Reichswerke H. Göring*³. Les effets du transfert ne tardent pas à se faire sentir : alors que trois sociétés sans importance tombent sous le contrôle direct des *Reichswerke*, la plus importante de toutes, *Resita*, quitte l'orbite de la *CEPI*⁴.

Comment expliquer la soudaine dérive de *Resita*? Son origine remonte à la neutralisation des actions *Zbrojovka*. Nous avons vu que ces actions étaient « bloquées » à Londres. Les *Reichswerke* n'ont pu mettre la main dessus, la *CEPI* s'y opposant et la *Westminster Bank* les gelant⁵. Il s'en est suivi une véritable neutralisation de *Zbrojovka*, qui a abouti à modifier les rapports de force au sein du conseil d'administration de *Resita*⁶. Jusque-là, on le sait, le groupe *CEPI* l'emportait sur son rival, le groupe *Malaxa*, grâce à l'appui de *Zbrojovka*, appui garanti par l'accord syndical conclu en 1936. Désormais, en l'absence de *Zbrojovka*, la *CEPI* et *Malaxa* se retrouvent sur pied d'égalité. D'où une situation instable, dont les Allemands, en raison de leurs liens avec *Malaxa*, vont essayer de tirer parti.

¹ *Compass*.

² Signalons que dans le secteur de la chimie, la société *Marasesti* (100 millions de lei) passe sous contrôle allemand, son actionnaire majoritaire étant une société tchèque (*Aussiger Verein*), cependant que la société *Prima Societate Romana de Explosivi* (110 millions de lei) voit l'influence de *IG Farben* sur elle se concrétiser du fait de la mise au pas de *Dynamit Nobel AG*, Bratislava, à la suite des événements de mars 1939 (sur les relations entre ces sociétés, cf. *supra*).

³ V. MASTNY. *The Czechs under Nazi Rule*, *op. cit.*, p. 68. Rappelons que les *Reichswerke*, créées en juillet 1937 à l'instigation de Göring, sont une société que l'on peut qualifier d'étatique : « Reichseigene Gesellschaft » selon les termes de la bureaucratie allemande. Il semble qu'au moment du transfert, *Zbrojovka* détenait le contrôle de *Skoda*, ayant racheté à la *Banque anglo-tchèque* les actions *Skoda* que celle-ci avait achetées à *Schneider* en décembre 1938 ; sur la cession des actions *Schneider* à la *Banque anglo-tchèque*, cf. B. MICHEL, « Les usines Skoda (1869-1938) », dans *Revue d'histoire de la sidérurgie*, 1966, pp. 172-184. Sur la prise de participation de *Zbrojovka*, cf. FO, 371-24983, memorandum Jansa, 2.1.1940 ; et memorandum Friedmann, 2.1.1940, *op. cit.*, les modalités du transfert aux *Reichswerke* sont mal connues. Ce qu'il y a de certain, c'est que dès l'été 1939 les conseils d'administration de *Zbrojovka* et de *Skoda* sont contrôlés par des Allemands, en particulier des représentants des *Reichswerke* et de la *Dresdener Bank*, qui semble avoir joué un rôle décisif dans le transfert ; cf. *Compass*, *Tschekaslavakei*, 1940.

⁴ Les trois sociétés en question sont les sociétés *Farola* (contrôlée par *Zbrojovka*), *Uzinele Metalurgice Ploesti* (contrôlée par *Skoda*) et *Metrom* (influencée par *Zbrojovka*, qui détient 50 % de son capital).

⁵ FO, 371-24983, memorandum Jansa, 2.1.1940, *op. cit.* ; memorandum Friedmann, 2.1.1940, *op. cit.* ; et tél. FO à Hoare, N° 58, 13.1.1940.

⁶ Sur toute cette question, cf. FO, 371-23838, memorandum M. Barde, 11.1939, *op. cit.* ; 371-23837, memorandum E. Ausnit, 11.1939, *op. cit.* ; et notice FO, 14.11.1939 : « *CEPI* : arrest of Mr. M. Ausnit ».

Dès juillet 1939, aux termes d'un plan vraisemblablement concerté avec Göring, Malaxa se met à multiplier les attaques contre M. Ausnit, paralysant ainsi l'action du directoire (composé des deux administrateurs-délégués: M. Ausnit et N. Malaxa) et rendant la gestion de l'entreprise impossible¹. Puis, à la faveur de la situation ainsi créée, il fait admettre au conseil d'administration la nécessité d'adjoindre au directoire un troisième membre, appelé à jouer le rôle d'arbitre. Le nom proposé est celui d'E. Urdareanu, maréchal de la Cour. La raison du choix nous échappe. Quoi qu'il en soit, de mèche avec Malaxa ou circonvenu par lui, E. Urdareanu, nommé président du conseil d'administration, prend parti pour Malaxa et fait démissionner en août M. Ausnit en l'accusant de fraude².

L'éviction de M. Ausnit constitue pour l'Allemagne un succès indéniable: avec lui, les intérêts franco-britanniques sont éliminés de la direction de la principale entreprise métallurgique roumaine. Les conséquences sont de taille: au moment où le Reich a plus que jamais besoin du pétrole roumain et où il ne voit d'autres moyens de paiement que des exportations massives d'armes, les capitaux franco-britanniques perdent le contrôle que *Resita* leur assurait sur le marché roumain des armements. Cette perte s'avère d'autant plus grave pour les intérêts occidentaux que depuis mars 1939 les gouvernements français et anglais cherchent à étayer leur action diplomatique dans les Balkans, et notamment en Roumanie, par des livraisons d'armes³. Conscients de l'importance de l'enjeu, le Gouvernement allemand et les *Reichswerke* s'efforcent d'ailleurs en juillet 1939 de parachever leur avantage par l'acquisition des actions de la *CEPI*. Exécutée sous le manteau, par l'intermédiaire du groupe *Malaxa*, agissant pour le compte des *Reichswerke*, l'opération bute sur la convention de blocage et sur l'opposition de la *Westminster Bank*, garante de la convention et dépositaire des actions⁴. C'est l'échec⁵. Mais, en attendant, la *CEPI* reste éliminée, alors qu'à travers *Malaxa* les *Reichswerke* étendent leur influence à *Resita*, ainsi qu'au complexe qui en dépend (*Astra* notamment).

Dans le secteur pétrolier, l'occupation de la Bohême et de la Moravie ouvre également des perspectives intéressantes pour l'Allemagne. La pénétration s'opère ici par le truchement d'une créance tchèque sur une entreprise roumaine. L'entreprise en question, la société *Petrol-Block* (capital:

¹ Sur tout cela, cf. *ibid.*

² M. Ausnit est notamment accusé d'avoir transféré des devises.

³ Cf. *infra*.

⁴ FO, 371-23838, memorandum M. Barde, 11.1939, *op. cit.* Les archives allemandes sont peu loquaces sur ce point. Quelques documents font cependant état de déplacements de N. Malaxa à Berlin, mais sans en préciser l'objet.

⁵ Echec provisoire, car, comme nous le verrons, le Reich parviendra au début de 1940 à mettre la main sur ces actions, en obligeant le gouvernement roumain à émettre des duplicata et à les lui remettre.

600 millions de *lei*), est débitrice de l'usine tchèque *Brünn-Kralovo Maschinenfabrik* pour un montant d'environ 250 millions de *lei*¹. Cette créance étant tombée en mars 1939 aux mains des Allemands, ceux-ci disposent désormais d'un moyen de pression sur une compagnie roumaine²; moyen d'autant meilleur, soulignons-le, qu'en pleine déconfiture financière — de 1930 à 1938, les résultats négatifs se succèdent au bilan — *Petrol-Block* se trouve dans l'incapacité d'honorer sa dette³. Les autorités du *Reich* voient tout de suite le parti qu'elles peuvent tirer de cette situation: il s'agit d'exploiter l'insolvabilité de *Petrol-Block* pour en prendre le contrôle. L'opération paraît intéressante, car si la société a une faible capacité de production (5000 tonnes par année au maximum), elle possède de puissantes raffineries (capacité de 500.000 tonnes par année); en outre et surtout, par l'intermédiaire de la société *SIPER* (Paris), qui lui obéit, elle exerce une forte influence sur l'une des principales compagnies purement roumaines: *IRD* (600 millions de *lei*), dont la capacité de production annuelle est estimée à 200.000-250.000 tonnes⁴. Le contrôle de *Petrol-Block* assurerait ainsi au *Reich* des bases solides pour celui de *IRD*.

Le plan élaboré du côté allemand est simple: il consiste à négocier la créance *Brünn-Kralovo* contre une participation au capital de *Petrol-Block*, autrement dit à exiger le remboursement de cette créance sous la forme d'actions *Petrol-Block*. En juillet 1939, le *Reich* crée à cet effet une société pétrolière du nom de *Südostchemie Handelsgesellschaft m.b.H.*, auquel la créance en question est remise⁵. Les actionnaires sont le *Reich*, représenté par la *Wirtschaftliche Forschungsgesellschaft (Wifo)*, qui participe pour 60% (120.000 *RM*), et la firme *Chemische- und Teerproduktfabrik Schwiebeck u. Co.*, de Velten, qui participe pour le reste (80.000 *RM*)⁶. Sur les quatre membres du conseil d'administration, trois défendent les intérêts du *Reich*⁷; la direction (*Geschäftsführung*) est assurée conjointement par un représentant de *Schwiebeck* et par un représentant

¹ Sur la question de *Petrol-Block*, cf. T 71/634046-110, rapport 1939 de la *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* sur la *Südostchemie Handelsgesellschaft*, *op. cit.*; et *MA*, *Wifc/16*, rapport 1939 de la direction de *Südostchemie*.

² Cette créance est tombée dans les mains des *Reichswerke H. Göring*.

³ *Compass*.

⁴ *Petrol-Block* détient 47% du capital de *SIPER* (70 millions de francs), les 53% restant étant détenus par divers petits porteurs français; *SIPER* détient à son tour 25% du capital de *IRD* (à quoi s'ajoutent 3% détenus directement par *Petrol-Block*, soit en tout pour *Petrol-Block* 28%); cf. *AN*, F 12-9935, tél. Thierry (ambassadeur de France à Bucarest) à *AE*, 23.2.1940.

⁵ Sur la création de *Südostchemie*, cf. T 71/634046-110, rapport 1939 de la *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* sur *Südostchemie*, *op. cit.*

⁶ Bien qu'apparaissant extérieurement comme une société privée, la *Wifo* est en fait une société dont les capitaux appartiennent au *Reich*. Les 8 membres de son conseil de surveillance sont d'ailleurs nommés (et révoqués) par le ministre de l'économie. L'objet de la société consiste dans l'administration des stocks de carburant.

⁷ Le président du conseil d'administration est le Ministerialdirigent von Heemskerck (*Reichsluftfahrtministerium*).

du *Reich*, en l'occurrence O. Gramsch, directeur de la *Wifo*¹. Tel qu'il est fixé par les statuts, l'objet de la *Südostchemie* consiste dans le commerce et la fabrication de produits chimiques, ainsi que dans l'acquisition de participations; c'est en fait à ce dernier aspect que son activité se limitera, faisant d'elle une holding. On se demandera peut-être pourquoi le *Reich* ne s'est pas contenté de transférer la créance *Brünn-Kralovo* à l'une des sociétés pétrolières allemandes déjà existantes, comme *Elwerath* ou *Preussag*. Nous en ignorons les raisons. Il se peut que ces dernières aient montré peu d'empressement à l'idée de reprendre une entreprise au bord de la faillite. Il se peut aussi — et c'est sans doute l'élément déterminant — que le *Reich* ait voulu s'assurer seul le contrôle absolu d'un objet considéré comme étant d'importance stratégique. Quoi qu'il en soit, la manœuvre réussira et, en décembre 1939, *Südostchemie* deviendra l'actionnaire majoritaire de *Petrol-Block*².

Dans ce secteur donc, l'occupation de la Bohême et de la Moravie a aussi abouti à créer des conditions favorables à la pénétration des capitaux allemands. Toutefois le rayon dans lequel s'inscrit cette pénétration reste très limité: la production maximum de *Petrol-Block* et de *IRDP* est estimée à 300.000 tonnes, soit moins de 5% de la production globale pour 1938, qui est une mauvaise année.

Ainsi donc se dessine à partir de mars 1939 une certaine pénétration des capitaux allemands. Le phénomène, nous l'avons vu, est dû pour l'essentiel au jeu des annexions. Mais, à côté de ce jeu, l'exportation de capitaux allemands proprement dits tient un certain rôle. Dans un cas comme dans l'autre, la pénétration répond au même objectif: le contrôle de certains secteurs à des fins stratégiques. Les historiens est-allemands qui s'en sont occupé de manière très générale, y voient une manifestation d'impérialisme financier, le résultat de l'expansionnisme de la banque et de l'industrie allemande³. Cela est peut-être vrai pour la période de la République de Weimar, où, nous l'avons vu, les investissements allemands en Roumanie visaient à assurer des débouchés à la production allemande. Mais, à l'époque qui nous retient, le problème paraît très différent. Ce n'est plus l'économie privée qui mène le jeu, mais l'Etat; et il ne s'agit pas tant de favoriser l'expansion commerciale pour elle-même que de contrôler des sources d'approvisionnement stratégiques, ainsi que les marchés capables de fournir au *Reich* les moyens de paiement nécessaires (marché des armements). On remarquera que l'implantation financière allemande, qu'elle procède de l'exportation de capitaux allemands ou de la reprise de participations

¹ En mai 1940, la *Wifo* acquerra les actions détenues par *Schwieweck* et deviendra ainsi l'unique actionnaire de *Südostchemie*.

² Cf. *infra*.

³ Cf. entre autres ouvrages: *Griff nach Südosteuropa*. Neue Dokumente über die Politik des deutschen Imperialismus und Militarismus gegenüber Südosteuropa im Zweiten Weltkrieg. Ed. par W. Schumann. Berlin, 1973, introduction.

tchèques, est le fait d'entreprises étatiques surtout : ce sont les *Reichswerke* qui héritent des prétentions tchèques sur les usines d'armements roumaines ; c'est *Südostchemie* qui est appelée à prendre le contrôle des deux entreprises pétrolières à la portée des capitaux allemands. Il y a là plus qu'une coïncidence. Certes, des capitaux privés ont aussi pu s'investir en Roumanie ; mais, comme il appert de divers témoignages, le *Reich* ne les y a autorisés qu'à la condition qu'ils se portent vers les secteurs dont la production répondait aux besoins de son économie de guerre (sociétés mixtes pétrolières, sociétés mixtes d'exportation de produits agricoles et forestiers). Certains milieux industriels semblent avoir jugé beaucoup trop restrictif et peu en accord avec leurs intérêts cet « impérialisme » stratégique. Un mémoire rédigé pour le compte du *Mitteuropäischer Wirtschaftstag (MWT)* au début de 1940 est à cet égard significatif¹. Son auteur, T. von Wilmowsky, vice-président du conseil de surveillance de *F. Krupp AG*, et président du *MWT*, y souligne la nécessité d'une nouvelle politique d'investissement plus soucieuse des intérêts privés ; après avoir rappelé la pratique existante (« Bisher wurden von den deutschen Stellen nur deutsche Beteiligungen zugelassen, die die Gründung oder Erweiterung von Südosteuropäischen Exportbetrieben zum Gegenstand hatten, wobei ausdrücklich ausbedungen wurde, dass die ganze oder zumindest grosse Teile der Erzeugung des neuen Unternehmens nach Deutschland ausgeführt würden »), il réclame le droit pour les industriels d'investir dans les secteurs qui travaillent pour le marché intérieur, de manière à élever le niveau de vie des pays danubiens et à assurer ainsi à la production allemande des débouchés : « Die Absicht ..., jetzt sofort deutsches Kapital zur Ausweitung der südosteuropäischen Binnenindustrien einzusetzen, begründen wir damit, dass — wie erörtert — einer neuen deutschen Exportinitiative unbedingt eine neue, die Massenkauftkraft rasch ausweitende Industrialisierungswelle vorausgehen muss... »². Il semble donc qu'il y ait eu conflit entre le point de vue du *Reich* et celui de certains milieux industriels, conflit résolu en faveur du premier. Aussi bien les moyens de contrôle (contrôle des changes notamment) dont celui-ci disposait lui ont-ils permis de mener le jeu. En tout cas, les capitaux allemands investis en Roumanie à la veille de la guerre l'ont été en fonction d'impératifs stratégiques, et non pas d'intérêts privés.

Au total, entre mars et septembre 1939, le *Reich* réussit à élargir son implantation financière en Roumanie, sans pour autant parvenir à s'assurer le contrôle, même partiel, du secteur le plus important : celui du pétrole.

¹ Sondergutachten des *Mitteuropäischen Wirtschaftstages*, 2.1940, cité dans *Griff nach Südosteuropa*, op. cit., N° 2, pp. 70-74. Définitivement constitué en 1930-1931, le *MWT* est un organisme animé par les grands intérêts industriels (métallurgie, chimie et électricité) et bancaires. Sa tâche consiste à rendre les autorités allemandes attentives à l'intérêt que présentent pour l'industrie allemande les marchés de l'Europe centrale et du Sud-Est.

² *Ibid.*

Relations commerciales germano-roumaines entre mars et septembre 1939

Entre mars et septembre 1939, les échanges commerciaux germano-roumains connaissent une amélioration certaine. Deux raisons l'expliquent: le besoin accru d'armes qu'éprouve la Roumanie et l'annexion de la Tchécoslovaquie par le *Reich*.

L'occupation de la Bohême et de la Moravie en mars 1939 aboutit à renforcer la position du *Reich* dans le commerce extérieur roumain. Elle se traduit en effet par l'intégration du *clearing* roumano-tchèque dans le système commercial allemand. Or, la Tchécoslovaquie constitue un des principaux partenaires de la Roumanie: entre 1935 et 1938, elle vient au deuxième rang parmi les exportateurs, cependant qu'elle remonte du cinquième rang au troisième rang parmi les importateurs; en pour-cent, sa part aux importations roumaines oscille entre 11,5% et 16,1%, tandis que sa part aux exportations passe de 5,9% en 1935 à 9,6% en 1938¹. L'opération se révèle d'autant plus fructueuse pour le *Reich* que les livraisons roumaines à la Tchécoslovaquie se composent pour un tiers à peu près de pétrole, ce qui fait bon an mal an 300.000 à 350.000 tonnes². Un autre avantage vient du fait qu'une fraction importante des exportations roumaines n'exige pas de contrepartie: elle sert à rémunérer les investissements tchèques en Roumanie et à honorer diverses créances, qu'il s'agisse des titres de la dette publique roumaine, de crédits d'armements ou des prêts de la Banque nationale tchécoslovaque à la Banque nationale de Roumanie. A elles seules, les créances exigibles pour l'année 1939 se montent à près de 2 milliards de *lei*, somme qui correspond en gros au tiers des exportations roumaines vers l'Allemagne en 1938³.

Si l'occupation de la Bohême et de la Moravie contribue à renforcer l'implantation commerciale allemande en Roumanie, un autre facteur mérite d'être mentionné, qui combine ses effets avec ceux du premier: c'est le besoin d'équipement de l'armée roumaine. Inquiet de la tournure prise par la situation internationale et pris entre les feux renaissants du révisionnisme hongrois et du révisionnisme bulgare, le gouvernement de Bucarest ne voit de sauvegarde que dans un puissant effort de réarmement. D'où le saut formidable du budget militaire pour l'année 1939-1940: alors que jusque-là les chiffres plafonnaient à 10 milliards de *lei*, ils montent d'un

¹ Etabli d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 600 et 608.

² *Monitorul Petrolului Roman*, année 1937, p. 374; année 1939, p. 426.

³ *AA, Handakten Cladius, Rumänien*, vol. 2, rapport Stelzer, 18.4.1939: « Rumänische Verbindlichkeiten gegenüber dem Protektorat Böhmen und Mähren im Jahre 1939 ». Ces créances se décomposent comme suit: remboursement crédits d'armements: 1,58 milliard de *lei*; service de la dette publique: 123 millions de *lei*; service prêts Banque nationale tchécoslovaque à Banque nationale de Roumanie: 205 millions de *lei*.

⁴ 1937: 9,36 milliards de *lei*; 1938: 10 milliards de *lei*. Cf. *AA, Rumänien, Allgemeine wirtschaftliche Lage*, vol. 1, rapports économiques annuels 1937, 1938 et 1939.

coup à 25 milliards de *lei*¹. Cet essor des dépenses militaires fait le jeu du *Reich*. Ce dernier est en effet un des rares pays en état de livrer à la Roumanie les équipements nécessaires. Ce d'autant qu'il contrôle les usines d'armements tchèques. Or, nous l'avons signalé, celles-ci figurent parmi les principaux fournisseurs de l'armée roumaine; à la date du 15 mars 1939, les commandes qu'elles ont en cours pour le compte de cette dernière atteignent 150 millions de *RM*, soit 6 milliards de *lei*². Le *Reich* détient là un atout de première importance, auquel il faut encore ajouter la vente éventuelle des stocks de l'armée tchèque.

Soutenus par d'importantes commandes d'armes, les échanges germano-roumains vont à partir de mars 1939 en se développant. Alors que pour la période décembre 1938 - mars 1939, la moyenne mensuelle des exportations roumaines s'établissait à 464,5 millions de *lei*, elle saute à 747 millions de *lei* pour la période avril-août 1939³. En même temps, la part de l'Allemagne dans les exportations roumaines progresse, passant de 24,40% pour la période décembre 1938 - mars 1939 à 33,14%; si l'on y ajoute les chiffres relatifs au Protectorat, elle dépasse même 40% (42%)⁴.

Dans le domaine des livraisons de pétrole, les progrès sont particulièrement sensibles. Le *Reich* profite en effet de la soif d'armes de la Roumanie pour arracher à cette dernière de substantiels avantages. Ainsi, il n'accepte de fournir du matériel tchèque qu'à la condition d'être payé dans une large mesure en pétrole⁵. Il ne consent de même à livrer du matériel allemand perfectionné qu'à la condition de recevoir la contrepartie intégralement en pétrole⁶. La vente de ce dernier matériel ne va d'ailleurs pas sans lui poser des problèmes. Absorbées par le réarmement, les usines sollicitées doivent en effet refuser ou alors renoncer au marché intérieur. C'est le cas de *Krupp*, qui saisi d'une commande roumaine pour des canons de 15 centimètres, demande en juin à être déchargé du côté du *Heereswaffenamt*⁷. A cela s'ajoute le fait qu'Hitler et l'*OKW* hésitent à remettre des armes à un Etat dont l'attitude politique n'est pas totalement sûre. C'est ainsi qu'en juillet-août une commande de matériel aéronautique pour une valeur de 60 millions de *RM* (soit 2,4 milliards de *lei*!) risque d'être annulée par décision de Hitler⁸. Mais, devant la menace d'une interruption des livraisons de pétrole roumain, l'*Auswärtiges Amt* réagit vivement. Le ministre Wiehl, directeur de la *Wirtschaftspolitische Abteilung*, souligne l'impérieuse nécessité d'exécuter le contrat: il y va de l'importation de 800.000 tonnes de

¹ *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, notice *AA*, 3.6.1939. 6 milliards de *lei* correspondent en gros à 2 millions de tonnes de pétrole.

² Calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, décembre 1939, pp. 18-19.

³ Calculé d'après *ibid.*

⁴ *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 2, rapport Stelzer, 18.4.1939, *op. cit.*

⁵ Cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, accord germano-roumain, 8.7.1939.

⁶ *AA, Handakten Clodius*, vol. 2, lettre directoire *F. Krupp* à *AA*, 8.6.1939.

⁷ Directive *OKW*, 22.7.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 703, annexe, p. 808.

pétrole et de l'introduction du rationnement en matière de carburant¹. Finalement, c'est ce point de vue qui l'emportera.

Dans ces conditions, les importations de pétrole roumain marquent un progrès sensible: alors que pour la période décembre 1938 - mars 1939, la moyenne mensuelle se montait à 60.000 tonnes, elle atteint désormais 90.000 tonnes, et avec l'apport du Protectorat près de 140.000 tonnes². La part de l'Allemagne (*Grossdeutsches Reich* = *Reich* + Protectorat) dans les exportations roumaines fait plus que doubler, passant de 16,3% à 38,4%³.

Mais si les progrès sont sensibles, ils ne suffisent pas, et de loin, à couvrir les besoins en carburant (importation de 400.000 tonnes par mois au minimum!), d'autant plus que l'annexion de la Tchécoslovaquie représente pour le *Reich* une charge du point de vue énergétique: les 30.000 tonnes mensuelles qui lui sont ainsi apportées servent en fait à la consommation du Protectorat; et comme cette dernière est supérieure à ce chiffre, c'est le *Reich* qui doit fournir la différence, ce qui diminue d'autant ses propres possibilités de ravitaillement⁴. En outre, la pression des importations franco-britanniques reste toujours menaçante.

Relations commerciales de la Roumanie avec la France et l'Angleterre

Entre avril et août 1939, les échanges commerciaux avec l'Empire britannique subissent une réduction, tandis que les échanges avec l'Empire français stagnent. La part des deux Empires dans les exportations roumaines peut être évaluée comme suit:

Part de l'Empire anglais et de l'Empire français dans les exportations de la Roumanie entre avril et août 1939⁵:

	Octobre 1938-mars 1939	Avril 1939-août 1939
Empire britannique	25,6%	10,46%
Empire français	5,99%	5,63%
Total	31,59%	16,09%

¹ Notice Wiehl, 22.7.1939, *ADAP*, D, vol. 6, N° 703, pp. 805-807.

² Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, année 1940, p. 251.

³ Calculé d'après *ibid.*

⁴ Depuis mars 1939, les deux autres grands fournisseurs de la Tchécoslovaquie: Etats-Unis et Pologne, ont interrompu leurs livraisons, d'où l'obligation pour le *Reich* de prendre le relais.

⁵ Calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, décembre 1939, pp. 18-19.

Au total donc, il y a fléchissement net des importations franco-britanniques, mais, remarquons-le, celles-ci se maintiennent à un niveau gênant pour la concurrence allemande: 16%.

Le phénomène est encore plus manifeste dans le cas des importations de pétrole. Ici aussi, il y a recul d'ensemble, mais celui-ci reste relativement faible:

Part de l'Empire britannique et de l'Empire français dans les exportations de pétrole roumain entre avril et août 1939¹:

	Octobre 1938-mars 1939		Avril-août 1939	
	Moyenne mensuelle	%	Moyenne mensuelle	%
Empire britannique	73.969 t.	19,65%	34.200 t.	9,38%
Empire français	30.249 t.	8%	35.900 t.	9,85%
Total	104.218 t.	27,65%	70.100 t.	19,23%

Avec près de 20% des livraisons de pétrole roumain, le marché franco-britannique reste pour le *Reich* un concurrent dangereux.

Ces chiffres ne doivent d'ailleurs pas faire illusion. Le recul des importations britanniques ne signifie pas désintérêt et retrait britannique. Il s'explique en fait par l'arrêt des achats de blé roumain, après épuisement du contingent prévu. Il s'agit là d'un phénomène transitoire, d'un passage à vide, en attendant que d'autres mesures destinées à assurer la reprise des échanges aient eu le temps de déployer leurs effets.

Par delà les chiffres en effet, divers indices témoignent de la volonté de résistance qui anime la Grande-Bretagne. On sait que sur le plan politique, le gouvernement anglais a réagi vigoureusement au coup de Prague, cherchant à organiser un système d'alliances en Europe orientale et acceptant de distribuer des garanties à divers pays, et notamment à la Roumanie (13 avril 1939). L'ouvrage récent de l'historien canadien S. Aster a largement élucidé ce dernier point². La réaction anglaise remonte aux célèbres démarches de l'ambassadeur roumain V. Tilea en mars 1939, démarches entreprises sans ordre du Gouvernement roumain. Encore convient-il de souligner mieux que ne le fait Aster que Tilea a agi à l'instigation de certains intérêts industriels roumains. Influant homme d'affaires, lié à la *CEPI*, dont il représentait les intérêts au conseil d'administration de la société métallurgique *Astra*³, Tilea avait été nommé ambassadeur à Londres en

¹ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, 1939, p. 426, et 1940, p. 251.

² S. ASTER. *The Making of the War*. London, 1973.

³ *Compass*.

janvier 1939: par son intermédiaire, le roi Carol espérait intéresser la *City* au développement de l'économie roumaine et susciter de nouveaux investissements anglais en Roumanie. A Londres, Tilea est resté en contact très étroit avec Ausnit et c'est à l'instigation de ce dernier qu'en mars 1939 il s'est efforcé d'arracher au Gouvernement anglais un engagement politique en faveur de la Roumanie. Sans doute Ausnit comptait-il ainsi opposer un barrage à la pénétration économique allemande et empêcher la conclusion du pacte germano-roumain du 23 mars. Gafencu, lui-même lié au groupe Ausnit, semble avoir approuvé après coup et tacitement l'initiative de Tilea, puisqu'il ne l'a pas rappelé. On voit par cet exemple quelle influence la politique d'industrialisation permettait aux intérêts économiques pro-anglais d'exercer sur la direction des affaires: en plaçant leurs représentants à des points névralgiques de l'appareil politico-administratif, elle tendait à faire de celui-ci leur instrument direct.

Dans le domaine économique, l'action de la Grande-Bretagne s'est manifestée avec moins d'éclat que dans le domaine politique; ses résultats ne sont cependant pas négligeables. De fin avril à mi-mai, une délégation commerciale dirigée par Leith-Ross séjourne à Bucarest dans le but de relancer les échanges, menacés par l'arrêt des achats de blé. Les négociations aboutissent le 11 mai à la signature d'un protocole, qui sera consacré le 12 juillet par la conclusion d'un accord ¹.

Parmi les principales dispositions de l'accord figurent ²:

1. l'octroi par le Gouvernement anglais d'un crédit de 5 millions de livres sterling, destiné à permettre à la Roumanie d'acheter du matériel de guerre anglais;
2. la promesse faite par l'Angleterre d'importer 200.000 tonnes de blé roumain sur la récolte à venir;
3. l'engagement par le Gouvernement roumain d'amender la législation minière de manière à stimuler la production et les exportations de pétrole.

¹ Sur ces négociations, cf. *FO*, 371-23834, lettre Leith-Ross à Brown, 11.5.1939. Il convient de rappeler qu'au moment même où cet accord est conclu se déroulent à Londres les fameuses discussions Wohlthat-Wilson-Hudson, au cours desquelles l'éventualité d'un désintéressement anglais dans le Sud-Est européen est abordée. On ne saurait cependant inférer de ces conversations, non officielles et d'ailleurs mal connues (les interlocuteurs semblent s'y exprimer à titre tout personnel de part et d'autre, et seules les sources allemandes sont complètement accessibles) une volonté anglaise de laisser le champ libre à l'économie allemande dans les Balkans. Il semble que la question d'une non-interférence britannique dans le Sud-Est européen soit une idée de Wohlthat et que, sans la rejeter, ses interlocuteurs anglais l'aient fait dépendre d'un règlement politique général à long terme; sur tout cela, cf. H. METZMACHER, « Deutsch-Englische Ausgleichsbemühungen im Sommer 1939 », dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1966, pp. 369-412. A court terme, en tout cas, comme le prouve l'accord de juillet avec la Roumanie, le gouvernement anglais vise à freiner l'avance économique allemande dans le Sud-Est.

² Texte du protocole dans *FO*, 371-23834.

Ces trois dispositions visent à renforcer la présence britannique sur le marché roumain et menacent directement les positions du *Reich*. L'octroi d'un crédit de 5 millions de livres sterling signifie un retour en force des marchands de canons anglais : la somme correspond à environ 3,8 milliards de *lei*, soit plus qu'aucune commande adressée à l'Allemagne¹. L'*OKW* ne cache pas son inquiétude devant cette perspective : « Ein grosser Teil des rumänischen Importbedarfs, insbesondere Rüstungslieferungen, wurde im Wege des Kredits nach England gelegt... Dadurch kann der deutsch-rumänische Wirtschaftsvertrag an Wert verlieren. »²

La promesse anglaise d'importer 200.000 tonnes de blé inquiète également les autorités allemandes. Si faible soit-elle, cette nouvelle intervention sur le marché des grains risque de faire renaître les difficultés qui avaient paralysé les échanges germano-roumains en octobre 1938 et mars 1939. Le danger paraît certes moins grave, du moment que le *Reich* a obtenu la possibilité d'échanger des armes contre du pétrole et que les importations de ce dernier ne dépendent plus uniquement du volume des achats de blé. Mais encore faut-il que les Allemands puissent maintenir leurs positions sur le marché roumain des armements.

La troisième disposition paraît encore plus menaçante pour le *Reich*. Elle est le fruit d'un marchandage à l'origine duquel se trouvent les compagnies pétrolières britanniques opérant en Roumanie. Sollicitées par le Gouvernement roumain de développer leurs investissements dans le pays, elles n'ont accepté de le faire qu'à la condition que la loi minière soit révisée en leur faveur. Et comme depuis la fin de 1938 le Gouvernement britannique les pressait d'augmenter leurs exportations vers l'Empire, elles lui ont demandé en contrepartie d'appuyer leurs démarches à Bucarest³. D'où la disposition que nous avons mentionnée. Le danger vient pour le *Reich* de ce que cette clause ouvre la perspective d'une relance des investissements anglais en Roumanie. Ce qui signifie non seulement des possibilités de contrôle accrues pour les capitaux britanniques, mais encore et surtout des besoins accrus de transfert (bénéfices, dividendes, pensions, etc.), et par conséquent une augmentation des exportations de pétrole vers l'Angleterre. Les autorités allemandes en sont conscientes et redoutent cette éventualité.

A côté de la Grande-Bretagne, la France s'efforce, elle aussi, de maintenir sa présence économique en Roumanie. Depuis le mois de

¹ Les listes de commande prévues par les Roumains comportent de l'artillerie, des navires et des avions (250 chasseurs, 150 bombardiers). Sur un total de 8 navires demandés (2 destroyers, 2 sous-marins, 1 mouilleur de mines, 3 torpilleurs), les Anglais se déclarent prêts à livrer 3 torpilleurs. En ce qui concerne les avions, ils sont prêts à livrer « a fair number » de chasseurs « Gladiators », ainsi que d'anciens bombardiers (au lieu des bombardiers dernier type réclamés par les Roumains); sur tout cela, cf. *FO*, 371-23833, notice *FO*, 1.5.1939 : « Discussions with Monsieur Gafencu; Roumania: Economic ».

² *MA*, RW 5/v. 351, rapport *Abwehr*, 27.5.1939 : « Aussenpolitische Mitteilung ».

³ Sur tout cela, cf. notamment *FO*, 371-23834, lettre Leith-Ross à Brown, 11.5.1939, *op. cit.*; et protocole du 11.5.1939, *op. cit.*

novembre 1938, des négociations commerciales franco-roumaines traînaient en longueur. La conclusion de l'accord germano-roumain du 23 mars 1939 semble agir comme un catalyseur: le 31 mars, un accord économique est signé, « qui a pour objet d'augmenter le volume des opérations commerciales entre la France et la Roumanie et, en particulier, celui des achats français en Roumanie, dont le taux avait baissé singulièrement dans les derniers mois de 1938 et dans les premiers mois de 1939 »¹. Cet accord prévoit notamment l'importation par la France de 600.000 tonnes de pétrole pour la période mars 1939 - mars 1940. Une prime à l'importation versée par le gouvernement français et l'autorisation accordée aux exportateurs roumains de négocier librement une partie (20 %) des devises acquises doivent permettre d'aligner le prix roumain sur le prix mondial (fob Golfe). L'exécution de l'accord ne tarde pas: le 21 avril 1939, la société *Petrofina*, agissant comme mandataire de 30 sociétés françaises, signe avec 13 sociétés roumaines une première convention d'achat, portant sur 417.000 tonnes de pétrole². La menace pour le *Reich* est directe: la France, après l'éclipse de 1937 (achat de 290.000 tonnes de pétrole seulement), retrouve sa place sur le marché roumain.

A la fin du mois de mai, un rapport de l'*Abwehr* juge ainsi les perspectives d'avenir pour l'Allemagne: « Sowohl die Aufnahmefähigkeit für deutsche Waren als auch die Ausfuhrmöglichkeiten nach Deutschland sind durch die Vertragsabschlüsse mit England und Frankreich so erheblich vermindert worden, dass Rumänien nicht in dem gewünschten Umfang als deutsches Versorgungsgebiet angesehen werden kann. »³

Relations de l'Allemagne avec l'Italie

On sait que le 22 mai 1939, l'Allemagne et l'Italie scellent leur amitié par un pacte d'alliance. Cet événement va-t-il se traduire par une collaboration économique germano-italienne en Roumanie? La question est d'importance, car l'Italie figure parmi les principaux partenaires commerciaux de la Roumanie et constitue un gros importateur de pétrole roumain.

Part de l'Italie dans le commerce roumain entre 1933 et 1938 *:

	% des exportations totales	Quantités de pétrole importées en tonnes	% des exportations de pétrole roumain
1933	9,3 %	904.000	15,4 %
1934	7,7 %	976.000	14,9 %
1935	15,6 %	1.644.890	24,9 %
1936	6,1 %	653.222	9,5 %
1937	6,6 %	575.800	10,2 %
1938	6,2 %	556.535	12,4 %

Si l'on ajoute que l'Italie contrôle une des grandes entreprises pétrolières roumaines (*Prahova*: production de 300.000 à 400.000 tonnes par année)¹, on voit qu'une collaboration germano-italienne eût pu modifier le rapport des forces en Roumanie. Or, force est de constater qu'aucune coopération ne s'est ébauchée entre les deux alliés et qu'aucun plan d'ensemble n'a été conçu en vue de s'assurer des positions économiques plus solides dans le pays². Bien loin de là, une âpre rivalité semble dresser les deux partenaires l'un contre l'autre, notamment dans le domaine des livraisons d'armes: chacun s'efforce d'évincer l'autre du marché roumain et les autorités allemandes redoutent la pression des marchands de canons italiens, en qui ils voient des concurrents funestes³.

¹ AN, 130 AQ 4, rapport Wenger, 15.3.1940: « Rapport sur le protocole franco-roumain de pétrole du 21 avril 1939 et sur son exécution ».

² *Ibid.*

³ MA, RW 5/v. 351, rapport *Abwehr*, 27.5.1939, *op. cit.*

⁴ Etabli et calculé d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 608-611; et *Monitorul Petrolului Raman*, années 1934-1938, *passim*.

¹ Sans compter le contrôle d'une banque de moyenne importance: la *Banca Comerciala Italiana si Romana* (capital: 100 millions de *lei*), dont l'actionnaire majoritaire est la *Banca commerciale italiana*, de Milan.

² C'est du moins ce qui ressort des dossiers consacrés aux relations germano-italiennes à Bonn: AA, *Staatssekretär, Deutsch-italienische Beziehungen*, vol. 1 et 2; *Handakten Wicht, Italien*, vol. 11; et *Handakten Clodius, Italien*, vol. 2-4.

³ Les concurrents italiens les plus redoutés des Allemands sont les firmes *Breda* et *Ansaldo*, ainsi que *Savoia* pour l'aviation; sur cette concurrence, cf. notamment T 77/1780346-61, rapport AGK, 8.1939.

SEPTEMBRE 1939 - MAI 1940

Rôle de la Roumanie dans les plans allemands

Bien que l'éventualité d'un conflit généralisé se soit de plus en plus imposée à Hitler et aux autorités du *Reich*, la déclaration de guerre franco-anglaise ne manque pas de les étonner: on espérait malgré tout pouvoir localiser l'affaire, surtout depuis la signature, à Moscou, du pacte germano-soviétique. Dans le domaine économique, la situation est grave. En dépit des tentatives d'autarcie, l'Allemagne reste encore largement tributaire de l'étranger pour son ravitaillement: la dépendance atteint 20% pour les produits alimentaires et 33% pour les matières premières; dans cette dernière catégorie, elle va dans certains cas jusqu'à dépasser 50% (cuivre: 70%, aluminium: 99%, caoutchouc: 85%-90%, pétrole: 66%)¹. Or, l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre bouleverse tout le système des échanges. Certes, depuis un moment déjà, le *Reich* cherchait à le réaménager. Mais l'urgence de la reconversion le prend au dépourvu. L'effort paraît énorme: c'est plus de la moitié des importations allemandes (52% exactement) qui tombent sous le coup du blocus franco-britannique; dans le domaine des matières premières, la proportion monte même jusqu'à 64%².

La difficulté est d'autant plus grande que le *Reich* ne dispose que de peu de moyens de paiement. Les réserves or et devises se montent en septembre 1939 à 500 millions de *RM*, ce qui, de l'avis des experts, correspond à peine au dixième des importations annuelles en temps de paix³. Les avoirs étrangers de l'Allemagne sont également faibles: 2,5 milliards de *RM*, et ne pourraient être réalisés qu'avec peine⁴. La supériorité de la

¹ Données tirées de T 77/1864209-50, étude Tomberg (haut-fonctionnaire au *Wi Rii Amt*), 1.1940; « Der Aussenhandel in den wehrwirtschaftlichen Vorbereitungen Deutschlands vor dem gegenwärtigen Krieg ».

² Etabli et calculé d'après BA, R T X/333, étude *IG Farben*, 7.10.1939: « Die Aussenhandelslage Deutschlands nach der augenblicklichen Mächtigegruppierung der Welt ».

³ T 77/1864209-50, étude Tomberg, 1.1940, *op. cit.*

⁴ *Ibid.* Ces avoirs se répartissent ainsi: investissements directs (participations) dans des entreprises à l'étranger = 790 millions de *RM*; avoirs en banque ou en caisse d'épargne = 750 millions de *RM*; prêts divers = 470 millions de *RM*; hypothèques = 100 millions de *RM*. Sur la liste des avoirs étrangers, la Suisse vient en tête avec 351 millions de *RM*, suivie par la Hollande (317 millions), les Etats-Unis (146 millions) et l'Angleterre (132 millions).

France et de l'Empire britannique paraît à cet égard écrasante: à elles seules, leurs réserves or et dollars s'élevaient à l'équivalent de 34 milliards de RM¹. C'est là l'assurance d'une grande souplesse commerciale. L'Allemagne n'a finalement d'autre moyen de paiement que ses exportations, ce qui la condamne à commercer avec les seuls pays qui acceptent de conclure des accords de *clearing* avec elle.

Plus que jamais, les pays danubiens, qui présentent le triple avantage d'échapper à un blocus franco-britannique, d'offrir des produits stratégiques et d'accepter le système du *clearing*, apparaissent comme la base de ravitaillement idéale pour le Reich. Et parmi ces pays, la Roumanie apparaît comme la principale source d'approvisionnement en carburant.

Au cours des derniers mois de l'année 1939 et des premiers de l'année 1940, la situation pétrolière de l'Allemagne est la suivante: les besoins dépassent largement les possibilités de la production indigène. Certes, la campagne de Pologne a coûté beaucoup moins de carburant que prévu et pour le mois de septembre la consommation s'est élevée à 520.000 tonnes seulement². Mais les autorités militaires et économiques s'attendent à des chiffres plus élevés en cas d'opérations contre la France et l'Angleterre. D'ailleurs, même en se basant sur les données considérées comme minimales de la campagne de Pologne, les experts parviennent à des conclusions peu encourageantes: face à des besoins estimés à 500.000 tonnes par mois, les plans élaborés par le bureau Krauch prévoient une production indigène de 300.000 tonnes³. Un trou de 200.000 tonnes devrait donc être comblé par l'importation. En réalité, le trou est beaucoup plus important, car la production indigène ne parvient pas à atteindre le niveau prescrit: entre octobre 1938 et mars 1940, elle ne dépasse pas 200.000 tonnes par mois⁴.

Théoriquement, deux fournisseurs étrangers entrent en ligne pour combler le trou: la Roumanie et la Russie.

Aux termes de l'accord de crédit du 19 août 1939, la Russie est tenue de fournir à l'Allemagne du pétrole. Le dit accord prévoit la livraison d'un contingent de 161.500 tonnes, ainsi que la possibilité de contingents supplémentaires⁵. Dès le début d'octobre, des négociations s'engagent, à la faveur

¹ *Ibid.* Soit 13,6 milliards pour l'Angleterre, 14 milliards pour la France, et le reste pour l'Empire britannique et le Canada.

² Etabli d'après T 77/909655-56, tableau *Wi Rü Amt*, 10.1939.

³ T 77/191810-12, étude Griebel (*Wi Rü Amt*), 29.12.1939: « Bedeutung der Erdölzufuhren aus Rumänien für die deutsche Kriegsversorgung ». Dans le cas d'opérations contre la France ou l'Angleterre, on s'attend à des besoins de l'ordre de 750.000 tonnes par mois.

⁴ Etabli d'après W. BIRKENFELD. *Der synthetische Treibstoff 1933-1945*, op. cit., p. 277; et T 77/1872671, étude Tomberg, 9.1940: « Die Probleme der deutschen Rüstungswirtschaft im Kriege ».

⁵ *MA*, *Wi/I/141*, liste des livraisons soviétiques, 19.3.1940: « Auszugsweise Liste von Waren, die aus der UdSSR bis zum August 1941 nach Deutschland zu liefern sind ».

desquelles le gouvernement allemand espère obtenir des livraisons supplémentaires pour un montant égal à 2 millions de tonnes par année. Mais les Russes, prudents, rabattent les prétentions allemandes de moitié et font traîner les choses en longueur. L'accord définitif, portant sur 800.000 tonnes livrables en l'espace d'une année, n'interviendra que le 11 février 1940¹. Voilà donc les Allemands assurés d'un apport de 75.000 tonnes par mois. Mais, en attendant, ils n'ont presque rien reçu, et le retard s'est accumulé: de septembre à décembre, aucune livraison n'a été faite²; en janvier, 18.500 tonnes seulement ont été expédiées en Allemagne. La conclusion de l'accord du 11 février améliorera, certes, la situation, mais pendant tout le printemps 1940, le rythme des fournitures restera largement en deçà des espoirs allemands. Ce n'est qu'à partir de la victoire sur le front ouest que les Russes rempliront vraiment leurs obligations:

Livraisons de pétrole russe à l'Allemagne janvier-août 1940³:

Janvier:	18.500 tonnes	Mai:	50.000 tonnes
Février:	29.000 tonnes	Juin:	80.000 tonnes
Mars:	22.000 tonnes	Juillet:	96.000 tonnes
Avril:	35.000 tonnes	Août:	95.000 tonnes

On ne saurait donc souscrire au jugement émis par F. Friedensburg dans l'article qu'il a consacré aux livraisons russes à l'Allemagne: « Man kann daran ablesen, wie stark des UDSSR daran gelegen sein muss, ... die Hitler-Regierung, auch durch Warenlieferungen ohne ausreichende unmittelbare Gegenleistungen, zu stärken. »⁴ Bien loin de s'empresse de renforcer le potentiel économique de l'Allemagne, la Russie a attendu que celle-ci ait remporté la victoire avant d'honorer ses engagements. Cette attitude ne s'est pas manifestée à propos du pétrole seulement; elle ressort des statistiques générales du commerce germano-russe:

Sur les relations économiques germano-soviétiques en général, on consultera F. FRIEDENSBURG, « Die sowjetischen Kriegslieferungen an das Hitlerreich », dans *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, 1962, pp. 331-338; et W. BIRKENFELD, « Stalin als Wirtschaftspartner Hitlers », dans *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1966, pp. 476-510.

¹ Sur ces négociations, cf. W. BIRKENFELD, « Stalin als Wirtschaftspartner Hitlers », art. cité. Le texte du traité se trouve dans *ASW*, t. 8, livre 2, N° 440, pp. 171-181.

² Et pourtant les Allemands pressent les Russes de leur livrer du pétrole au titre de l'accord de crédit du 19 août 1939, en attendant la conclusion d'un nouvel accord.

³ Etabli d'après T 77/916839 sq., mémoire Thomas (chef du *Wi Rü Amt*), 1944; et *MA*, W 01-8137, étude *Wi Rü Amt*, 16.2.1942: « Die deutsche Treibstoffversorgung im Kriege ». L'article cité de F. Friedensburg ne donne que des chiffres globaux concernant les livraisons de pétrole russe; celui de W. Birkenfeld ne cite pas de chiffre à ce propos.

⁴ F. FRIEDENSBURG, « Die sowjetischen Kriegslieferungen an das Hitlerreich », art. cité, p. 383.

Exportations russes en Allemagne septembre 1939 - août 1940 (milliers de RM)¹:

Septembre:	1.792	Mars:	9.728
Octobre:	2.247	Avril:	16.743
Novembre:	5.495	Mai:	21.055
Décembre:	4.500	Juin:	34.184
Janvier:	4.668	Juillet:	26.605
Février:	10.181	Août:	67.607

Sur un volume d'exportation fixé à 600 millions de RM pour la période septembre 1939 - février 1941², la Russie n'avait livré au 1^{er} mai 1940 que 55 millions de RM, soit en l'espace de huit mois, moins de 10 % des engagements totaux. Il est vrai que l'Allemagne avait livré en contrepartie encore moins. Mais les accords prévoyaient dès le départ un déséquilibre en faveur du Reich.

Dans ces conditions, la Roumanie apparaît aux yeux des instances berlinoises compétentes comme la principale source de carburant possible, ce d'autant qu'à la différence de la Russie, elle se trouve à l'égard du Reich en position de faiblesse³.

Positions allemandes en Roumanie au début de la guerre

Pour le Reich, la situation semble se présenter en Roumanie sous des auspices favorables.

Sur le plan politique, la conclusion du pacte germano-soviétique restreint encore un peu plus la marge de manœuvre des Roumains. Ceux-ci, craignant que la Bessarabie n'ait fait ou ne fasse un jour l'objet d'un marchandage entre les deux partenaires, voient dans l'Allemagne leur seule garantie contre les visées soviétiques. Leur politique étrangère est désormais grevée par cette hypothèque. Ceci explique, en partie du moins, le choix de la neutralité, alors qu'à l'intérieur du pays et jusque dans les organes gouvernementaux, de nombreuses forces poussaient à prendre parti contre l'Alle-

¹ Etabli d'après AA, *Handakten Ritter, Deutsch-sowjetisches Wirtschaftsabkommen*, p. 324231; et BA, R 7 VI/619, tableau 15. Dans le même temps, les livraisons allemandes à l'URSS évoluent de la manière suivante (en milliers de RM):

septembre:	66	février:	1.824
octobre:	2.363	mars:	2.584
novembre:	2.218	avril:	8.095
décembre:	2.885	mai:	15.068
janvier:	2.990	juin:	30.811

² Note Schnurre (président de la délégation économique allemande en Union soviétique), 26.2.1940, ASW, t. 8, livre 2, N° 459, p. 221.

³ Cf. *infra*.

magne¹. Au cours des quatre derniers mois de 1939, la peur de déplaire au Reich paralyse les efforts déployés par la Roumanie pour s'entendre avec la Hongrie et la Bulgarie. Le projet de Bloc des Neutres, relancé par Gafencu en septembre avec l'appui de la Grande-Bretagne et de la France, finit par capoter en novembre sur le refus de Berlin². Depuis la fin de novembre, la guerre russo-finlandaise semble confirmer toutes les craintes roumaines: tant le gouvernement que l'opinion publique sont persuadés que le tour de la Roumanie va venir. Plus que jamais, le Reich apparaît comme l'arbitre des destinées du pays³.

Dans le domaine de la politique intérieure, le Reich marque également des points. Le 21 septembre, le premier ministre A. Calinescu est assassiné par deux terroristes appartenant à la Garde de Fer. Bien que, contrairement aux insinuations de certains historiens roumains⁴, le Reich n'y soit pour rien⁵, un adversaire potentiel est éliminé. Après un intérim d'une semaine,

¹ Le Conseil de la Couronne s'est prononcé en faveur de la neutralité le 5 septembre. D'après divers témoignages allemands, la séance aurait duré 7 à 8 heures et plusieurs personnages influents se seraient prononcés pour une alliance avec la France et la Grande-Bretagne, notamment l'historien N. Jorga et l'ex- et futur premier ministre G. Tatarescu; cf. T 77/1786372, rapport *Abwehr*, 14.9.1939: « Lage in Rumänien »; et T 77/1786375, rapport *Abwehr*, 18.9.1939.

² Sur ce projet, cf. E. CAMPUS, « Le bloc des neutres », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1971, pp. 881-903; *Id. Inteligerea balcanica*, Bucarest, 1972, pp. 317-353; et D. C. WATT, « Intervention au sujet de la communication de M. Warner », art. cité. L'Italie, qui en septembre avait songé à prendre la tête de ce bloc, y renonce à la fin d'octobre sous la pression de Berlin; cf. AA, *Staatssekretär, Italien*, vol. 1, *passim*. L'accueil réservé de Rome et de Berlin au projet roumain décourage Bucarest, qui depuis le début de la guerre russo-finlandaise tend à s'aligner de plus en plus sur les conseils de Berlin; cf. AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, *passim*; et *Balkan, Gemeinschaftlich*, *passim*.

³ AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Fabricius à AA, N° 917, 28.11.1939; et *Rumänien-Russland*, tél. Fabricius à AA, N° 951, 3.12.1939. Les Roumains craignent en outre qu'une attaque russe n'entraîne une intervention hongroise ou bulgare. Inquiet de la panique qui règne à Bucarest, le ministre Fabricius va même jusqu'à proposer à Berlin de favoriser un règlement pacifique entre la Roumanie et ses voisins. Il convient de souligner que Fabricius, comme tous les diplomates en poste dans les Balkans, ignore les clauses secrètes du pacte germano-soviétique; sur tout cela, cf. tél. Fabricius à AA, 8.12.1939, *ASW*, t. 8, livre 1, N° 309, pp. 435-438.

⁴ Cf. par ex. A. SAVU, *Dictatura regala, 1938-1940*, Bucarest, 1970, p. 335. Savu prétend que l'assassinat de Calinescu a été préparé par Berlin dans l'espoir d'un soulèvement de la Garde de fer, soulèvement qui aurait servi de prétexte à une intervention armée allemande: « Unele documente atesta ca uciderea premierului roman se incadra intr — un plan mai vast al hitleristor, potrivit caruia, o data cu asasinatul, trebuia sa se produca in tara agitatiei legionare care se prolejuiasca invazia trupelor naziste sub pretextul necesitatii apararii cetatenilor si intereselor Reichului ». L'auteur n'indique pas les documents sur lesquels il se base.

⁵ Les documents allemands prouvent à l'envi que le Reich n'a aucunement trempé dans l'assassinat de Calinescu; cf. *ASW*, t. 8, partie 1, N° 84, p. 99, note 1; cf. en outre, T 77/1786358-59, notice *Abwehr*, 22.9.1939, dans laquelle les services secrets allemands soupçonnent même les Alliés d'avoir fomenté l'assassinat de Calinescu pour mettre fin à la politique de neutralité; et AA, *Gesandtschaft Bukarest, Politisch Geheim*, lettre Fabricius à Erdmannsdorf, 27.9.1939: « Der Tod Calinescus ist für uns ein recht unangenehmer Schlag gewesen, da er zur Zeit ganz auf der deutschen Linie lag... Immer wenn die Rumänen, die an der Regierung sind, sich uns nähern, tritt die Eiserne Garde dazwischen, es ist wie ein Verhängnis ».

assuré par le général Argeseanu, la succession échoit au politicien C. Argetoianu. Même si celui-ci n'est pas germanophile, sa nomination représente pour l'Allemagne une demi-victoire: plus âgé et moins énergique que Calinescu, il est aussi plus opportuniste. En outre, loin de militer, comme son prédécesseur, en faveur de l'industrialisation forcée du pays, il est partisan d'un développement surtout agricole. D'où une certaine ouverture à l'Allemagne, qui lui paraît être le seul pays désireux et capable de collaborer à l'agrarisement de la Roumanie et en qui il tend à voir un partenaire économique privilégié¹. Sans doute faut-il voir dans le choix d'Argetoianu par Carol II un effet du pacte germano-soviétique.

Sur le plan économique, la situation semble se présenter également favorablement pour le Reich. A la mi-août, des difficultés étaient survenues dans les relations germano-roumaines: à la veille de l'attaque contre la Pologne, alors que les Allemands avaient besoin de l'appoint du carburant roumain, la Banque nationale de Roumanie avait fait suspendre les livraisons de pétrole au Reich, en refusant toute licence d'exportation². Mais, le 24 août, sur intervention de Calinescu, la mesure est rapportée³. Sans doute faut-il y voir une conséquence du pacte germano-soviétique. L'influence de celui-ci s'étend aussi aux négociations qui s'ouvrent en septembre à Bucarest en vue de renouveler le *clearing* germano-roumain. Bien que toutes les demandes allemandes n'aient pas été acceptées, les résultats obtenus par le ministre Clodius paraissent substantiels: pour la période 1^{er} octobre 1939 - 30 septembre 1940, le volume du *clearing* est fixé à 300 millions de RM, soit 50 millions de RM de plus que pour la période précédente; en outre, en dehors du *clearing*, des livraisons de pétrole sont prévues contre la vente d'armes saisies en Pologne. Au total, les fournitures prévues par l'accord atteignent les chiffres suivants:

1.000.000 tonnes de maïs
400.000 tonnes de blé
200.000 tonnes d'orge
1.500.000 tonnes de pétrole

A cela s'ajoute la promesse faite par le président du Conseil roumain de réévaluer le RM le plus rapidement possible⁴.

¹ Sur C. Argetoianu, cf. T 77/1786333, rapport *Abwehr*, 4.10.1939. La participation de C. Argetoianu à de nombreux conseils d'administration ne doit pas faire illusion: il y figure comme politicien et ancien ministre influent, et non pas comme financier ou industriel.

² T 77/1783563, communication *Abwehr*, 15.8.1939.

³ AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 11, tél. Stelzer à AA, N° 349, 24.8.1939; et *Rumänien, Petroleum*, vol. 2, lettre Stelzer à AA, 25.8.1939: « Erdölausfuhr nach Deutschland ».

⁴ AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Clodius à AA, N° 673, 29.9.1939; T 77/1692305, notice Drews (officier de liaison de l'OKW auprès du RWM), 2.10.1939: « Handelsvertrag Rumänien »; et MA, Wi/I/107, notice Drews, 4.10.1939.

Bien que la délégation allemande ait demandé plus, le chiffre de 130.000 tonnes de pétrole par mois paraît suffisant: on calcule à Berlin qu'avec l'appoint du carburant russe, sur lequel on compte encore, il permettra de parer au plus pressé. Les quantités prévues pour les autres produits répondent très exactement aux besoins et aux désirs allemands. C'est donc sur un succès que le ministre Clodius conclut les négociations le 29 septembre, succès dû en grande partie aux modifications de la constellation des alliances ¹. Par crainte de la Russie, certains industriels semblent d'ailleurs être intervenus auprès du gouvernement roumain afin de faire aboutir les négociations à la satisfaction du *Reich*: c'est le cas notamment du magnat de la métallurgie non ferreuse, I. Gigurtu, qui s'est employé à faire triompher les exigences allemandes ².

Dans le domaine politique comme dans le domaine économique, les positions de départ paraissent donc favorables pour le *Reich*.

Difficultés opposées à la poussée économique allemande

En dépit des circonstances que nous venons de décrire, la politique économique allemande en Roumanie va très rapidement se heurter à de graves difficultés. Vu l'intérêt de la question, qui met en lumière l'extraordinaire fragilité des positions allemandes, nous nous y arrêterons assez longuement.

I. SITUATION ÉCONOMIQUE EN ROUMANIE

Les premières difficultés tiennent à la situation même dans laquelle la guerre plonge l'économie roumaine.

Depuis le milieu de l'année, les dépenses militaires ne cessent de croître. Comme elles dépassent bientôt les possibilités du budget — en 1939, 25 milliards de *lei* sont dépensés à ce titre, alors que le budget tourne autour de 30 milliards de *lei* ³ — la Banque nationale est appelée à prendre le relais, soit en faisant des avances directement à l'Etat, soit en escomptant de fausses traites semblables aux fameux « *Mefowechsel* » imaginés par Schacht ⁴. Le procédé n'est pas nouveau — il est utilisé depuis 1938 en tout cas — mais l'importance des dépenses militaires lui imprime un rythme

¹ Succès non seulement économique, mais aussi politique, de l'avis de Clodius: « Der vertragliche politische Teil der Verhandlungen mit Rumänien ist von Deutschland gegenüber England gewonnen worden »; cf. T 77/1780184, notice *Wi Rü Amt*, 30.9.1939. Un rapport du *Wi Rü Amt* juge ainsi le succès économique des négociations: « Die Zahlen des Clodiuschen Abkommens bedeuten bereits eine erheblich gesteigerte Ausnutzung der rumänischen Ausfuhr für die deutsche Kriegsversorgung »; cf. T 77/1798865-73, rapport *Wi Rü Amt*, 18.10.1939.

² *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, notice Clodius, 3.9.1939; et notice Woermann, 17.9.1939.

³ *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, rapport Fabricius, 13.2.1940: « Wirtschaftlicher Jahresbericht 1939 ».

⁴ T 77/1781332-33, lettre K. Blessing à Gouverneur de la *BNR*, 8.10.1941.

accélééré. L'évolution du poste circulation fiduciaire dans le bilan de la Banque nationale en témoigne éloquemment :

Circulation fiduciaire dans bilan B.N. ¹:

		Augmentation en %
1936	25,6 milliards de lei	—
1937	29,4 milliards de lei	14,8
1938	35,2 milliards de lei	19,7
1939	49,4 milliards de lei	40,3

Nous ignorons, certes, le détail des actifs auxquels correspond cette augmentation. Mais d'après une lettre de K. Blessing, directeur à la *Reichsbank*, leur nature ne fait pas de doute: le gonflement de la masse fiduciaire est dû en grande partie aux avances de la Banque nationale à l'Etat ². C'est là l'amorce d'un processus inflationniste, qui comme nous le verrons, est encore aggravé par les difficultés qu'éprouvent les Allemands à payer leurs achats: avec la réapparition d'importants arriérés de *clearing*, le système bancaire roumain est obligé d'intervenir, alimentant par ses avances aux exportateurs la pression de la demande. Aussi, entre septembre 1939 et décembre 1939, les prix internes augmentent-ils en flèche:

Indice des prix de gros, décembre 1937 - février 1940 (base 100 = 1929) ³:

Décembre 1937	78,7	Mai 1939	84,9
Mars 1938	78,8	Juin	84,3
Juin	80,3	Juillet	83,2
Septembre	77,2	Août	84
Octobre	76	Septembre	89
Novembre	78,3	Octobre	92
Décembre	80,5	Novembre	98
Janvier 1939	82,9	Décembre	104,3
Février	82,8	Janvier 1940	109,2
Mars	82,4	Février	114,1
Avril	84		

¹ *AA, Rumänien, Allgemeine wirtschaftliche Lage*, vol. 1, rapports annuels 1936, 1937, 1938; et *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, rapport Fabricius, 13.2.1940, *op. cit.* A la fin de septembre 1941, la circulation fiduciaire atteindra environ 90 milliards de lei.

² T 77/1781332-33, lettre K. Blessing à Gouverneur de la *BNR*, 8.10.1941, *op. cit.* K. Blessing estime que le niveau des avances directes et indirectes de la *BNR* à l'Etat a passé de 19 milliards de lei à la fin de 1937 à 75 milliards en septembre 1941; en septembre 1941, les actifs de la *BNR* se composaient selon lui pour 26,4% d'or et pour 58,4% d'avances à l'Etat. Les chiffres avancés par K. Blessing procèdent d'une expertise faite par lui-même à l'automne 1941 à la demande de la *BNR*, et sur la base des archives de la *BNR*.

³ Etabli d'après *Statistique SDN. Annuaire statistique 1939-1940*, p. 207.

A une augmentation de 9% entre septembre 1938 et août 1939 succède une hausse de 36% pour les seuls mois de septembre à février 1939. Bien que la poussée inflationniste s'exerce surtout sur les prix internes, le mouvement ne manque pas de se répercuter sur les prix à l'exportation, qui en dérivent. D'où des conséquences négatives pour les importations allemandes.

A côté du jeu des avances, un autre élément intervient dans la formation des prix à l'exportation: c'est la réévaluation croissante des devises fortes face au *leu*. Nous avons vu que dans les relations avec certains pays, les exportateurs roumains ont le droit de négocier une partie des devises libérées ou acquises au titre de leurs ventes. C'est le cas notamment des pays avec lesquels n'existent pas d'accord de *clearing* et qui paient leurs importations en monnaie forte (Grèce, Palestine, Egypte...); c'est le cas aussi d'un certain nombre de pays, comme la France et l'Angleterre, qui sont liés à la Roumanie par des accords de *clearing* ou de transfert et dont la monnaie est réputée forte. Les taux auxquels se négocient les quota ainsi réservés peuvent être très élevés. Ainsi, entre septembre 1938 et février 1939, les quota négociables prévus par l'accord de *clearing* anglo-roumain avaient atteint des cours exorbitants, entraînant une forte hausse du cours effectif de la livre. Par la suite, le phénomène s'est assagi: de mars 1939 à août 1939, les devises négociables redescendent à un niveau beaucoup plus proche du cours officiel¹. Mais avec la guerre, la course à la hausse reprend. Dans le cadre du *clearing* anglo-roumain, les livres négociables montent vertigineusement, ramenant le cours effectif à son plus haut niveau antérieur et même bien au-delà:

Cours effectif de la livre-*clearing* à Bucarest, février 1939 - décembre 1939 (moyenne mensuelle en *lei*)²:

Février 1939	576	1010
Juin	..	926
Août	..	1011
Septembre	..	1016
Octobre	..	1051
Novembre	..	1061
Décembre	..	995

Hors *clearing*, dans les relations avec les pays qui paient en devises fortes, l'évolution est analogue. Le saut par rapport à la période d'avant-guerre est même plus marqué. Le phénomène tient au fait que non seule-

¹ Cf. tableau *infra*.

² *Ibid.*

³ BA, R 7 VI 357/1, *NfA*, 16.9.1939: «Neues Handelssystem in Rumänien»; et T 77/1789189-94, étude *IG Farben*, 16.12.1939: «Rumäniens Aussenhandel und der europäische Konflikt».

ment le taux des quota négociables remonte, mais encore que ces quota sont élargis: alors que jusque-là, les exportateurs ne pouvaient négocier que 20 % à 30 % des devises acquises au titre de leurs ventes dans ces pays, la proportion, depuis octobre 1939, est fixée à 70 %. D'où une augmentation très forte du cours des devises dites libres, c'est-à-dire des devises hors *clearing*. C'est ainsi que le dollar, qui rapportait autour de 160 *lei* avant la guerre, en rapporte plus du double à la fin de décembre 1939 (environ 300 *lei*)¹.

Les raisons de la hausse du prix des devises négociables sont faciles à saisir: alarmés par la guerre, doutant plus que jamais de la solidité d'une monnaie en proie à l'inflation, de nombreux citoyens roumains ne songent qu'à mettre à l'abri leurs capitaux. D'où une chasse effrénée aux devises fortes, seule garantie, à leurs yeux, contre la hausse des prix et les aléas de la guerre. Les rapports de la Légation allemande à Bucarest incriminent tout particulièrement la « jüdische Kapitalflucht »². L'accusation ne manque pas de fondement, si l'on songe qu'au cours de l'été et de l'automne 1939 de nombreux magnats juifs ont liquidé leurs entreprises ou vendu leurs participations, les uns de leur plein gré et dans le désir de quitter le pays, les autres sous la contrainte. Il n'est que de citer les noms des grands industriels Margulies (textile), Sapira (métallurgie) et Ausnit (métallurgie) ou celui du financier Kaufmann³. Nul doute que ceux-ci n'aient cherché à faire sortir de Roumanie tout ou partie des avoirs ainsi réalisés. Mais, loin de se limiter au milieu juif, le phénomène semble avoir été très général. Dans son rapport économique annuel, le ministre Fabricius le résume ainsi: « Als Folge des erhöhten Notenumlaufs und der jüdischen... Kapitalflucht in Rumänien wurde der Druck auf die Leu-Währung immer stärker, wobei das bestehende Devisensystem durch Schaffung sogenannter freihandelbarer Devisenquoten diese Kapitalflucht noch erleichterte. »⁴

Dans ces conditions, les prix à l'exportation tendent à monter en flèche: le jeu des avances entraîne une augmentation des coûts de production, cependant que la hausse des devises fortes aboutit à gonfler les montants libellés en *lei*: de la conjonction de ces deux phénomènes résulte la courbe suivante:

¹ Calculé d'après BA, R 2/14156, rapport Ministère des finances (RFM), 9.1.1940: « Deutsch-rumänischer Verrechnungs-Verkehr ». A la fin de 1939, les dollars négociables atteignent un cours de 370 *lei* environ au lieu du taux officiel de 141 *lei*.

² AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, rapport Fabricius, 13.2.1940, *op. cit.*

³ AA, *Rumänien, Allgemeine wirtschaftliche Lage*, vol. 1, rapport Stelzer, 25.8.1939: « Rumänische Wirtschaftspolitik ». C'est précisément sous l'accusation de transfert de capitaux et de devises que M. Ausnit a été éliminé de *Resita*, puis arrêté et condamné.

⁴ AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, rapport Fabricius, 13.2.1940, *op. cit.*

Prix roumains à l'exportation, janvier 1939 - janvier 1940 (base 100 = 1929)¹:

1936:	53	Juin 1939:	60,2
1937:	56,2	Juillet	59,8
1938	57,5	Août	61,8
Janvier 1939	59,3	Septembre	66,8
Février	59	Octobre	74,6
Mars	58,6	Novembre	81,7
Avril	59,5	Décembre	84,5
Mai	60,2	Janvier 1940	88,1

Alors qu'au cours des sept premiers mois de 1939, les prix à l'exportation étaient restés pour ainsi dire stables, ils augmentent entre août 1939 et janvier 1940 de plus de 47%. Nous verrons plus loin que pour certains produits l'augmentation a été de l'ordre de 100% à 200%². Cette évolution ne manque pas d'entraîner pour le *Reich* de graves conséquences. La hausse des prix roumains fait reculer de nombreux acheteurs. Mais, objectera-t-on, une bonne partie des importations allemandes dépend d'offices étatiques ou semi-étatiques, qui bénéficient d'une grande élasticité dans leurs moyens de paiement³. C'est oublier qu'au niveau des échanges globaux, la hausse brutale des prix roumains risque de bloquer le fonctionnement du *clearing*: le *Reich* devrait en effet livrer des quantités de plus en plus grandes de ses propres produits pour obtenir les mêmes quantités de produits roumains qu'auparavant; au moment où l'effort de guerre tend à absorber une part croissante de la production, c'est chose quasi impossible⁴. Les instances économiques du *Reich* évoquent bien la possibilité d'élever les prix des marchandises allemandes pour rétablir l'équilibre⁵. Mais, si sédui-

¹ BA, R 63/216, étude *IG Farben*, 8.5.1940, *op. cit.* Les prix utilisés comme base par les experts d'*IG Farben* sont ceux de l'essence et de l'ensemble des produits agricoles.

² Il s'agit des prix des produits pétroliers.

³ C'est le cas notamment des sociétés importatrices de pétrole, qui travaillent en grande partie avec des moyens du *Reich*.

⁴ Le phénomène est bien illustré par le cas de *Ferrostaal (Gutthoffnungshütte)*. Chargée de la construction d'une fabrique de poudre en Roumanie, *Ferrostaal* demande en janvier 1940 au Ministère des finances de lui garantir ce qu'elle appelle le « risque de production ». Il s'agit là d'une sorte de garantie (*Reichsbürgschaft*) tout à fait nouvelle, qui dans l'esprit des dirigeants de *Ferrostaal* est destinée à couvrir la firme face au Gouvernement roumain au cas où les commandes prioritaires de l'*OKW* l'empêcheraient de livrer. Cette demande insolite témoigne bien de la tension régnant sur le marché allemand. Comme le souligne le général Thomas à cette occasion, « die Industrie sei schon jetzt mit Aufträgen überlastet ». Le Ministère des finances refusera d'ailleurs, craignant de créer un précédent dangereux et arguant que cela revenait à jouer d'une autorité (*RFM*) contre une autre (*Wehrmacht*). Finalement, la *Wehrmacht*, consciente de l'importance de cette commande (80 à 100 millions de *RM*, à compenser par des livraisons de pétrole), acceptera de l'inclure dans son propre programme, de manière à éviter tout retard dans l'exécution! Cf. BA, R 2/30936, rapport *RFM*, 10.1.1940; et T 77/1789167-69, protocole d'une séance tenue au *RWM* le 12.1.1940, 18.1.1940.

⁵ Notamment le *Wi Rü Amt*; cf. AA, *Rumänien, Kriegsggerät mit Rumänien*, vol. 3, lettre Association des exportateurs d'armes (*AGK*) à *RWM*, 18.1.1940.

sante qu'elle paraisse, cette solution se révèle à l'examen impossible. De l'avis de l'Association des exportateurs d'armes (*Ausfuhrgemeinschaft für Kriegsgerät*), le principal obstacle réside dans la concurrence étrangère, qui depuis septembre 1939 se fait plus pressante, en particulier la concurrence anglaise et italienne¹; si le *Reich* veut conserver et même consolider ses positions sur le marché roumain des armements, il doit vendre moins cher que ses rivaux: « Bei den auf dem rumänischen Markt gültigen Konkurrenzverhältnissen, die seit Kriegsbeginn nicht eine Erleichterung, sondern eher noch eine Verschärfung erfahren haben, erscheint es ausgeschlossen, die Lösung mittels einer Erhöhung der deutschen Exportpreise zu suchen. »² En outre, l'institution de « surpris » à l'exportation ne manquera pas de désorganiser le marché intérieur allemand, à la limite lui-même du point de rupture³. Dans ces conditions, la menace d'un blocage du *clearing* apparaît très réelle. Des signes avant-coureurs se manifestent sous la forme d'arriérés de plus en plus importants: alors qu'au cours de l'exercice octobre 1938-septembre 1939 l'Allemagne n'avait pas eu de peine à compenser ses importations, l'exercice octobre 1939 - septembre 1940 s'ouvre sur une série de déficits retentissants, qui aboutit à la fin de décembre à un retard de 23 millions de RM⁴. Loin de représenter un endettement volontaire, comme le voudrait la théorie de l'« impérialisme sans argent », cet arriéré est le signe de l'impasse dans laquelle la hausse des prix roumains accule le *Reich*. Et le terme d'impasse ne semble pas trop fort, si l'on songe que le déséquilibre ainsi créé va, par le biais des avances bancaires destinées à le masquer, alimenter la poussée inflationniste dont il est issu.

Tels sont les principaux phénomènes engendrés par la conjoncture de guerre et qui jouent contre le *Reich*.

2. OFFENSIVE ÉCONOMIQUE ANGLAISE DEPUIS SEPTEMBRE 1939

Aux difficultés que nous venons d'exposer viennent s'ajouter celles qui résultent de l'offensive économique déclenchée par les Anglais dès les premiers jours de septembre 1939.

Dès le 6 septembre, à l'instigation du ministre Hoare, des pourparlers s'engagent à Bucarest entre la Légation d'Angleterre et des représentants des trois principales compagnies sous contrôle britannique: *Astra Romana*, *Steava Romana* et *Unirea*. Diverses mesures sont envisagées pour empêcher

¹ *Ibid.* L'AGK est un organisme semi-étatique, incorporé au *Reichsgruppe Industrie* et chargé de répartir et d'organiser les exportations d'armes.

² *Ibid.*

³ *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, notice Clodius, 12.1940: « Aufzeichnung über die Kursfrage ».

⁴ Calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei*, décembre 1939, pp. 20-21. A partir de janvier 1940, la situation s'améliorera, mais uniquement par suite de la forte réduction des livraisons roumaines, ce qui permettra à l'Allemagne de combler partiellement son retard par des soldes positifs.

le ravitaillement en carburant de l'Allemagne, notamment la réduction de la production des compagnies britanniques et l'achat par l'Angleterre d'importantes quantités de pétrole roumain¹. Saisi de ces suggestions par le *Foreign Office*, le Comité de défense impériale (*CID*) les transmet au Cabinet de guerre (*War Cabinet*), qui décide le 12 septembre d'y donner suite et de créer à cet effet un comité, présidé par Lord Hankey, ministre sans portefeuille².

Plutôt que d'intervenir lui-même comme acheteur sur le marché roumain, ce qui aurait pour effet de placer la Roumanie dans une position difficile vis-à-vis de l'Allemagne, le Gouvernement anglais préférerait agir par l'intermédiaire des sociétés pétrolières britanniques dont dépendent les principales compagnies roumaines. Des négociations s'engagent à ce sujet dès le 15 septembre entre le Secrétariat des mines (auquel est rattaché le *Petroleum Department*) et des représentants de *Shell* (J. B. Kessler), *Steava-British* (Sir A. Stern) et *Phoenix Oil*. Les résultats auxquels elles aboutissent paraissent prometteurs : les trois sociétés en question acceptent d'acheter les plus grandes quantités possibles de pétrole produit par leurs filiales roumaines ; elles s'efforceront en outre de faire acheter par ces dernières tout le pétrole disponible sur le marché roumain et provenant d'autres compagnies ; elles s'engagent, enfin, à ne plus faire livrer de pétrole à l'Allemagne par leurs filiales³.

On ne manquera pas de se demander pourquoi les trois grandes sociétés pétrolières anglaises se sont ralliées aux vœux de leur gouvernement. Jusqu'alors, nous l'avons souligné, elles n'avaient coopéré qu'avec réticence, refusant notamment de renoncer au marché allemand. Sans doute les circonstances sont-elles différentes. En période de guerre, le poids des liens avec le gouvernement se fait sentir plus fortement. Mais cet argument s'applique plus à la *Steava-British* qu'à la *Royal Dutch-Shell*, moins directement liée au *Petroleum Department*⁴. Or, c'est la *Royal-Dutch-Shell* qui joue le rôle de pointe dans la préparation de l'offensive britannique. Un autre facteur pèse certainement d'un grand poids : c'est la nécessité pour les compagnies pétrolières, pour la *Royal Dutch-Shell* en particulier, de disposer de communications maritimes aussi libres et aussi sûres que possible⁵. Il est évident que seule une étroite collaboration avec le Gouverne-

¹ FO, 371-23848, notice FO, 11.9.1939 : « Plan to minimise oil export to Germany from a neutral Roumania ».

² FO, 371-23848, notice FO, 11.9.1939 : « Roumanian Oil » ; et extrait des conclusions du Cabinet de guerre du 12.9.1939.

³ Sur ces négociations, cf. notamment FO, 371-23848, lettre Lord Lloyd à Simon, 16.9.1939.

⁴ Soulignons que J. Cadman, président de l'*Anglo-Iranian*, siège au sein du comité présidé par Lord Hankey et exerce les fonctions de conseiller du *Petroleum Department*.

⁵ N'oublions pas que les concessions de *Royal Dutch-Shell* sont disséminées autour des océans : Venezuela (production de 10 millions de tonnes en 1937), USA (7 à 8 millions de tonnes), Indes néerlandaises (4 millions de tonnes), Mexique (1 million de tonnes),

ment anglais peut leur assurer ces conditions, indispensables au maintien de leur activité. Mais ces deux facteurs ne suffisent pas à tout expliquer. *Royal Dutch-Shell*, *Steava-British* et *Phoenix* n'ont pas agi sous la contrainte seulement. Leur adhésion apparaît comme le fruit d'un marchandage.

L'objet de ce marchandage est le prix du pétrole roumain. Dès le mois de septembre, Kessler intervient auprès des autorités britanniques pour exiger que l'accord de *clearing* anglo-roumain soit modifié: c'est le seul moyen, dit-il, d'attirer le pétrole roumain en Grande-Bretagne; le cours auquel la Banque nationale de Roumanie convertit les livres sterling provenant de la vente de pétrole est trop faible; les exportations vers l'Allemagne rapportent des gains en *lei* supérieurs; seule, une modification du cours de la livre permettrait de rendre le marché britannique aussi attractif que le marché allemand¹. Gagné par cette argumentation, le Gouvernement anglais se met en branle et des négociations s'engagent avec Bucarest². Elles n'aboutissent pas, mais les compagnies pétrolières n'y perdront rien, car, conscient du danger, le Gouvernement anglais acceptera de leur garantir des prix élevés. Finalement, un plan sera mis au point, prévoyant l'écoulement du pétrole roumain partie sur le marché britannique, partie sur les marchés méditerranéens; dans le premier cas, l'écart entre prix mondiaux et prix roumains devait être reporté sur les consommateurs, dans le second, couvert par des subventions du Gouvernement anglais aux compagnies³.

Comme on le voit, les compagnies pétrolières n'ont accepté de renoncer au « régulateur » allemand que parce que le marché britannique consentait à prendre le relais. L'opération se révèle très intéressante pour elles: elle leur permet d'augmenter leurs exportations vers l'Angleterre et par là même d'accroître la part de leurs bénéfices transférables, sans pour autant devoir renoncer à la possibilité de prix élevés que leur garantissait jusque-là le marché allemand.

Borneo (1 million de tonnes), Argentine (500.000 tonnes); le pourtour de la Méditerranée ne compte que pour 2,5 millions de tonnes (Roumanie et Irak); cf. *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, protocole d'une séance tenue à la *Reichsstelle für Bodenforschung* le 14 août 1940.

¹ Bon résumé de la position de Kessler dans *FO*, 371-23849, memorandum Kessler, 9.11.1939 (et annexes).

² *FO*, 371-23837, notice *Treasury*, 6.11.1939.

³ *FO*, 371-23849, protocole de la séance tenue par le Comité Hankey le 15.11.1939; memorandum *Petroleum Department*, 12.11.1939; cf. aussi M. PEARTON, *Oil and the Romanian State*, op. cit., passim. Ce plan est définitivement mis au point en décembre 1939, de concert avec la France, qui accepte de prendre sa part de ces achats; mais il fonctionne déjà avant sa mise au point définitive. Il ne semble pas que le gouvernement anglais se soit porté lui-même acheteur de pétrole roumain; il s'est contenté de garantir des prix élevés sur le marché national, soumis à son contrôle. En ce qui concerne le paiement des importations de pétrole roumain, il devait se faire en principe par la voie du *clearing*; en fait, *Royal Dutch-Shell* s'est contenté de créditer à Londres ses filiales roumaines d'une partie des montants dûs, ce qui supprimait les difficultés liées au mécanisme du *clearing*.

3. EFFETS DE L'OFFENSIVE ÉCONOMIQUE ANGLAISE

Les effets de l'offensive économique anglaise se manifestent de deux manières: hausse des prix du pétrole et diminution des livraisons à l'Allemagne.

a) Hausse des prix du pétrole

Nous avons vu plus haut que la hausse des prix à l'exportation était due en partie à la conjoncture interne. Elle s'explique aussi par l'ascension vertigineuse des prix du pétrole sous le coup de l'offensive économique anglaise.

En acceptant de garantir des prix élevés, supérieurs aux prix mondiaux, le Gouvernement anglais déclenche un processus extrêmement dangereux pour le Reich. Se sachant assurés par le marché britannique, *Astra Romana*, *Unirea* et *Steava* augmentent leurs prix en *lei*. Pour le faire, elles se servent très habilement de la nouvelle législation sur les devises libres¹. Les prix du pétrole, rappelons-le, sont libellés en dollars. Jusqu'en septembre 1939, la conversion en monnaie étrangère, en monnaie allemande par exemple, se faisait au taux officiel: tant de dollars = tant de *lei* au taux officiel = tant de *RM*. Avec la nouvelle législation, la situation se modifie. Nous avons vu que cette législation, en instituant de gros quotas négociables, avait fait grimper le dollar bien au-dessus de son cours officiel. Les sociétés sous contrôle britannique ont là un prétexte tout trouvé: sans toucher aux cotations en dollars ou en n'y touchant que faiblement, elles peuvent exiger des prix en *lei* très élevés; il leur suffit pour cela de demander la conversion en monnaie étrangère au cours effectif du dollar: tant de dollars = tant de *lei* au cours effectif du dollar = tant de *RM* ou de livres sterling; d'où hausse des prix pour les pays qui paient leurs achats de pétrole en devises non négociables, ce qui est le cas de la Grande-Bretagne comme de l'Allemagne². Cet artifice permet d'imposer des prix très élevés au marché britannique, prix qui, sans cela, eussent pu paraître arbitraires et se heurter à un refus du Gouvernement britannique. Les exportateurs en question ne se sont

¹ Rappelons que les devises dites libres sont les devises fortes acquises par des exportateurs roumains au titre de leurs exportations dans des pays qui n'ont pas conclu d'accord de transfert ou de *clearing* avec la Roumanie.

² Cela revient à calculer les prix en livres ou en *RM* à partir des cotations en dollar de la manière suivante: soit un prix de 37 dollars par tonne; 70% de 37 \$ × cours sur marché libre (350 *lei* vers novembre 1939) + 30% de 37 \$ × cours officiel (141 *lei*) = = 10.630,10 *lei*; 10.630,10 *lei* × cours officiel *RM* = 262,47 *RM*. Calculé au taux officiel du dollar, le prix donnerait: 37 \$ × cours officiel (141 *lei*) = 5217 *lei* × cours officiel *RM* (40,5 *lei* par *RM*) = 130,43 *RM*. Pour la conversion en livre sterling, procédure analogue. On voit que la manière de calculer s'appuyant sur la nouvelle législation sur les devises entraîne un renchérissement de l'ordre de 100%. Sur tout cela, cf. *AA. Rumänien, Petroleum*, vol. 2, notice Gensch (directeur *Rhenania-Ossag*), 4.11.1939; notice Gensch, 13.11.1939; et *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, notice Klugkist, 10.1939.

d'ailleurs pas contentés d'aligner leurs cotations en *lei* sur la base du dollar; ils l'ont fait au début, de manière à enclencher le mouvement des exportations vers la Grande-Bretagne; mais, une fois le mécanisme en marche, ils se sont mis à hausser également les cotations en dollars, en arguant de la hausse des prix internes roumains¹. Le phénomène, bien entendu, n'affecte pas les seules exportations vers l'Angleterre; il touche également celles vers l'Allemagne. Certes, *Astra Romana* ou *Unirea* livrent presque exclusivement à la première; mais le marché roumain est un et la formation des prix y est dominée par les sociétés sous contrôle britannique: ce sont elles, et tout particulièrement *Astra Romana*, qui dictent les cotations *job Constantza*². Les compagnies purement roumaines, qui sont les pourvoyeuses attirées du *Reich*, suivent le mouvement, trop heureuses de s'abriter derrière ces cotations pour faire des gains sur le dos de leur client.

Ainsi donc, la politique d'achat du Gouvernement anglais et la volonté des sociétés britanniques d'en tirer tout le parti possible se conjuguent pour projeter vers le haut la courbe des prix:

Evolution des prix en *lei* entre août 1939 et janvier 1940 (base 100 = août 1939)³:

	Essence pour avion	Essence	Gasoil
Août 1939	100	100	100
20 décembre 1939	212,4	164	209
5 janvier 1940	347	256	258

Entre septembre 1939 et janvier 1940, les prix du pétrole font plus que doubler. Pour l'Allemagne, la situation devient catastrophique. Comme nous l'avons déjà signalé, les arriérés de *clearing* recommencent à s'accumuler, menaçant de paralyser les échanges et freinant l'importation de pétrole roumain. L'avenir paraît sombre: le 8 janvier 1940, l'officier de liaison de l'*OKW* auprès du Ministère de l'économie constate que, calculés aux prix du 20 décembre 1939, les achats de pétrole prévus pour la période janvier-septembre 1940 atteignent 400 à 450 millions de *RM*, alors que l'Allemagne n'a pas plus de 200 à 250 millions de *RM* à fournir en contrepartie⁴.

¹ *Ibid.*; *AA, Rumänien, Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 3, notice *AGK*, 18.1.1940, *op. cit.*; *FO*, 371-23849, tél. Kessler à Stern, N° 537, 6.10.1939; et memorandum Stern, 10.11.1939, *op. cit.*

² *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. 5, rapport Neubacher, 24.1.1941: « Die rumänische Mineralölwirtschaft im Jahre 1940 ».

³ Calculé d'après *MA, Wi/1/107*, notice Drews, 8.1.1940, *op. cit.*

⁴ *Ibid.*

b) Diminution des livraisons à l'Allemagne

La hausse des prix n'est pas seule à freiner l'importation de pétrole roumain par l'Allemagne. L'embargo mis par les sociétés pétrolières britanniques sur les livraisons au *Reich* joue également un rôle.

Dès le 16 septembre, *Royal-Dutch-Shell*, *Steava-British* et *Phoenix* prennent des mesures pour augmenter les exportations vers l'Angleterre et réduire celles vers l'Allemagne¹. Dans le cas de *Steava* et d'*Unirea*, les résultats sont presque immédiats: à partir de la fin d'octobre, ces deux compagnies ne livrent plus rien au *Reich*². Dans le cas d'*Astra*, en revanche, le freinage s'opère beaucoup plus lentement: l'arrêt n'intervient qu'au début de février 1940, après que d'énormes quantités de pétrole aient été expédiées en Allemagne entre septembre et novembre 1939 (29.000 tonnes par mois en moyenne, soit deux fois plus qu'au cours des six premiers mois de l'année)³. Les raisons de ces livraisons massives nous échappent. D'après des rapports de L. Wenger, administrateur-délégué de *Petrofina* et directeur effectif de *Concordia*, il s'agirait là d'une politique délibérée destinée à favoriser l'Allemagne⁴. Rien d'étonnant, affirme Wenger, si l'on songe que « M. O. Stern est un ancien officier allemand ... (et qu') il y a d'ailleurs dans le personnel dirigeant de la société des Allemands et même des nazis agissants »⁵. Les propos de Wenger paraissent outrés. D'après un rapport de l'*OKW*, Stern, s'il est bien un ancien officier allemand et s'il a longtemps été directeur de la société allemande *Rhenania-Ossag*, suit strictement les ordres de Londres: « ... hat immer die ganz strikten Direktiven von London befolgt; seit September 1939; alle die nicht ähnlich eingestellten Personen sukzessive entfernt. »⁶ Le même rapport souligne que le personnel dirigeant d'*Astra* est en majorité germanophile. Il semble en fait que les livraisons massives d'*Astra* s'expliquent par l'exécution de contrats antérieurs difficiles à rompre (sous peine de lourdes pénalisations financières). C'est du moins ce qu'affirme O. Stern dans un long mémoire adressé au *Foreign Office* au début de novembre 1939⁷. La bonne volonté de *Royal Dutch-Shell* et d'*Astra* apparaît d'ailleurs clairement dans leur politique d'achat: à mi-novembre, *Royal Dutch-Shell* a acheté par l'intermédiaire d'*Asiatic Petroleum* environ 120.000 tonnes de pétrole à *Astra*⁸, cependant que celle-ci s'efforce d'acquérir pour le compte d'*Asiatic* le plus de carburant possible sur le marché roumain.

¹ FO, 371-23848, lettre Lord Lloyd à Simon, 16.9.1939.

² FO, 371-24975, p. 52.

³ *Ibid.*

⁴ FO, 371-23849, rapport Wenger, 10.1939: « Note sur la société Astra Romana ».

⁵ *Ibid.*

⁶ T 77/1784629, notice *Abwehr*, 17.7.1940.

⁷ FO, 371-23849, memorandum Stern, 10.10.1939, *op. cit.*

⁸ FO, 371-23849, annexe 1 à extrait des décisions du Cabinet de guerre du 16.11.1939.

Au total, le bilan de l'offensive commerciale anglaise se révèle positif. Le rachat par les sociétés britanniques de la production de leurs filiales roumaines coupe le Reich de la principale source de pétrole roumain. En outre, les achats opérés par Astra auprès des producteurs roumains pour le compte d'Asiatic entravent le ravitaillement du Reich. Tout d'abord, ils aboutissent à faire diminuer les quantités disponibles pour les importateurs allemands. Ensuite, ils tendent à susciter chez ces producteurs une politique de stockage: dans l'attente de voir les prix encore monter sous la pression des achats britanniques, les sociétés roumaines diffèrent le plus possible leurs ventes à l'Allemagne¹. D'où l'évolution suivante:

Livraisons des exportateurs « roumains » à l'Allemagne entre septembre 1939 et février 1940 (en tonnes)²:

	Première moitié 1939 (moyenne mensuelle)	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Moyenne mensuelle
<i>Rafinajul</i>	18.507	4.256	7.639	6.295	5.112	442	2.309	4.342
<i>Redeventza</i>	13.381	1.783	1.774	5.551	7.327	5.635	1.431	3.917
<i>Creditul</i>	7.046	11.745	5.974	8.362	6.626	6.667	10.151	8.254
<i>Sanielevici</i>	7.636	5.768	6.839	6.751	7.209	3.621	2.676	5.477

Dans ces conditions, le ravitaillement de l'Allemagne en pétrole roumain devient problématique: non seulement les sociétés sous contrôle britannique refusent leur concours, mais encore les exportateurs purement roumains mesurent le leur.

4. POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

Dans la résistance économique à l'Allemagne en Roumanie, la France joue également un rôle, même s'il est moins important que celui de la Grande-Bretagne. Bien que les archives du Quai d'Orsay soient fermées, les fonds de la série F 12, et les papiers de la maison Desmarais permettent de retracer les efforts déployés par Paris pour seconder ses alliés³.

¹ *Ibid*: et FO, 371-24973, memorandum Bridgemann (chef du département Pétrole au Ministère de la Guerre économique), 26.3.1940.

² FO, 371-24975, p. 52, *op. cit.*

³ Sur ce sujet, cf. en général M. PEARTON. *Oil and the Romanian State, op. cit.*, pp. 245-247, ainsi que AN, 130 AQ 4, rapport L. Wenger, 15.3.1940: « Rapport sur le protocole franco-roumain de pétrole du 21 avril 1939 et sur son exécution »; 130 AQ 50, lettre Wenger à Pétain, 30.12.1940; et F 12-9935, rapport Thierry à Quai d'Orsay, 2.2.1940.

La réaction française s'organise selon des lignes différentes de celles de la Grande-Bretagne. Les buts sont identiques, mais les méthodes divergent. Si les Britanniques comptent essentiellement sur leur puissance financière pour faire barrage à l'Allemagne, les Français raisonnent plutôt en termes politico-militaires : ils croient avant tout à l'efficacité du sabotage et des pressions exercées sur le Gouvernement roumain¹. Aussi, dans le domaine économique, leur action reste-t-elle hésitante. L. Wenger, envoyé à Bucarest à la mi-septembre par le ministre du Blocus et chargé d'y organiser des achats de pétrole pour le compte du Gouvernement français, ne parvient pas à coordonner ses activités avec celle des Anglais². Il réussit, certes, à faire cesser les livraisons de pétrole à l'Allemagne par les compagnies sous contrôle français : dès le début de février, *Concordia* interrompt toute exportation vers le *Reich*³. Mais, il n'arrive pas pour autant à augmenter les livraisons à la France, seul moyen de mettre la production roumaine définitivement à l'abri de l'Allemagne. Les raisons de cet échec sont évidentes : elles résident dans la politique de bas prix pratiquée par le Gouvernement français. Au lieu d'accepter des sacrifices financiers, celui-ci se contente d'agir dans le cadre des contrats d'avant-guerre, en particulier de celui d'avril 1939. Or, les conditions fixées par ce dernier sont presque d'emblée dépassées. La hausse des cotations provoquée par l'offensive économique anglaise et par la montée des dollars négociables rend ridicules les prix autorisés par les dispositions du printemps 1939 : dans ses rapports, L. Wenger constate que les exportateurs roumains ne peuvent réaliser en France que 3367 *lei* par tonne, alors qu'ils obtiennent plus du double en Angleterre ou en Allemagne (8000 à 9000 *lei*)⁴. Conscient de l'absurdité de la situation, il s'efforce depuis décembre 1939 d'obtenir de Paris l'autorisation de négocier avec ses partenaires roumains une modification du système. Mais l'opposition tenace du Ministère des finances retarde toute décision. Ce n'est que le 8 mars 1940 qu'un avenant pourra être signé,

¹ FO, 371-23850, notice C. Kirsch (directeur *Petroleum Department*), 12.12.1939 :

« Note of a meeting between Sir Cecil Kirsch and Mr. Kessler on the 12th December 1939 ». Si, selon Kirsch, de Monzie, ministre des travaux publics (ministère dont dépend l'Office des carburants) partage le point de vue britannique, Pineau, directeur de l'Office des carburants, et donc responsable direct du blocus dans ce domaine, « is more ready to stress at this stage the point that we may be leaving the commercial terrain and entering the political and military field ».

² AN, 130 AQ 50, lettre Wenger à Pétain, 30.12.1940, *op. cit.* Wenger est en outre chargé d'organiser, de pair avec les Anglais et les Roumains, la destruction éventuelle des puits de pétrole. Les négociations relatives à cette question buteront sur le problème des dédommagements à attribuer aux sociétés détruites et à l'Etat roumain, les Roumains évaluant les premiers à 40-50 milliards de *lei* et les Alliés à 20 milliards de *lei*. Ce n'est que le 15 mai 1940, après sept mois de tergiversations, que les négociations aboutiront à la mise par écrit des conditions financières ; il sera évidemment trop tard ; cf. aussi AN, F 12-9935, analyse des rapports Wenger par EMG, 7.12.1939.

³ AN, F 12-9935, rapport Thierry à Quai d'Orsay, 2.2.1940, *op. cit.* Dès septembre 1939, *Colombia* ne livre plus goutte au *Reich*.

⁴ AN, 130 AQ 4, rapport Wenger, 15.3.1940, *op. cit.*

prévoyant des prix supérieurs pour les exportateurs roumains (hausse rendue possible par l'augmentation de la prime versée par le Gouvernement français et par la possibilité pour les exportateurs de négocier 30% du produit de leurs ventes). Mais cette modification de dernière heure se révélera inutile, le *Reich* ayant conclu deux jours avant avec la Roumanie un accord lui garantissant d'importantes livraisons à des conditions particulièrement favorables. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, des résultats médiocres de l'action organisée par L. Wenger: de septembre 1939 à février 1940, la France n'importe que 110.000 tonnes de pétrole roumain, soit à peine plus qu'au cours des six mois précédant la guerre (106.000 tonnes)¹.

Echec donc, ou plutôt demi-échec, car le refus des compagnies à volonté française de livrer à l'ennemi constitue malgré tout un succès. Ce demi-échec souligne une fois de plus le manque d'unité de vues entre les Alliés. Alors que les Britanniques misent sur les vertus de l'offensive économique, les Français n'y voient qu'une action secondaire et donnent la priorité à la création d'un front politico-militaire balkanique. D'où dans le domaine économique, absence de toute coopération efficace, les Anglais pratiquant une politique de surenchère, alors que les Français, absorbés par leurs chimères diplomatico-stratégiques, restent emprisonnés dans les schèmes commerciaux d'avant-guerre.

Résultats de l'offensive économique alliée en Roumanie

Si la contradiction existant entre les politiques française et anglaise ne manque pas d'émousser l'efficacité de la réaction alliée, celle-ci n'en produit pas moins des résultats étonnants. Hausse des prix roumains et politique d'achats et d'embargo des Alliés se conjuguent pour couper peu à peu l'Allemagne du marché roumain. Le tableau est encore aggravé par des difficultés de transport: en raison de l'achat ou de la location par les franco-britanniques d'une partie de la flotte du Danube, le *Reich* éprouve beaucoup de peine à acheminer les contingents qu'il réussit à s'assurer².

L'évolution des échanges entre la Roumanie et les belligérants témoigne bien de la situation. Si jusqu'en novembre 1939, l'Allemagne réussit à maintenir sa place en tête des importateurs, à partir de décembre, elle est dépassée par l'Empire britannique: ses achats diminuent fortement, alors que ceux de l'Empire augmentent.

¹ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, années 1939 et 1940, *passim*.

² Sur cette question, cf. M. PEARTON, *Oil and the Romanian State*, *op. cit.*, *passim*.

Exportations de la Roumanie vers les belligérants entre septembre 1939 et mars 1940¹:

	Allemagne (Reich + Protectorat)		Empire britannique		Empire français	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
Août 1939	241.393,4	39,7%	54.528,2	9%	60.097,6	9,9%
Septembre	132.457,9	36,4%	45.187,1	12,4%	13.754,3	3,8%
Octobre	183.694,5	36,2%	64.749,4	12,8%	34.762,9	6,9%
Novembre	257.247,7	40,8%	112.876,7	17,9%	27.672	4,4%
Décembre	204.234,2	27,5%	220.000	29,6%	50.000	6,7%
Janvier 1940	77.912,3	15%	153.082,7	29,5%	66.348,4	12,8%
Février	74.896,4	19,4%	111.375,7	28,9%	19.589,4	5,1%
Mars	127.051,9	24,2%	179.763,2	34,3%	22.653,7	4,3%

Le recul de l'Allemagne est net. Encore ces chiffres ne concernent-ils que les échanges globaux. Si l'on se concentre sur les livraisons de pétrole, enjeu suprême de la lutte, la gravité du phénomène apparaît encore plus clairement.

Exportations de pétrole roumain vers l'Allemagne, l'Empire français et l'Empire britannique entre août 1939 et mars 1940²:

	Allemagne (Reich + Protectorat)		Empire britannique		Empire français	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
Avril- août 1939 (moyenne mensuelle)	139.353	38,22%	34.687	9,51%	35.901	9,95%
Septembre	69.691	33,85%	33.578	16,31%	8.859	4,3%
Octobre	83.713	27,42%	34.049	11,15%	32.567	10,67%
Novembre	88.835	29,62%	39.088	13,03%	25.011	8,34%
Décembre	81.923	19,86%	145.699	35,33%	58.203	14,11%
Janvier 1940	28.246	9,18%	123.180	40,01%	59.533	19,34%
Février	30.778	14,17%	81.516	37,53%	15.160	6,98%
Mars	44.797	15%	130.398	43,69%	18.556	6,22%

¹ Etabli et calculé d'après *Comertul exterior al Romaniei, 1939 et 1940, passim*. L'utilisation du critère tonnage se justifie par le fait qu'au cours de la période étudiée la composition des exportations vers les divers débouchés ne subit pas de modification sensible.

² Etabli et calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman, 1940, pp. 251, 336, 443, 574*.

Non seulement les importations franco-britanniques tendent depuis décembre 1939 à croître très fortement, mais encore celles de l'Allemagne ne cessent depuis le début de la guerre de diminuer, passant dans une première phase d'une moyenne mensuelle de 140.000 tonnes à une moyenne de 80.000-90.000 tonnes, puis dégringolant de là jusqu'à 30.000-40.000 tonnes.

Réaction allemande, octobre 1939 - mars 1940

Dès octobre 1939, les instances économiques et militaires allemandes prennent conscience de cette évolution. Au début, elles tendent à imputer la baisse des importations aux difficultés de transport, difficultés réelles et provoquées par la fermeture de la Méditerranée. Mais, très rapidement, les experts du *RWM* et les sociétés importatrices se rendent compte que cette question ne joue qu'un rôle secondaire et localisent le danger ailleurs : dans la hausse des prix roumains et dans l'attitude des compagnies pétrolières à volonté franco-britannique. Comme le souligne le 3 novembre le capitaine Griebel (*Wi Rü Amt*) à la suite d'une séance du conseil d'administration de *Südostchemie* et d'une discussion à l'*Auswärtiges Amt* : « Die vorhandenen Transportmittel genügen zur Not, um bei einwandfreiem Arbeiten der Verladungen und Abfertigungen 100.000 t. Mineralöl im Monat nach Deutschland zu bringen... Zur Zeit besteht eine erheblich grössere Gefahr für die Lieferungen aus Rumänien in der Preisentwicklung und in der Handhabung des Devisenregimes. »¹ Sans doute, les difficultés de transport existent-elles. Au début de l'année 1940, lors du gel du Danube, elles se feront sentir avec acuité. Mais, même alors, la grande crainte des représentants du *RWM* et de l'*OKW* restera la question de l'attitude des compagnies pétrolières à volonté ennemie et de leur politique de surenchère².

Conscient de la gravité de la situation, le *Reich* cherche la parade. Des divers moyens qui sont à sa disposition, il rejette ceux qui impliquent le recours à la force armée. L'étude opérationnelle dont fait état le *Kriegstagebuch* de Halder à la date du 2 janvier 1940 n'est pas un plan d'invasion ni d'occupation du pays : à l'*OKW* comme à l'*OKH*, on sait qu'une attaque contre la Roumanie entraînerait la destruction des puits et des installations pétrolières ; il s'agit d'un projet d'intervention dans la région pétrolifère en cas de conflit roumano-russe ou roumano-hongrois ; rien qui ressemble

¹ T 77/1791813-14, notice Griebel, 3.11.1939 : « Vortragsnotiz über die Einfuhrfrage für Mineralöl aus Rumänien » ; cf. aussi T 77/1783377-80, notice *Wi Rü Amt*, 2.11.1939 : « Aktennotiz über die Besprechung im AA am 2.11.1939 unter dem Vorsitz des Gesandten Clodius », et *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. 2, notice Gensch (*Rhenania Ossag*), 4.11.1939 : « Besprechung im Auswärtigen Amt ».

² Il convient de souligner que pour se justifier de leur peu de succès, les représentants de l'*AA* auront toujours tendance à rendre responsables de la situation les difficultés de transport. Mais les représentants du *RWM*, du *VJP* et de l'*OKW* ne seront pas dupes.

à la préparation d'une invasion, donc¹. Le *Reich* s'inspire d'une stratégie différente: il vise à s'assurer le contrôle du pétrole dans le cadre de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat roumain, en exploitant les atouts dont il dispose sur l'échiquier politique: révisionnisme hongrois ou bulgare et pacte germano-soviétique. Les lignes selon lesquelles s'organise cette prise de contrôle sont les suivantes: 1. implantation de capitaux allemands en Roumanie; 2. réaménagement des rapports commerciaux avec la Roumanie.

Pénétration des capitaux allemands en Roumanie

Décidé à briser l'offensive économique alliée en l'atteignant au cœur, le *Reich* s'efforce tout d'abord d'élargir son implantation financière en Roumanie: c'est là, lui semble-t-il, le seul contrepoids possible à l'influence exercée par les capitaux franco-britanniques. Amorcé dès avant le début de la guerre, le processus de pénétration s'accélère à partir d'octobre 1939.

Dans le secteur bancaire, les efforts déployés au cours de l'été 1939 portent leurs fruits. En janvier 1940, l'opération relative à la *Banca de Credit Roman* aboutit: la *Deutsche Bank* devient actionnaire de la *Banca*. Il semble que le roi Carol, grand actionnaire de la société depuis l'éviction de O. Kaufmann, ait favorisé cette transaction, vraisemblablement sous la pression allemande et parce qu'il y voyait une sorte de garantie face à la Russie². Nous ignorons le montant de la participation allemande. Sans doute celle-ci est-elle relativement modeste; mais, liée aux moyens de pression dont le *Reich* dispose à l'égard du souverain, principal actionnaire, elle suffit à faire de la *Banca* une institution à volonté allemande. C'est en tout cas ainsi que les instances berlinoises considèrent cette dernière: un rapport de la *Reichsgetreidestelle*, du 12 février 1940, ne parle-t-il pas des deux banques allemandes à Bucarest: «...zwar Bancara (Dresdener Bank) und Kreditbank (Deutsche Bank)...»³ Le passage sous contrôle allemand de la *Banca de Credit Roman* constitue pour le Reich un atout important: c'est une très grosse banque, dont les ressources peuvent être précieuses à deux titres: tout d'abord, pour couvrir les arriérés de *clearing*; ensuite et surtout, pour assurer le financement, définitif ou provisoire, des participations jugées nécessaires dans le secteur pétrolier (mise à disposition de *lei*)⁴. La base bancaire ainsi acquise n'en demeure pas moins étroite: tout

¹ F. HALDER, *Kriegstagebuch. Tägliche Aufzeichnungen des Chefs des Generalstabes des Heeres 1939-1942*, éd. par H. A. Jacobsen, vol. 1, Stuttgart, 1962, p. 151.

² AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Clodius à AA, N° 90, 24.1.1940.

³ AA, *Rumänien, Handel 13 A*, vol. 3, notice Donner (*Reichsgetreidestelle*), 12.2.1940: «Rumänien: Finanzen».

⁴ AA, *Chef AO, Rumänien*, dossier v. Ressig, *op. cit.*

d'abord, parce qu'elle reste plus faible que celle dont dispose les Alliés; ensuite, parce que depuis août - septembre 1939, les ressources empruntées du système bancaire fondent par suite de retraits importants ¹.

Dans le domaine métallurgique, le succès est encore plus net: dès janvier 1940, les *Reichswerke H. Göring* pénètrent dans les sociétés *Resita* et *Copsa-Mica si Cugir*. Jusqu'à la guerre, toutes les tentatives faites par les *Reichswerke* pour s'emparer des actions *Resita* et *Copsa* détenues par *Zbrojovka* s'étaient heurtées au refus de la *Westminster Bank* de débloquer les titres dont elle avait la garde. Aussi, à partir d'octobre 1939, le *Reich* adopte-t-il une autre tactique: plutôt que de laisser l'affaire se développer au niveau privé, il décide de la porter au niveau gouvernemental, en faisant pression sur le cabinet roumain pour que celui-ci annule les actions en question et fasse à leur place des duplicata devant être remis aux propriétaires (soit *Zbrojovka*). Le 8 novembre, une nouvelle législation sur les fabriques d'armements est promulguée par le Gouvernement roumain: elle interdit la constitution de syndicats dans ce secteur et oblige les sociétés visées à «émettre à la place de leurs actions bloquées à l'étranger leurs duplicata» ². Dès lors, et en dépit de vigoureuses protestations du Gouvernement britannique, alerté par des exilés tchèques, les jeux sont faits: le 24 janvier, Clodius, en mission à Bucarest, peut annoncer à Berlin que l'affaire est réglée ³. Certes, les participations dont les *Reichswerke* disposent désormais à *Resita* et à *Copsa* ne sont pas considérables: 8% dans le premier cas, 19% dans le second; mais elles suffisent à leur permettre de surveiller, sinon de contrôler, le marché roumain des armements ⁴. En outre, et c'est là aux yeux de la *Wilhelmstrasse* et de l'*OKW* un aspect très important, elles représentent une monnaie d'échange précieuse: le cas échéant, comme le souligne Clodius, elles peuvent être troquées contre des participations dans l'industrie pétrolière ⁵.

Dans le secteur pétrolier, en revanche, les résultats de l'offensive allemande demeurent modestes. Certes, l'opération *Petrol-Block*, commencée dès avant la guerre, se conclut sur un succès. A la suite d'achats en bourse, de la conversion de la créance *B.K.M.* et d'une modification du capital,

¹ Cf. *infra*. Soulignons qu'en 1941 la *Deutsche Bank* cédera la place à la banque d'Etat, la *Reichskreditgesellschaft*, qui élargira sa participation au point d'occuper deux sièges sur 8 au conseil d'administration de la *Banca*; cf. *Compass*.

² *FO*, 371-24983, memorandum Jansa, 1.1940, *op. cit.*; cf. aussi *FO*, 371-24983, memorandum Friedmann, 2.1.1940, *op. cit.*; tél. *FO* à Hoare, N° 58, 13.1.1940.

³ *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à *AA*, N° 93, 24.1.1940.

⁴ Dès le mois de juillet 1940, trois sièges (sur 20) au conseil d'administration de *Resita* sont occupés par des représentants des *Reichswerke*; ces représentants sont: G. Schmidt, ancien ministre des affaires étrangères d'Autriche, puis membre du conseil d'administration des *Reichswerke*; A. Göring, frère de H. Göring, et K. Staller, directeur de *Zbrojovka*. A *Copsa-Mica si Cugir*, les représentants des *Reichswerke* occupent trois sièges sur douze; ce sont les mêmes qu'à *Resita*. Cf. *Compass*.

⁵ *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à *AA*, N° 93, 24.1.1940, *op. cit.*

modification imposée par le créancier *B.K.M.* alias *Südostchemie* et entraînant droit de préemption et achat d'actions pour le compte de cette dernière, la firme allemande acquiert le contrôle de l'entreprise: au début de l'année 1940, elle détient 72% de son capital-actions¹. A côté de *Petrol-Block*, d'autres opérations sont amorcées, qui portent sur de petites sociétés: *Foraky Romaneasca*, *Naphta Romana* et *Petrolifera Romana*. Le démarrage est laborieux². Immobilisée par l'affaire *Petrol-Block*, *Südostchemie* ne peut pas s'engager; quant aux sociétés pétrolières privées³, elles hésitent à prendre le contrôle d'entreprises dont la taille est minuscule et la gestion généralement déficitaire⁴. Finalement, un accord intervient entre le *Reich* et les sociétés: à l'aide de moyens appartenant au *Reich*, la *Dresdener Bank* achètera les participations nécessaires, qui seront transmises par la suite aux dites sociétés, avec garantie d'exploitation éventuelle de la part du *Reich*⁵. Commencés en novembre 1939, les achats sont terminés à la mi-décembre déjà, faisant passer sous contrôle allemand les trois entreprises roumaines en question.

En dépit de ces succès, l'opération est peu rentable. Tout d'abord, elle a coûté très cher. Les achats ont en effet débuté au moment où l'offensive économique anglaise faisait monter les prix du pétrole. Sous l'effet de cette hausse et dans l'attente de gros bénéfices, les actions pétrolières, qui n'avaient cessé de baisser depuis la fin de 1936, se sont mises à remonter. Entre septembre et décembre 1939, les cours ont en général augmenté de 50% à 100%.

¹ Sur toute l'opération, cf. T 71/634046-4110, rapport de la *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* 1939 sur *Südostchemie m. b. H.* Sur 680.000 actions acquises par *Südostchemie* (sur 940.000 actions), 77.726 ont été achetées en 1939 contre dollars en bourse, auprès de banques roumaines (*Banca de Credit Roman*) et auprès de particuliers (surtout au financier roumain Nachmias, gros actionnaire et membre du conseil d'administration de la société); 270.000 ont été acquises par suite de la conversion de la créance *BKM*; et le reste (soit environ 350.000 actions) a été acheté en bourse contre dollars au début de 1940. Au total, l'achat d'actions *Petrol-Block* a coûté au *Reich* 353 millions de *lei*. Le prix moyen des titres ainsi acquis s'est élevé à 517 *lei*, en tenant compte des primes versées et des bénéfices laissés aux banques et courtiers dont le *Reich* s'est servi.

² Sur ces opérations, cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à *AA*, N° 919, 28.11.1939; tél. Clodius à *AA*, N° 933, 29.11.1939; tél. Clodius à *AA*, N° 933, 1.12.1939; tél. Clodius à *AA*, N° 953, 3.12.1939; tél. Clodius à *AA*, N° 986, 9.12.1939; tél. Clodius à *AA*, N° 1008, 14.12.1939; T 71/633868-74, notice Bentz (*Reichsstelle für Bodenforschung*), 15.1.1940; « Niederschrift über die Sitzung am 13. Januar 1940 in der Reichsstelle für Bodenforschung ».

³ Il s'agit d'*Elwerath, Wintershall, Preussag* et *DPAG*.

⁴ Seule, la société *Petrolifera Romana* n'est pas déficitaire. En 1937, la production de ces trois sociétés est la suivante: *Foraky*: 41.035 tonnes; *Naphta*: 13.728 tonnes; *Petrolifera*: 43.286 tonnes.

⁵ T 71/633868-74, notice Bentz, 15.1.1940, *op. cit.* Il convient de souligner que ce n'est vraiment qu'à contrecœur que les représentants de ces sociétés acceptent cette solution.

Evolution du cours de quelques sociétés pétrolières entre septembre et décembre 1939 (en *lei*)¹:

	<i>Astra</i>	<i>Concordia</i>	<i>Petrol-Block</i>
Fin 1936	995	585	94
Fin 1937	900	510	100
Fin 1938	940	520	65
1 ^{er} septembre 1939	830	420	60
Fin décembre 1939	1.620	830	220
Hausse septembre-décembre 1939	95%	98%	267%

Comme on le voit, dans le cas de *Petrol-Block*, la hausse a été particulièrement forte: tendance spéculative générale et achats allemands massifs se sont conjugués pour pousser vers le haut les cours. Une somme totale de 353 millions de *lei* a été ainsi dépensée pour s'assurer le contrôle d'une entreprise dont le capital réalisable ne dépassait pas 30 millions de *lei*². Opération peu rentable donc et non seulement peu rentable, mais encore dangereuse, car elle contribue à épuiser les stocks de devises du *Reich*. Le paiement, ne l'oublions pas, ne se fait pas par l'intermédiaire du *clearing*: pour cela, le *Reich* devrait exporter plus qu'il n'importe, de manière à pouvoir convertir ses créances en participations, ou alors, il devrait renoncer à obtenir du pétrole en contrepartie d'une partie de ses livraisons, solutions toutes deux impossibles; le meilleur moyen de se procurer les *lei* nécessaires consiste à vendre sur le marché roumain des devises: dollars ou livres sterling, en bénéficiant de surcroît des taux élevés atteints par ces monnaies. Mais les réserves de la *Reichsbank* fondent d'autant³! Un autre moyen consiste pour le *Reich* à se faire consentir des avances par les banques roumaines dont il a le contrôle: c'est ainsi que la *Banca de Credit Roman* intervient dans l'achat des actions *Petrol-Block* et la *Societatea Bancara Romana* dans celui des actions *Naphta Romana*⁴. Mais, si utiles soient-elles

¹ Etabli d'après *Compass* et *FO*, 371-23849, mémoire Wenger, 6.11.1939, *op. cit.*

² *Monitorul Petrolului Roman*, 1939, « Tabloul societăților anonime române activând în industrie petroliferă ». Le prix moyen de 517 *lei* par titre payé par les Allemands est exorbitant si l'on songe que les cours à la bourse de Bucarest ont atteint un maximum de 220 *lei*.

³ Les rapporteurs de la *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* estiment que l'achat d'actions *Petrol-Block* par le biais de dollars a coûté deux fois moins que si la transaction avait eu lieu par l'intermédiaire du *clearing* et avec un cours rigide *RM-leu*. Il n'en reste pas moins que l'opération a fait diminuer les réserves de la *Reichsbank* de l'équivalent de 3 millions de *RM* en dollars; cf. T 71/634046-110, rapport *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* 1939 sur *Südostchemie m. b. H.*, *op. cit.*

⁴ *Ibid.* AA, *Handokten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à AA, N° 953, 3.12.1939, *op. cit.*; et *Handokten Clodius, Rumänien*, vol. 3, tél. Fabricius à AA, N° 1022, 16.12.1939.

dans l'immédiat, ces avances sollicitent fortement ces établissements, diminuant par là même leur capacité de financement à l'exportation. Encore faut-il préciser que les sommes ainsi dépensées ne constituent qu'un début: aux frais d'achat viennent s'ajouter les frais d'exploitation. Héritant d'entreprises mal gérées et déficitaires, le Reich se voit dans l'obligation d'immobiliser d'importantes sommes pour les remettre à flot et en assurer l'exploitation. Ici aussi, ce sont les banques roumaines qui sont appelées à intervenir: en janvier 1940, une avance de 120 millions de *lei* est consentie par la *Banca de Credit Roman* et par une banque indépendante, la *Banca Romaneasca*, en faveur de *Petrol-Block*¹. La capacité de préfinancement de ces établissements est réduite d'autant.

L'opération est donc onéreuse. Elle est aussi incomplète. Deux des sociétés visées par elle résistent à l'assaut: *IRDP* et *Petrolul Romanesc*. Dans les deux cas, le Reich doit se contenter de participations insuffisantes pour assurer le contrôle recherché: avec 308.000 actions *IRDP*, *Südostchemie* ne parvient à acquérir que 26% du capital de cette entreprise, cependant que *IG Farben* ne réussit pas mieux avec *Petrolul Romanesc*². En outre, des tentatives d'achat d'actions *Creditul Minier* avortent³. L'échec est grave. Sans l'apport de ces trois firmes, qui sont d'importantes sociétés de production, les raffineries de *Petrol-Block* risquent de rester inutilisées: *Foraky Romaneasca*, *Naphta Romana* et *Petrolifera Romana* totalisent une production de 100.000 tonnes au maximum, alors que la capacité de raffinage de *Petrol-Block* dépasse 400.000 tonnes; seul, le contrôle des trois sociétés en question, dont la production globale atteint 700.000 tonnes, pourrait assurer au Reich la base de ravitaillement minimum.

Les raisons de l'échec tiennent à la résistance opposée tant par les Alliés que par le Gouvernement et des groupes financiers roumains. Bien qu'opérées sous le manteau, par l'intermédiaire de la *Banca de Credit Roman* ou par celui d'hommes de paille⁴, les tentatives d'achat allemandes ne manquent pas d'attirer l'attention. Les Alliés, qui n'étaient pas intervenus dans le cas de *Petrol-Block*, simple société de raffinage à leurs yeux, réagissent cette fois. Au début de janvier 1940, le Gouvernement français place sous séquestre les actions *SIPER* détenues par *Petrol-Block*, de manière à empêcher le Reich de reprendre à son compte le contrôle exercé par *SIPER* sur *IRDP*; en même temps, la *Banca comerciala Romana*,

¹ AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Osterwind à AA, N° 62, 17.1.1940.

² MA, Wi/Ic/16, rapport de la direction de *Südostchemie* sur l'exercice 1939 et sur la première moitié de l'exercice 1940; et T 71/634046-110, rapport *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* 1939 sur *Südostchemie m. b. H.*, op. cit.

³ FO, 371-24972, memorandum Tilea, 2.1940: « German Interest in Roumanian Oil »; AN, F 12-9935, notice, 29.3.1940; et T 71/633860-63, lettre Brockhaus (*Elwerath*) à Neubacher, 23.7.1940.

⁴ T 71/634046-110, rapport *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* 1939 sur *Südostchemie m. b. H.*, op. cit.

d'entente avec L. Wenger, se préoccupe d'acquérir sur le marché roumain le plus d'actions *IRDP* possible, de façon à ancrer en mains françaises la majorité absolue¹. De leur côté, certains milieux financiers roumains, désireux de maintenir le caractère national des deux plus importantes sociétés purement roumaines, *Creditul Minier* et *Petrolul Romanesc*, décident de s'opposer aux efforts allemands. Avec l'aide de la Banque nationale, qui est un des gros actionnaires de *Creditul Minier*, ils s'emploient à racheter en bourse les actions qui se trouvent en mains peu sûres². Aussi, sous la pression conjuguée de tous ces achats et « contre-achats », les cours, déjà soulevés par la vague spéculative que nous avons mentionnée, se mettent à atteindre des niveaux vertigineux : c'est ainsi que les actions *IRDP* passent de 70 *lei* avant septembre 1939 à 600-700 *lei* en novembre-décembre 1939; les actions *Petrolul Romanesc* montent, de leur côté, de 300 *lei* à 1550 *lei*, tandis que celles de *Creditul Minier* sont poussées de 170 *lei* à environ 1000 *lei*³. Devant cette escalade, les Allemands finissent par lâcher pied : n'arrivant plus à transférer dans les délais nécessaires les grosses quantités de dollars dont ils ont besoin pour acheter les titres sur le marché roumain⁴, ils doivent faire appel massivement au crédit des deux établissements bancaires qui leur sont dévoués; or ceux-ci, trop vivement sollicités, et ne parvenant déjà plus à assurer le financement à l'exportation, s'essouffent; d'où blocage⁵.

Ainsi donc, la pénétration des capitaux allemands se solde par un échec. En dehors du secteur métallurgique, le bilan demeure modeste : participation dans une grande banque, mais dont l'actionnaire majoritaire reste roumain, et contrôle majoritaire d'une grande raffinerie, mais privée de toute source de ravitaillement correspondante. Encore faut-il souligner que les rares points marqués l'ont été grâce à l'occupation de la Tchécoslovaquie; là où elle était livrée à elle-même, la dynamique financière du *Reich* s'est brisée sur la puissance des capitaux adverses (hausse des cours

¹ AN, F 12-9935, rapport Thierry à Quai d'Orsay, 23.2.1940, *op. cit.*; AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Fabricius à AA, N° 36, 10.1.1940; *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, tél. Fabricius à AA, N° 41, 11.1.1940; et *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Fabricius à AA, N° 72, 19.1.1940. La collaboration Wenger-Banca Commerciala se révèle d'autant plus aisée et étroite qu'ils appartiennent au même groupe financier, celui de la *BUP*. Au 23.2.1940, la *Banca Commerciala* avait déjà acheté 40.000 actions *IRDP* et comptait en acquérir encore 40.000, qui, ajoutées aux 300.000 actions détenues par *SIPER* et à 200.000 autres actions détenues par des intérêts roumains alliés, devaient mettre en mains sûres 580.000 actions, soit près de la moitié du capital, assurant ainsi une position de force à l'influence française.

² FO, 371-24972, memorandum Tilea, 2.1940, *op. cit.*

³ AN, F 12-9935, notice, 29.3.1940; et *Compass*. Les actions *IRDP* acquises par *Südostchemie* l'ont été au prix moyen de 666 *lei* par titre.

⁴ Le transfert de devises étant interdit, le *Reich* doit recourir à divers subterfuges qui prennent du temps pour faire passer les moyens de paiement nécessaires en Roumanie.

⁵ Sur la participation des banques roumaines à ces opérations, cf. T 71/634046-110, rapport *Deutsche Revisions- und Treuhand-Aktiengesellschaft* 1939 sur *Südostchemie m. b. H.* et AA, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, tél. N° 1022, 16.12.1939, *op. cit.*

provoquée par leur action) et sur sa propre faiblesse (implantation trop faible et trop tardive dans le secteur bancaire roumain).

Réaménagement des rapports commerciaux entre l'Allemagne et la Roumanie

Parallèlement à ses efforts pour créer en Roumanie une infrastructure financière, le *Reich* s'applique dès septembre 1939 à modifier ses rapports contractuels avec la Roumanie de manière à limiter les effets de l'offensive alliée. Le terrain est ici beaucoup plus solide: la peur de la Russie, réveillée par le pacte germano-soviétique et portée à son paroxysme par la campagne de Finlande, ainsi que par divers articles soviétiques depuis le début du mois de décembre¹, constitue dans les mains de la diplomatie allemande une arme particulièrement efficace. Au début de la guerre, l'attitude du Gouvernement roumain est claire: elle consiste à céder le moins possible à l'Allemagne et à laisser l'offensive franco-britannique, menée sur le terrain privé, déployer ses effets. Cette attitude procède d'un double calcul, politique et économique. Politiquement, elle correspond à la foi des milieux dirigeants roumains dans une victoire finale alliée. Économiquement, elle se justifie par les avantages que le Gouvernement roumain retire de la rivalité germano-britannique: hausse des prix à l'exportation et par voie de conséquence, accroissement des ressources de l'État.

Mais, assez rapidement, la situation se modifie. Utilisant les atouts diplomatiques dont il dispose, le *Reich* amène peu à peu le Gouvernement roumain à « étatiser » l'économie, de façon à la rendre plus perméable aux pressions exercées de l'extérieur sur Bucarest.² Le raisonnement est imparable; du moment que par leur poids les capitaux franco-britanniques dominent le marché roumain, le seul moyen de soustraire celui-ci à leur influence consiste à le placer sous la coupe du gouvernement; il ne reste dès lors plus au *Reich* qu'à faire usage de ses moyens de pression politiques sur ce dernier pour parvenir à ses fins économiques. Telle est la stratégie dont va s'inspirer la *Wilhelmstrasse* et qui explique les diverses mesures prises par le Gouvernement roumain en matière de contrôle et de « nationalisation » de l'économie depuis le début de 1940. On s'accorde en général à voir dans ces mesures l'affirmation des tendances « nationalisantes » qui avaient commencé à se manifester avec une particulière vigueur dans le sillage de la crise mondiale³. Sans doute les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à l'été 1938 ont-ils témoigné d'une volonté générale de favoriser le capital indigène au détriment du capital étranger et de soumettre ce dernier plus étroitement au contrôle de l'État. Mais, comme nous l'avons

¹ Sur ces craintes, cf. tél. Fabricius à AA, 8.12.1939, *ADAP*, D, vol. 2, N° 427, pp. 391-392; et tél. Weizsäcker à Bucarest, 15.12.1939, *ADAP*, D, vol. 8, N° 455, pp. 419-420.

² Ainsi M. PEARTON, *Oil and the Romanian State*, op. cit., pp. 233-234.

souigné. l'instauration de la dictature royale, en mars 1938, marque une césure. Avec la chute des partis traditionnels, en particulier avec celle du parti libéral, disparaît la principale plateforme du nationalisme économique. Le programme d'industrialisation de Carol et la situation économique amènent dans l'ombre du pouvoir les milieux d'affaires liés à la *City* et à la Bourse. Libérée de tout contrepois parlementaire, l'influence de ces milieux s'affirme avec plus de force que jamais, entraînant une réorientation de la politique économique tant intérieure qu'extérieure en faveur des capitaux franco-britanniques. Aussi n'est-ce qu'à contrecœur et sous la double pression de la *Wilhelmstrasse* et des circonstances que les cabinets Calinescu et Argetoianu acceptent de faire intervenir l'Etat sur le marché, et cela au profit du *Reich*.

Le premier succès allemand est l'ouverture d'un crédit à l'exportation auprès de la Banque nationale de Roumanie (fin septembre 1939). Jusqu'au début de la guerre, cette institution n'avait jamais eu à prêter directement son concours au financement des exportations (ses statuts ne le prévoyaient d'ailleurs pas); ce sont les banques privées qui s'en chargeaient. Mais, avec l'apparition d'énormes arriérés de *clearing* dès septembre, le mécanisme se grippe. Affaibli par d'importants retraits, le système bancaire ne peut plus faire face à la demande croissante¹; il le peut d'ailleurs d'autant moins que les établissements franco-britanniques (*Banca Commerciala Romana* et *Bank of Roumania* en particulier) refusent de financer les exportations vers l'Allemagne et que les établissements sous contrôle allemand (*Societatea Bancara Romana* notamment) sont déjà mobilisés par la course aux participations. C'est dans ces circonstances que le *Reich* intervient à Bucarest pour solliciter l'intervention de la Banque nationale, seule capable de faire les avances nécessaires pour débloquer le *clearing*². Malgré les réticences du gouverneur de la Banque nationale et ministre des finances, M. Constantinescu, le Gouvernement, soumis à rude pression et saisi de panique à la nouvelle de l'occupation des territoires polonais limitrophes par la Russie, finit par céder. Le 29 septembre, il accepte de faire donner la planche à billets dans les limites d'un crédit annuel de 40 millions de *RM* (soit environ 1,6 milliard de *lei*)³. Le marché monétaire est ainsi court-circuité et relayé par l'institut d'émission, qui est mis directement au service du *Reich*.

Le second succès allemand est l'élévation du cours du *RM* en décembre 1939. Du moment qu'une augmentation des prix allemands n'entre pas en ligne de compte, le seul moyen d'abaisser le coût des produits

¹ *AA, Gesandtschaft Bukarest, Wirtschaft 1936-1942*, notice Légation allemande à Bucarest, 2.2.1940: « Da die rumänischen Banken zur Finanzierung grösserer Exporte ausserstande sind... » Le total des dépôts des moyennes et grandes banques (60 millions de *lei* et plus), qui se montait à 3,6 milliards de *lei* en juillet 1939, n'est plus que 2,9 milliards de *lei* en septembre.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*: et *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Clodius à *AA*, N° 673, 29.9.1939.

roumains consiste à manipuler le taux de change. D'après les calculs des experts du Ministère des finances et de la *Reichsbank*, le cours devrait être porté de 40,5 *lei* à environ 100 *lei* pour compenser les effets de la hausse des devises fortes¹. Il est bien évident que le gouvernement roumain n'est pas prêt à accepter de telles conditions. Aussi les négociations qui s'ouvrent à Bucarest en septembre 1939 tournent-elles autour d'un taux plus modeste: soit 49 à 50 *lei*². Mais, même ainsi, les progrès sont très lents. Une forte pression exercée par Fabricius au début de novembre n'aboutit qu'à provoquer une scission au sein du cabinet roumain: les éléments pro-occidentaux, emmenés par Constantinescu, obtiennent du roi la démission d'Argetoianu, disposé à céder aux demandes allemandes³. Le cabinet Tatarescu, qui prend la relève, s'oppose à toute réévaluation du *RM*. Mais l'ouverture de la guerre russo-finlandaise, à la fin du mois de novembre, modifie la situation. Un nouvel assaut de Clodius, en décembre, après s'être heurté au refus du premier ministre, emporte finalement le consentement du roi (14 décembre)⁴. Les raisons qui incitent le souverain à céder, en dépit d'une forte pression franco-britannique, sont évidentes: rien ne les exprime mieux que ce télégramme de Clodius à la suite d'un entretien avec le ministre de la Cour, Urdareanu: «Daraufhin mitteilte mir gestern Hofminister, König persönlich habe aus politischen Gründen gegen das Votum aller seiner Ratgeber angeordnet, dass Kurserhöhung vorzunehmen sei. Hofminister darlegte anschliessend nochmals König Gedankengänge über politische und diplomatische Hilfe, die Rumänien von Deutschland gegenüber Russland erwarte.»⁵ Le 20 décembre, le cours du *RM* est fixé à 49/50 *lei*, contre l'avis de la Banque nationale⁶: c'est la première fois que le gouvernement intervient aussi massivement, et de sa seule autorité, dans le domaine du change germano-roumain.

Mais ces deux mesures ne suffisent pas à améliorer la situation. Le crédit de 40 millions de *RM* s'épuise rapidement⁷, cependant que le nouveau cours du *RM* s'avère impuissant à endiguer la hausse des prix roumains.

¹ *BA*, R 2/14156, notice *RFM*, 9.1.1940: «Deutsch-rumänischer Verrechnungsverkehr».

² *AA*, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Clodius à *AA*, N° 673, 29.9.1939, *op. cit.*; *MA*, Wj1/107, notice Drews; *BA*, R 2/14156, rapport Clodius, 4.12.1939; et lettre *Reichsbank* à *AA*, 16.12.1939. Le taux de 49-50 *lei* retenu correspond au taux officiel des devises fortes augmenté de la prime de 38%. Le nouveau taux du *RM* se borne donc à compenser cette prime.

³ La démission d'Argetoianu s'accompagne de celle du ministre de l'Economie, Bujoiu; cf. *AA*, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Fabricius à *AA*, N° 898, 22.11.1939.

⁴ T 77/1789206-08, tél. Clodius à *AA*, N° 1009, 14.12.1939.

⁵ *Ibid.*

⁶ Cf. notamment *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, «Siebente gemeinsame Tagung des deutschen und des rumänischen Regierungsausschusses, 21.12.1939».

⁷ A la fin de janvier, ce crédit est déjà épuisé. Le *Reich* doit en demander un second, du même montant; cf. *AA*, *Rumänien, Handel 13 A*, vol. 3, lettre Reinhardt (*RWM*) à Clodius, 9.2.1940.

Un vent de panique souffle à Berlin; en raison des difficultés accrues rencontrées par le plan Krauch et de la baisse des livraisons roumaines, le carburant doit être sévèrement rationné tant dans le domaine militaire que civil¹. Göring s'émeut de la situation et exige au début de janvier une révision de la politique allemande à l'égard de la Roumanie. A sa demande, un envoyé spécial est délégué à Bucarest, pour y doubler dans le domaine économique le ministre Fabricius, jugé insuffisant². Après que les noms de H. Wohlthat et de G. Schmidt aient été avancés, c'est finalement H. Neubacher qui est retenu³. Ce choix, peut-être opéré à l'instigation de Hitler, n'a rien d'étonnant: ancien directeur de sociétés de construction autrichiennes, collaborateur influent d'*IG Farben* de mars 1937 à mars 1938, puis maire de Vienne à partir de l'*Anschluss*, Neubacher se présente comme un connaisseur particulièrement averti des problèmes économiques de la région danubienne⁴. Installé à Bucarest dès la mi-janvier avec le titre de « Sonderbeauftragter für Wirtschaftsfragen » et le grade de ministre de première classe, il est chargé d'y mener à terme l'exécution d'un nouveau plan, destiné à briser l'offensive économique anglaise.

Ce plan, élaboré dans les bureaux du *RWM* et du *VJP* depuis la fin de novembre, se compose de deux volets⁵. Le premier consiste à amener le Gouvernement roumain à se substituer aux compagnies pétrolières comme fournisseur de pétrole. Jusque-là, les transactions se faisaient sur base privée: les importateurs allemands signaient des contrats avec les compagnies pétrolières, le Gouvernement roumain n'intervenant que pour délivrer ou refuser les licences d'exportation. Le nouveau système envisagé par les instances économiques du *Reich* prévoit au contraire des contrats négociés

¹ Sur la grave pénurie de pétrole dans le domaine civil, cf. *MA*, N 104/3: « Protokoll der Lagebesprechungen beim Reichsverteidigungskommissar für den Wehrkreis III am 30.10.1939 ». De novembre à mars 1940, les difficultés rencontrées par le plan Krauch sont énormes. Elles tiennent pour l'essentiel à la pénurie d'acier, le froid entravant l'importation de minerai de fer suédois; cf. M. RIEDEL, *Eisen und Kohle im Dritten Reich*, op. cit., pp. 262-263.

² Notice Wiehl, 3.1.1940, *ADAP*, D, vol. 8, t. 1, N° 502, pp. 469-473.

³ *Ibid.*: et lettre Ribbentrop à Göring, 4.1.1940, *ADAP*, D, vol. 8, t. 1, N° 508, pp. 482-484.

⁴ Avant l'*Anschluss*, Neubacher a été un des chefs de file du mouvement pan-allemand en Autriche. Passé au parti nazi autrichien lors de la fusion du *Steirische Heimatschutz* dans ce mouvement, il y a occupé les plus hautes charges (*Landesleiter*, puis *stellv. Landesleiter*). Ses activités au sein du parti nazi autrichien (illégal depuis 1934, rappelons-le) lui ont valu d'être emprisonné de juin 1935 à l'amnésie de juillet 1936. Réfugié en Allemagne de 1936 à 1938, il reviendra en Autriche avec les troupes allemandes pour y occuper le poste capital de maire de Vienne. Les qualités dont il témoignera à Bucarest feront de lui un des plus importants diplomates allemands, un des seuls à avoir l'accès direct à Hitler. Il semble qu'en 1943, l'*OKW* et divers milieux économiques aient songé à évincer Ribbentrop et à le remplacer par Neubacher. Sur Neubacher, cf. Dossier Neubacher, *Berlin Document Center*.

⁵ T 71/972602-03, rapport Rosencrantz (*RWM*), 3.11.1939; T 71/1791813-14, rapport Griebel, 3.11.1939, op. cit.; et *AA, Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 3, tél. Wiehl à Clodius, N° 835, 30.11.1939.

de gouvernement à gouvernement, de façon à se libérer de la tutelle des compagnies. Mais une telle solution n'est possible que si le Gouvernement roumain a les moyens de faire mettre à la disposition de l'Allemagne les quantités convenues. Et c'est ici qu'intervient le second volet, qui consiste à pousser les autorités roumaines à étatiser les principaux rouages de l'économie pétrolière, de manière à ce qu'elles puissent remplir leurs engagements.

Plan ambitieux donc, qui vise à modifier toute l'ordonnance du système économique roumain pour le soustraire à l'influence des capitaux adverses. Même si l'entreprise paraît ardue, les atouts dont dispose le *Reich* se révèlent déterminants. La peur de la Russie apparaît comme une arme décisive. Depuis le début du mois de décembre, Gafencu multiplie les démarches auprès de Fabricius pour essayer de savoir quelle attitude le *Reich* adopterait en cas d'attaque russe et de complications consécutives avec la Hongrie¹. La *Wilhelmstrasse*, de son côté, ne reste pas inactive. Consciente de l'imminence d'une intervention russe en Bessarabie, elle cherche à en limiter les effets, en amenant la Russie et l'Italie à garantir avec elle les frontières roumaines du côté de la Hongrie et de la Bulgarie, ce qui aurait pour avantage d'éviter tout conflit danubien et d'amortir, voire de faire admettre aux Roumains la perte de la Bessarabie. C'est dans ce but que depuis le début de l'année 1940, et surtout en mars, la diplomatie allemande s'emploie à améliorer les relations entre la Russie et l'Italie². Mais ce remue-ménage diplomatique ne fait qu'accroître les craintes de la Roumanie, qui se rend compte qu'une réorganisation du Sud-Est européen est en gestation, tout en ignorant quelle place lui est attribuée. D'où une docilité accrue de Bucarest à l'égard de Berlin, docilité mêlée de peur et d'espoir.

Dans ces conditions, les pressions allemandes aboutissent sans trop de difficultés. Le 17 janvier, un pas décisif dans la voie de l'étatisation du secteur pétrolier est accompli : le gouvernement roumain crée un Commissariat général du pétrole, appelé à diriger la production, la commercialisation ainsi que l'exportation de ce produit et habilité à prendre contre les sociétés récalcitrantes des sanctions allant de la simple amende à la prise en régie directe³. Inspirée par le nationalisme économique d'après Pearton⁴, cette création a été en fait décidée à l'instigation du *Reich*⁵. Comme le soulignent les archives de la *Wilhelmstrasse*, elle doit servir à forcer les

¹ Tél. Fabricius à AA, 8.12.1939, ADAP, D, vol. 8, t. 1, N° 427, pp. 391-392, *op. cit.*

² Sur ces négociations, qui échoueront finalement à cause de l'attitude méfiante de la Russie, cf. les rapports d'information confidentiels contenus dans les séries suivantes : BA, ZSg. 101/35, p. 143, 157, 165 ; ZSg. 101/15, pp. 134, 152 ; ZSg. 102/22, pp. 74, 78, 81.

³ T 77/1783900, rapport Schober, 18.1.1940 ; texte du décret créant le commissariat dans T 77/1790558.

⁴ M. PEARTON, *Oil and the Romanian State*, *op. cit.*, pp. 233-234.

⁵ AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 1, tél. Fabricius à AA, N° 79, 20.1.1940.

compagnies franco-britanniques à livrer à l'Allemagne et à empêcher des achats massifs par les Alliés¹. Les conséquences de ce changement d'attitude du Gouvernement roumain ne se font pas attendre: le 21 janvier, les projets de contrats à long terme que *Royal Dutch-Shell*, *Steava*, *Phoenix* et *Petrofina* viennent péniblement d'élaborer, et qui prévoient l'achat à prix fixe par ces sociétés de toute la production de leurs filiales roumaines en 1940, sont refusés; les bases même sur lesquelles repose la poursuite de l'offensive économique anglaise s'effondrent; en outre, des licences d'exportation pour des achats déjà opérés sont retenues². C'en est visiblement fait de la liberté du commerce et du droit reconnu jusqu'ici aux compagnies roumaines d'exporter où elles veulent.

Encore ces mesures ne violent-elles pas ouvertement la neutralité roumaine! Il en va différemment des négociations relatives à un contrat d'achat au niveau gouvernemental: menées avec énergie par H. Neubacher, elles aboutissent le 7 mars à la conclusion d'un accord provisoire qui équivaut pour la Roumanie à une véritable capitulation³. Le Gouvernement de Bucarest s'engage à livrer du pétrole à l'Allemagne contre des armes (butin polonais et armes tchécoslovaques); le recours au marché est en apparence maintenu: les importateurs allemands continuent à se fournir auprès des compagnies roumaines, mais par un système de ristourne assez compliqué, le Gouvernement roumain s'arrange à leur garantir un prix fixe, qui correspond au prix d'avant-guerre légèrement majoré⁴; les sommes indispensables au paiement des exportateurs roumains sont directement avancées par le Gouvernement roumain, sur le budget du Ministère des armements, sans attendre que des livraisons allemandes viennent libérer les *lei* nécessaires⁵. Cet accord aboutit à créer en faveur du *Reich* un traitement privilégié. Le premier avantage réside dans la baisse des prix: ceux prévus par l'accord sont inférieurs de moitié à ceux du marché, qu'Anglais et Français continuent à payer; en outre, calculés sur une base fixe, ils prémunissent le

¹ Cf. notamment *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 12, tél. Clodius à *AA*, N° 100, 24.1.1940; et T 77/1790553-556, rapport Schober, 1.1940.

² Sur l'élaboration de ces contrats, cf. *FO*, 371-23850, mémoire Kisch, 24.11.1939; et notice Kisch, 12.12.1939: « Note of a meeting between Sir Cecil Kisch and Mr. Kessler on the 12th December 1939 ». Sur le refus roumain, cf. *FO*, 371-24970, tél. *FO* à Hoare, 21.1.1940.

³ Ces négociations se déroulent du 13 février au 7 mars; sur leur développement, cf. notamment *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, tél. Neubacher à *AA*, N° 202, 18.2.1940; *Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 3, tél. Neubacher à *AA*, N° 219, 21.2.1940; *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, tél. Neubacher à *AA*, N° 296, 5.3.1940; et *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, tél. Neubacher à *AA*, N° 305, 7.3.1940.

⁴ Alors qu'au mois de mars, avant l'accord, les Allemands payaient en moyenne 9600 *lei* par tonne, ils ne paient plus désormais que 3826 *lei*/tonne (moyenne pondérée des diverses catégories de carburant); cf. *AA, Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 4, rapport Neubacher, 28.5.1940.

⁵ Texte de l'accord dans *AA, Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 4: « Vorläufige Vereinbarung », 6.3.1940.

Reich contre toute nouvelle hausse¹. Le second avantage réside dans la garantie qu'offre le Gouvernement roumain: il s'engage à faire livrer telle ou telle quantité, fixée par négociations. Le troisième avantage réside dans le mode de financement prévu: le paiement direct sur le budget élimine les à-coups provoqués par les arriérés de *clearing*, conjurant ainsi le spectre du préfinancement bancaire².

Comme on le voit, l'institution d'un Commissariat du pétrole et l'accord du 7 mars aboutissent à supprimer en faveur du *Reich* les aléas du marché; ces derniers restent réservés aux franco-britanniques, qui voient leur arme principale se retourner contre eux. La discrimination est flagrante et on ne saurait la caractériser autrement que comme un bris de neutralité. On s'accorde en général à dater l'abandon de cette dernière par Bucarest de la fin du mois de mai. C'est en fait près de trois mois avant qu'il s'est produit. Le témoignage de Neubacher le prouve sans ambiguïté: « Man wird uns selbstverständlich entgegenhalten, dass angenommene Preise in einem Land mit freier Preisbildung von Marktlage untrennbar, und dass im Hinblick auf Neutralität Sonderexportpreise für Deutschland im Allgemeinen Rahmen nicht erstellt werden können... »³

L'accord du 7 mars arrive à point. Depuis le début de février, en effet, dans la perspective d'une campagne contre la France, le ravitaillement en carburant inspire les plus vives inquiétudes aux dirigeants de l'armée allemande. Une lettre adressée par Thomas à Göring le 14 mars résume bien la situation: « Die Versorgungslage ... hat sich seit Kriegsausbruch ständig ... verschlechtert. Sie nähert sich nunmehr einem Zustande, welcher besonders im Hinblick auf grössere Operationen des Heeres als gefahrdrohend bezeichnet werden muss. Trotz schärfster Einsparungsmassnahmen und relativ niedrigem Verbrauch der Wehrmacht ... ist es bisher nicht gelungen,

¹ Les prix payés par les Allemands se rapprochent ainsi des prix mondiaux (fob Golfe): alors qu'à la fin de 1939, les premiers étaient 3 à 4 fois plus élevés que les seconds, l'écart varie désormais entre 22% (essence 60 octane) et 100% (mazout).

Comparaison entre les prix prévus par l'accord provisoire, les prix du marché et les prix mondiaux à la date du 15 mars 1940 (en *lei*):

	Prix accord provisoire	Prix du marché	Prix mondiaux (dollars convertis en <i>lei</i>)
Essence	4407	8889	3065
Pétrole	3767	6997	2724
Gasoil	3328	6468	2224
Mazout	2532	3215	1206

cf. *AA, Rumänien, Petroleum*, vol. 5, rapport Neubacher, 24.1.1941, *op. cit.*

² Cf. *AA, Kriegsgerät mit Rumänien*, vol. 4, rapport Neubacher, 28.5.1940, *op. cit.* :

« Die drohende Behinderung unserer Bezüge durch die Clearingstockungen und durch das Fehlen der zum Einkauf jeweils benötigten hohen Barbeträge in *lei* ist damit beseitigt ».

³ *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 3, tél. Neubacher à *AA*, N° 296, 5.3.1940.

den Verbrauch aus laufenden Zugängen zu decken.¹ » On peut se demander ce que, dans ces conditions une attaque contre la France eût donné.

Certes, les succès remportés par la diplomatie allemande en Roumanie entre janvier et mars 1940 ne résolvent pas tout. L'accord du 7 mars, conclu pour une durée de deux mois, n'est que provisoire et doit être confirmé par un accord définitif. En outre, les franco-britanniques ne lâchent pas pied du jour au lendemain: tout en essayant de baisser les prix, *Royal Dutch-Shell*, *Steava-British* et *Phoenix* continuent à acheter la production de leurs filiales²; de son côté, une société commerciale créée le 8 avril sous les auspices du Gouvernement anglais et alimentée par le Trésor (*United Kingdom commercial Corporation*) s'efforce d'intensifier l'importation de produits non pétroliers³. Mais la pression allemande, profitant de la tension russo-roumaine croissante, se fait toujours plus forte. Pour honorer ses engagements, le Gouvernement roumain doit intervenir de plus en plus directement dans le secteur pétrolier: en mars, l'institution d'une forte taxe sur les bénéfices et la fixation de prix minimums élevés lui donnent les moyens financiers dont il a besoin pour subventionner les exportations vers l'Allemagne⁴; en avril, l'invitation faite aux compagnies pétrolières franco-britanniques de payer leurs redevances en nature, et non plus en espèces, lui fournit l'appoint nécessaire pour livrer à l'Allemagne le contingent garanti⁵; à la mi-mai enfin, l'obligation faite à ces mêmes compagnies de vendre à l'Allemagne clôt la série⁶: le marché roumain est désormais réorganisé en fonction des exigences allemandes. L'accord définitif (*Ölpakt*), qui est signé à Bucarest le 27 mai, en plein élan des blindés allemands en France, ne fait que consacrer la défaite de l'offensive économique alliée⁷.

¹ T 77/1790662-64, lettre Thomas à Göring, 14.3.1940. Le 9 mars, Jodl écrit dans son Journal: « 8.3. abds. mache ich Keitel nochmals eindringlich auf den Ernst des Betriebsstofflage aufmerksam... Dringend nötig dass ein Gbv (Generalbevollmächtigte) für die Betriebsstoffbewirtschaftung eingesetzt wird », cité dans *IMT*, t. 28, p. 412.

² Du moment que le *Reich* a réussi à obtenir des prix fixes très bas, la guerre des prix n'a plus de raison d'être. Aussi le Gouvernement britannique demande-t-il à *Royal Dutch-Shell* et autres sociétés d'importer meilleur marché; cf. *FO*, 371-24973, rapport Bridgmann, 26.3.1940.

³ *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 13, tél. Wiehl à Bucarest, N° 354, 8.4.1940; et *G-B*, *Handel II A-32*, vol. 1, rapport Ambassade d'Allemagne à La Haye, 8.5.1940.

⁴ T 77/1784431-32, rapport Neubacher, 29.3.1940, et T 77/1788991-93, rapport *Abwehr*, 24.4.1940. Il s'agit d'une taxe de 80% perçue sur les bénéfices réalisés au-delà de certains prix.

⁵ *FO*, 371-24975, notice Berthoud (envoyé spécial à Bucarest pour les questions pétrolières), 29.4.1940.

⁶ *FO*, 371-25975, memorandum Berthoud, 18.5.1940: « Loyal Oil »; et *AA*, *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 4, tél. Neubacher à *AA*, N° 736, 19.5.1940. Depuis le début de mai, Neubacher demandait au Gouvernement roumain de forcer les compagnies franco-britanniques à livrer au *Reich*; mais, de peur de représailles franco-britanniques, Bucarest a différé la mesure jusqu'au 18 mai; cf. *AA*, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 13, tél. Fabricius à *AA*, N° 641, 4.5.1940; et *Gesandtschaft Bukarest, Wirtschaft 1936-1942*, lettre Neubacher à Clodius, 5.8.1940.

Rien ne montre mieux cette évolution que les statistiques des exportations roumaines :

Exportations roumaines vers l'Allemagne, l'Empire britannique et l'Empire français, mars-mai 1940 ¹ :

	Allemagne		Angleterre		France	
	Quintaux	%	Quintaux	%	Quintaux	%
Février	748.964	19,4	1.113.757	28,9	195.894	5,1
Mars	1.270.519	24,23	1.797.632	34	132.841	4,32
Avril	1.760.356	32,13	1.311.230	23,93	398.919	7,28
Mai	2.378.273	31,09	1.402.522	18,34	996.783	13,02

Exportations de pétrole roumain vers l'Allemagne, l'Empire britannique et l'Empire français, mars-mai 1940 ² :

	Allemagne		Angleterre		France	
	Tonnes	%	Tonnes	%	Tonnes	%
Février	30.778	14,17	81.516	37,53	15.160	6,98
Mars	44.797	15,01	130.398	43,68	18.556	6,22
Avril	49.855	18,98	75.511	28,74	36.000	13,7
Mai	104.231	21,36	98.382	20,17	93.620	19,2

¹ AA, *Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, tél. Neubacher à AA, N° 792, 26.5.1940; texte de l'accord dans AA, *Handakten Wiewl, Rumänien*, vol. 13: « Abkommen über den Austausch von deutschem Kriegsgerät und rumänischen Mineralölzeugnissen », 23.5.1940 (et annexes). Les dispositions de cet accord ne font que reprendre celles de l'accord provisoire de mars, en leur donnant un caractère définitif.

² Calculé d'après *Comertul exterior al României*, année 1940, *passim*. Nous adoptons le critère du tonnage, la composition des exportations étant en gros identique. En raison de l'évolution très rapide des prix et des manières différentes de les calculer selon les pays, le critère de la valeur serait inadéquat. La forte augmentation des exportations vers la France est due essentiellement à la vente de pétrole roumain dans les colonies françaises méditerranéennes du fait de la politique d'achat systématique menée par les compagnies franco-britanniques.

³ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Roman*, 1940, pp. 443, 574, 747, 846.

VI

MAI - SEPTEMBRE 1940

Mai - août 1940

Avec la victoire allemande à l'Ouest et la conclusion de l'accord pétrolier du 27 mai, les jeux sont faits: dès le 28 mai, la Roumanie bascule du côté du *Reich*, auquel le gouvernement Tatarescu déclare son désir de collaboration¹.

Les événements qui se précipitent de juin 1940 à septembre 1940 ne font que confirmer cette tendance: à chaque fois, qu'il s'agisse de la perte de la Bessarabie ou du Second Arbitrage de Vienne, un pas est fait dans la voie de l'assujettissement de la Roumanie au *Reich*². Aussi voit-on souvent dans ces événements la main de l'Allemagne: celle-ci aurait sciemment attisé les cendres des révisionnismes slaves et magyar de manière à faire peser sur la Roumanie une menace telle que la monarchie caroliste s'effondre et fasse place à la Garde de Fer³. La réalité est plus complexe: s'il est vrai que de novembre 1938 à mai 1940, le *Reich* a encouragé les révisionnismes hongrois et bulgare, de manière à les utiliser comme instrument de pression, les événements qui se produisent à partir de juin 1940 échappent à son contrôle; ils tourneront, certes à son avantage, mais non sans créer des situations totalement nouvelles, tant sur le plan de la politique roumaine qu'internationale, situations non escomptées et dans une certaine mesure non désirées.

A peine l'accord pétrolier du 27 mai est-il signé que la question bessarabienne entre dans une phase décisive. Sur la recommandation de Berlin,

¹ Tél. Fabricius à AA, 29.5.1940, ADAP, D, vol. 9, t. 2, N° 345, pp. 382-383.

² Sur ces événements, relativement bien connus, cf. entre autres ouvrages A. HILLGRUBER, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu*, op. cit., pp. 70-79 et 89-104; C. A. MACARTNEY, *October Fifteenth. A History of modern Hungary 1929-1945*. Edinburgh, 1956, pp. 404-428; Ph. FABRY, *Der Hitler-Stalin Pakt*, op. cit., passim; et Al. SAVU, *Dictatura regala*, op. cit., passim.

³ C'est la thèse adoptée par les historiens d'Europe orientale; cf. entre autres exemples: M. HEGEMANN, « Die ungarisch-rumänische Grenze und die Politik des deutschen Imperialismus im Jahre 1940 », dans *Jahrbuch für Geschichte der UdSSR und der volksdemokratischen Länder Europas*, 1966, N° 9, pp. 55-95; et Al. SAVU, *Dictatura regala*, op. cit., passim.

Bucarest ouvre des négociations à ce sujet avec Moscou¹. Aussi bien, atout précieux lorsqu'il s'agissait d'amener à composition la Roumanie, l'hypothèque russe devient maintenant aux yeux de Berlin un obstacle gênant. Un conflit roumano-russe, susceptible de se généraliser à tout le bassin danubien, risquerait en effet de faire perdre au *Reich* tout l'acquis, en entraînant la destruction des puits de pétrole roumains ou en lui aliénant à tout le moins « les sentiments » du Gouvernement et du peuple roumains. D'où le conseil donné par Berlin dès le début de juin à Bucarest de régler en souplesse avec la Russie le problème de la Bessarabie. On sait que ces négociations, menées avec peu d'empressement du côté roumain, vont aboutir le 26 juin à un ultimatum russe et à la cession de la Bessarabie sur ordre de Berlin.

C'est alors que s'ouvre une nouvelle crise: au moment même où le Gouvernement roumain fait le pas décisif vers le *Reich*, en lui proposant la conclusion d'un accord politique et d'un pacte militaire², les révisionnistes hongrois et bulgare, encouragés par le succès soviétique et par l'attitude jusque-là favorable du *Reich*, se déchainent³. Devant la tension montante et le danger d'un conflit danubien auquel la Russie ne resterait certainement pas étrangère, le *Reich* décide de crever l'abcès une fois pour toutes en invitant la Roumanie à régler à l'amiable avec ses voisins les questions territoriales pendantes⁴. Les historiens d'Europe orientale prétendent que les négociations qui se sont ainsi nouées entre la Roumanie et la Hongrie étaient d'emblée condamnées, que les Allemands le savaient et comptaient précisément sur un échec pour imposer un arbitrage favorable à un changement de régime en Roumanie⁵. Rien n'est moins sûr. Les archives de la *Wilhelmstrasse* montrent clairement que le *Reich* souhaitait un prompt règlement de la question par les intéressés⁶ et que ce n'est qu'à contrecœur, devant la menace croissante d'une intervention russe, qu'il s'est résolu à arbitrer le litige⁷. Prononcée le 30 août à Vienne par Ciano et Ribbentrop, la sentence déçoit les deux parties. De nombreux historiens

¹ Cf. notamment tél. Ribbentrop à Fabricius, 1.6.1940, *ADAP*, D, vol. 9, N° 364, p. 404.

² C'est le 29 juin que le roi et le Cabinet font à Fabricius des propositions dans ce sens; cf. *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, 161. Fabricius à *AA*, N° 1030, 29.6.1940.

³ Des incidents de frontière roumano-hongrois éclatent dès le 1^{er} juillet.

⁴ Directive de Ribbentrop à Fabricius dans ce sens le 4 juillet; cf. tél. Ribbentrop à Fabricius, 4.7.1940, *ADAP*, D, vol. 10, N° 104, pp. 96-97.

⁵ Cf. notamment M. HEGEMANN, « Die ungarisch-rumänischen Verhandlungen von 1940 im Schatten der deutsch-faschistischen Balkanpolitik », dans *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx-Universität Leipzig*, 1966, pp. 453-454.

⁶ Le 15 juillet notamment, Hitler presse Carol d'entamer et de faire aboutir des négociations le plus rapidement possible; cf. lettre Hitler à Carol, 15.7.1940, *ADAP*, D, vol. 10, N° 171, pp. 179-181. Aussi bien l'envoi d'une mission militaire allemande en Roumanie, demandée par Carol dès le 12 juillet en relation avec une garantie des frontières roumaines, dépend de la conclusion rapide de ces négociations.

⁷ Sur ce point, on ne peut que donner raison à Ph. FABRY, *Der Hitler-Stalin Pakt*, *op. cit.*

estiment que le tracé des nouvelles frontières a été choisi intentionnellement dans le but de maintenir un contentieux sur lequel jouer entre les deux Etats¹. Quoique possible, pareille préméditation reste difficile à prouver. En tout état de cause, il semble que la diplomatie allemande, bien que plus ou moins préparée à une telle solution depuis quelque temps, ait dû agir en grande hâte et sous la pression de circonstances menaçantes, ce qui expliquerait la nature du tracé, jugé aberrant par Neubacher².

Bien que non désirés par le *Reich*, ces remaniements territoriaux ont joué en sa faveur ou, du moins a-t-il su en tirer parti pour amarrer définitivement la Roumanie à ses côtés. Sur le plan de la politique intérieure, cette évolution se marque par divers changements dans la composition des cabinets: on retiendra tout particulièrement la nomination de l'industriel pro-allemand Gigurtu à la tête du Ministère des affaires étrangères au début de juin 1940 et surtout la formation d'un ministère Gigurtu le 4 juillet, qui s'accompagne du départ de tous les ministres pro-occidentaux, à commencer par M. Contantinescu, et de leur remplacement par des hommes dévoués à l'Allemagne comme Manoilescu aux Affaires étrangères et Léon à l'Economie et aux Finances, sans compter des membres de la Garde de Fer comme Sima ou des éléments proches d'elle et appartenant à l'ancien parti national-chrétien de Goga-Cuza³. Sur le plan économique, la tension hungaro-roumaine croissante entre juillet et août permet au *Reich* de renforcer également son emprise.

Comme on le sait, la victoire à l'Ouest ouvre pour le *Reich* des perspectives intéressantes dans les Balkans. L'occupation de la France, de la Belgique et de la Hollande lui permet en effet de faire main basse sur les actions que les entreprises de ces pays détiennent dans cette région. C'est là pour lui l'occasion rêvée de s'implanter financièrement en Roumanie et de s'assurer le contrôle de l'industrie pétrolière. Aussi, dès la fin du mois de mai, la chasse aux titres pétroliers s'organise: séquestres, achats, puis à partir de l'armistice franco-allemand, négociations dans le cadre de la Commission de Wiesbaden, tous les moyens sont employés⁴. Mais un danger

¹ C'est là la thèse des historiens d'Europe orientale; cf. notamment M. HEGEMANN, « Die ungarisch-rumänische Grenze und die Politik des deutschen Imperialismus im Jahre 1940 », art. cité.

² Sur l'opinion de Neubacher, cf. *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, rapport Neubacher, 21.9.1940. Neubacher y souligne que le tracé ne fait qu'aggraver la situation économique déjà précaire des *Volksdeutsch*, privant ceux-ci d'une bonne partie de leur marché et de leur main-d'œuvre, notamment de la main-d'œuvre hongroise qualifiée. Et ceci au moment même où le statut légal des *Volksdeutsch* s'améliorait.

³ Sur la composition du cabinet Gigurtu, cf. *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, rapport 4.7.1940; tél. Fabricius à *AA*, N° 1100, 5.7.1940; et notice Heinburg, 5.7.1940.

⁴ Sur toutes ces opérations, qui commencent, soulignons-le, bien avant les opérations ordonnées par Göring dans le cadre du « Nouvel ordre économique » et qui sont motivées par des considérations stratégiques immédiates, cf. le fonds *AA, Rumänien, Petroleum (Aufkauf von Petroleum-Aktien)*, ainsi que *Handakten Wicht, Wirtschaftliche Delegation in Wiesbaden*, vol. 1 et 2; cf. aussi A. MILWARD. *The New Order and the French Economy*. Oxford, 1970, pp. 96-98.

menace le succès de l'opération: c'est la possibilité d'un transfert des actions. Depuis le début de juillet, le bruit court à Bucarest que des actionnaires franco-belges de sociétés pétrolières cherchent à se débarrasser de leurs titres; en outre, de nombreux télégrammes de Neubacher font état de démarches entreprises par *Royal Dutch-Shell* pour transférer la participation *Astra* de la *Bataafsche Petroleum Maatschapij* soit à une filiale américaine du groupe (*Shell Company of California*), soit à la société américaine *Standard Oil*, soit enfin à une compagnie russe¹. Le risque existe donc pour le *Reich* de perdre les atouts financiers que les droits et les moyens de l'occupant mettent à sa portée. Aussi, dès le 6 juillet, la *Wilhelmstrasse* fait-elle exercer par Neubacher une forte pression sur le Gouvernement roumain, afin de l'amener à promulguer une législation interdisant les mouvements de titres². C'est chose faite par un décret du 11 juillet, instituant la transformation des actions au porteur en actions nominatives et l'autorisation de l'Etat pour toute transaction³. Dès lors, les bases de la pénétration allemande sont assurées: le contrôle exercé par les autorités roumaines doit permettre de bloquer les titres détenus par les résidents dans les pays occupés et de les garder à la disposition de l'Allemagne.

En même temps qu'il parvient à assurer les bases de sa pénétration, le *Reich* réussit à renforcer dans l'immédiat son emprise sur les sociétés pétrolières roumaines. C'est là une nécessité, car, en attendant, la situation de ces sociétés demeure ambiguë: en dépit d'un contrôle étatique croissant, des entreprises comme *Colombia* ou *Concordia* dépendent toujours de leurs actionnaires étrangers. Ceux-ci se trouvent, certes, en territoire occupé et sont soumis aux conditions d'armistice et d'occupation. Mais la marge de manœuvre qui leur reste inquiète les Allemands. Le cas d'*Astra* pose un problème épineux, car, lors de l'invasion de la Hollande, le siège social de la *Bataafsche* a été déplacé de La Haye à Curaçao, hors de portée du *Reich*⁴. Aussi, malgré l'institution d'un curateur allemand à la centrale de la *Bataafsche* à La Haye, la direction générale d'*Astra* continue-t-elle à obéir au trust *Royal Dutch-Shell*, représenté par Kessler à Londres. Cette dépendance se manifeste par le refus de livrer au *Reich* et par la volonté de réduire la production⁵. Devant cette menace, il ne reste d'autre solution pour le *Reich* que de faire placer *Astra* sous le contrôle de l'Etat. C'est la raison pour laquelle, dès le début de juillet, Neubacher presse le Gouverne-

¹ Sur ces transactions présumées, cf. *AA, Rumänien, Petroleum*, tél. Neubacher à *AA*, N° 1127, 7.7.1940; lettre Junker (*AA*) à Bucarest, 8.7.1940; tél. *AA* à Bucarest, N° 1203, 14.7.1940; et *Südeuropa Handel* 12, vol. 1, rapport Neubacher, 3.8.1940: « Aktienzusammensetzung der Astra-Romana ».

² *AA, Rumänien, Petroleum*, tél. Neubacher à *AA*, N° 1127, 7.7.1940, *op. cit.*; et tél. Neubacher à *AA*, N° 1139, 9.7.1940.

³ *MA, RW 5/v. 367, ND Mitteilungen*, vol. 2, 19.7.1940; texte du décret cité dans *BA, R 7 VI/358/1, NfA 167*, 19.7.1940.

⁴ T 77/1784242, lettre Sabath (*AA*) à *Reichskommissar* en Hollande, 7.6.1940.

⁵ T 77/1784625-26, rapport *Abwehr*, 22.8.1940; « Situation der Astra-Romana ».

ment roumain d'user des prérogatives que lui confère la loi de février et de soumettre *Astra* à l'autorité d'un commissaire¹. Au début d'août, alors que les négociations roumano-hongroises sur la question de la Transylvanie sont sur le point de s'ouvrir, Bucarest cède. Succès partiel seulement aux yeux des Allemands, car le commissaire désigné, Damascin, ne répond pas exactement à leurs vœux : c'est un homme relativement proche de la Garde de Fer et partisan d'une nationalisation des compagnies pétrolières allant jusqu'à l'appropriation étatique². Or, ce n'est pas là le but de l'Allemagne : il ne s'agit pas pour elle de favoriser une nationalisation, mais de mettre en place un contrôle étatique qui, en lui réservant la possibilité d'une pénétration ultérieure, lui permette de pallier les carences provisoires de son implantation. Aussi, dès le 3 août, Neubacher exprime-t-il son mécontentement à Gigurtu, qui lui promet de déposer Damascin à la première occasion³.

A ces heureuses perspectives vient encore s'ajouter un important succès commercial : c'est la conclusion, le 8 août, d'un accord sur l'exportation de céréales. Exact pendant du pacte pétrolier du 27 mai, cet accord prévoit la livraison au *Reich* de la plus grande partie des surplus céréaliers roumains, et cela à prix fixe⁴.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, des progrès considérables réalisés par le *Reich* dans le commerce extérieur de la Roumanie, progrès favorisés aussi, il est vrai, par la fermeture de la Méditerranée à l'Angleterre à la suite de l'entrée en guerre de l'Italie.

Exportations roumaines vers le Reich, l'Empire britannique et l'Empire français, juin-août 1940⁵:

	<i>Reich</i>		Empire britannique		Empire français	
	Quintaux	%	Quintaux	%	Quintaux	%
Juin	1.756.485	46,54	288.703	7,64	251.474	6,66
Juillet	3.276.903	67,09	—	—	10.336	0,21
Août	2.599.714	61,55	96.733	2,29	4.997	0,12

¹ AA, *Rumänien, Petroleum*, tél. Neubacher à AA, N° 1127, 7.7.1940, *op. cit.*

² T 77/1784716, tél. Neubacher à AA, N° 1290, 3.8.1940; et T 77/1784625-26, rapport *Abwehr*, 22.8.1940, *op. cit.* Le candidat des Allemands est le professeur Patriciu, choisi en raison de son caractère peu énergique, ce qui permettrait aux quelques cadres allemands d'*Astra* d'exercer une forte influence dans l'entreprise.

³ En même temps que ces mesures sont prises, les ingénieurs et directeurs de sociétés françaises ayant participé à la préparation du sabotage des puits de pétrole, et dont les noms ont été révélés par la publication des documents de la Charité-sur-Loire, sont expulsés de Roumanie. La publication des documents relatifs à la Roumanie visait précisément ce but. La mesure a provoqué un véritable démantèlement de la direction des dites sociétés, privant *Steava* de son directeur technique, *Colombia* de son directeur

Exportations de pétrole roumain vers le *Reich*, l'Empire britannique et l'Empire français, juin-août 1940¹ :

	<i>Reich</i>		Empire britannique		Empire français	
	Tonnes	%	Tonnes	%	Tonnes	%
Juin	94.251	42,35	12.223	5,47	19.350	8,68
Juillet	193.243	59,27	—	—	—	—
Août	186.850	58,23	6.053	1,89	500	0,16

On voit que le *Reich* a su tirer parti de la situation politique très instable de l'été 1940 pour asseoir définitivement son influence économique en Roumanie. Et non seulement son influence économique, mais aussi son influence politique. Rien ne le montre mieux que la demande faite par Carol à Hitler d'envoyer une mission militaire allemande en Roumanie et les mesures prises par le gouvernement depuis le début de juillet contre les Juifs, mesures visiblement inspirées de la législation nationale-socialiste et destinées à se concilier les faveurs du *Reich*².

Septembre 1940: avènement du Gouvernement Antonesco

On sait qu'à la suite du Second Arbitrage de Vienne et des mouvements de protestation qui l'ont salué, le roi Carol a dû abdiquer et céder sa place à un gouvernement dictatorial formé par le général Antonescu en collaboration avec la Garde de Fer. Les historiens roumains s'accordent sans exception à voir dans le nouveau régime, présenté comme la consécration de la Garde de Fer, une création du *Reich*³; T. Georgescu va jusqu'à affirmer que dès la fin de juin, la *Gestapo* avait réussi à faire mettre au point

général et *Concordia* de son véritable cerveau (L. Wenger); cf. *AN*, 130 AQ 50, lettre Wenger à Pétain, 30.12.1940, *op. cit.* Sous le même prétexte ou d'autres, le *manager* anglais de *Unirea* et une partie des cadres anglo-hollandais de *Astra* sont également expulsés; cf. *FO*, 371-24976, notice Bridgemann, 6.8.1940.

¹ T 77/1780539, tél. Neubacher à AA, N° 1327, 10.8.1940; et AA, *Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 13, « Deutsch-rumänisches Abkommen... », 8.8.1940.

² Calculé d'après *Comertul exterior al României*, année 1940, *passim*.

³ Calculé d'après *Monitorul Petrolului Român*, année 1940, pp. 906, 1048 et 1108.

⁴ Les mesures antisémites auxquelles nous faisons allusion sont l'exclusion des juifs de la fonction publique (9 juillet) et le licenciement des ouvriers et employés juifs dans les entreprises roumaines (début août); sur la politique antisémite de la Roumanie, qui s'accroîtra à partir de l'automne 1940, cf. M. BROZAT, « Das Dritte Reich und die rumänische Judenpolitik », dans *Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte*, München, 1958, pp.102-183.

⁵ Bonne illustration de la thèse roumaine dans A. SAVU, *Dictatura regala*, *op. cit.*, pp. 438-439.

un programme commun par Antonescu et Sima et qu'en cas de refus de Carol d'abdiquer, la *Wehrmacht* serait intervenue¹. La consultation des archives allemandes permet de nuancer sérieusement ces assertions.

Les événements du début de septembre 1940 ont en fait surpris le *Reich*. Le choix d'Antonescu par Carol comme premier ministre le 3 août s'est fait en dehors de toute concertation avec l'Allemagne: le lendemain, le ministre Fabricius en était encore à demander à l'homme politique roumain V. Pop si Antonescu était disposé à reprendre à son compte le programme du gouvernement précédent (exécution du Second Arbitrage, accueil d'une mission militaire allemande, liens économiques étroits avec l'Allemagne)². Si le 5 septembre au soir, Fabricius recommande à Pop de laisser tomber le roi Carol, c'est parce que la situation l'exige: la Garde de Fer, s'appuyant sur le mécontentement populaire, menace de tout mettre à feu et à sang et refuse de participer à un gouvernement aussi longtemps que le roi reste sur son trône³.

Le principal souci du *Reich* au cours des jours qui suivent l'abdication de Carol est d'empêcher la Garde de Fer de prendre une place trop importante au sein du cabinet en formation. Nous avons vu quels « sentiments » les autorités allemandes nourrissaient à l'égard du mouvement légionnaire. Jamais, pendant l'été 1940, ces « sentiments » ne se sont démentis: les efforts déployés par Carol pour faire participer la Garde au gouvernement n'ont recueilli à Berlin qu'un écho mitigé⁴; les tentatives faites par Sima pour rapatrier d'Allemagne les légionnaires qui s'y étaient réfugiés se sont heurtés à l'opposition de la *Wilhelmstrasse*, soucieuse tout à la fois de limiter cette participation et de s'assurer contre Sima et Carol une monnaie d'échange⁵. En septembre, la situation n'est guère différente. Au moment où le *Reich* se trouve en passe d'acquérir d'importants atouts financiers en Roumanie et de contrôler ainsi directement certains secteurs industriels, une influence prépondérante de la Garde paraît moins souhaitable que jamais: elle risquerait d'entraîner une chaîne de nationalisations et de priver l'Allemagne du fruit de sa victoire. Aussi, du 6 au 15 septembre, les deux représentants du *Reich* à Bucarest font-ils pression sur Antonescu pour l'amener à écarter les gardistes d'un certain nombre de ministères, en particulier des ministères économiques; en outre, Neubacher, qui jouit, en sa qualité d'ancien révolutionnaire autrichien et de haut dignitaire SA, d'un grand prestige au sein de la Garde, s'efforce de convaincre Sima de

¹ T. GEORGESCU, « La cinquième colonne en Roumanie », art. cité, pp. 34-35.

² *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 3, tél. Fabricius à *AA*, N° 1516, 4.9.1940.

³ Tél. Fabricius à *AA*, 5.9.1940, *ADAP, D*, vol. 11, t. 1, N° 17, pp. 19-20; et N° 19, pp. 21-22.

⁴ Le 19 juin, à l'annonce d'une participation de Sima au cabinet, Fabricius réagit très négativement; cf. *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 2, tél. Fabricius à *AA*, N° 941, 19.6.1940.

⁵ Tél. *AA* à Bucarest, 7.7.1940, *ADAP, D*, vol. 10, N° 128, p. 122; et *AA*, N° 928, 3.8.1940.

renoncer à occuper un ministère et de se contenter du poste de vice-président du Conseil, sans attributions définies¹. Le cabinet présenté par Antonescu le 15 septembre correspond en gros aux vœux des Allemands : sur 21 membres, 10 appartiennent à la Légion ; mais sur les 6 personnes qui constituent le Conseil restreint, 2 seulement viennent de la Garde : le vice-président Sima et le ministre des Affaires étrangères Sturdza². Les deux grands ministères économiques, Economie et Finances, qui font partie du Conseil restreint, sont tenus par des hommes de métier, sans attache aucune avec la Garde : Léon, déjà en place, et Cretzianu, ancien directeur de la *Banca Romaneasca*. De l'aveu de Neubacher, ces deux hommes ont été nommés sur sa « recommandation »³. Les postes-clé de sous-secrétaire pour le pétrole et les mines et de gouverneur de la Banque nationale ont de même été repourvus avec l'accord de la Légation allemande⁴. On ne saurait donc parler, comme le font les historiens roumains, d'un gouvernement dominé par la Garde de Fer. Le *Reich* a visiblement réussi à limiter les dégâts. Entre septembre 1940 et septembre 1941, il parviendra, sous les auspices de la dictature « antonescienne », à acquérir la majorité des actions des sociétés pétrolières *Concordia*, *Colombia*, *IRD* et *Foraky* et à prendre la direction d'*Astra*, s'assurant ainsi le contrôle direct de 50 % de la production roumaine (sur la base 1940)⁵ ; dans le secteur métallurgique, il parviendra, par le biais de la création d'une société mixte germano-roumaine, à se faire céder la direction des entreprises *Malaxa* et *Resita*⁶.

En conclusion, on peut dire que dès le mois de mai 1940, les jeux étaient faits : le régime caroliste avait complètement basculé du côté allemand et il ne semble pas que le *Reich* ait jamais songé à le renverser, que ce soit au profit de la Garde de Fer ou d'une dictature militaire ; sa faiblesse même

¹ *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 3, tél. Neubacher à AA, N° 1573, 11.9.1940 ; et *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, lettre Neubacher à Clodius, 17.9.1940.

² Sur la composition du cabinet Antonescu et sur l'influence exercée par l'Allemagne, cf. *AA, Staatssekretär, Rumänien*, vol. 3, tél. Fabricius à AA, N° 1597, 14.9.1940 ; tél. Fabricius à AA, N° 1608, 15.9.1940 ; et *Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, lettre Neubacher à Clodius, 17.9.1940, *op. cit.*

³ *AA, Handakten Clodius, Rumänien*, vol. 5, lettre Neubacher à Clodius, 17.9.1940, *op. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Pour gérer ces participations, acquises à titre provisoire et pour le compte du *Reich* par diverses banques allemandes (*Deutsche Bank* avant tout), le *Reich* créera en mars 1941 une société étatique : « *Kontinentale Öl AG* ». En ce qui concerne *Astra*, le *Reich* s'en assurera le contrôle direct par la nomination comme directeur général du nazi hollandais Rost van Tonningen (octobre 1940) et par la conclusion en mai 1941 par *Astra* et *Kontin Öl* d'un contrat d'exploitation en commun. (Rost van Tonningen a pu être nommé, parce que, sous la pression allemande, le gouvernement roumain a admis le principe de la gérance allemande de la *Bataafsche*, ce qui a permis à cette gérance de désigner Rost van Tonningen) ; sur tout cela, cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 13 et 14, *passim*.

⁶ Les deux actionnaires de la société en question sont l'Etat roumain et les *Reichswerke H. Göring*. Cette société, chargée d'organiser l'industrie métallurgique roumaine, louera en fait *Resita* et *Malaxa* aux *Reichswerke*, qui en deviendront ainsi les gérants (février 1941) ; cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 14, *passim*.

devait constituer aux yeux de Berlin un atout. Mais, échappant à tout contrôle, la dynamique politique déclenchée par le *Reich* en novembre 1938 s'est révélée une arme à double tranchant, risquant, au moment même où le succès se dessinait, de le détruire. Si tel n'a pas été le cas, la situation qui en est résultée ne s'en est pas moins révélée grosse de dangers: les menaces de conflit et de nationalisation n'ont pu être conjurées qu'au prix du Second Arbitrage et de la garantie des frontières roumaines¹. Mais ces moyens eux-mêmes étaient dangereux: l'engagement politique qui les sous-tendait ne pouvait qu'envenimer les relations avec l'Union soviétique. Et c'est ce qui est arrivé. On objectera peut-être que depuis la fin du mois de juillet, Hitler était décidé à envahir l'Union soviétique. Ce serait oublier que, comme l'a montré A. Hillgruber, depuis la mi-août un nouveau plan tendait à prévaloir dans l'esprit du *Führer*: celui d'un bloc continental: Allemagne-Italie-Japon, auquel la Russie devait s'agréger². Nul doute que l'intervention ouverte du *Reich* dans les Balkans n'ait abouti à durcir l'attitude soviétique, entraînant l'occupation des îles du canal de Kilia (26 octobre)³, puis l'échec de la visite Molotov (12-13 novembre)⁴, et n'ait ainsi contribué à ramener Hitler définitivement à son plan d'invasion de l'Union soviétique (première moitié de novembre).

On voit quelles conséquences a eu pour le *Reich* la faiblesse de son implantation financière: obligé de pallier celle-ci par un engagement accru sur l'échiquier politique, il s'est aventuré sur un terrain glissant, qui l'a conduit jusqu'à la rupture définitive avec l'Union soviétique.

¹ En devenant le garant de l'équilibre politique dans cette région, le *Reich* acquérait du même coup les moyens d'y faire régner l'ordre et d'influencer l'évolution interne. C'est cette position qui lui a permis de déterminer dans une large mesure la composition du cabinet Antonescu et qui lui permettra par la suite d'influencer ce dernier et notamment d'annihiler toutes les tentatives de nationalisation ébauchées par les éléments gardistes: sur ces tentatives et leur avortement, cf. *AA, Handakten Wiehl, Rumänien*, vol. 14, *passim*.

² A. HILLGRUBER, *Hitlers Strategie. Politik und Kriegführung 1940-1941*. Frankfurt, 1965, *passim*, notamment pp. 241-242.

³ *Ibid.*, p. 304.

⁴ Sur la visite de Molotov, cf. *ibid.*, pp. 356 sq.

CONCLUSIONS

Au terme de cette étude, nous pouvons résumer ainsi les principales étapes de la pénétration économique allemande en Roumanie. Après la puissante offensive des exportations allemandes qui caractérise les dernières années de la République de Weimar, la période 1933-1936 marque un reflux. Maître du commerce extérieur, qui devient dans ses mains un instrument au service du réarmement, l'Etat hitlérien ne témoigne que peu d'intérêt pour le marché roumain, considéré comme une source d'approvisionnement trop chère. Les relations commerciales avec ce pays sont conçues avant tout comme une arme politique et c'est dans cette perspective qu'il faut interpréter les accords économiques conclus au printemps 1935. A partir de 1936, les rôles s'inversent : alors que le *Reich* cherche à se procurer des quantités plus importantes de produits roumains, c'est la Roumanie qui s'oppose à une extension trop grande des échanges, ceci pour éviter que des arriérés de *clearing* importants ne menacent sa monnaie et pour réserver une partie de ses exportations aux marchés dits à devises fortes, que la hausse des prix mondiaux rend plus accessibles à ses produits.

Au cours de l'été 1938 intervient, comme nous l'avons souligné, la grande césure : de simple appoint de carburant, le marché roumain devient la clé de voûte du système pétrolier allemand. Appuyée sur de faibles bases commerciales et surtout financières, l'offensive économique allemande s'enraie : la dynamique de la contre-offensive anglaise se conjugue avec le poids des capitaux franco-britanniques pour la tenir en échec. De mars à août 1939, le *Reich* améliore légèrement ses positions, grâce surtout à ses gains territoriaux en Europe centrale et aux possibilités commerciales et financières que ceux-ci lui ouvrent. Mais la massive offensive économique alliée qui suit le déclenchement de la guerre balaie tout l'acquis : hausse des prix et hausses boursières dressent devant les appétits allemands un barrage infranchissable ; complètement dérégulé, le *clearing* menace de « sauter » dans les mains des Allemands. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine, et en jouant sur le seul terrain politique, terrain dangereux par excellence, que ceux-ci parviendront à rétablir la situation. Dès mars 1940, le marché roumain, « étatisé », libéré de la tutelle des capitaux franco-britanniques, est prêt à fonctionner au seul profit du *Reich*. Succès donc,

mais succès ambigu, car les bases sur lesquelles il repose sont mouvantes : si elle permet au *Reich* de contrôler le marché, l'étatisation fournit en même temps au Gouvernement roumain des armes susceptibles d'être retournées contre l'Allemagne; certes, le jeu politique pratiqué par Hitler et la réorganisation de l'espace danubien qui le couronne en août 1940 donnent au *Reich* les moyens de mobiliser à son profit cette étatisation; mais cette réorganisation elle-même introduit un facteur d'insécurité dans la stratégie globale de l'Allemagne, dans la mesure où elle accélère la dégradation des relations avec l'Union soviétique.

On voit que ce schéma ne correspond guère à celui de l'« impérialisme commercial » ou « impérialisme sans argent », tel qu'il a été élaboré par divers auteurs pour expliquer la politique économique du III^e *Reich* dans les Balkans. Dans le cas de la Roumanie, c'est la dynamique politique qui a ouvert la voie à la dynamique économique, et non l'inverse. Au lieu de constituer des armes offensives, les accords de *clearing* se sont avérés de véritables pièges; loin d'avoir les effets de domination classiquement décrits, les arriérés et le cours du *RM* n'ont cessé de provoquer les pires difficultés, allant jusqu'à paralyser les échanges.

L'explication de l'échec allemand se situe à plusieurs niveaux, que nous distinguerons pour les besoins de l'analyse, mais qui interfèrent en fait étroitement.

Le premier niveau est celui de la situation économique en Allemagne même. Lorsqu'on évoque la position du marché allemand face aux marchés danubiens, on se plaît en général à souligner la facilité du premier à absorber les surplus balkaniques à des prix plus élevés que ceux du marché mondial¹. Rien d'étonnant, affirme-t-on, puisque l'organisation planifiée de l'économie allemande permet, par le jeu des primes et autres artifices, de faire abstraction de la question prix. L'argument est discutable. L'exemple de la Roumanie en montre les limites. En fait, la *Reichsgetreidestelle* a toujours hésité à importer des céréales roumaines en raison de leur prix élevé. Quant au pétrole, dont l'achat était inévitable, les instances compétentes n'ont cessé de lutter pour le rendre moins onéreux. Il ne faut pas oublier en effet que dans le cadre des accords de *clearing*, les moyens de paiement du *Reich* consistent en livraisons de produits allemands. On a souvent prétendu qu'il s'agissait de produits inutiles ou de peu de valeur. Dans le cas de la Roumanie, ce sont des matières premières précieuses ou des armements perfectionnés. Dans ces conditions, des prix élevés signifient des quantités d'autant plus importantes de ces produits à livrer. C'est là une exigence insupportable pour une économie que l'effort du réarmement amène depuis 1936 à la limite du point de rupture. D'où l'apparition chronique d'arriérés

¹ Cf. par exemple E. WEBER, *Studien der Aussenhandelsverflechtung Ostmittel- und Südosteuropas*, op. cit., pp. 32-34; I. BEREND and G. RANKL, *Economic Development in East-Central Europe in the 19th and 20th Centuries*, op. cit., pp. 272-273.

de *clearing*, qui, loin de représenter un endettement volontaire, trahissent en fait l'essoufflement du marché allemand. Dans le cadre des relations germano-roumaines, ces arriérés ne jouent donc pas le rôle d'amorce du développement des échanges qu'on leur attribue¹. Par suite des difficultés de financement bancaire qu'ils entraînent en Roumanie, ils produisent en réalité l'effet contraire: non payés, les exportateurs roumains tendent à interrompre leurs livraisons². Processus, il convient de le souligner, largement favorisé par la faible implantation des capitaux allemands dans le secteur bancaire roumain. En conclusion, effort de réarmement à l'intérieur et étroitesse de l'implantation financière à l'extérieur se conjuguent pour rendre le marché allemand particulièrement vulnérable à toute hausse des prix roumains.

Le deuxième niveau d'explication est celui de l'influence exercée par les capitaux franco-britanniques sur la balance commerciale roumaine. On s'accorde en général à minimiser cette influence: en dépit d'investissements considérables, la France et l'Angleterre, affirme-t-on, auraient entretenu avec les pays danubiens des relations commerciales très lâches³. En réalité, les capitaux franco-britanniques pèsent d'un poids considérable dans la balance commerciale d'un pays comme la Roumanie. L'opposition maintes fois dénoncée entre l'engagement financier et le « désintéret » commercial des puissances occidentales dans les Balkans paraît ici quelque peu artificielle. Comme nous l'avons vu, la solidarité financière débouche, par le jeu des transferts, sur la solidarité commerciale. Il y a un lien beaucoup plus étroit qu'on ne serait tenté de le croire entre flux financiers et flux commerciaux. Et ce sont précisément les accords de *clearing* qui créent ce lien: dans la mesure où ils constituent le véhicule nécessaire de tous les transferts, ils tendent à imposer un certain parallélisme à ces deux flux.

Le troisième niveau d'explication, étroitement lié au précédent, est celui du jeu des parités monétaires. S'il y a rapport fixe entre le *RM* et le *leu*, il n'en va pas de même entre le *RM* et la livre sterling. Résultat de la pression exercée par les intérêts britanniques pour élargir leurs possibilités de transfert, le système des quotas négociables aboutit, nous l'avons vu, à consacrer la dévaluation du *leu* face à la livre sterling. Il s'ensuit une dévaluation parallèle du *RM* face à la livre sterling, dévaluation que les exportateurs roumains tentent de compenser dans leurs transactions avec l'Allemagne par la hausse des prix libellés en *lei*. On ne saurait donc parler à propos de la Roumanie d'un *Reichsmarkimperium*. La livre sterling reste bel et bien la monnaie dominante et c'est sur sa trajectoire ascendante, fonction des besoins de transfert vers l'Angleterre, que les prix libellés

¹ Cf. par exemple D. DÖRING, *Deutsche Aussenwirtschaftspolitik 1933-1935*, op. cit., pp. 113-114; Ch. BETTELHEIM, *L'économie allemande sous le nazisme*, op. cit., pp. 53-59.

² En 1936, par exemple (cf. p. 80), ou en septembre 1939 (cf. p. 172 et 186).

³ Cf. par exemple B.-J. WENDT, « Strukturbedingungen der britischen Südosteuropapolitik », art. cité, p. 301.

en *RM* tendent à s'aligner. En outre, dans la mesure où elle permet aux exportateurs roumains de baisser les prix libellés en monnaie anglaise, la surévaluation de la livre sterling contribue à faire diminuer l'écart entre prix indigènes et prix mondiaux et à faciliter ainsi la réintégration du marché roumain dans le marché mondial; d'où difficulté accrue pour le *Reich* à consolider ses positions commerciales en Roumanie.

Le quatrième niveau d'explication est celui du contrôle direct exercé par les capitaux franco-britanniques sur l'économie roumaine. Dans le secteur pétrolier par exemple, le volume de la production et la formation des prix dépendent dans une grande mesure des compagnies franco-britanniques; dans le secteur métallurgique, les liens étroits que les usines d'armement entretiennent avec des groupes franco-britanniques constituent un barrage efficace à l'importation d'armes allemandes, privant ainsi le *Reich* d'un moyen de paiement privilégié. Certes, ce contrôle est d'origine privée et ne joue pas forcément en faveur des intérêts nationaux: nous avons vu qu'en 1938 les compagnies pétrolières « britanniques » ont refusé de se rallier à la politique de « boycott » préconisée par Londres. Mais pour peu que les circonstances renforcent l'emprise de l'Etat dans la sphère économique ou qu'une convergence se dessine entre les deux points de vue, alors le poids des capitaux investis se transforme en une arme redoutable dans les mains du gouvernement. C'est ce qui s'est produit à partir de septembre 1939, lorsque, nécessités stratégiques et intérêts financiers privés convergeant dans une politique de hauts prix, tous les moyens de contrôle dont disposaient les capitaux pétroliers britanniques ont été mobilisés contre le *Reich*.

Il faudrait enfin mentionner le rôle de la conjoncture économique. On a trop souvent tendance à l'oublier ou à le considérer comme oblitéré par la bilatéralisation des échanges. Or, il n'en est rien. Les mouvements respectifs des prix mondiaux et des prix indigènes affectent l'économie roumaine. Nous avons vu que lorsque l'écart entre ces deux sortes de prix est faible, cette dernière tend à recouvrer sur les marchés mondiaux sa capacité concurrentielle. La surévaluation de la livre sterling en devient d'autant plus efficace et la pression du marché allemand d'autant plus faible¹.

On ne saurait donc souscrire de manière générale aux affirmations qui soulignent à propos des pays danubiens « die immer engere Wirtschaftsverflechtung mit dem Dritten Reich über Clearing- und Kompensationsabkommen »² et insistent sur la faible influence exercée par les capitaux franco-britanniques. Dans le cas de la Roumanie, ces capitaux, notamment

¹ Il semblerait que lorsque l'écart est important, l'inverse doive se produire. Force est de constater qu'il n'en va pas toujours ainsi. C'est que le jeu des capitaux franco-britanniques vient interférer, neutralisant en quelque sorte le mouvement des prix (ainsi en 1938).

² B.-J. WENDT, « England und der deutsche Drang nach Südosten », art. cité, p. 495.

les capitaux anglais, jouent un rôle primordial, et cela à deux titres: tout d'abord, en raison de la pression que par le seul poids des transferts ils font peser sur la balance commerciale roumaine; ensuite, en raison des possibilités de contrôle direct dont ils disposent et qui, pour peu qu'elles soient mobilisées, aboutissent à dresser un barrage devant les tentatives de pénétration allemande.

Encore cette influence des capitaux franco-britanniques ne peut-elle jouer pleinement que si la Roumanie n'y met pas obstacle. Or, à cet égard, la situation est claire: la dictature caroliste vit dans la dépendance des intérêts économiques britanniques. Condamnée à assurer l'industrialisation du pays, et cela à un moment où le retournement de la conjoncture internationale met en danger la balance des paiements, elle a besoin de l'aide des capitaux anglais. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que sa politique subisse de plus en plus fortement l'influence de ces intérêts. C'est à l'instigation de ces derniers, rappelons-le, que sont prises des mesures aussi défavorables à l'économie indigène que l'élargissement des quotas de transfert ou l'institution des livres négociables. Et la pression à laquelle est ainsi soumis le Gouvernement roumain s'avère d'autant plus difficile à éluder qu'elle s'exerce par deux voies: d'une part, par l'intermédiaire des représentants des intérêts en question; de l'autre par l'intermédiaire du Gouvernement anglais, soucieux, en sa qualité d'autorité de contrôle du *clearing*, d'assurer les transferts liés à la rémunération des capitaux anglais investis à l'étranger¹. Pris dans cette tenaille, le Gouvernement roumain ne jouit plus dans le domaine de la politique économique extérieure que d'une faible marge de manœuvre.

En définitive, dans un pays comme la Roumanie, ce sont les structures financières qui dominent le marché. La Grande Crise, en imposant la bilatéralisation des échanges, n'a fait que renforcer cette domination, et notamment le poids des capitaux franco-britanniques dans la détermination de la politique commerciale roumaine. A la veille de la guerre, ces capitaux constituent pour le *Reich* une menace permanente. La moindre velléité de contre-offensive de la part du Gouvernement britannique les transforme en obstacles sur lesquels vient buter le mécanisme du *clearing* germano-roumain². On peut se demander, dans ces conditions, pourquoi

¹ Il est bien évident que le Gouvernement anglais n'agit pas de sa seule initiative, mais aussi sous la pression des intérêts britanniques ayant investi en Roumanie. Ceci ne signifie pas qu'il soit l'instrument de ces intérêts: s'il accepte d'endosser leur point de vue, c'est aussi pour pouvoir exiger d'eux certaines contreparties, notamment en vue de la lutte économique contre le *Reich*.

² On ne souscrira pas au jugement de W. Treue: « Alles, was Grossbritannien und Frankreich im Südosten taten, geschah sporadisch, zufällig, planlos und war daher der Planwirtschaft des Dritten Reiches von vornherein unterlegen » (cf. W. TREUE, « Das Dritte Reich und die Westmächte auf dem Balkan », dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1953, p. 64). En Roumanie, l'action anglaise avant-guerre, si elle a été tardive et limitée, n'est pas le fruit du hasard. En outre et surtout, en dépit de son caractère ponctuel, elle a complètement désorganisé les échanges germano-roumains.

Londres a tant tardé à réagir (automne 1938) et pourquoi elle l'a fait sur une si petite échelle. Il est probable qu'une offensive massive menée à la fin de 1938, avant l'occupation de la Tchécoslovaquie et le pacte avec Staline, eût balayé les positions allemandes en Roumanie. Sans doute la politique d'*appeasement* et le poids de l'Empire ont-ils joué un grand rôle dans l'attitude du Gouvernement britannique¹. Mais un autre élément d'explication doit aussi être invoqué: c'est le retard des conceptions économiques des dirigeants et hauts fonctionnaires anglais. Ceux-ci ne semblent pas avoir pleinement saisi les arcanes des accords de *clearing*; restés intellectuellement attachés aux mécanismes de l'étalon-or, ils n'ont pas clairement vu quel parti ils pouvaient tirer de la supériorité financière de leur pays dans le cadre de ces accords²; se laissant aveugler par le mythe du *Grosswirtschaftsraum*, ils ont surestimé la force des positions économiques allemandes en Roumanie et sous-estimé la puissance de leurs propres armes³. D'où leurs démarches tardives et limitées, laissant finalement au *Reich* le temps de transformer le mythe en réalité.

¹ Sur ces deux points, cf. les articles très suggestifs de B.-J. WENDT, « England und der deutsche Drang nach Südosten » et « Strukturbedingungen der britischen Südosteuropapolitik ». L'action anglaise nous semble cependant avoir été plus vigoureuse que ne l'affirme l'auteur, en tout cas en Roumanie.

² Il est patent que lors des deux offensives économiques anglaises en Roumanie, en hiver 1938-1939 et en hiver 1939-1940, les hommes politiques et hauts fonctionnaires anglais ne discernent que confusément les difficultés que l'action britannique cause au *Reich*. C'est la raison pour laquelle la consultation des archives et anglaises et allemandes nous paraît indispensable à la compréhension de la situation.

³ Il convient de souligner que diffusé par les théoriciens allemands, ce mythe a été largement repris par la presse financière anglaise (*Economist*, *Spectator*...). Il n'est pas jusqu'aux adversaires déclarés de l'Allemagne, comme le publiciste P. Einzig (rédacteur des *Financial News*), qui n'en aient fait la base de leur campagne contre l'impérialisme économique allemand (cf. son ouvrage célèbre intitulé *Bloodless Invasion*). A plusieurs reprises apparaissent sous la plume des hauts fonctionnaires du *Foreign Office*, lorsqu'ils cherchent à caractériser les relations économiques germano-roumaines, les termes mêmes et les arguments dont se servent les théoriciens allemands (complémentarité des économies allemande et danubiennes; effets de domination des accords de *clearing*, etc.).

ANNEXES

TABEAU 1

Structure des importations roumaines en 1937 et répartition géographique (principaux postes seulement):

	Laine = 6,1% du total des imp.	Textiles végétaux = 22,6%	Fer, ar- ticles en fer = 17,5%	Machines, moteurs, véhicules = 23,2%	Métaux nonferreux, métalloïdes = 7%
Allemagne	45,3%	8,8%	26,3%	42,3%	16,5%
Autriche	11,3%	16,6%	6,2%	6,7%	6%
Tchécoslovaquie	4,5%	21,5%	29,8%	9,8%	33,2%
Grande-Bretagne	18,6%	14%	4,3%	6,6%	10%
Egypte	—	16%	—	—	3,9%
France	9%	4,9%	5,2%	6,7%	7,7%
Italie	4,1%	11,2%	—	1,1%	—

Etabli et calculé d'après *AA, Handakten Clodius*, vol. 2, étude *IG Farben*, 1.6.1939 (sur la base de la valeur).

TABLEAU 2

Part des principaux importateurs de produits roumains aux exportations roumaines entre 1933 et 1938 (en %) :

	1929	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Allemagne	27,6	10,6	16,6	16,7	17,8	19,2	26,5
Autriche	9,4	6,6	9,1	12,6	8,6	6,8	—
Belgique	1,6	4,9	2,5	0,8	4,2	4,6	2,8
Egypte	5,2	5,4	5,1	3,6	2,4	2,9	3,9
Empire britannique	11,1	18	12,6	12,8	16,2	13,5	14,9
Empire français	4,5	13,3	11,3	4,9	9,3	8	7,5
Grèce	3,5	2,3	3,7	4	3	5,9	6,8
Hongrie	11,1	4	5,5	7,9	4,8	4,4	5,1
Italie	7,7	9,2	7,7	15,6	6,1	6,6	6,2
Suisse	0,2	0,6	1,4	3,6	3,2	2,8	2,5
Tchécoslovaquie	6,2	4,8	5,4	5,9	7	8,2	9,6
Yougoslavie	1,7	1,3	1,1	1,1	0,9	1,4	1,5
Divers	10,2	19	18	11,5	16,5	15,7	12,7

Etabli d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 608-611 (sur la base de la valeur).

TABLEAU 3

Composition des importations roumaines d'Allemagne (principaux postes) :

	1935	1936	1937	1938	1939 (sans le Protectorat)
Laine	6,6%	9,7%	9,6%	5%	2,8%
Matières textiles végétales	6,6%	12,5%	6,8%	7,9%	6,8%
Fer, articles en fer et métalloïdes	20,1%	21,1%	19,9%	23,5%	28,7%
Appareils, machines, moteurs et véhicules	24,3%	25%	34,1%	37,3%	37,6%
Produits chimiques et colorants	18,8%	13,4%	12,8%	9,6%	9,3%
Divers	23,6%	18,3%	16,8%	16,7%	14,8%

Etabli et calculé d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 618-619 (sur la base de la valeur).

TABLEAU 4

Structure des exportations roumaines en 1937 et répartition géographique (principaux postes seulement) :

	Animaux vivants = 4,2% du total	Céréales = 32,2%	Bois = 9%	Pétrole = 40,6%
Allemagne	11,8%	25,6%	12%	9,8%
Autriche	22,7%	12,5%	—	1,7%
Tchécoslovaquie	33,6%	6,3%	2%	6,8%
Grande-Bretagne	—	7%	9,4%	11,6%
Gibraltar, Malte et Palestine	—	1,3%	10,3%	5,5%
Egypte	—	—	11%	4,7%
France	—	1,5%	1,4%	12%
Italie	10%	8%	1,5%	7,2%
Grèce	5,4%	10,7%	5,3%	4,1%
Belgique	—	12,4%	—	1,1%
Hongrie	—	—	22,3%	4,8%

Etabli et calculé d'après *AA, Handakten Clodius*, vol. 2, étude *IG Farben*, 1.6.1939 (sur la base de la valeur).

TABLEAU 5

Part des principaux fournisseurs de la Roumanie aux importations roumaines entre 1933 et 1938 (en %) :

	1929	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Allemagne	24,1	18,6	15,5	23,8	36,1	28,9	36,8
Autriche	12,5	9,2	9,9	10,8	13,4	8,5	—
Belgique	3,1	4,1	5,2	2,5	1,8	4	5,3
Egypte	1,6	1,5	0,7	2,9	3,9	4,2	3,5
Empire britannique	7,3	15,1	17,9	10,3	7,7	10	8,7
Empire français	5,5	10,5	11,1	7,2	5,9	6,1	7,8
Etats-Unis	6,1	3	4,2	3	3,6	3,9	4,9
Hongrie	5	3	4,1	6,5	6,1	4,1	3,6
Italie	6,9	10,5	7,3	7,7	1,5	4,3	5
Tchécoslovaquie	13,6	9,8	9,9	13	11,5	16,1	13,1
Divers	14,3	14,7	14,2	12,3	8,5	9,9	11,3

Etabli d'après *Annuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 600-601 (sur la base de la valeur).

TABLEAU 6

Composition des exportations roumaines vers l'Allemagne (principaux postes):

	1935	1936	1937	1938	1939 (sans le Protectorat)
Animaux vivants	3,8%	3%	2,6%	9,9%	9,6%
Produits animaux alimentaires	8,7%	7,1%	4%	2,2%	6%
Céréales	3,8%	18,8%	43%	32,2%	30,5%
Semences de plantes	9,2%	8%	10%	9,4%	9,4%
Fruits	2,4%	4,2%	3,4%	3,4%	2,3%
Bois et articles en bois	9,4%	6,7%	5,6%	8,3%	6,8%
Pétrole	55%	43,6%	20,7%	30,2%	29,9%
Divers	7,7%	8,6%	10,7%	4,4%	5,5%

Établi et calculé d'après *Anuarul statistic al Romaniei*, année 1940, pp. 618-619 (sur la base de la valeur). Le pétrole et les céréales constituent les postes les plus importants (60% au minimum du total des exportations). On remarquera qu'à partir de 1937, la part du pétrole diminue fortement, phénomène dû à l'influence des accords de Munich de septembre 1936.

BIBLIOGRAPHIE

A. SOURCES

1. SOURCES NON PUBLIÉES

1. Politisches Archiv, Auswärtiges Amt, Bonn (cité AA)

Büro Staatssekretär :

Rumänien, vol. 1-5 (11.1938-3.1941).

Russland, vol. 1-3 (1.1939-10.1940).

Bulgarien, vol. 1 (5.1939-11.1941).

Ungarn, vol. 1-3 (11.1938-4.1941).

Deutsch-italienische Beziehungen, vol. 1-3 (12.1938-12.1940).

Büro Unterstaatssekretär :

Einkreisung I et II (3.1939-8.1939).

Südosten I-IV (4.1940-3.1942).

Militärmission in Rumänien (9.1940-1.1941).

Bled (2.1939-7.1939).

Besuch Gafencu in Berlin.

Besuch Czaky in Berlin.

Besuch Graf Teleki und Graf Csaky in Berlin.

Besuch König Carol in Berlin.

Donaufragen (9.1940-11.1942).

Abteilung Pol. IV, Rumänien :

Allgemeine auswärtige Politik, vol. 1 (5.1938-7.1940).

Politische Beziehungen Rumäniens zu Deutschland, vol. 2 (9.1937-2.1939).

Politische Beziehungen zwischen Rumänien und Russland, vol. 2-3 (9.1938-10.1940).

Politische Beziehungen zwischen Rumänien und Ungarn, vol. 1 (8.1936-7.1939).

Innere Politik, Parlaments- und Parteiwesen, vol. 1-5 (5.1936-5.1940).

Ministerien, vol. 1 (7.1936-12.1939).

Abteilung Pol. IV, Kleine Entente :

Kleine Entente, vol. 3-4 (8.1937-2.1939).

Abteilung Pol. IV, Balkan :

Balkan, vol. 1-2 (5.1936-8.1938).

Abteilung Pol. IV, Revisionsfrage (5.1936-10.1940).

Handelspolitische Abteilung :

Handel mit Kriegsgerät. Rumänien, vol. 1-6 (1.1937-5.1941).
Grossbritannien. Störungskäufe, vol. 1 (4.1940-12.1940).

Südeuropa :

Handelsbeziehungen zu Deutschland (12.1936-11.1942).
Allgemeine wirtschaftliche Lage, vol. 1 (9.1936-4.1940).
Wirtschaftliche Beziehungen zu Deutschland (5.1936-10.1941).

Rumänien :

Handelsbeziehungen zu Deutschland, vol. 1 (9.1936-10.1942).
Rumänische Erdöl- und Getreidelieferungen im Kompensationswege, vol. 1-2 (11.1936-7.1940).
Handelsvertragsverhältnis zu Deutschland, vol. 1-2 (5.1936-8.1939).
Handelsvertragsverhältnisse zu Deutschland (Regierungsausschüsse), vol. 1-3 (5.1936-7.1940).
Petroleum, vol. 1, 2 et 5 (5.1936-3.1942).
Petroleum und andere Mineralöle in Rumänien (Aufkauf von Petrol-Aktien, vol. 1 (5.1940-3.1942).
Allgemeine wirtschaftliche Lage, vol. 1-2 (5.1936-7.1942).
Wirtschaftliche Beziehungen Rumäniens zu Deutschland, vol. 1 (6.1936-5.1941).

Vereinigte Staaten von Amerika :

Handelsbeziehungen zu Deutschland, vol. 1-2 (7.1936-7.1941).

Handakten Wiehl :

Donau, vol. 1 (5.1938-12.1940).
England, vol. 8 (10.1938-12.1940).
Italien, vol. 11-12 (1938-2.1941).
Rumänien, vol. 11-14 (2.1938-7.1941).
Russland, vol. 13-14 (10.1939-11.1940).

Handakten Clodius :

Donauraum (8.1933-11.1937).
Italien, vol. 2-4 (2.1938-7.1940).
Rumänien, vol. 1-7 (3.1935-3.1941).
Russland, vol. 2-5 (1.1939-12.1940).

Chef AO :

Rumänien, vol. 114 (1937-1940).

Inland II geheim :

Fach 52, 155, 422, 428.

Inland II A/B :

Fach 75, 88.

Inland II D :

Fach 163-164.

Deutsche Gesandtschaft Bukarest :

Rumänien aussenpolitisch, vol. 1-6 (1932-1940).
Rumänien innenpolitisch, vol. 5-9 (1936-1940).

Politische Beziehungen zu Ungarn, vol. 1 (1932-1939).
 Balkan-gemeinschaftlich, vol. 1-3 (1932-1940).
 Kleine Entente-politisch, vol. 1-3 (1932-1939).
 Wirtschaftlich geheim (1936-1942).
 Erdöle (1932-1938).
 Ölpakt (1940-1941).
 Politisch geheim (1939-1942).
 Ungarn politisch, vol. 1-2 (1932-1940).
 Politische Beziehungen zu Ungarn, vol. 1 (1932-1939).

Deutsche Botschaft Paris :

Rumänien, vol. 6-7 (1935-1939).
 Rumänien, Bulgarien, 3 vol. (1920-1939).

Deutsche Botschaft Rom :

Rumänien (1921-1939).
 Balkanstaaten, 3 vol. (1921-1939).
 England-Rumänien (1938).
 Kleine Entente (1936-1939).
 Frankreich-Rumänien (1924-1938).

Geheimakten Rom :

Divers.

2. Bundesarchiv, Koblenz (cité BA)

Reichsfinanzministerium :

R 2, vol. 9947, 9998, 10.008, 14.156, 14.157, 14.585, 15.692, 21.460, 21.466, 21.608, 21.632, 30.026, 30.936, 31.089.

Reichswirtschaftsministerium :

R 7, II, vol. 618; VI, vol. 350-359, 562, 619; VII, vol. 29-32; VIII, vol. 202, 85; IX, vol. 161-170; X, vol. 111, 306, 323, 333, 352, 385, 386, 461; XII, vol. 40, 785-787; XIV, vol. 166, 254.

Reichsstellen für Rohstoff- und Warenbewirtschaftung :

R 8, VII, vol. 1-13, 172, 182-185, 194, 374-379.

Statistisches Reichsamt :

R 24, vol. 21, 23, 24, 28, 29, 78, 82-84, 723, 832, 833, 838, 839, 840-843, 911.

Reichsamt für Wirtschaftsausbau :

R 25, vol. 4, 5, 13, 17, 23-25, 27, 35-38, 42, 53, 89-91, 93, 101, 102, 111, 115, 117, 119, 167, 175.

Vierjahresplan :

R 26, vol. I/36, IV/4, IV/5, IV/51.

Reichskanzlei :

R 43 II, vol. 306a, 1486, 1486a, 1486b, 1487.

Reichssicherheitshauptamt :

R 58, vol. 40, 104, 112, 673, 954a, 1031, 1187, 1236.

Südosteuropagesellschaft :

R 63, vol. 98, 117, 127, 152, 167, 176, 184, 186a, 206, 216, 219, 250a, 294a, 294b, 311, 322, 335, 355.

Adjutantur des Führers :

NS 10, vol. 18, 37, 67, 341, 369.

Sammlung Brammer :

ZSg./101, vol. 12-18, 33-37.

Sammlung Sängler :

ZSg./102, vol. 12-29.

Sammlung Oberheitmann :

ZSg./109, vol. 1-17.

3. Bundesarchiv-Militärarchiv, Freiburg im Breisgau (cité MA)

Divers (détail dans les notes).

4. Document Center, Berlin

Personalakten: dossiers H. Neubacher et G. Schmidt.

5. National Archives, Washington

Microfilms de fonds d'archives allemands:

Série T-71 (documents de la *Reichsstelle für Bodenforschung*).T-77 (documents du service économique de l'OKW: *Wi Rü Amt*).T-84 (documents du *Reichswirtschaftsministerium* et autres).T-120 (documents de l'*Auswärtiges Amt*).Pour les séries T-71, T-77 et T-84, des guides publiés par les Américains donnent la description exacte des actes; pour la série T-120, on se reportera au catalogue de G. KENT (*A Catalog of files and microfilms of the German Foreign Ministry Archives. 1920-1945*, éd. par G. Kent, Stanford, 4 vol., 1962-1972).**6. Public Record Office, London***Correspondance politique du Foreign Office : FO-371 (cité FO-371).*

Roumanie, année 1938, vol. 22451, 22452, 22456-65.

Roumanie, année 1939, vol. 23830-39, 23848, 23849, 23850.

Roumanie, année 1940, vol. 24968-78, 24983-84.

Cabinet Papers (cité CAB):

notamment CAB 63, vol. 102-106: papiers Hankey.

Cabinet Conclusions 1938-1939.

7. Archives Nationales, Paris (cité AN)

Ministère du Commerce :

F 12, cartons 9775, 9926, 9927, 9932-9936.

Fonds Desmarais (papiers de la firme Desmarais déposés aux AN) :

130 AQ, cartons 4, 39-49, 50-51.

Archives d'entreprises, dossiers de l'Association des porteurs français de valeurs mobilières :

65 AQ, dossiers O 143 (*Siper*), 0158 (*Stevea*), 0192 (*Desmarais*), 0226 (*Petrofina*), 0321 (*Cp. fr. des Pétroles*), A 257¹ (*BUP*), A 809 (*Paribas*), A 1078 (*Banque des Pays de l'Europe Centrale*), S 1069 (*Société fr. d'Etudes et Entreprises*).

II. SOURCES PUBLIÉES

I. Documents

a) Collections officielles :

Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945. Serie B, C et D. Göttingen et Baden-Baden, 1950-1973 (cité *ADAP*).

Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse 1937-1945. T. I-V, VIII-IX. Paris, 1950-1961 (cité *ASW*).

La délégation française auprès de la commission allemande d'armistice. Paris, 5 vol., 1947-1959.

I documenti diplomatici italiani. Nona Serie: 1939-1943. Vol. III-V. Roma, 1959-1965.

Documents diplomatiques français 1932-1939. 1^{re} et 11^e série. Paris, 1963-1975.

Documents on British Foreign Policy. Series 3. London, 1949-1961.

Documents on German Foreign Policy 1918-1945. Series C et D. Washington, 1949-1966 (cité *DGFP*).

Les documents secrets de l'état-major général français. Berlin, 1941.

Der Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof (IMT). 42 Bde. Nürnberg, 1947-1949.

SDN. *Recueil des Traités*, années 1938-1939.

b) Collections non officielles :

Allianz. Hitler-Horthy-Mussolini. Dokumente zur ungarischen Aussenpolitik (1933-1944). Ed. par M. Adam, G. Juhasz et L. Kerekes. Budapest, 1966.

- Anatomie der Aggression.* Neue Dokumente zu den Kriegszielen des faschistischen deutschen Imperialismus im Zweiten Weltkrieg. Herausg. und eingeleitet von G. Hass und W. Schumann. Berlin, 1972.
- Anatomie des Krieges.* Neue Dokumente über die Rolle des deutschen Monopolkapitals bei der Vorbereitung und Durchführung des Zweiten Weltkrieges. Herausg. von D. Eichholtz und W. Schumann. Berlin, 1969.
- Griff nach Südosteuropa.* Neue Dokumente über die Politik des deutschen Imperialismus und Militarismus gegenüber Südosteuropa im Zweiten Weltkrieg. Herausg. und eingeleitet von W. Schumann. Berlin, 1973.
- Hitlers Weisungen für die Kriegsführung 1939-1945.* Dokumente des OKW. Herausg. von W. Hubatsch. Frankfurt a. M., 1962.
- Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht (Wehrmachtsführungsstab).* Vol. 1, 1940-1941. Frankfurt a. M., 1965.
- Lagevorträge des Oberbefehlshabers der Kriegsmarine vor Hitler 1939-1945.* Herausg. von G. Wagner. München, 1972.
- F. MARTENS. *Nouveau recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international.* 3^e série, t. 41. Greifswald, 1944.
- T. W. MASON. *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft.* Dokumente und Materialien zur deutschen Arbeiterpolitik 1936-1939. Opladen, 1975.
- Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler.* Vertrauliche Aufzeichnungen über Unterredungen mit Vertretern des Auslandes, 1939-1941. Herausg. und erläutert von A. Hillgruber. Frankfurt a. M., 1967.

2. *Annales, statistiques*

- Anuarul statistic al Romaniei.* Bucarest, années 1938-1940.
- Banque nationale de Roumanie. *Bulletin d'information et de documentation.* Bucarest, années 1929-1940.
- Breviarul statistic al Romaniei.* Bucarest, années 1938-1940.
- Comertul exterior al Romaniei.* Bucarest, années 1938-1940.
- Compass.* Finanzielles Jahrbuch. Rumänien, Wien, années 1935-1940.
- Compass.* Finanzielles Jahrbuch. Tschechoslowakei, Wien, années 1938-1939.
- Enciclopedia Romaniei.* Bucarest, 4 vol., 1936-1941.
- Ministerul Finantelor. *Bugetul general de venituri si cheltuieli.* Bucarest, années 1937/1938 à 1939/1940.
- Monitorul Petrolului Roman.* Bucarest, années 1937-1940.
- SDN. *Annuaire statistique,* années 1938-1939.
- Statistica societatiilor anonime din Romania.* Bucarest, années 1938-1940.
- Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich.* Berlin, années 1935-1939.

3. Journaux, revues

- Bursa*. Bucarest, années 1937-1939.
Finances et Industries. Bucarest, années 1938-1939.
Le Moment. Bucarest, années 1938-1939.
Roumanian Economist. Bucarest, années 1938-1939.
Südost-Echo. Wien, années 1938-1940.
Südost-Economist. Budapest, années 1938-1939.

4 Mémoires, journaux, témoignages de contemporains

- Y. BOUTHILLIER. *Le drame de Vichy*. Paris, 2 vol., 1950-1951.
 A. CADOGAN. *The Diaries of Sir Alexander Cadogan 1938-1945*. Ed. by D. N. Dilks. London, 1971.
 M. CONSTANTINESCU. *Politica economica aplicata*. Bucarest, 1943.
 G. GAFENCO. *Préliminaires de la guerre à l'Est*. Fribourg, 1944.
 — *Les derniers jours de l'Europe*. Paris, 1946.
 W. HAGEN. *Die geheime Front*. Linz-Wien, 1950.
 F. HALDER. *Kriegstagebuch 1939-1942*. Bearb. von H.-A. Jacobsen. Stuttgart, 3 vol., 1962-1964.
 H. HARTL. *Das Schicksal des Deutschtums in Rumänien*. Würzburg, 1958.
 O. HARVEY. *The Diplomatic Diaries of O. Harvey 1937-1940*. Ed. by J. Harvey. London, 1970.
 H. KEHRL. *Krisenmanager im Dritten Reich. 6 Jahre Frieden — 6 Jahre Krieg. Erinnerungen*. Düsseldorf, 1973.
 H. NEUBACHER. *Sonderauftrag Südost 1940-1945. Bericht eines fliegenden Diplomaten*. Göttingen-Berlin-Frankfurt a. M., 1957.
 F. v. PAPEN. *Der Wahrheit eine Gasse*. München, 1952.
 A. ROSENBERG. *Das politische Tagebuch Alfred Rosenbergs aus den Jahren 1934-1935 und 1939-1940*. Herausg. von H.-G. Seraphim. Göttingen-Berlin-Frankfurt a. M., 1956.
 M. STURDZA. *The Suicide of Europe. Memoirs of Prince Michel Sturdza, former Foreign Minister of Roumania*. Boston-Los Angeles, 1968.
 G. THOMAS. *Geschichte der deutschen Wehr- und Rüstungswirtschaft (1918/1943-1945)*. Herausg. von W. Birkenfeld. Boppard am Rhein, 1966.

B. TRAVAUX

- G. ADAM. *Die rumänische Staatsanleihepolitik*. Diss. Berlin, 1939.
- M. ADAM, « Les Pays danubiens et Hitler (1933 à 1936) », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1975, N° 98, pp. 1-26.
- P. ARNOULT. *Les finances de la France et l'occupation allemande (1940-1944)*. Paris, 1951.
- S. ASTER. *The Making of the War*. London, 1973.
- V. AXENCIUC, « Les monopoles dans l'industrie de la Roumanie », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1965, pp. 55-80.
- « La place occupée par la Roumanie dans la division mondiale capitaliste à la veille de la Seconde Guerre mondiale », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1966, pp. 675-705.
- The Balkan States*. I. Economic. A Review of the economic and financial development of Albania, Bulgaria, Greece, Rumania and Yugoslavia since 1919. London, 1936.
- V. N. BANDERA. *Foreign Capital as an Instrument of National Economic Policy. A Study based on the Experience of East European Countries between the World Wars*. The Hague, 1969.
- A. BASCH. *The Danube Basin and the German Economic Sphere*. London, 1944.
- I. BEREND and G. RANKI. *Economic Development in East-Central Europe in the 19th and 20th Centuries*. New York-London, 1974.
- Ch. BETTELHEIM. *L'économie allemande sous le nazisme*. Un aspect de la décadence du capitalisme. Paris, 2^e éd., 2 vol., 1971.
- W. BIRKENFELD. *Der synthetische Treibstoff 1933-1945*. Ein Beitrag zur national-sozialistischen Wirtschafts- und Rüstungspolitik. Göttingen, 1964.
- « Stalin als Wirtschaftspartner Hitlers », dans *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1966, pp. 476-510.
- H. BÖTTNER. *England greift nach Südost-Europa*. Leipzig, 1939.
- M. BROZAT, « Das Dritte Reich und die rumänische Judenpolitik », dans *Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte*, München, 1952, pp. 102-183.
- « Die Eiserne Garde und das Dritte Reich », dans *Politische Studien*, 1958, pp. 628-636.
- « Deutschland-Ungarn-Rumänien. Entwicklung und Grundfaktoren national-sozialistischer Hegemonial- und Bündnispolitik, 1938-1941 », dans *Historische Zeitschrift*, 1968, pp. 45-96.
- M. BROWN, « The Third Reich's Mobilization of the German Fifth Column in Eastern Europe », dans *Journal of Central European Affairs*, 1959, pp. 128-148.

- E. CAMPUS, « Die hitlerfaschistische Infiltration Rumäniens 1939-1940 », dans *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1957, pp. 213-228.
- « Tratatvele diplomatice in preajma dictatului de la Viena », dans *Studii*, 1957, N° 3, pp. 167-195.
- *Mica Intelegere*. Bucarest, 1968.
- « Le bloc des neutres », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1971, pp. 881-903.
- *Intelegerea bolcanica*. Bucarest, 1972.
- O. CARMİ. *La Grande-Bretagne et la Petite Entente*. Genève, 1972.
- B. A. CARROLL. *Design for Total War. Arms and Economics in the Third Reich*. The Hague, 1968.
- K. CASPER, « Die Textilindustrie Rumäniens », dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1940, pp. 217-244.
- G. CASTELLAN, « The Germans of Rumania », dans *Journal of Contemporary History*, 1971, N° 1, pp. 52-75.
- E. COLLOTI, Th. SALA, G. VACCARINO. *L'Italia nell'Europa danubiana durante la Seconda Guerra mondiale*. Milano, s. d.
- N. N. CONSTANTINESCU. *Economia Romaniei in perioada fascizarii tarii si a pregatirii razboiului antisovietic*. Bucarest, 1958.
- « L'exploitation et le pillage de l'économie roumaine par l'Allemagne hitlérienne dans la période 1939-1944 », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1964, pp. 93-114.
- N. N. CONSTANTINESCU, V. AXENCIUC. *Capitalismul monopolist in Romania*. Bucarest, 1962.
- Contributi la istoria capitalului strain in Romania*. Ed. par C. Murgescu et N. N. Constantinescu. Bucarest, 1960.
- F. W. DEAKIN, « Anglo-French Policy in Relation to South-East Europe, 1936-1939 », dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939*, Paris, 1975, pp. 63-91.
- S. DIMITRIJEVIC. *Das ausländische Kapital in Jugoslawien vor dem Zweiten Weltkrieg*. Berlin, 1963.
- J. C. DOHERTY. *Das Ende des Appeasement. Die britische Aussenpolitik, die Achsenmächte und Osteuropa nach dem Münchener Abkommen*. Berlin, 1973.
- D. DÖRING. *Deutsche Aussenwirtschaftspolitik 1933-1935. Die Gleichschaltung der Aussenwirtschaft in der Frühphase des nationalsozialistischen Regimes*. Diss. Berlin, 1969.
- J. DROZ. *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*. Paris, 1960.
- J. DÜLFFER. *Weimar, Hitler und die Marine. Reichspolitik und Flottenbau 1920-1939*. Düsseldorf, 1973.

- D. EICHHOLTZ. *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft 1939-1945*. Vol. 1: 1939-1941. Berlin, 1969.
- P. EINZIG. *Bloodless Invasion*. German Economic Penetration into the Danubian States and the Balkan. London, 1938.
- H. S. ELLIS. *Exchange Control in Central Europe*. Cambridge (Mass.), 1941.
- Ph. W. FABRY. *Der Hitler-Stalin-Pakt 1939-1941*. Ein Beitrag zur Methode sowjetischer Aussenpolitik. Darmstadt, 1962.
- *Balkan-Wirren 1940-1941*. Diplomatische und militärische Vorbereitungen des Donauüberganges. Darmstadt, 1966.
- J. C. FAVEZ. *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*. Genève, 1969.
- J. FREYMOND. *Le III^e Reich et la réorganisation économique de l'Europe 1940-1942*. Origines et projets. Genève-Leiden, 1974.
- F. FRIEDENSBURG, « Die sowjetischen Kriegslieferungen an das Hitlerreich », dans *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, 1962, pp. 331-338.
- S. FRIEDLÄNDER. *Le rôle du facteur américain dans la politique étrangère et militaire de l'Allemagne, septembre 1939 - décembre 1941*. Thèse Genève, 1963.
- T. GEORGESCU, « La cinquième colonne en Roumanie », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1968, N^o 70, pp. 19-38.
- F. C. GERRETSON. *History of Royal Dutch*. Leyde, 4 vol., 1953-1957.
- G. W. F. HALLGARTEN und J. RADKAU. *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute*. Frankfurt a. M., 1974.
- M. HEGEMANN, « Die ungarisch-rumänische Grenze und die Politik des deutschen Imperialismus im Jahre 1940 », dans *Jahrbuch für Geschichte der UdSSR und der Volksdemokratischen Länder Europas*, 1966, pp. 55-95.
- « Die ungarisch-rumänischen Verhandlungen von 1940 im Schatten der deutsch-faschistischen Balkanpolitik », dans *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx-Universität Leipzig*, 1966, pp. 453-454.
- J. HENKE. *England in Hitlers politischem Kalkül 1935-1939*. Boppard am Rhein, 1973.
- K. HILDEBRAND. *Vom Reich zum Weltreich*. Hitler, NSDAP und Koloniale Frage 1919-1945. München, 1969.
- *Deutsche Aussenpolitik 1933-1945*. Kalkül oder Dogma? Stuttgart-Berlin-Köln-Mainz, 1971.
- A. HILLGRUBER. *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu*. Die deutsch-rumänischen Beziehungen 1938-1944. Wiesbaden, 1954.
- « Deutschland und Ungarn 1933-1944. Ein Überblick über die politischen und militärischen Beziehungen im Rahmen der europäischen Politik », dans *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 1959, pp. 651-676.

- *Hitlers Strategie. Politik und Kriegsführung 1940-1941*. Frankfurt a. M., 1965.
- « England in Hitlers aussenpolitischer Konzeption », dans *Historische Zeitschrift*, 1974, pp. 65-84.
- Hitler's Europe*. Ed. by A. Toynbee and V. M. Toynbee. London-New York-Toronto, 1954.
- J. K. HOENSCH. *Der ungarische Revisionismus und die Zerschlagung der Tschechoslowakei*. Tübingen, 1967.
- W. A. HOISINGTON, « The Struggle for Economic Influence in Southeastern Europe: the French Failure in Rumania 1940 », dans *Journal of Modern History*, 1971, pp. 468-482.
- J. M. d'HOOP, « Les projets d'intervention des Alliés en Méditerranée orientale », dans *La guerre en Méditerranée*, Paris, 1971, pp. 237-256.
- « La France, la Grande-Bretagne et les Pays balkaniques de 1936 à 1939 », dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939*, Paris, 1975, pp. 53-61.
- M. HOROVITZ, « Balanta comerciala si de plati a Rominii in perioada 1919-1938 », dans *Probleme economice*, 1965, pp. 53-66.
- W. HUMMELBERGER, « Die Rüstungsindustrie der Tschechoslowakei 1933 bis 1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier - H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 308-330.
- The Initial Triumph of the Axis*. Ed. by A. Toynbee and V. M. Toynbee. London-New York-Toronto, 1958.
- V. IONESCU, « Historiographie roumaine de la Deuxième Guerre mondiale », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1968, N° 70, pp. 69-81.
- N. IORDACHE. *La Petite Entente et l'Europe*. Thèse Genève (sous presse).
- E. JÄCKEL. *Frankreich in Hitlers Europa*. Die deutsche Frankreichpolitik im Zweiten Weltkrieg. Stuttgart, 1966.
- H.-A. JACOBSEN. *Fall Gelb*. Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940. Wiesbaden, 1957.
- « Les buts et la politique de guerre de Hitler (1939-1943) », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 63, pp. 23-40.
- *Nationalsozialistische Aussenpolitik 1933-1938*. Frankfurt a. M.-Berlin, 1968.
- G. JUHASZ, « La politique extérieure de la Hongrie de 1939 à 1943 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 19-36.
- D. KITSIKIS, « La Grèce entre l'Angleterre et l'Allemagne de 1936 à 1941 », dans *Revue historique*, 1967, pp. 85-116.
- B. H. KLEIN. *Germany's Economic Preparations for War*. Cambridge (Mass.), 1959.
- E. KOHLRUSS. *Die französischen Kapitalanlagen in Südosteuropa im Rahmen der gesamten Auslandsverschuldung der südosteuropäischen Länder*. Leipzig, 1934.

- L. KRECKER. *Deutschland und die Türkei im Zweiten Weltkrieg*. Frankfurt a. M., 1964.
- A.-R. KRÜGER. *Die Wirtschaftsleitung der deutschen Volksgruppen in Grossrumänien und ihre Beeinflussung durch die rumänische Wirtschaftspolitik*. Diss. Leipzig, 1945.
- M. LACKO, « Ostmitteleuropäischer Faschismus », dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1973, pp. 39-51.
- M. LAMER, « Die Wandlungen der ausländischen Kapitalanlagen auf dem Balkan », dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1938, pp. 470-524.
- R. LEXKES. *Die äussere Wirtschaftspolitik Rumäniens von 1919-1938 mit besonderer Berücksichtigung der Aussenhandelspolitik*. Diss. Wien, 1952.
- O. LONG. *Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devant le III^e Reich 1934-1939. Un aspect du conflit des politiques commerciales avant la guerre*. Genève, 1943.
- C. A. MACARTNEY. *October Fifteenth. A History of Modern Hungary*. Edinburgh, 2 vol., 1956-1957.
- V. MADGEARU. *Evoluția economiei românești după războiul mondial*. Bucarest, 1940.
- J. MARCZEWSKI. *Planification et croissance économique des démocraties populaires*. Paris, 2 vol. 1956.
- Ph. MARGUERAT, « L'Allemagne et la Roumanie à l'automne 1938: économie et diplomatie », dans *Relations Internationales*, 1974, N° 1, pp. 173-179.
- T. W. MASON, « Innere Krise und Angriffskrieg 1938-1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier-H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 158-188.
- V. MASTNY. *The Czechs under Nazi Rule. The Failure of National Resistance, 1939-1942*. New York-London, 1971.
- W. N. MEDLICOTT. *The Economic Blockade*. London, 2 vol., 1952-1959.
- W. MEIER-DÖRNBERG. *Ölversorgung der Kriegsmarine 1935 bis 1945*. Freiburg, 1973.
- H. METZMACHER, « Deutsch-englische Ausgleichsbemühungen im Sommer 1939 », dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1966, pp. 369-412.
- H. C. MEYER. *Mitteleuropa in German Thought and Action 1815-1945*. The Hague, 1955.
- B. MICHEL, « Les usines Skoda (1869-1938) », dans *Revue d'histoire de la sidérurgie*, 1966, pp. 172-184.
- « La Petite Entente et les crises internationales des années 1930 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1970, N° 77, pp. 15-24.
- H. MITCHEL. *Vichy, année 1940*. Paris, 1966.
- *La Seconde Guerre mondiale*. Paris, 2 vol., 1968-1969.
- *La Drôle de guerre*. Paris, 1971.

- W. MIEGE. *Das Dritte Reich und die deutsche Volksgruppe in Rumänien 1933-1938*. Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Volkstumspolitik. Bern, 1972.
- F. MIHAI, I. SPALATEU. *Garda de fier, organizatie terorista de tip fascist*. Bucarest, 1971.
- A. S. MILWARD. *The German Economy at War*. London, 1965.
- *The New Order and the French Economy*. Oxford, 1970.
- « Der deutsche Handel und der Welthandel 1925-1939 », dans *Industrielles System und politische Entwicklung in der Weimarer Republik*. Verhandlungen des Internationalen Symposiums in Bochum vom 12.-17. Juni 1973. Düsseldorf, 1974, pp. 472-484.
- « Der Einfluss ökonomischer und nicht-ökonomischer Faktoren auf die Strategie des Blitzkrieges », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier-H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975 pp. 189-201.
- V. MOISUC. *Politica economica a Romaniei fata de Germania hitlerista in perioada dictaturii regale*. Positions de thèse. Bucarest, 1965.
- « Orientations dans la politique extérieure de la Roumanie après le pacte de Munich », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1966, pp. 327-340.
- « Tratatul economic romano-german din 23 martie 1939 si semnificatia sa », dans *Analele Institutului de studii istorice si social-politice de pe linga C. C. al P. C. R.*, 1967, pp. 130-146.
- « Imperativul organizarii securitatii si pacii europene si politica externa a Romaniei in ultimele luni de pace, aprilie-august 1939 », dans *Studii privind politica externa a Romaniei 1919-1939*, Bucarest, 1969, pp. 209-264.
- « The Offensive of Hitlerite Germany for Seizing Romania's Economy (January 1938 - May 1940) », dans *Revue roumaine de relations internationales*, 1971, pp. 117-140.
- *Diplomatia Romaniei si problema apararii suveranitatii si independentei nationale in perioada martie 1938 - mai 1940*. Bucarest, 1971.
- C. MURGESCU. *Casa regala si afacerile cu devize 1935-1940*. Bucarest, 1970.
- N. NAGY-TALAVERA. *The Green Shirts and the Others*. A History of Fascism in Hungary and Rumania. Stanford, 1970.
- A. NIRI. *Istoricul unui tratat inrobitor*. Tratatul economic romano-german din martie 1939. Bucarest, 1965.
- R. NÖTEL, « International Capital Movements and Finance in Eastern Europe 1919-1949 », dans *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1974, pp. 65-112.
- A. NOUSCHI, « Les relations pétrolières franco-belges de 1919 à 1924 », dans *Les relations franco-belges de 1830 à 1934*, Metz, 1975, pp. 315-324.
- D. ORLOW. *The Nazis in the Balkans*. A Case Study of Totalitarian Politics. Pittsburgh, 1968.

- D. J. PAYTON-SMITH. *Oil. A Study of War-time Policy and Administration*. London, 1971.
- G. PAIKERT. *The Danube Swabians. German Populations in Hungary, Rumania, Yugoslavia and Hitler's Impact on their Patterns*. The Hague, 1967.
- M. PEARTON. *Oil and the Romanian State*. Oxford, 1971.
- J. PETERSEN. *Hitler-Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin-Rom, 1933-1936*. Tübingen, 1973.
- D. PETZINA. *Autarkiepolitik im Dritten Reich. Der nationalsozialistische Vierjahresplan*. Stuttgart, 1968.
- « Grundriss der deutschen Wirtschaftsgeschichte 1918 bis 1945 », dans *Deutsche Geschichte seit dem Ersten Weltkrieg*, vol. 2, Stuttgart, 1973, pp. 663-784.
- « Vierjahresplan und Rüstungspolitik », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier-H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 65-80.
- W. PIPER. *Grundprobleme des wirtschaftlichen Wachstums in einigen südosteuropäischen Ländern in der Zwischenkriegszeit*. Berlin, 1961.
- I. POPESCU-PUTURI et alii. *La Roumanie pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Bucarest, 1964.
- I. POPESCU-PUTURI, « Les principales caractéristiques du régime politique de la Roumanie pendant la dictature militaire-fasciste et l'agression hitlérienne », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1964, pp. 67-92.
- C. POPISTEANU. *Romania si Antanta balcanica*. Bucarest, 1968.
- L. R. PRATT. *East of Malta, West of Suez. Britain's Mediterranean Crisis, 1936-1939*. Cambridge, 1975.
- H. PROST, « La Roumanie et la Seconde Guerre mondiale », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1952, N° 6, pp. 26-49.
- *Destin de la Roumanie 1918-1954*. Paris, 1954.
- I. PUJA, « Le développement de l'industrie roumaine dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1971, pp. 483-504.
- H. RADANDT, « Die IG-Farbenindustrie AG und Südosteuropa bis 1938 », dans *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1966, pp. 146-195.
- « Die IG-Farbenindustrie AG und Südosteuropa 1938 bis zum Ende des Zweiten Weltkrieges », dans *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1967, pp. 77-146.
- H. RAUPACH, « The Impact of the Great Depression in Eastern Europe », dans *Journal of Contemporary History*, 1969, N° 4, pp. 75-86.
- G. REICHERT. *Das Scheitern der Kleinen Entente. Internationale Beziehungen im Donauraum 1933 bis 1938*. München, 1971.

- P. RENOUVIN, J.-B. DUROSELLE. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Paris, 1964.
- M. RIEDEL. *Eisen und Kahle für das Dritte Reich*. Paul Pleigers Stellung in NS Wirtschaft. Stuttgart, 1973.
- H. L. ROBERTS. *Rumania*. Political Problems of an Agrarian State. New Haven-London, 1951.
- H. ROGGER, E. WEBER. *The European Right*. A Historical Profile. Berkeley-Los Angeles, 1965.
- D. SANDRU, I. SAIZU, « Cu privire la acapararea petrolului românesc de către Germania hitlerista (1940-1944) », dans *Anuarul Institutului de istorie și arheologie*, 1965, pp. 5-35.
- A. SAVU, « Aspecte ale politicii externe a României în preajma declanșării celui de-al doilea război mondial », dans *Analele Institutului de istorie a partidului de pe lângă C. C. al P. C. R.*, 1966, pp. 65-84.
- *Dictatura regală. 1938-1940*. București, 1970.
- R. SCHÖNFELD, « Die Balkanländer in der Weltwirtschaftskrise », dans *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1975, pp. 179-213.
- Th. SCHREIBER, « Historiographie hongroise de la Deuxième Guerre mondiale », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1961, N° 44, pp. 39-56.
- « La Hongrie et la Deuxième Guerre mondiale », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 1-6.
- H. J. SCHRÖDER. *Deutschland und die Vereinigten Staaten 1933-1939*. Wirtschaft und Politik in der Entwicklung des deutsch-amerikanischen Gegensatzes. Wiesbaden, 1970.
- « Südosteuropa als informale Empire Deutschlands 1933-1939. Das Beispiel Jugoslawien », dans *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 1975, pp. 70-96.
- « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936. Zur Kontinuität deutscher Aussenpolitik in der Weltwirtschaftskrise », dans *Geschichte und Gesellschaft*, 1976, pp. 5-32.
- L. SCHUMACHER. *Die Wirtschaftskraft der Banater Schwaben*. Stuttgart, 1954.
- A. SCHWEITZER. *Big Business in the Third Reich*. London, 1964.
- J. D. SCOTT. *Vickers*. London, 1962.
- South-Eastern Europe*. A Political and Economic Survey. Prepared by the Information Department of the Royal Institute of International Affairs... London, 1939.
- B. SPIRU. *Freiheit die sie meinen...* Rumänien unter der eisernen Fesse der City und der Wallstreet 1918-1938. Berlin, 1957.
- Studii privind politica externă a României (1919-1939)*. București, 1969.
- L. SZIGMOND, « La politique extérieure de la Hongrie de 1933 à 1939 », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1966, N° 62, pp. 7-18.

- L. S. STAVRIANOS. *The Balkans since 1453*. New York, 1958.
- H. J. TASCA. *World Trading Systems. A Study of American and British Commercial Policies*. Paris, 1939.
- A. TEICHOVA. *An Economic Background to Munich. International Business and Czechoslovakia 1918-1938*. Cambridge, 1974.
- « Die deutsch-britischen Wirtschaftsinteressen in Mittelost- und Südosteuropa am Vorabend des Zweiten Weltkrieges », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier - H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 275-295.
- W. TREUE, « Das Dritte Reich und die Westmächte auf dem Balkan. Zur Struktur der Aussenhandelspolitik Deutschlands, Grossbritanniens und Frankreichs 1933-1939 », dans *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, 1953, pp. 45-64.
- O. ULSHÖFER. *Einflussnahme auf Wirtschaftsunternehmen in den besetzten nord-, west- und südosteuropäischen Ländern während des Zweiten Weltkrieges, insbesondere der Erwerb von Beteiligungen*. Tübingen, 1958.
- B. VAGO. *The Shadow of the Swastika. The Rise of Fascism and Anti-Semitism in the Danube Basin, 1936-1939*. Farnborough, 1975.
- H.-E. VOLKMANN, « Aussenhandel und Aufrüstung in Deutschland 1933 bis 1939 », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier - H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 81-131.
- E. WAGEMANN. *Der neue Balkan. Altes Land — junge Wirtschaft*. Hamburg, 1939.
- The War and the Neutrals*. Ed. by A. Toynbee and V. M. Toynbee. London-New York-Toronto, 1956.
- D. C. WATT, « Intervention au sujet de la communication de M. Warner », dans *La guerre en Méditerranée 1939-1945*, Paris, 1971, pp. 575-578.
- E. WEBER, « The Men of the Archangel », dans *Journal of Contemporary History*, 1966, N° 1, pp. 101-126.
- E. WEBER. *Stadien der Aussenhandelsverflechtung Ostmittel- und Südosteuropas*. Stuttgart, 1971.
- E. WEBER. *Die Bukovina im Zweiten Weltkrieg*. Hamburg, 1972.
- G. L. WEINBERG. *Germany and the Soviet Union 1939-1941*. Leiden, 1954.
- *The Foreign Policy of Hitler's Germany. Diplomatic Revolution in Europe 1933-1936*. Chicago, 1970.
- B.-J. WENDT. *Appeasement 1938. Wirtschaftliche Rezession und Mitteleuropa*. Frankfurt a. M., 1966.
- *Economic Appeasement. Handel und Finanz in der britischen Deutschland-Politik 1933-1939*. Hamburg, 1971.
- « England und der deutsche Drang nach Südosten. Kapitalbeziehungen und Warenverkehr in Südosteuropa zwischen den Weltkriegen », dans *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*, herausg. von I. Geiss - B.-J. Wendt, Hamburg, 1973, pp. 483-512.

- « Strukturbedingungen der britischen Südosteuropapolitik am Vorabend des Zweiten Weltkrieges », dans *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, herausg. von F. Forstmeier - H.-E. Volkmann, Düsseldorf, 1975, pp. 296-307.
- R. L. WOLFF. *The Balkans in our Time*. Cambridge (Mass.), 1956.
- G. ZAHARIA, D. TUTU, « Aspects de la politique extérieure de la Roumanie pendant les années 1933-1936 », dans *Revue roumaine d'histoire*, 1966, pp. 631-656.
- G. ZAHARIA, « Sur la politique extérieure de la Roumanie avant la Deuxième Guerre mondiale », dans *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1968, N° 70, pp. 1-18.
- E. ZALESKI. *Les courants commerciaux de l'Europe danubienne au cours de la première moitié du XX^e siècle*. Paris, 1952.
- G. ZAMBONI. *Mussolinis Expansionspolitik auf dem Balkan. Italiens Albanien-Politik vom 1. bis zum 2. Tirana-Pakt im Rahmen des ital.-jugoslaw. Interessenkonflikts...* Hamburg, 1970.
- H. F. ZECK. *Die deutsche Wirtschaft in Südosteuropa*. Leipzig-Berlin, 1939.
- H. ZILICH, « Hermann Neubacher und der Wiener Schiedsspruch », dans *Südost-deutsche Vierteljahresblätter*, 1960, pp. 204-208.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE CENTRALE S.A.
A NEUCHÂTEL (SUISSE), LE 28 FÉVRIER 1977

Imprimé en Suisse